



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

NUMÉRO SPÉCIAL ÉCONOMIQUE

CRISES

LA NOUVELLE RÉCESSION 1980-1981

La conjoncture internationale
La crise de la sidérurgie européenne

LE TIERS MONDE FACE A LA CRISE CAPITALISTE

L'endettement des pays dépendants
Brésil — Zaïre — Sénégal

LES DIFFICULTÉS DE TROIS ÉCONOMIES DE TRANSITION

Pologne — Chine — Cuba

Sommaire du n° 94-95 du 16 février 1981

NUMÉRO SPÉCIAL ECONOMIQUE

3	EDITORIAL	Une continuité d'analyse	INPRECOR
4	CONJONCTURE	La spirale des récessions ne peut s'élargir à l'infini	Winfried WOLF
17	SIDERURGIE	La crise de la sidérurgie européenne	Michel CAPRON
28	ENDETTEMENT	Le Tiers Monde face aux nouvelles canonnières	C. LEWIS
36	BRESIL	L'heure des huissiers	A. JOS
37	ZAIRE	Tristes records ...	J. ETIENNE
40	SENEGAL	La mise sous tutelle	C. JANE
44	POLOGNE	Le grand désordre économique	Jacqueline ALLIO
48	POLOGNE	« Solidarité » devrait élaborer un programme économique alternatif — Un entretien recueilli à Varsovie par J. Allio	Henryk SZLAJFER
52	CHINE	La crise économique en Chine	Ernest MANDEL
60	CUBA	Les 20 ans de l'économie cubaine Un premier bilan, de nouvelles orientations	J.-P. BEAUVAIS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93100 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an (25 numéros) pour tous pays 180 FF.

Par avion : Europe 200 FF ; Asie 245 FF ; Moyen-Orient et Afrique du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques 230 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom _____

Numéro et Rue _____

Commune _____

Code postal _____ Bureau distributeur _____

Pays _____



UNE CONTINUITÉ D'ANALYSE

C E numéro économique spécial d'*Inprecor* est le huitième d'une série qui a débuté en janvier 1975 et dont les numéros précédents ont paru le 16 janvier 1975 (numéro 16-17 ancienne série), le 5 juin 1975 (numéro 27-28), le 18 décembre 1975 (numéro 40-41), le 11 novembre 1976 (numéro 61-62), le 12 décembre 1977 (numéro 19, seconde série), le 30 décembre 1978 (numéro 41-42, nouvelle série) et le 17 janvier 1980 (numéro 67-68).

Sur une période de six ans, ces publications ont établi une continuité d'analyse de la conjoncture économique internationale. Nous sommes persuadés, quant à nous, que cette analyse se caractérise par une cohérence indéniable et par une précision qui a été, en gros, confirmée par les événements. Cela prouve qu'une méthode correcte — la méthode d'analyse marxiste — est bien plus efficace qu'un système perfectionné de calculateurs électroniques disposant d'innombrables informations, mais les interprétant sur la base d'une conception éclectique, voire carrément fautive, du cycle économique des crises capitalistes.

En outre, ces numéros comportent une série d'études structurales concernant le problème alimentaire mondial (16 janvier 1975), l'économie espagnole (5 juin 1975, 22 décembre 1977 et 17 janvier 1980), l'économie japonaise (16 janvier 1975 et 11 novembre 1976), l'économie britannique (16 janvier 1975), l'économie française (18 décembre 1975), l'économie soviétique (17 janvier 1980), l'économie yougoslave (30 décembre 1978), l'économie brésilienne (11 novembre 1976 et 17 janvier 1980), l'économie des pays sous-développés dans leur ensemble (11 novembre 1976 et 30 décembre 1978) et le problème de l'or (17 janvier 1980), auxquels s'ajoutent les articles sur l'économie chinoise et sur l'endettement du Tiers Monde dans le présent numéro.

Enfin, nous comptons publier prochainement une importante étude d'André Gunder Frank sur le rapport de la Commission Brandt, « Paradoxes keynésiens sur les rapports Nord-Sud et Est-Ouest », dans la continuité des travaux du même auteur sur la crise, dont nous nous sommes déjà fait l'écho dans *Inprecor* (17 janvier 1980) en publiant « Nouvelles récessions et nouvelles déroutes de la prévision économique ».

INPRECOR
30 janvier 1981.

La spirale des récessions ne peut s'élargir à l'infini

Il est inutile de reprendre le récit de la course de vitesse entre la réalité économique et les pronostics des instituts de recherche, des gouvernements et des économistes bourgeois toujours en retard sur elle ; André Gunder Frank a déjà dit l'essentiel à ce propos dans le dernier numéro spécial économique d'*Inprecor*. Dans le même

numéro (1), nous avons également esquissé les traits de la nouvelle crise économique qui pointait à l'horizon, dans la continuité des analyses détaillées que notre publication consacre à la conjoncture économique internationale depuis cinq ans.

Winfried WOLF

Les instituts de recherche économique bourgeois continuent à réviser en baisse leurs prévisions de mois en mois, voire de semaine en semaine, tout en continuant à parler de « croissance » ou de « mini-croissance » pour 1981. Mais la réalité est entre-temps devenue évidente : depuis le troisième trimestre de 1980, l'économie capitaliste internationale vit sa troisième récession internationale synchronisée après la Deuxième Guerre mondiale (2), récession qui s'amplifiera au cours de l'hiver 1980-1981.

On peut dès maintenant prévoir :

— que la crise économique 1980-1981 aura au moins l'ampleur de celle de 1974-1975 ;

— que ses effets sociaux sur la classe ouvrière seront beaucoup plus graves que lors de la récession précédente ;

— que les pays semi-coloniaux non exportateurs de pétrole s'acheminent de plus en plus vers une situation sans issue, par suite d'une nouvelle montée en flèche de leur facture pétrolière et de leur endettement (2bis). L'effet « correcteur » de la misère de masse et de la famine de millions d'êtres humains — qui laisse les places boursières internationales de glace — ne semble plus suffire. Quelques-uns de ces pays sont au bord de la faillite financière ouvertement déclarée ;

— contrairement à ce qui s'était passé en 1974-1975, au cours de la nouvelle récession économique généralisée, certains des principaux pays dépendants semi-industrialisés (l'Inde, la Corée du Sud, Hong-Kong, l'Argentine) ont également subi une baisse absolue de la production du revenu national et de l'emploi ;

— la nouvelle crise économique internationale accroît le danger d'un *krach* bancaire international et de l'effondrement de tout le système international du crédit. Une bonne partie de l'expansion de l'endettement international continue à s'effectuer sans aucun mécanisme de contrôle ;

— parallèlement à la crise de l'éco-

nomie capitaliste internationale — et en partie sous son impact —, les pays non capitalistes atteignent de plus en plus les limites d'une économie planifiée bureaucratiquement centralisée. La Pologne connaît pour la première fois une baisse absolue de son produit national brut (PNB) sous l'effet de la crise agricole. Cette misère économique constitue l'arrière-fond de la crise sociale et des processus révolutionnaires en cours dans ce pays.

Dans l'ensemble, nous nous trouvons donc devant la répétition des phénomènes classiques de crise économique qui s'étaient déjà manifestés en 1974-1975. En RFA, le « Conseil des experts » s'efforce de démontrer qu'on ne peut pas

parler d'une crise cyclique (3). On peut lui donner raison dans la mesure où le caractère « cyclique » de la crise n'exprime qu'un de ses aspects. Il faudrait le combiner avec le phénomène de son aggravation tendancielle depuis 1970-1971 dans le cadre d'une onde longue à taux de croissance déclinant. Il serait donc plus juste de parler d'une spirale ou d'une avalanche qui, forcément, ne peut pas continuer éternellement. Même si l'analyste ne dispose jamais d'avance de tous les éléments qui déterminent les étapes de cette évolution — notamment parce que l'économie et la politique constituent un tout —, il est clair que cette spirale ou cette avalanche s'oriente tendanciellement non vers sa simple autoreproduction, mais vers un point d'explosion.

Une légère désynchronisation et ses conséquences

La nouvelle récession se distingue de celle de 1974-1975 par le fait que l'écart entre le moment où les principaux pays impérialistes entrent en crise, et le moment où ils atteignent le point extrême de la récession, a été plus important d'un pays à l'autre.

Aux Etats-Unis, la récession a débuté dès la fin de 1979, a duré pendant les trois premiers trimestres de 1980, a été suivie d'une légère reprise au cours du dernier trimestre de 1980 mais risque de reprendre au début de 1981, surtout sous l'effet de la hausse vertigineuse des taux d'intérêts qui ont de nouveau dépassé le seuil des 20 %.

En RFA, la récession a débuté au troisième trimestre de 1980 mais ne semble vraiment s'affirmer qu'en fin d'année.

Le Japon est entré pareillement dans la récession au troisième trimestre de 1980, mais il est plus douteux qu'elle se poursuive au cours du premier semestre de 1981.

La France est en récession depuis le deuxième semestre de 1980, de même que l'Italie.

Quant à la Grande-Bretagne et au Canada, toute l'année 1980 a été pour eux une année de récession.

Cette désynchronisation plus forte qu'en 1974-1975 est l'argument utilisé

1. Voir *Inprecor* numéro 67/68 du 17 janvier 1980, André Gunder Frank, « Nouvelles récessions et nouvelles déroutées de la prévision économique » ; Winfried Wolf, « La nouvelle récession internationale en 1980 ».

2. En 1957-1958, il y eut une récession internationale qui n'a eu cependant que des effets mineurs en Europe capitaliste, où l'expansion fut généralement poursuivie, fût-ce à un rythme ralenti. Mais les USA et le Japon connurent une baisse absolue du PNB et de la production industrielle.

2 bis. Voir l'étude de G. Lewis sur l'endettement des pays dépendants dans ce même numéro d'*Inprecor*.

3. Le « Conseil des experts pour juger le développement économique dans son ensemble » (*Sachverständigenrat zur Begutachtung der gesamtwirtschaftlichen Entwicklung*) se compose de cinq économistes formellement indépendants du gouvernement, qui présentent chaque année une « expertise » étendue de la situation économique internationale et ouest-allemande (*Jahresgutachten*). A côté de jugements plus fondés sur la période antérieure, ces expertises se caractérisent surtout par la myopie quant aux perspectives immédiates, et par une tendance à justifier les diverses politiques économiques suivies par les gouvernements des principaux pays impérialistes. L'« expertise » pour l'année 1980 accorde ainsi une couverture massive à la politique d'économies budgétaires du nouveau cabinet social-démocrate-libéral d'Helmut Schmidt en RFA.

par la majorité des économistes bourgeois pour expliquer qu'on ne connaîtra pas de récession économique généralisée. *Business Week* prévoit une croissance de 2 % en 1981 (4), la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* affirme que la récession se terminera vraisemblablement dès l'hiver 1980-1981 (5).

Mais depuis lors, la hausse vertigineuse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a rendu les experts beaucoup plus prudents. Ainsi, l'OCDE enregistre une baisse de la production industrielle de 6,25 % pour les sept principaux pays impérialistes au deuxième semestre de 1980 par rapport au premier semestre — qui avait lui-même connu une baisse de la production de 0,3 % par rapport au deuxième semestre 1979 (mais cette baisse était concentrée essentiellement aux Etats-Unis) — et ne prévoit pour le premier semestre de 1981 qu'une augmentation de 2 % de la production industrielle par rapport au deuxième semestre de 1980. Cela laisserait le niveau de cette production encore en-dessous de celui du premier semestre de 1980, pour ne pas dire de celui du premier semestre de 1980.

Cela veut dire que la récession durera au moins de l'été 1980 à l'été 1981, selon les instances de l'OCDE qui, étant composées des représentants de gouvernements membres, sont toujours amenées à présenter la situation comme meilleure qu'elle ne l'est en réalité (6).

L'évolution d'ensemble de la production industrielle des pays impérialistes ressort des chiffres du Tableau I.

	Moyenne trimestrielle comparée au trimestre précédent	Dernier mois comparé au même mois de l'année précédente (1979)	
Australie	- 4 %	- 1 %	(août)
Canada	- 17 %	- 5,5 %	(juillet)
France	- 4 %	- 3,5 %	
R.F.A.	- 7 %	0	(août)
Pays-Bas	- 9 %	- 2 %	(août)
Italie	- 26,5 %	- 5 %	(août)
Japon	- 8,5 %	- 1 %	(août)
Suède	- 22,5 %	- 5,5 %	(juillet)
Etats-Unis	- 9 %	- 7,5 %	(septembre)
Grande-Bretagne	- 7,5 %	- 8 %	(août)

Le trimestre concerné est en général juin-juillet-août, sauf pour les Etats-Unis (juillet-août-septembre) et pour le Canada et la Suède (mai-juin-juillet).

Source : *The Economist*, 1er novembre 1980.

Seul le volume du commerce mondial a continué de croître légèrement en 1980, du taux modeste de 1,5 %, mais cette hausse est due essentiellement à la forte poussée des exportations au cours du premier semestre de 1980.

Il est vrai qu'il y a eu un début de reprise de la production industrielle aux Etats-Unis durant le quatrième trimestre de 1980. Cela explique les prévisions sur une reprise durable à partir du premier trimestre de 1981. Mais l'explosion des taux d'intérêt, avec un *prime rate* (intérêt

demandé par les banques aux firmes les plus solides) dépassant les 20 %, « étrangle la reprise », constate *Business Week* (7), corrigeant l'estimation précédente. Le même numéro de cet hebdomadaire rapporte, comme prévision unanime d'une quarantaine d'économistes, la perspective d'une chute de la production industrielle américaine au cours du premier trimestre 1981.

De 10 à 16, puis à plus de 20 millions de chômeurs

Au cours de la récession de 1970-1971, il y eut dix millions de chômeurs officiellement enregistrés dans les pays impérialistes. Au point le plus critique de la récession de 1974-1975, il y en avait 16,5 millions. Fin 1980, ce chiffre s'élève déjà à un peu plus de 20 millions. Lorsque la

récession de 1980-1981 atteindra son point extrême (sans doute à la fin du premier trimestre 1981), ce chiffre pourrait atteindre 22 à 23 millions. Le Tableau II indique la montée des taux de chômage au cours de ces dernières années.

4. *Business Week*, 27 octobre 1980.
 5. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 octobre 1980.
 6. *Perspectives économiques de l'OCDE*, numéro 28, décembre 1980.
 7. *Business Week*, 29 décembre 1980.

	Moyenne annuelle 1975	octobre ou novembre 1979	septembre ou octobre (*) 1980
USA	8,4 %	5,8 % (novembre)	7,6 % (octobre)
Japon	1,9 %	2,2 % (octobre)	2,0 % (septembre)
RFA	4,1 %	3,5 % (novembre)	4,2 % (novembre)
Grande-Bretagne	3,6 %	5,6 % (décembre)	8,3 % (novembre)
France	3,8 %	5,8 % (novembre)	6,8 % (septembre)
Italie	5,9 %	8,7 % (octobre)	8,2 % (septembre)
Pays-Bas	4,7 %	5,0 % (novembre)	6,5 % (octobre)
Belgique	4,5 %	7,3 % (octobre)	10,5 % (septembre)
Danemark	6,0 %	—	9,0 % (septembre)
Suède	1,6 %	1,8 % (novembre)	2,1 % (septembre)
Australie	5,0 %	5,4 % (novembre)	6,1 % (septembre)
Canada	7,2 %	7,3 % (novembre)	7,6 % (octobre)

(*) Sauf pour la RFA et la Grande-Bretagne : novembre.

Source : *The Economist*, 22 novembre 1980.

En examinant de plus près ces chiffres, on s'aperçoit que, par rapport à la récession de 1974-1975, la hausse du taux de chômage provient surtout de l'Europe occidentale. Le taux de chômage a légèrement reculé aux Etats-Unis, où des millions de nouveaux salariés ont pu être intégrés dans l'économie. Ce fait révèle surtout un taux d'accroissement de la productivité plus bas qu'en Europe. Il faut en outre tenir compte des techniques de comptabilisation du chômage, passablement différentes en Amérique du Nord et en Europe.

Cette montée massive du chômage dans les pays impérialistes constitue sans doute l'aspect principal de la crise capita-

liste du point de vue des rapports entre les classes. En une décennie, le nombre de chômeurs a plus que doublé. Il n'y a pas de prévision sérieuse incluant une réduction significative du chômage au cours de la future reprise, surtout si l'on tient compte de ce qui s'est passé au cours des années 1976-1979 (sauf aux Etats-Unis). Par contre, de nombreux économistes prévoient une augmentation du chômage, même au cours d'une légère reprise intervenant en 1981, surtout par suite de l'introduction, ou de la généralisation, de nouvelles technologies.

Les rapports de production capitalistes, à l'époque de l'impérialisme et du troisième âge du capitalisme, non seule-

ment se révèlent incapables de satisfaire les besoins humains élémentaires, à l'échelle mondiale, mais ils sont encore incapables d'assurer le droit élémentaire au travail — bien entendu le droit au travail salarié, donc au travail exploité, c'est-à-dire à une part de la richesse nouvellement créée. Un mode de production dont la force motrice reste la recherche du profit maximum est *obligé*, dans des conditions de taux de profit déclinants, et de la présence de technologies de plus en plus avancées, de chercher à économiser le travail vivant de manière radicale, et donc de conduire au chômage massif, et de plus en plus massif.

Le taux d'inflation des pays impérialistes dépasse, en moyenne, les 10 %

Le développement de la crise sous forme de spirale est illustré également par l'accroissement des taux d'inflation. Si l'on compare le taux d'accroissement du coût de la vie au moment de la dernière récession (1974-1975) et dans la récession en cours, ce sont surtout quelques pays impérialistes mineurs comme la Suède ou le Danemark qui connaissent la poussée la plus forte. Au Japon et en RFA, elle s'est légèrement réduite, en France et en Grande-Bretagne elle est stationnaire ; en Italie, au Canada et aux Etats-Unis, il y a une légère accélération.

Mais, à long terme, la tendance à l'accélération est incontestable. Elle est d'autant plus impressionnante qu'elle s'est réalisée bien que tous les gouvernements impérialistes aient appliqué une politique économique anti-inflationniste pendant la période 1979-1980, avec des taux d'intérêt très élevés, et des restrictions budgétaires, ou du moins avec des taux d'accroissement des dépenses publiques inférieurs à ceux de la période précédente. Tout cela n'a pas pu empêcher le taux d'inflation de continuer à augmenter à long terme.

La cause principale de ces taux élevés d'inflation et de leur croissance réside dans l'augmentation de l'endettement privé et public. Si l'on ne considère que l'endettement intérieur, il s'est fortement accru d'un cycle à l'autre. Cela s'applique même aux économies réputées les plus solides comme celle de la RFA.

Cela signifie qu'en l'espace de 8 ans, la dette privée a plus que doublé et la dette publique presque triplé en chiffres absolus. Par rapport au PNB, l'ensemble de la dette publique et privée est passé de 80 % en 1971 à 102 % en 1979.

En 1856, l'introduction du procédé Bessemer en Grande-Bretagne abaissait de manière sensible les coûts de production. Mais dans un système capitaliste dominé par la loi du profit et la concurrence sur le marché, les innovations technologiques débouchent sur de nouvelles crises de surproduction, tandis que le remplacement du travail vivant par le travail mort accentue le chômage (DR).

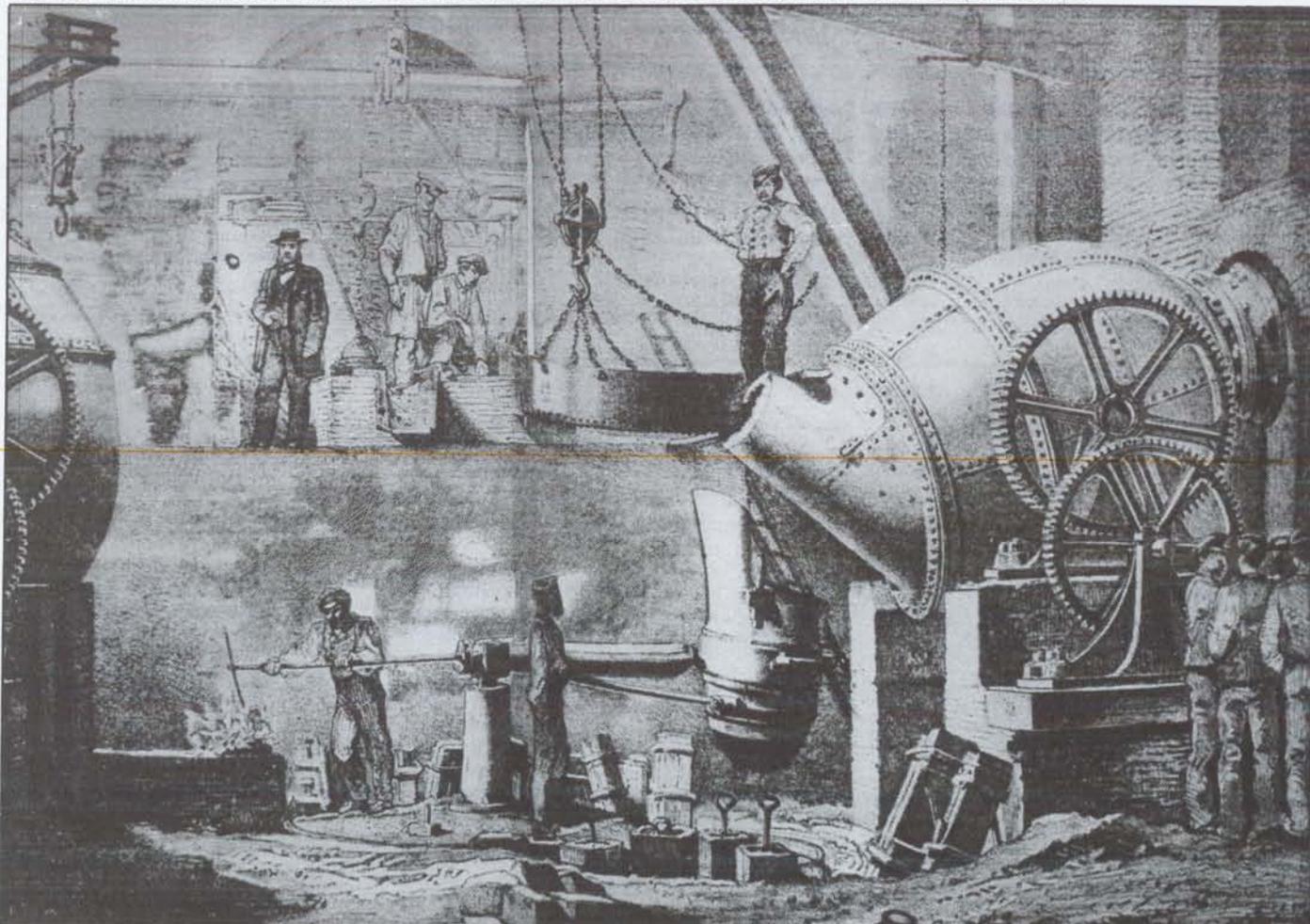


TABLEAU III
AUGMENTATION DU COUT DE LA VIE 1960-1980

	1961-1970 moyenne annuelle en %	1971-1976 moyenne annuelle en %	1974 en %	1979 en %	1980 mois de référence entre parenthèses en %
Etats-Unis	2,8	6,6	11,4	11,3	13,9 (septembre)
Canada	2,7	7,4	10,5	9,1	11,9 (septembre)
Japon	5,8	11,1	24,4	3,6	9,0 (septembre)
R.F.A.	2,7	5,9	7,0	4,1	5,0 (octobre)
France	4,0	9,0	13,7	10,8	13,6 (septembre)
Grande-Bretagne	4,1	13,6	15,1 (*)	13,4	16,0 (septembre)
Italie	3,9	12,2	19,1	14,8	22,0 (octobre)
Pays-Bas	4,1	8,7	10,0	4,2	7,0 (octobre)
Danemark	5,9	9,2	—	9,6	13,0 (septembre)
Suède	4,0	8,3	9,9	7,2	15,5 (octobre)
Australie	2,5	10,8	—	9,1	10,0 (août)
Tous les pays de l'OCDE	3,3	8,5	—	9,9	12,5 (**)
Pays européens de l'OCDE	3,8	9,8	—	10,6	13,8 (**)

(*) L'inflation avait atteint son point culminant en Grande-Bretagne en 1975, avec 21,5 %
(**) Septembre 1980 par rapport à septembre 1979.

Source : *Perspectives économiques de l'OCDE*, numéro 28, décembre 1980 — *OECD Economic Outlook*, décembre 1975.

Cette création croissante d'une demande artificielle agit sans doute, à certains moments de la production capitaliste, comme un stimulant pour maintenir ou même accélérer les investissements et la consommation. Mais cela à une condition : que l'endettement ne croisse pas plus vite que le PNB, ou au moins que l'écart reste réduit. En d'autres termes : un pareil endettement ne crée pas trop de problèmes dans une phase de croissance relativement rapide de la production. Mais lorsque s'ouvre, avec la fin des années 1960, une phase de croissance plus lente, l'augmentation constante des dettes acquiert un « caractère double » fatal.

D'une part, elle hypothèque le développement capitaliste ultérieur ; une partie croissante de la valeur nouvellement créée est gaspillée sous forme de

dépenses improductives : service et amortissement des dettes.

D'autres part, c'est justement dans une telle phase que la tentation est particulièrement grande de réduire l'ampleur

de la crise par la création accentuée d'une demande artificielle, c'est-à-dire par l'endettement accéléré (8). Mais, là aussi, la spirale du crédit ne peut pas s'élargir sans limites.

TABLEAU IV
DETTE PRIVEE ET PUBLIQUE EN RFA 1970-1979

	DETTE PRIVEE		DETTE PUBLIQUE	
	en milliards de DM	en % du PNB	en milliards de DM	en % du PNB
1971	476,3	62	140,4	18,4
1975	689,2	66,8	256,4	24,9
1979	1 022,1	72,8	413,9	29,5

Source : *Monatsberichte der Deutschen Bundesbank*, mai 1975 et novembre 1980.

Les déficits des balances de paiement, les pétrodollars et le marché des eurodevises

Nous avons déjà antérieurement réfuté l'explication démagogique de la crise par la hausse des cours des matières premières et « la note élevée et croissante du pétrole » (9). Mais il est incontestable que la hausse du prix du pétrole contribue indirectement à nourrir l'inflation, par le biais des déficits de la balance des paiements des pays non exportateurs de pétrole, et de la dette extérieure croissante utilisée pour financer ces déficits.

Le nouvel accroissement du prix du pétrole a provoqué de nouveau un changement important dans la structure du commerce mondial. La première augmentation du prix, celle de 1973, avait entraî-

né un fort surplus de la balance des paiements des pays de l'OPEP, accompagné d'un fort déficit chez les pays importateurs de pétrole. Mais ce déséquilibre a pu être largement résorbé entre 1973 et 1978 par l'accroissement des importations de marchandises — avant tout biens d'équipement — par les pays de l'OPEP ; par l'investissement partiel des pétrodollars dans l'industrie des pays impérialistes ; et par la stabilisation, voire le renversement, des termes de l'échange dans la phase d'expansion 1976-1978, lorsque la hausse du prix du pétrole fut inférieure à celle du prix des produits industriels exportés par les pays impérialistes.

Le déséquilibre provoqué par la hausse du prix du pétrole en 1980 est supérieur à celui de 1973. Le surplus de la balance des paiements des pays de l'OPEP atteindra 115 milliards de dollars

8. *Business Week* (numéro du 12 janvier 1981) indique que, selon l'économiste Kaufmann, la dette des ménages américains augmentera de 44 milliards de dollars en 1981, c'est-à-dire de 10 %, pour permettre une modeste croissance du PNB qui ne dépasserait pas les 1 à 1,5 % pour l'ensemble de l'année.

9. *Inprecor* numéro 67/68 du 17 janvier 1980, Winfried Wolf, « La nouvelle récession internationale en 1980 », p. 3.

en 1980, contre 68 milliards en 1979. La contrepartie, c'est un déficit de la balance des paiements des pays impérialistes de 50 milliards de dollars (contre 11 milliards en 1979), de 65 milliards de dollars pour les pays semi-coloniaux non exportateurs de pétrole (contre 55 milliards en 1979), et de 5 à 10 milliards de dollars pour ce qui est des Etats ouvriers (10).

Six des pays de l'OPEP (l'Arabie saoudite, l'Irak, le Nigéria, la Libye, les Emirats arabes unis et le Koweït) se sont entre-temps rangés dans la liste des vingt plus grands pays exportateurs du monde. Mais aucun pays membre de l'OPEP ne se trouve dans la liste des vingt plus grands importateurs du monde. De là le problème de « recycler » les pétrodollars, problème devenu plus difficile qu'en 1973-1974. Selon une étude de la Banque d'Angleterre, la majeure partie des placements de pétrodollars s'est effectuée sur le marché des eurodevises en 1979 ; une partie mineure s'effectue sous forme d'investissements directs dans d'autres pays (cette partie apparaît dans le Ta-

bleau V comme partie de la rubrique « autres placements »).

Il faut déduire de ce tableau que 80% des 240 milliards de pétrodollars sont investis dans les pays impérialistes, bien que la destination régionale de ces placements se soit fortement modifiée : en 1974, 40% des pétrodollars étaient placés en Grande-Bretagne ; en 1979 ce pourcentage était tombé à 32%. La part des pétrodollars placée aux USA a également reculé, la part placée au Japon, en RFA, en France, aux Pays-bas et en Italie a augmenté. Les pétrodollars placés au Japon sont passés de 3,2 milliards en fin 1978 à 15,6 milliards en septembre 1980 (11). Par contre, la part placée en dollars (y compris eurodollars) est restée en gros la même. La tendance aux placements à court terme s'est accentuée.

Les raisons des difficultés croissantes pour « recycler » les pétrodollars sont les suivantes :

1) Vu la structure socio-économique semi-coloniale des pays de l'OPEP,

il y a des limites à l'industrialisation et à l'expansion des importations qui n'ont pu être surmontées. Les importations de biens d'équipement se limitent à l'infrastructure et à quelques secteurs industriels privilégiés : industrie pétrolière, pétrochimie, bâtiment et génie civil. Une partie importante des importations concerne les armes.

2) La chute du taux de profit et la nouvelle récession n'encourage pas les investissements directs dans les pays impérialistes.

3) La politique inflationniste des gouvernements a conduit à des taux d'intérêt très élevés pour les placements à court terme, ce qui incite les pétrodollars à devenir des « capitaux vagabonds », passant d'un pays à l'autre au gré des différences momentanées entre taux d'intérêt.

La synthèse de ces trois facteurs met en lumière le caractère de plus en plus vulnérable de l'économie capitaliste internationale. D'une part, les pays impérialistes et les pays semi-coloniaux ont besoin d'un surplus de crédits — de « demande artificielle » —, pour amortir, c'est-à-dire retarder dans le temps, les effets les plus graves de la crise. D'autre part, la croissance générale de l'endettement privé et public, et la croissance du taux d'inflation, conduisent à un encadrement plus strict du crédit fourni par les systèmes bancaires nationaux. Le seul système de crédit qui échappe encore aux mesures de contrôle tant soit peu efficaces est donc celui des eurodevises. Et les pétrodollars vagabonds se dirigent ainsi de plus en plus massivement vers ce système, y sont placés à court terme, tandis que les banques qui les reçoivent les placent en majeure partie à moyen ou à court terme. C'est dire que le système de crédit international s'oriente de plus en plus dans la direction d'une répétition, à l'échelle internationale, de ce qui avait commencé en 1929-1930 sur le terrain des systèmes bancaires nationaux insuffisamment contrôlés. Les pays de l'OPEP peuvent retirer leurs fonds pratiquement du jour au lendemain, alors que les banques les ont gelés en crédits à long terme non réalisables immédiatement (ou réalisables à grosses pertes).

On ne peut évidemment pas dire que n'importe quel événement pourrait désarticuler ce marché international du crédit. Il devrait s'agir de la banqueroute d'un ou de plusieurs pays semi-coloniaux importants, de la faillite de plusieurs grandes multinationales (signalons, pour mémoire, que quatre monopoles en difficulté, la Chrysler et ITEL aux Etats-Unis, Massey-Ferguson au Canada et ICL en Grande-Bretagne, ont ensemble des dettes

10. Voir *The Economist* du 1er novembre 1980. La Morgan Guaranty Trust Co a publié des évaluations similaires (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 21 octobre 1980). La « note pétrolière » élevée n'est pas la seule cause de ce déficit et de cet endettement croissants. Il faut y ajouter le poids croissant de l'importation de vivres.

11. *International Herald Tribune*, 6-7 décembre 1980.

TABLEAU V

SURPLUS DES PAYS DE L'OPEP ET LEUR PLACEMENT 1974-1979
en milliards de dollars

	1974	1978	1978	Surplus accumulés fin 1979
Dépôts bancaires :	28,6	3,9	37,3	115
dont sur marché national	7,0	2,8	6,3	26
dont en eurodevises	21,6	1,1	31,0	89
Obligations publiques à court terme	8,0	-0,8	3,3	7
Obligations publiques à long terme	1,1	-1,8	-0,7	10
Autres placements	7,1	5,8	9,0	58
Institutions internationales	3,5	0,1	-2,0	46
Pays du « Tiers-Monde »	4,9	6,2	6,9	
Ensemble des placements identifiés	53,2	13,4	53,8	236
Placements nonidentifiés	1,9	5,4	25,2	?

Source : *Bank of England*, tableau reproduit par *Wirtschaftswoche*, 4 juillet 1980.

TABLEAU VI

MARCHE DES EURODEISES ET PLACEMENTS DES PAYS DE L'OPEP
AUPRES DES BANQUES ENGAGÉS DANS CE MARCHÉ
en milliards de dollars

	1975	1976	1977	1978	1979
Crédits aux pays industrialisés	257,9	324	405	530,8	616,1
Crédits aux pays de l'Est	21,6	28,8	38,3	47,5	52,8
Crédits aux pays du « Tiers-Monde »	63,0	80,9	98,7	121,7	147,2
Off shore et indéfinissables	85,6	89,6	108,2	136,3	162,9
Total des prêts accordés par les eurobanques et banques off shore	428,1	523,3	650,6	836,3	979,0 (*)
Réserves de l'OPEP	37,5	40,1	38,8	26,6	44,4
Rapport des réserves de l'OPEP à l'ensemble des prêts bancaires internationaux	1/11	1/13	1/17	1/31	1/22

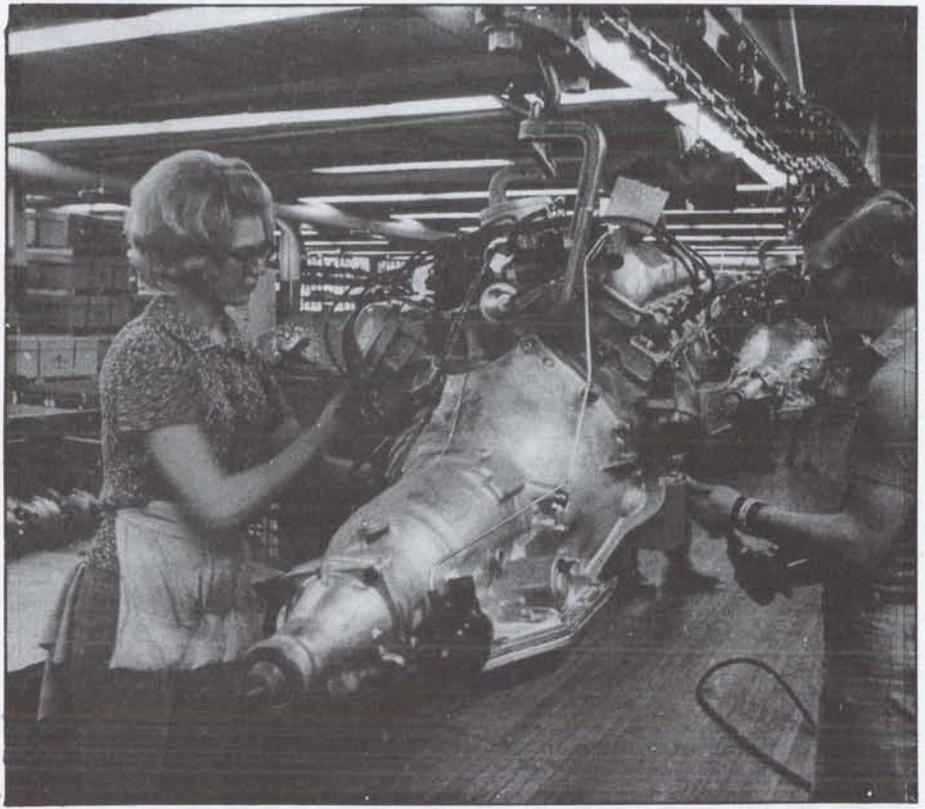
(*) Selon *le Monde* du 13 janvier 1981, ce chiffre se serait encore accru de 130 milliards de dollars en 1980.

Sources : Banque des règlements internationaux (BRI), Bâle, *Rapports annuels*, numéros 48 et 49 ; *Provisional Report*, February 1980.

après de banques privées pour plus de 8 milliards de dollars, ce qui équivaut déjà à celles de quelques-uns des pays semi-coloniaux les plus vulnérables), ou d'une combinaison entre ces facteurs et quelques autres (12).

Par ailleurs, de nombreux signes laissent prévoir que le prix du pétrole sera soumis à une pression croissante sur le marché mondial. Oeuvent dans ce sens la découverte et la mise en exploitation d'énormes réserves nouvelles (Mexique, Venezuela, éventuellement Chine et Vietnam, mer du Nord) ; la substitution croissante du pétrole par le charbon ; le développement massif d'investissements dans les sources d'énergie dites nouvelles. Il est significatif que la guerre entre l'Irak et l'Iran, et la réduction des exportations de pétrole de ces deux producteurs majeurs qu'elle entraîne, n'a pas conduit à une hausse importante du prix du pétrole.

Mais le ralentissement de la hausse du prix du pétrole réduirait l'afflux des pétrodollars sur le marché des eurodevises, détériorerait encore davantage le rapport entre les prêts des eurobanques et des banques *off shore* d'une part, et les réserves de l'OPEP d'autre part. En cas d'« incident » ou simplement de longue période de stagnation de la conjoncture en Occident, cela pourrait conduire à un retrait massif des pétrodollars du marché des eurodevises et ébranler le système de crédit international (13). Si au cours de la récession 1980-1981, aucun *krach* bancaire de l'ampleur de celui de la Herstatt



Usines Oldsmobile à Lansing, Michigan. Pour la première fois de son histoire, General Motors a été déficitaire en 1980 (DR).

Bank et de la Franklin Bank (système Sindona) lors de la précédente récession ne s'est (encore) produit, mentionnons quand même l'effondrement du groupe de toute la « nouvelle banque privée » en

Argentine (14), ainsi que l'effondrement du groupe Rozenblum en France, deux chaînes de banqueroutes dans lesquelles de très grosses banques internationales ont perdu quelques plumes.

La désynchronisation régionale affaiblira-t-elle ou prolongera-t-elle la récession ?

Cette désynchronisation est généralement avancée comme le principal argument pour affirmer que l'actuelle récession est « *tout à fait différente* » et « *beaucoup moins grave* » que celle de 1974-1975. Examinons tout d'abord ce qu'il en est de cette désynchronisation elle-même :

AMERIQUE DU NORD

La production industrielle aux Etats-Unis a commencé à baisser à partir du milieu de l'année 1979. Cette baisse a été brièvement interrompue à deux reprises : au début de 1980, sous l'effet des événements d'Afghanistan, et pendant une partie du deuxième semestre de 1980. Néanmoins, la tendance générale va dans le sens de la baisse. La crise a frappé de manière particulièrement forte l'industrie automobile, l'industrie du bâtiment et l'industrie sidérurgique. C'est surtout la crise de l'industrie automobile qui mérite une attention particulière. La vente d'automobiles particulières construites aux USA se situera en 1980 à 37 % en-dessous du niveau de 1979, à 44 % en-dessous du niveau de 1978 et à 46 % en-dessous du niveau record (9,7 millions d'unités) de l'année 1973. Ce recul spectaculaire, entraînant d'énormes capacités excédentaires

et des licenciements massifs, a déjà produit des pertes record de toute l'histoire du capitalisme américain. Les trois grands monopoles auront ensemble en 1980 des pertes dépassant largement 2 milliards de dollars. Pour General Motors, c'est la première année de pertes de toute son histoire. Et, malgré des prêts gouvernementaux de 2 milliards de dol-

lars, Chrysler est plus que jamais au bord de la faillite.

Des symptômes de crise similaires, bien que non identiques, se manifestent dans l'ensemble de l'industrie américaine. Le taux d'utilisation de sa capacité productive est tombé de 85 % en 1979, à 74 % en septembre 1980. Le montant réel des investissements a reculé de 10 %

12. Selon l'*International Herald Tribune*, supplément de novembre 1980, « Euro-markets 1980 », les banquiers ouest-allemands s'attendent à ce que le gouvernement leur impose à partir de 1982 des « bilans consolidés », incluant les dépôts d'eurodevises de leurs filiales à l'étranger. Selon le même journal, une conférence réunissant 200 banquiers dirigeants de tous les principaux pays capitalistes s'est tenue le 6 novembre 1980, à Vienne, où le représentant de l'Union des banques suisses (UBS) a exprimé son inquiétude quant aux difficultés croissantes posées par le problème du « recyclage » des pétrodollars. Un avis similaire fut exprimé par des banquiers ouest-allemands lors de la Conférence monétaire internationale de la Nouvelle-Orléans, en juin 1980. Ils réclamèrent qu'un « filet de sécurité privé » soit tissé pour contrôler le marché des eurodevises.

13. Selon la Banque des règlements internationaux, les créances sur l'étranger des banques privées américaines représentaient déjà 20 % de leurs actifs totaux en 1976. Une partie croissante de ces créances sont celles du marché des eurodevises et des filiales *off shore* des grandes banques. Il y a un processus d'interpéné-

tration croissante entre les banques américaines et leurs filiales à l'étranger.

14. Le *krach* argentin de 1980 a commencé, de manière significative par celui du groupe Sasetru, principale firme d'exportation de blé du pays. Cette banqueroute laisse une dette de près d'un milliard de dollars répartie sur plusieurs banques. De là la faillite de quatre banques en mars-avril 1980, dont la première banque privée du pays, la Banco de Intercambio Regional. Cette première vague de faillites fut suivie par une deuxième en octobre 1980 : une quinzaine d'établissements financiers se trouvent en état de banqueroute virtuelle. Le total des dettes des firmes privées argentines à l'égard du système bancaire est estimé à 6-8 milliards de dollars (*le Monde : bilan économique et social 1980*, janvier 1981, p. 86). Selon *Business Week* (1er décembre 1980), une quinzaine de banques étrangères sont engagées envers les trusts et banques argentines menacés de faillite et s'efforcent d'amortir le choc. Dans le cas du groupe Capozzola, qui contrôle la banque Turnquist, deux banques américaines risquent de perdre 16,5 millions de dollars.

en 1980. Le nombre total des chômeurs officiellement reconnus a atteint 8 millions, malgré une baisse du nombre d'heures effectivement travaillées par salarié et par semaine à 35,1 heures (15). La part du chômage de longue durée, dans l'ensemble du chômage, passe de 18,9 % en 1973 à 20,2 % en 1979. Parmi ces chômeurs de longue durée, les travailleurs adultes, qui n'en constituaient que 32,8 % en 1974, constituent 40,6 % en 1979 (16).

Dans ces conditions, une énorme pression s'exerce sur les salariés pour qu'ils acceptent des réductions de salaires réels. La Chrysler a donné le ton, lorsque les syndicats y ont accepté des réductions de salaires réels de 465 millions de dollars pendant trois ans. Mais les capitalistes d'autres compagnies ont enregistré des succès similaires (17). Les salaires réels de l'ensemble de la classe ouvrière des Etats-Unis se situent actuellement à 4 % en-dessous du niveau de 1972, ce qui est un cas unique pour l'ensemble des pays impérialistes (le seul autre pays où il y aurait eu une baisse, il est vrai plus modeste, serait la RFA) (18).

Il est possible que l'administration Reagan prenne des mesures « radicales », en plus des réductions d'impôts et des réductions budgétaires (sauf les dépenses militaires, évidemment !), notamment dans le domaine protectionniste qui viseraient surtout les importations japonaises. Mais les mêmes banquiers qui proposent cela (19) critiquent en même temps la hausse vertigineuse du taux d'intérêt. Ils craignent qu'elle puisse provoquer l'effondrement d'une série de grandes firmes, surtout (mais pas seulement) dans l'industrie automobile et la sous-traitance travaillant pour cette branche. Cela implique la *possibilité* — il ne faut pas aller plus loin pour le moment dans la prévision — que l'administration Reagan s'engage dans une politique économique

du type de celle de Mme Thatcher en Grande-Bretagne, avec comme but prioritaire la lutte contre l'inflation, même en sacrifiant des secteurs entiers de l'industrie et en étranglant la reprise. La conséquence serait la prolongation, voire l'approfondissement de la récession américaine en 1981, avec aggravation de la récession internationale.

Au Canada, la récession a commencé au cours du troisième trimestre 1979. Fin 1980, on a atteint le taux d'utilisation de la capacité productive le plus bas depuis 1962. En même temps, le taux d'inflation n'a pas été réduit. Et les premiers signes de la reprise qui sont apparus fin 1980 risquent d'être étranglés par suite de ce qui se passe aux Etats-Unis.

EUROPE OCCIDENTALE

En Europe capitaliste, on peut parler d'une récession généralisée à partir du milieu de 1980, moment où les quatre principaux pays impérialistes (la RFA, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie) ont été entraînés dans la crise.

C'est l'économie britannique qui a été frappée la première et la plus durement. La production industrielle y est en recul depuis le début de 1979. Fin 1980, elle est tombée au niveau le plus bas depuis 13 ans : — 15 % par rapport au début 1979 (20). Le chiffre des chômeurs a atteint officiellement 2,3 millions au quatrième trimestre 1980, mais on n'hésite pas à parler de 3 millions de chômeurs pendant l'hiver 1980-1981. Malgré cette politique déflationniste brutale, le taux d'inflation se maintient fin 1980 au-dessus de 15 %. L'association patronale *Confederation of British Industries* est de plus en plus critique à l'égard de cette politique ; mais aucun expert ne s'attend à une amélioration avant le deuxième semestre de 1981 (21).

L'Italie a connu un « boom » infla-

tionniste jusqu'au milieu de 1980, avec croissance réelle du PNB de 4 % et un taux d'inflation de 22 %. En même temps, les exportations ont connu un des taux de croissance les plus faibles depuis la Deuxième Guerre mondiale, à peine 1 % en termes réels. Le taux d'intérêt est grimpé à 22-25 %. Malgré cela, le volume des prêts au secteur privé n'a cessé d'augmenter, surtout pour financer des importations, vu qu'on s'attendait à une forte dévaluation de la lire. Alors que les tendances à la désintégration de l'économie sont comparables à celles de la Grande-Bretagne, les gouvernements successifs de Cossiga et de Forlani n'ont pas pu imposer des mesures de « stabilisation » comparables à celles du cabinet Thatcher, surtout vu la force et la combativité importantes du prolétariat, et la faiblesse plus grande de la bourgeoisie.

L'échelle mobile des salaires est de plus en plus remise en question, mais continue quand même, en gros, à se maintenir. L'énorme déficit des entreprises d'Etat continue d'être couvert par des subventions budgétaires qui nécessiteront l'engagement de 10 milliards de dollars pour la seule année 1980. Le gouvernement a recours à la hausse des impôts indirects, ce qui risque d'amener le taux d'inflation à 25 % et d'avoir des effets négatifs sur le tourisme, principal facteur pour compenser l'énorme déficit de la balance commerciale, qui atteint 15 milliards de dollars en 1980. Reste à voir si le succès que le patronat de la FIAT, avec la complicité de la bureaucratie syndicale, a pu obtenir contre les travailleurs, sera le signal d'une offensive antisyndicale plus généralisée en 1981 (22).

L'industrie française est également marquée par une tendance à la baisse de la production industrielle depuis mai 1980. Pour l'ensemble de l'année 1980, cette baisse pourrait se situer aux environs de 4,5-5 %. Le niveau de la

Usine Volkswagen en RFA (DR).



15. *Business Week*, 24 novembre 1980.

16. *Perspectives économiques de l'OCDE*, numéro 28, décembre 1980.

17. Notamment chez Uniroyal, Braniff, Firestone, General Motors, Wheeling/Pittsburgh, et chez le Public Service Electric & Gas Co, où les syndicats ont été amenés à faire des concessions similaires.

18. *Perspectives économiques de l'OCDE*, numéro 28, décembre 1980.

19. Un indice de la faiblesse du capital européen en tant que capital seulement confédéré et non unifié, dans le cadre de la CEE, c'est le retournement de la balance commerciale avec les USA qui se solde par un déficit de plus de 10 milliards de dollars en 1979 et de plus de 20 milliards en 1980 (*L'Aurore* du 18 novembre 1980). Le déficit de la balance commerciale de la CEE par rapport au Japon est aux environs de 8 milliards de dollars.

20. *Financial Times*, 16 décembre 1980.

21. *International Herald Tribune*, 13 novembre 1980 ; *The Economist*, 22 novembre 1980 ; *Handelsblatt*, 27 novembre 1980 ; *Wirtschaftswoche*, 7 novembre 1980.

22. *Handelsblatt*, 30 octobre 1980 ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 3 novembre 1980 ; *Wirtschaftswoche*, 19 décembre 1980 ; *Inprecor*, numéro 87-88 du 30 octobre 1980, A. Duret, « FIAT, un premier point pour le patronat » ; et numéro 90 du 3 décembre 1980, Document LCR, « Le bilan de la lutte à la FIAT ».

« production industrielle sans Bâtiment et Travaux publics (BTP) » s'est situé en fin 1980 à un niveau de 15 % inférieur à celui de l'année précédente. Giscard d'Estaing n'hésite pas à parler de la « crise économique mondiale la plus grave depuis 1929 » (dégageant ainsi ses propres responsabilités, et insinuant que la crise française est tout entière « importée »). La politique d'austérité restrictive, ou déflationniste, conduite en commun par le cabinet Barre et par la Banque de France, n'a pas réussi à freiner réellement le taux d'inflation. Mais, combinée à un taux de change artificiellement élevé du franc, et à une *stagflation* de la productivité, elle a freiné les exportations et entraîné un fort déficit de la balance des paiements en 1980 : près de 13 à 14 milliards de dollars sans doute pour l'ensemble de l'année 1980. Le chômage officiellement reconnu atteint 1,6 million de salarié(s) fin 1980. Il risque d'atteindre 2 millions à la fin de l'hiver 1980-1981. Pas plus que la bourgeoisie italienne, la bourgeoisie française ne semble capable d'imposer pour le moment au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière une ligne déflationniste rigoureuse sur le modèle anglais. D'autres issues sont recherchées, notamment celle du protectionnisme. D'après Raymond Barre, « nous devons accepter la concurrence, mais il ne s'agit pas de l'accepter passivement » (23).

En Allemagne fédérale, l'économie avait déjà manifesté bien des signes d'essoufflement vers la fin de 1979, comme aux Etats-Unis. Au début de 1980, il y eut une légère reprise, qui incita les experts (gouvernementaux et autres) à faire une prédiction imprudente : il n'y aura pas de récession. Mal leur en prit, car, depuis le deuxième trimestre de 1980, le recul de la production industrielle est prononcé. Celle-ci se situe fin 1980 à un niveau inférieur de 5 % à celui de fin 1978 — c'est-à-dire qu'elle a reculé vers le niveau de 1977. Les investissements sont en diminution depuis le début de l'année, ce qui a conduit à une réduction de l'excédent de la balance commerciale à moins de 10 milliards de dollars, contre 18 milliards en 1979. Vu l'important déficit de la balance des services (tourisme et transferts de travailleurs immigrés à l'étranger y sont les principales sources de déficit), le déficit de la balance des paiements risque d'atteindre 35 milliards de dollars en 1980. Le nombre de chômeurs, qui, contrairement à la plupart des pays impérialistes européens, était en léger recul au cours des dernières années, dépasse de nouveau le seuil du million fin 1980. Il pourrait atteindre en 1981 le niveau le plus élevé depuis les années cinquante.

Le taux d'utilisation de la capacité installée est tombé en-dessous de 80 % fin 1980. Il pourrait atteindre de nouveau le point le plus bas depuis 1949, celui de 76 % enregistré en 1975. La dévalorisation du *deutschmark* par rapport au dollar, qui était par moment de l'ordre de 10 % au cours de l'année 1980, doit être

considérée comme un phénomène purement passager. Elle disparaîtra sans doute dès le courant du printemps 1981. L'origine en est essentiellement la différence prononcée des taux d'intérêt, qui fait refluer des capitaux vagabonds vers les Etats-Unis (et dans une moindre mesure vers la Grande-Bretagne et vers le Japon). La coalition social-démocrate-libérale ne poursuit pas une politique anti-inflationniste moins vigoureuse que le gouvernement des Etats-Unis. Mais comme elle est confrontée à un taux d'inflation de 5 % et non de 15 %, elle n'a pas besoin de pousser à une hausse aussi prononcée des taux d'intérêt.

Tout laisse prévoir que le pays impérialiste le plus important de la CEE, la deuxième puissance impérialiste sur le marché mondial, n'atteindra le creux de la crise qu'au cours de l'année 1981. Les exportations, facteur décisif de la conjoncture ouest-allemande, pourraient continuer à reculer, y compris en chiffres absolus, au cours de l'année 1981, surtout en fonction de la récession aggravée dans l'ensemble de l'Europe capitaliste qui absorbe 60 % des exportations ouest-allemandes. En outre, contrairement à ce qu'escomptaient les syndicats d'une victoire électorale social-démocrate, le cabinet Helmut Schmidt a présenté un budget pour 1981 qui prévoit des économies dans tous les domaines (dépenses sociales, enseignement, etc.) sauf en matière de dépenses militaires — où la RFA occupe actuellement la deuxième place en ce qui concerne l'accélération du réarmement, après les Etats-Unis, mais loin avant la France, la Grande-Bretagne ou le Japon. Ces restrictions budgétaires exerceront un effet de frein sur la conjoncture, c'est-à-dire d'accroissement de la récession (24).

Cette image est confirmée par l'évolution de la plupart des pays capitalistes secondaires d'Europe. La Belgique connaît une baisse de la production industrielle à partir de la deuxième moitié de 1980, qui aboutira en 1981 à une chute absolue de cette production pour l'ensemble de l'année, évaluée par l'OCDE à 1,5 %. Aux Pays-Bas, la chute de la production industrielle avait commencé fin 1979, elle avait été annulée par une légère reprise au début de 1980, pour reprendre de plus belle pendant le deuxième semestre de 1980. L'OCDE s'attend à une chute de la production industrielle pour l'ensemble de 1981 de l'ordre d'un peu moins de 1 %. Le PNB du Danemark a déjà été en recul dès 1980, tandis que la production industrielle a stagné. Le taux d'inflation (13 %) et le taux du chômage (9 %) atteignent des niveaux record. L'économie capitaliste suédoise, renommée pour son « *Welfare State* », continue à subir une crise structurelle prononcée. Les exportations ont reculé en volume (à prix stables) de 2 % en 1980, la production industrielle a stagné et l'OCDE prévoit une chute de près de 1 % en 1981. Le taux d'inflation a atteint le chiffre record de 14 %, le déficit de la balance des paiements celui de 4 milliards de dollars. La Suisse, qui avait con-

nu un accroissement considérable de la production industrielle en 1980, voit maintenant sa conjoncture menacée par la réduction des investissements et le recul des exportations. Comme les revenus des ménages sont en stagnation, la prévision de l'OCDE de 1 % d'augmentation de la production industrielle en 1981 semble trop optimiste.

Les pays capitalistes plus faibles de l'Europe méridionale (Espagne, Portugal, Grèce, Turquie) sont entraînés dans la récession, sauf peut-être le Portugal, avec en plus pour la Turquie la menace d'une véritable banqueroute d'Etat. Même pour la Norvège, qui avait pourtant échappé à la récession de 1974-1975 grâce à ses revenus pétroliers importants et à la hausse des dépenses (et des dettes !) publiques, l'OCDE prévoit une chute de la production industrielle de 0,5 % pour 1981. La même remarque s'applique à l'Autriche, pour laquelle l'OCDE prévoit une chute de la production de 0,25 % en 1981, malgré l'importance du secteur nationalisé et du commerce avec les pays de l'Est. Stagnation de la demande des ménages, stagnation des exportations, recul des investissements et surtout déstockage massif, semblent être à la base de cette légère récession, qui avait déjà commencé à se manifester au cours du deuxième semestre de 1980.

Il n'y a que la Finlande qui semble échapper au mouvement général, grâce surtout à l'accroissement du commerce avec l'URSS qui fait que les exportations continuent à augmenter dans la même proportion que les importations, et à une grosse poussée des investissements. Il y aura cependant décélération de la croissance, sous l'effet de la récession générale. Le taux de croissance de la production industrielle passerait de 7 % en 1980 à 3 % en 1981 (25).

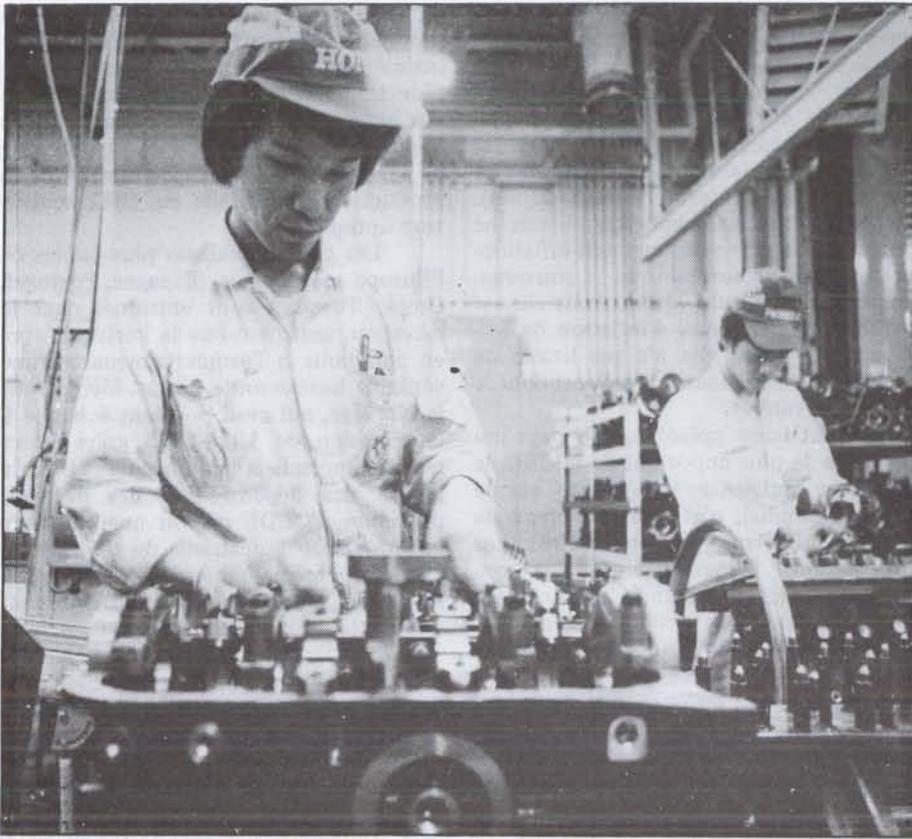
En résumé, on peut dire que se constitue un cycle industriel largement synchronisé pour l'ensemble de l'économie capitaliste européenne. Cela résulte d'une interdépendance commerciale et d'une interpénétration des capitaux de plus en plus poussées entre tous ces pays. Ils connaîtront presque tous le point le plus bas de la crise au cours de l'année 1981. Si la reprise économique aux Etats-Unis s'arrête et si la récession y reprend de nouveau, la récession européenne en sera inévitablement aggravée. La nouvelle récession soumet à une épreuve plus dure que celle de 1974-1975 la cohésion interne de la CEE.

Le Système monétaire européen (SME), dont la deuxième phase de « mise en place » a été de toute façon retardée,

23. *Le Monde*, 29 janvier 1981 ; *Notes bleues* du ministère français de l'Economie et des Finances, numéro 1, 1981 ; *L'Aurore*, 18 novembre 1980.

24. Sources pour la RFA : *Wirtschaftswoche*, 19 décembre 1980 ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 décembre 1980 ; sur la « dévalorisation » temporaire du DM par rapport au dollar US, voir l'article d'Elmar Altwater in *Tageszeitung* du 14 novembre 1980.

25. Toutes les données pour les petits pays sont tirées de *Perspectives économiques de l'OCDE*, numéro 28, décembre 1980.



L'usine Honda de Saitama (DR).

pourrait être remis en question par divers mouvements de réévaluation ou de dévaluation de devises de pays membres. Même dans des branches qui étaient littéralement les « marraines » du Marché commun, comme la sidérurgie, l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste agit comme ferment de désagrégation de la CEE (26).

JAPON

Au cours de la reprise économique de 1976-1978, l'impérialisme japonais avait démontré qu'il avait pu échapper jusqu'ici à l'aggravation des contradictions internes du mode de production capitaliste qui avaient touché l'ensemble de ses concurrents. Il a pu bénéficier d'un taux de croissance largement supérieur à la moyenne à partir de 1975.

La présence de fortes tendances impulsant la croissance, ainsi que le fait que l'impérialisme japonais s'est assuré des positions de force dans certains secteurs du marché mondial (automobile, appareils électroniques, construction navale, industrie horlogère, etc.), lui a permis de retarder le début de la récession jusque vers le milieu de 1980. Pour la période mars-novembre 1980, la production industrielle, y compris celle des mines, est en recul de 0,5 % ; la production de l'industrie manufacturière a reculé de 5 % entre février 1980 et novembre 1980 de façon cumulative (27). Le taux d'inflation a dépassé les 8 % pendant la période juin-septembre 1980 ; il a cependant baissé de nouveau depuis lors.

Les investissements ont diminué, la construction immobilière a reçu un véritable choc (mise en chantier d'immeubles

nouveaux en diminution de 20 % pendant le deuxième semestre de 1980). La balance commerciale, qui était excédentaire de 24,6 milliards de dollars en 1978, a été réduite à un surplus de 1,8 milliard de dollars seulement en 1979. Pour l'année 1980, on s'attend à un déficit de près d'un milliard de dollars. Etant donné une balance largement déficitaire des services et des transferts, estimée par l'OCDE à 11,5 milliards de dollars, et des exportations de capitaux qui se poursuivent, fût-ce à un rythme ralenti (elles passent d'un montant net de plus de 12 milliards de dollars en 1977 et en 1979 à quelque 100 millions de dollars en 1980), la balance des paiements globale marquera un déficit global de 11 milliards de dollars selon des sources japonaises, de 13 milliards de dollars d'après l'OCDE.

Signalons que la politique déflationniste que le gouvernement japonais a commencé par appliquer en 1980, et qu'il entend poursuivre en 1981, s'est traduite — d'après le *Japan Economic Journal* — par une chute des salaires réels en 1980 qui se situeraient, en novembre 1980, à 1,7 % plus bas qu'un an auparavant, après des augmentations légères au cours des trois années précédentes.

Les experts s'attendent généralement à une nette reprise de l'économie japonaise dès le premier trimestre de 1981. L'OCDE prévoit une augmentation de la production industrielle de 4 % pendant le premier semestre de 1981, et de 4,5 % pendant le second semestre (28). Mais l'impulsion exclusive de cette croissance devrait venir des exportations. Celles-ci devraient encore croître de 8,5 % pendant le premier semestre de 1981 et de 7 % pendant le second semestre de 1981. C'est une décélération évidente par rapport aux performances spectaculaires de 1980 (plus 22,8 % pendant le premier semestre de 1980, plus 9,5 % pendant le second semestre), mais la croissance reste forte.

Il est vrai que le Japon dispose actuellement d'avantages réels en matière de productivité, tels qu'ils ressortent nettement du Graphique I, page suivante.

Néanmoins, l'hypothèse d'une croissance des exportations japonaises de plus de 7,5 % en 1981 semble peu crédible, vu la tendance à la stagnation du commerce mondial, l'approfondissement de la récession en Europe, sa prolongation en Amérique du Nord, le déficit croissant des moyens de paiement des pays semi-coloniaux, et le ralentissement de la croissance du commerce sino-japonais. L'offensive protectionniste anti-japonaise devrait s'accroître tant en Europe qu'aux Etats-Unis. Et le *boom* de l'industrie automobile semble être brisé, du moins pour le moment. Les ventes d'automobiles sur le marché intérieur japonais se sont réduites de près de 9 % entre avril et décembre 1980. Les exportations sont freinées ; il est même question que

TABLEAU VII

CROISSANCE INDUSTRIELLE DU JAPON COMPAREE A CELLE DE SES PRINCIPAUX CONCURRENTS 100 — 1975

	1977	1978	1979	1980 premier semestre
Japon	116	123	133	140
Italie	111	114	122	130
Etats-Unis	116	123	128	125
RFA	111	113	119	122
France	110	113	117	119
Grande-Bretagne	108	111	115	114

Source : *Die Weltwirtschaft*, juillet 1980, revue publiée par l'Institut pour l'économie mondiale de l'Université de Kiel.

26. Voir note numéro 19.

27. *The Japan Economic Journal*, 30 décembre 1980.

28. *Perspectives économiques de l'OCDE*, numéro 28, décembre 1980.

Toyota réduit l'ensemble de sa production de 20 % en 1981.

Il est donc peu probable que l'expansion japonaise reprenne si tôt en 1981, et surtout qu'elle acquière l'ampleur prévue. Elle pourra difficilement

neutraliser les effets combinés de la récession généralisée en Europe et de la rechute dans la récession aux Etats-Unis pendant le premier semestre de 1981, qui pourraient même à leur tour retarder la reprise au Japon.

surtout dans l'industrie du bâtiment (réductions de production allant jusqu'à 30-40 %). Depuis le milieu de 1980, elles se manifestent également dans la construction mécanique (industrie des machines-outils) et dans l'industrie chimique.

Éléments fondamentaux de la nouvelle crise de l'économie capitaliste internationale et ses perspectives

Si l'on veut formuler des perspectives valables concernant l'économie capitaliste internationale dans son ensemble, celles-ci ne peuvent se dégager que d'une détermination des causes fondamentales des deux crises généralisées que cette économie a connues depuis la Deuxième Guerre mondiale. Toute autre méthode conduit habituellement à des pronostics faux, et, dans le meilleur des cas, à des pronostics justes qui ne sont qu'accidentels.

Il s'agit avant tout de déterminer les détonateurs de la nouvelle récession généralisée, ses effets sur les conditions de mise en valeur du capital, et la question des issues possibles pour en neutraliser partiellement les effets.

Le facteur détonateur de la crise 1979-1981 a été la détérioration des possibilités de réaliser la plus-value à partir du milieu de 1979, c'est-à-dire un phénomène de surproduction prononcée de marchandises, qui étaient encore produites dans des conditions relativement bonnes de mise en valeur du capital. Cette fois-ci, la crise n'a pas été déclenchée par une nouvelle chute cyclique accentuée du taux moyen de profit. Les difficultés de réalisation résultent d'une part des capacités excédentaires produites par le boom d'investissements antérieur, d'autre part de la stagnation, voire du recul du pouvoir d'achat des masses, qui est le produit de l'offensive générale patronale contre les salaires réels et les prestations de sécurité sociale au cours de la période précédente. Marx avait décrit de manière magistrale la double attitude du patronat à l'égard de la consommation de masse il y a 121 ans, dans les *Grundrisse* :

« Chaque capitaliste sait que ses propres ouvriers ne se rapportent pas à lui comme consommateurs... et cherche donc à réduire, dans la mesure du possible, leur consommation, c'est-à-dire leur capacité d'échange, leurs salaires. Il souhaite naturellement que les ouvriers des autres capitalistes soient autant que possible les consommateurs de ses propres marchandises. Mais le rapport de chaque capitaliste avec ses propres ouvriers est le rapport général du Capital à l'égard du Travail, le rapport fondamental. (29) »

Ce « rapport fondamental » entre Capital et Travail, la bourgeoisie a cherché à l'imposer dans tous les pays capitalistes à l'aide de la politique dite d'austérité. Et cette tendance à la restriction du pouvoir d'achat des masses n'était plus

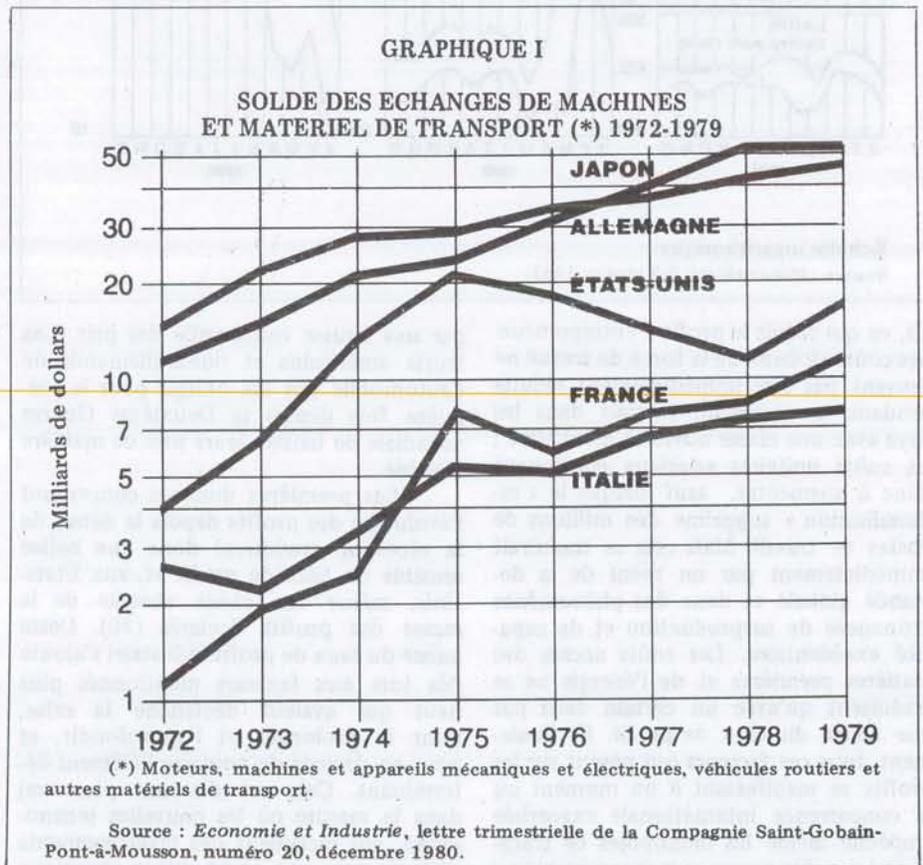
partiellement neutralisée par l'expansion du crédit à la consommation et des dépenses publiques dites « sociales ». Au contraire, la politique restrictive appliquée par presque tous les gouvernements des pays capitalistes dans ces domaines a accentué la tendance au déclin du pouvoir d'achat des masses. La crise a donc généralement commencé dans le département II (moyens de consommation), pour se répercuter par la suite dans le département I (moyens de production).

Les capacités excédentaires représentent en moyenne fin 1980 quelque 25 % de l'appareil industriel international du Capital. Elles se sont accrues par suite d'un « boom des investissements », réduit mais réel, pendant les années 1978-1979. Depuis lors, il n'y a pratiquement plus de branche industrielle qui ne connaisse le phénomène des capacités excédentaires. Celles-ci se situent sans doute aux environs de 30 % dans l'industrie automobile, malgré des réductions de capacités substantielles à Detroit. Elles sont substantielles dans l'industrie sidérurgique et

particulièrement dans l'industrie du bâtiment (réductions de production allant jusqu'à 30-40 %). Depuis le milieu de 1980, elles se manifestent également dans la construction mécanique (industrie des machines-outils) et dans l'industrie chimique.

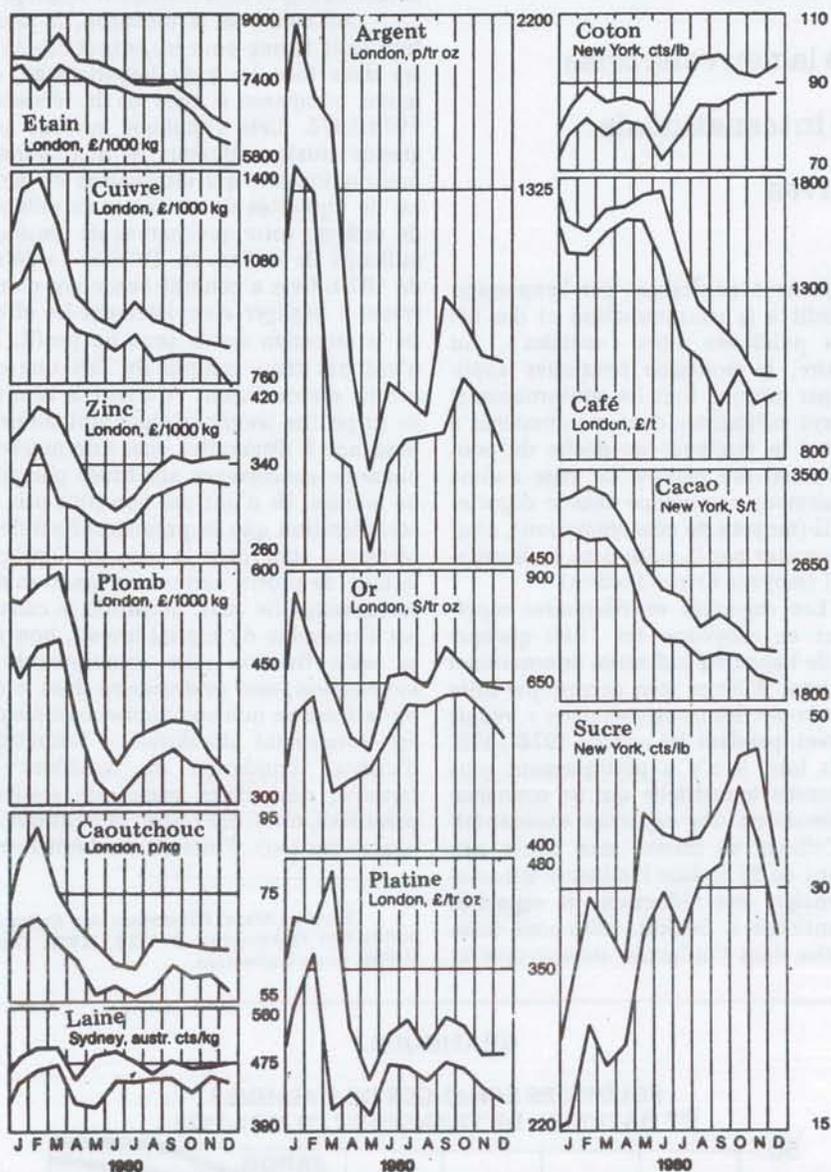
Au début de la récession, la situation était bonne pour les profits capitalistes dans tous les pays impérialistes, du moins comparée à celle de la récession 1974-1975. Cela s'applique surtout aux grands trusts nationaux et aux grandes multinationales, qui disposaient en général de liquidités de centaines de millions de dollars, voire quelquefois de plusieurs milliards de dollars en 1978 et au début de 1979. Cela a conduit beaucoup d'analystes à négliger complètement les effets de la récession sur le taux de profit. Ils n'ont pas tenu compte du fait que ces profits élevés étaient souvent le résultat de surprofits technologiques, qui auraient tendance à disparaître dans une nouvelle phase de concurrence accentuée par suite de la crise. Ils n'ont pas non plus pris en considération que les premiers effets de la récession vont dans le sens de déprimer le taux de profit, surtout en fonction des surcapacités (le taux de profit se calcule sur l'ensemble du capital investi, non sur sa seule fraction mise couramment en mouvement, sauf évidemment dans le cas où la fraction non couramment employée est totalement dévalorisée : fermetures d'usines, liquidation de machines en ferraille, déstockage massif de matières premières, etc.). En outre, la politique de hausse des taux d'intérêt renchérit le cré-

29. Karl Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Oekonomie*, p. 322, MEW, Dietz-Verlag, notre traduction.



GRAPHIQUE II

COURS DES MATIERES PREMIERES EN 1980 moyennes mensuelles des maxima et des minima



Echelle logarithmique

Source : Handelsblatt, 2-3 janvier 1981.

dit, ce qui réduit le profit d'entrepreneur. Les coûts globaux de la force de travail ne peuvent pas être immédiatement réduits pendant la récession, surtout dans les pays avec une classe ouvrière combative ; les coûts unitaires salariaux continuent donc à augmenter, sauf lorsque la « rationalisation » supprime des millions de postes de travail. Mais cela se traduirait immédiatement par un recul de la demande globale et donc des phénomènes prononcés de surproduction et de capacité excédentaire. Les coûts accrus des matières premières et de l'énergie ne se traduisent qu'avec un certain délai par une baisse du taux de profit. Et finalement, tous ces facteurs qui pèsent sur les profits se manifestent à un moment où la concurrence internationale exacerbée empêche même les monopoles de transférer les coûts accrus aux consommateurs

par une hausse continue des prix. Les trusts américains et ouest-allemands de l'automobile ont été obligés pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale de baisser leurs prix de manière absolue.

Les premières données concernant l'évolution des profits depuis le début de la récession traduisent donc une baisse sensible du taux de profit et, aux Etats-Unis, même une chute absolue de la masse des profits déclarés (30). Cette baisse du taux de profit industriel s'ajoute dès lors aux facteurs mentionnés plus haut qui avaient déclenché la crise, pour la prolonger et l'approfondir, et pour en devenir de nouveau l'élément déterminant. Cela est d'autant plus vrai dans la mesure où les nouvelles technologies, qui réclament des investissements majeurs avec une composition organique

du capital plus élevée, se généralisent dans toutes les grosses firmes et dans tous les principaux pays impérialistes, supprimant de ce fait des sources de surprofits technologiques.

Les possibilités de réduire l'ampleur de la récession par des voies de détour sont plus réduites que lors de la récession de 1974-1975. Vu la politique économique restrictive généralement appliquée, une nouvelle expansion du crédit inflationniste semble impossible dans les principaux pays impérialistes, pour autant que d'importantes explosions sociales n'obligent pas la bourgeoisie à s'engager sur cette voie. L'offensive patronale et celle de l'Etat bourgeois contre le niveau de vie des travailleurs s'est encore accentuée au cours de la récession. Le point culminant du chômage n'a pas encore été atteint. Pour toutes ces raisons, la demande solvable globale risque plutôt de se restreindre davantage, plutôt que de servir de « détonateur » à une reprise sérieuse.

Quant aux « nouveaux marchés de substitution », leur expansion se ralentit et est moins apte qu'au cours des années 1970 à servir de soupape de sécurité pour l'économie capitaliste internationale.

Cela s'applique avant tout aux pays semi-coloniaux, dont l'endettement vertigineux s'avère un frein croissant à leur capacité d'étendre sans cesse leurs importations de produits manufacturés (31). Tous les pays latino-américains par exemple, y compris ceux qui ont poursuivi leur expansion en 1980 comme le Brésil, le Mexique, le Paraguay, le Chili, le Venezuela, se sont endettés de manière colossale ; près de 50 % des prêts internationaux dans leur ensemble sont allés vers l'Amérique latine. Et le service de la dette a atteint 59,5 % des revenus d'exportation au Panama, 57,2 % au Mexique, 46,7 % en Bolivie, 44 % en Uruguay et 32,4 % au Chili (32).

Il faut y ajouter que, comme d'habitude, la récession a déclenché un mouvement général de baisse des cours des matières premières, fût-ce dans des proportions diverses. Ce mouvement général se dégage clairement du Graphique II et il réduit d'autant la capacité d'importation de ces pays.

Quant aux Etats ouvriers bureaucratés, le poids de leur endettement est tel qu'une expansion comparable à celle de 1973-1978 de leurs importations en

30. Selon une analyse du *Wall Street Journal*, les profits nets après impôts aux USA auraient baissé de 9 % pendant le deuxième trimestre 1980 et encore de 5 % pendant le troisième trimestre. Si on défalquait les profits gonflés des trusts du pétrole, la baisse serait bien plus prononcée.

31. Rappelons que la Corée du Sud a subi une chute du PNB de 5 % en 1980. En Argentine, il y eut chute du PNB de 1,5 % en 1980 et chute plus sensible de la production industrielle. En Inde, pendant le premier semestre de 1980, le PNB aurait diminué de 3 %, la production industrielle de 3 %. *Economic and Political Weekly* (numéro du 27 décembre 1980) évalue la chute de la production pour l'ensemble de 1980 à 1,8 %.

32. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 7 juillet 1980.



Il est probable que la nouvelle récession 1979-1981 sera suivie d'une période de stagnation prolongée (DR).

provenance de l'Ouest, financées par des crédits, est impossible (Tableaux suivants).

La même remarque s'applique à la République populaire de Chine, qui a considérablement limité ses projets d'expansion du commerce avec les pays capitalistes financés à crédit.

Au frein pour l'expansion du commerce Est/Ouest que constitue l'endettement croissant des Etats ouvriers bureaucratisés, s'ajoute le frein résultant des contradictions intrinsèques de leurs économies, avant tout le ralentissement de la croissance, qui, dans le cas de la Pologne, a même conduit à une baisse absolue du PNB en 1979 et en 1980, qui devrait se poursuivre en 1981 (mais pas de baisse absolue de la production industrielle).

On peut donc résumer de la manière suivante les perspectives de l'économie capitaliste internationale :

1) Toute perspective optimiste d'une reprise rapide au début ou au printemps de 1981 paraît irréaliste. La même remarque s'applique aux pronostics de l'OCDE de décembre 1980. La désynchronisation de la récession et la détérioration de la rentabilité des grosses firmes auront plutôt comme conséquence d'étendre la récession généralisée pendant tout le premier semestre de 1981.

2) A moyen terme, et en éliminant l'éventualité d'un krach bancaire majeur,

une reprise qui se nourrit d'elle-même et qui conduit à une augmentation sérieuse de la production semble également peu probable. Il est plus probable que la récession 1979-1981 sera suivie d'une période de stagnation prolongée jusqu'en

1982, avec des taux de croissance minimes (sauf peut-être au Japon).

3) En tout cas, la concurrence inter-impérialiste s'accroîtra dans ce contexte général. Les USA et les impérialismes européens n'hésiteront pas à prendre des

TABLEAU VIII
DETTE EXTERIEURE NETTE DES PAYS DU COMECON
ET DE LA YUGOSLAVIE FIN 1979
en milliards de dollars

	Dettes totales	dont : Dettes aux banques privées occidentales
Pologne	20,7	14,7
Yougoslavie	15	—
URSS	14,9	1,2
RDA	9,9	6,6
Hongrie	7,0	6,7
Roumanie	6,9	4,1
Bulgarie	3,3	2,7
Tchécoslovaquie	3,0	2,0
Total dette nette COMECON	—	40,9
avec Yougoslavie	83,8	—

Sources pour le Tableau VIII et le Tableau IX : *International Herald Tribune*, supplément novembre 1980 « Euromarkets » pour les pays du COMECON. Pour la seule Yougoslavie : *Wirtschaftswoche*, 7 novembre 1980.

TABLEAU IX

SERVICE ANNUEL DE LA DETTE
EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS
PAYEES EN DEVISES IMPERIALISTES

	milliards de dollars en chiffres absolus	revenus des exportations en %
Pologne	5,3	79
URSS	4,0	18
RDA	1,6	36
Hongrie	1,5	46
Roumanie	1,2	43
Tchécoslovaquie	1,0	27
Bulgarie	0,7	58

mesures protectionnistes massives pour protéger des branches industrielles vitales. Ces mesures frapperont surtout l'impérialisme japonais.

4) La classe ouvrière internationale sera frappée par l'accentuation du chômage, qui ne diminuera qu'à peine lorsqu'on passera de la récession proprement dite au début de la reprise. Le cycle industriel prochain risque de porter ce socle de chômage permanent de 23-25 millions d'unités à près de 30 millions d'unités pour l'ensemble des pays impérialistes. Le moteur principal de ce développement, c'est l'introduction massive de nouvelles technologies qui, plus que jamais dans le passé, substitueront sur une grande échelle le travail mort au travail vivant (33).

Contrairement à ce qu'affirment une série de courants écologistes, ainsi que des camarades comme Rudolf Bahro, cette nouvelle croissance qualitative des forces productives n'est pas destructrice « en elle-même ». Ces nouvelles technologies incarnent au contraire la possibilité matérielle de réaliser le principe communiste « *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !* », et ce à l'échelle mondiale. Mais ce qui est juste, c'est que dans le cadre du mode de production capitaliste en déclin, des nouvelles technologies frayent simultanément la voie à la barbarie : chômage massif durable ; rythme de travail inhumain ; paupérisation et famine (y compris des millions de morts de faim) dans de vastes régions du monde ; réarmement impéria-

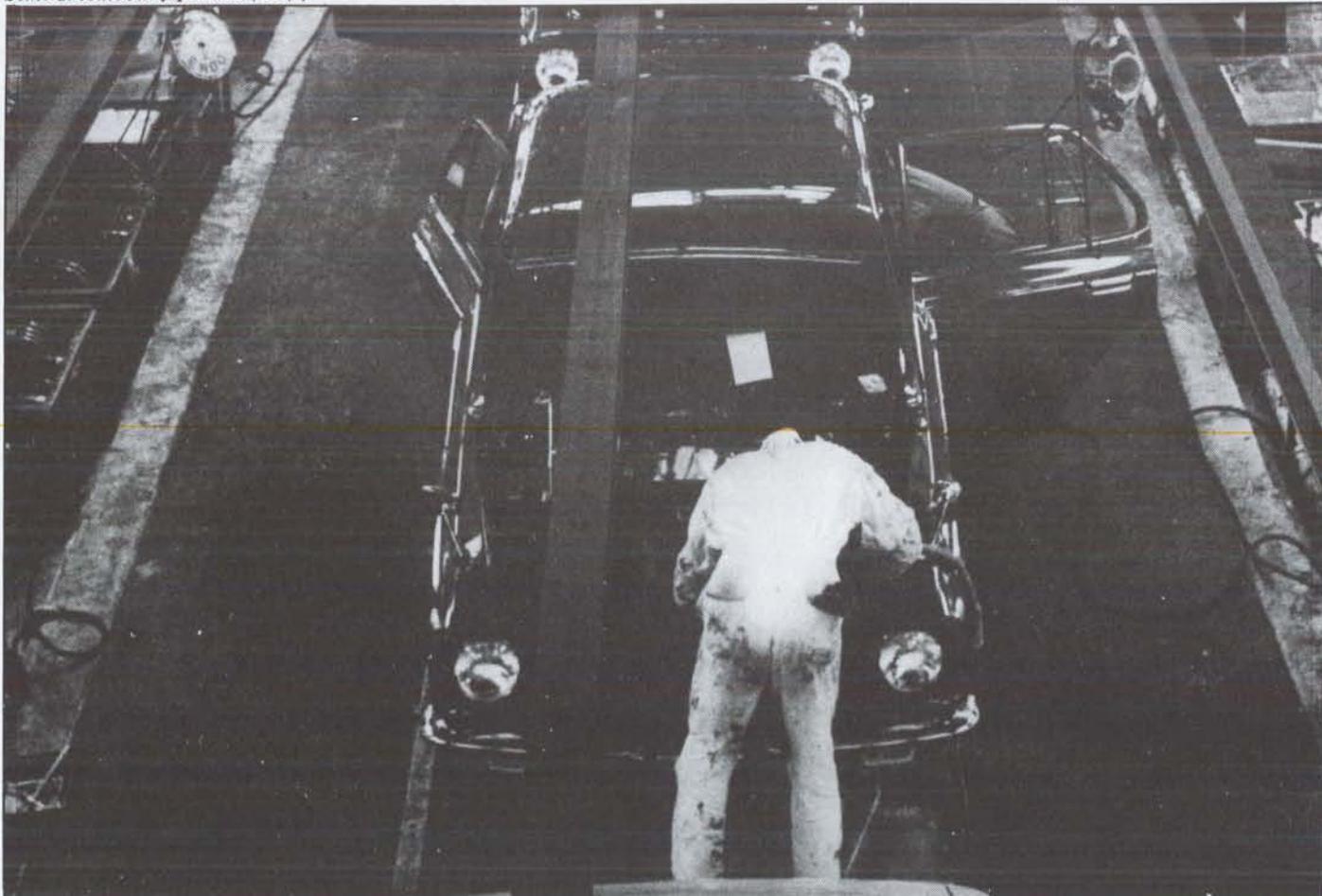
liste accéléré qui abaisse le seuil critique des guerres nucléaires par le développement d'armes nouvelles comme la bombe à neutrons.

La réponse ne doit pas être recherchée dans la voie d'un « retour à la nature », qui ne ferait que faciliter le glissement du système capitaliste vers la barbarie. Le fait que la spirale des crises capitalistes s'approche de son point d'explosion implique plutôt qu'il faut se préparer à des *épreuves de force politiques décisives*, qui permettraient à la révolution socialiste de trancher positivement le dilemme : Socialisme ou Barbarie. ■

Winfried WOLF
22 janvier 1981.

33. De ce fait, l'industrie électronique est la seule branche industrielle, avec l'industrie d'armements, qui ait connu un taux de croissance élevé au cours de l'actuelle récession. La vente des semi-conducteurs a augmenté de 25 % en 1980 aux USA et de 10 % en Europe en 1980 ; on s'attend à des augmentations de l'ordre respectivement de 12 % et de 10 % dans ces deux zones en 1981 (*Handelsblatt*, du 16 octobre et 6 octobre 1980). Le nombre des robots industriels déjà en service est encore relativement réduit. L'évaluation la plus élevée parle de 60 000 unités, dont 47 000 au Japon, 5 800 en RFA et 3 200 aux USA. Mais, au cours du prochain cycle industriel, une nouvelle génération de « robots intelligents » sera mise en service qui pourrait remplacer pratiquement toute la main-d'œuvre travaillant à la chaîne. Au cours des dix prochaines années, cela pourrait conduire à la suppression de 30 millions d'emplois dans les pays impérialistes...

Usine automobile japonaise (DR).



La crise de la sidérurgie européenne

D EPUIS 1974, une crise structurelle affecte l'ensemble de l'économie capitaliste mondiale. Elle touche des secteurs aussi importants que la sidérurgie, les constructions métalliques et mécaniques, l'aéronautique, la construction automobile, le bâtiment, le textile et le verre. Ce travail se propose d'analyser la situation au plan européen d'un secteur : la sidérurgie, et ce à plusieurs niveaux. D'abord, sur la toile de fond de la sidérurgie mondiale, il s'agit d'analyser les stratégies

développées par le patronat des grands groupes sidérurgiques et les pouvoirs publics (là où ils sont intervenus) des principaux pays producteurs de la Communauté économique européenne (CEE). D'autre part, il importe de situer à cet égard la politique suivie par la Commission des Communautés européennes et, enfin, de serrer d'un peu plus près l'évolution d'indicateurs tels que la productivité et les coûts des principales sidérurgies européennes.

Michel CAPRON

Il n'est pas possible, dans les limites de cet article, d'entrer dans le détail des problèmes et des stratégies développées au niveau de chaque pays. Il s'agira, d'une part, de fournir une information de base relative à la situation des principales entreprises sidérurgiques européennes depuis 1974 ; d'autre part, d'indiquer les caractéristiques de ces stratégies, dans la

mesure où elles se retrouvent, au moins partiellement, chez les principaux pays producteurs.

Le rôle croissant joué par la CEE sera précisé sans oublier de tenter de clarifier quelque peu la question des coûts et de la productivité des entreprises sidérurgiques. Auparavant, il s'impose néanmoins de jeter un bref coup d'œil sur les caractéristiques de la crise de la sidérurgie mondiale et sur les stratégies en présence sur le marché mondial de l'acier.

sidérurgie des pays socialistes (87,4 MT en 1960, 157,4 MT en 1970, 187,9 MT en 1974), les « nouvelles sidérurgies », celles des pays du Tiers Monde (Brésil, Inde, Mexique, Corée du Sud) ou autres : Espagne, Afrique du Sud, Australie. Cela impliquait non seulement une baisse des exportations d'acier européen vers ces pays, mais en même temps une hausse des importations en provenance de ces pays. Cela se reflète dans le Tableau I qui indique les glissements de pourcentages dans la production mondiale.

La crise a cependant modifié quelque peu les données de la situation : les USA ont adopté des mesures protectionnistes (prix minima, plaintes anti-dumping) ; le Japon, qui possède un outil de production très moderne, a dû baisser sa production, mais est capable d'absorber toute hausse de la demande d'acier sur le marché mondial d'ici 1985 et s'y prépare en développant son réseau commercial ; enfin, les « nouvelles sidérurgies » tendant à s'axer plus sur la satisfaction de leur demande intérieure (cas du Brésil, de la Corée du Sud, du Mexique). Le Tableau II fournit des indications quant à l'évolution de la production mondiale d'acier brut 1974-1978 pour les principaux pays producteurs (plus de 4 MT), ainsi que des données partielles pour 1979 et les six premiers mois de 1980.

En termes capitalistes, ces nouvelles sidérurgies présentent des avantages incontestables par rapport aux sidérurgies de la CEE : matières premières, énergies, bas salaires, installations ultra-modernes. La majorité des sidérurgies européennes se trouvent dès lors acculées à adopter une politique industrielle et une politique d'investissements qui visent à restaurer leur compétitivité, voire leur rentabilité à long terme. Cet impératif a impliqué, pour ces sidérurgies, des restructurations (fusions d'entreprises, constitution de groupes multinationaux, cartels), des

I. — La crise mondiale de l'acier

Un certain nombre de facteurs peuvent expliquer la crise structurelle que connaît la sidérurgie mondiale depuis 1974 et qui affecte le plus fortement les sidérurgies de la CEE. Etant une industrie de base pour le secteur automobile (15 % de la consommation d'acier), le bâtiment (25 %), les industries de biens d'équipement (40 %), les fabrications métalliques légères, la sidérurgie dépend fortement des variations de conjoncture dans ces secteurs. Or, depuis la fin de 1974 — dans le cadre général de la récession de l'économie capitaliste mondiale — ceux-ci connaissent tous, à quelques exceptions près, des problèmes plus ou moins graves, durables, qui vont parfois en s'aggravant (1). C'est ainsi qu'en Europe de l'Ouest, par exemple, la production d'automobiles a

baissé — entre septembre 1979 et juin 1980 — de 20 % en France et en Italie, de 17 % en Grande-Bretagne et de 8 % en RFA. Or, cette récession de la demande survenait au moment où les principaux producteurs européens, à l'exception de la RFA, venaient d'engager des plans importants d'accroissement de capacités de production.

A ce premier problème s'ajoute, pour les sidérurgistes européens, l'exacerbation de la concurrence sur le marché mondial de l'acier. Depuis la fin des années soixante, l'acier européen est confronté à trois types de nouveaux concurrents : la sidérurgie japonaise (28,3 millions de tonnes (MT) d'acier brut en 1960, 88 MT en 1970, 117,1 MT en 1974), la

TABLEAU I
POURCENTAGE DE LA PRODUCTION MONDIALE D'ACIER BRUT

	1956	1970	1978
USA	37,1	20,5	17,7
Japon	3,9	15,65	14,3
CEE	27,6	23,15	18,6
Autres	31,4	40,7	49,4
(dont Europe de l'Est)	(22,4)	(26,51)	(30,03)

Source : Metal Bulletin, avril 1980.

1. Voir les indications fournies récemment par Ernest Mandel dans *Inprecor* numéro 81, 10 juillet 1980, « La conjoncture au printemps 1980 et la nouvelle récession », p. 3-7.

TABLEAU II
PRODUCTION MONDIALE D'ACIER BRUT
en millions de tonnes

	1974	1978	1979	1980 (1er semestre)
URSS	136,2	152 (1)	149,5	
USA	132,2	123,8	126,1	55,5
Japon	117,1	102,1	111,7	57,7
RFA	53,2	41,3	46,4	23
Chine	26	31		
Italie	23,8	24,3	24,2	14,1
France	27	22,8	23,3	13
Grande-Bretagne	22,4	20,3	21,4	5,2
Pologne	14,6	19,5	20,3	
Tchécoslovaquie	13,6	15,4	14,8	
Canada	13,6	14,9		
Belgique	16,2	12,6	13,4	7,2
Brésil	7,5	12,1		
Roumanie	8,8	11,6	13,7	
Espagne	11,5	11,3		
Inde	7,1	9,4		
Afrique du Sud	5,8	7,9		
Australie	7,8	7,6		
RDA	6,2	6,9		
Mexique	5,1	6,8		
Pays-Bas	5,8	5,6	5,8	2,8
Luxembourg	6,4	4,8	4,9	2,6
Corée du Sud	1,9	4,7		
Autriche	4,7	4,2	4,9	2,4
Suède	6	4,2		
Autres :	28,3	35,7		
TOTAL :	708,8	712,8		

Source : Statistiques IISI et Eurostat.

Les chiffres en italique indiquent des croissances de production, soit de 1978 par rapport à 1974, soit de 1979 par rapport à 1978.

rationalisations (fermetures d'outils dépassés ; investissements dans de nouveaux procédés ; acier à l'oxygène ; coulées continues ; accroissement des capacités de production lié aux plans d'investissements mis en œuvre avant 1974). Il en découle une triple conséquence : des pertes d'emploi énormes, un endettement sans cesse croissant et le recours quasi général à l'aide des pouvoirs publics.

Enfin, le début de la crise de l'acier fut marqué par une chute vertigineuse des prix de vente, liée, pour les sidérurgies de la CEE, à un accroissement des coûts de production (matières premières, énergie, main-d'œuvre), sans compter l'incidence des variations du dollar et de la hausse récente des taux d'intérêt. Etant donné la politique commerciale agressive de la CEE tant que la demande était forte (vente de grandes quantités au prix fort), les consommateurs se mirent à constituer des stocks sur lesquels ils vécurent en 1975, d'où la chute brutale des ventes et de la production. Telle était, dans ses grandes lignes, la situation des barons de l'acier européens en 1975. Le Tableau III donne une idée de l'évolution de la production d'acier brut des Neuf de la CEE pour la période 1974-1979.

II. — Stratégies patronales face à la crise

Il s'agit ici de présenter brièvement la manière dont les dirigeants capitalistes des principales entreprises sidérurgiques européennes ont réagi pour limiter au maximum les effets, néfastes pour eux, de la crise. Les stratégies patronales s'articulent à plusieurs niveaux. *Au plan national*, il s'agira d'une part de rationaliser, de di-

minuer l'emploi, de créer des outils plus productifs, d'autre part de recourir — dans la majorité des cas — à l'intervention des pouvoirs publics. L'action conjuguée des pouvoirs publics et des groupes privés poursuit quatre objectifs : réduire la charge financière des entreprises, diminuer l'emploi dans le secteur, rationaliser l'appareil de production par la fermeture des installations dépassées, opérer des regroupements entre entreprises pour les rendre viables à plus long terme. *Au plan international*, les entreprises tenteront soit de se multinationaliser (par exemple l'Arbed), soit de conclure des accords pluri-nationaux (Triangle et Arbed, Estel et Krupp), soit de se constituer en cartels (Denelux, Eurofer). A ce niveau, les groupes allemands demeureront hostiles à toute intervention coercitive de la Commission de la CEE, tandis que les groupes français, plus faibles, feront rapidement appel à l'intervention de la Commission. *Au plan européen*, on assistera à la lutte entre groupes pour consolider les places et positions acquises, l'étape ultérieure étant la lutte entre les groupes européens les plus puissants et les autres sidérurgies pour le contrôle du marché mondial. Examinons maintenant la situation et les stratégies des principaux groupes européens. Quelques données de base pour ces groupes sont présentées dans le Tableau IV.

GRANDE-BRETAGNE

En Grande-Bretagne, la British Steel Corporation (BSC) a été nationalisée en 1967 en regroupant les 14 principales sociétés sidérurgiques assurant près de 90 % de la production nationale. Cette opération coûta à l'époque 560 millions de livres. La stratégie de la BSC — et des gouvernements britanniques successifs — part, après quelques tâtonnements, d'un Plan de base (1973-1980), plusieurs fois revu en baisse. En 1973, un *Development Strategy Plan* regroupe la production autour de cinq centres : Port Talbot et Llanwern (Pays de Galles), Lackenby et Scunthorpe dans le Nord et Ravenscraig

TABLEAU III
PRODUCTION CEE D'ACIER BRUT 1974-1979
en millions de tonnes

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
RFA	53,2	40,4	42,4	39	41,3	46,4
Italie	23,8	21,9	23,4	23,3	24,3	24,2
France	27	21,5	23,2	22,1	22,8	23,3
Grande-Bretagne	22,4	19,8	22,4	20,5	20,3	21,4
Belgique	16,2	11,6	12,1	11,3	12,6	13,4
Pays-Bas	5,8	4,8	5,2	4,9	5,6	5,8
Luxembourg	6,4	4,6	4,6	4,3	4,8	4,9
Danemark	0,54	0,56	0,72	0,68	0,9	0,8
Irlande	0,11	0,08	0,06	0,04	0,07	0,07
TOTAL	155,45	125,24	134,08	126,1	132,67	140,27

Source : Eurostat.

TABLEAU IV

QUELQUES DONNEES DE BASE SUR LES PRINCIPAUX GROUPES SIDERURGIQUES EUROPEENS

	BSC	Cockerill	Hainaut-Sambre	Sidmar	Arbed	Usinor	Sacilor	Solmer
Production d'acier brut (en millions de tonnes)								
1974	23	6,62	2,7	2,26	5,73	9,51	6,02	0,81
1978	17,4	5,37	1,93	2,66	4,25	6,79	3,81	2,78
1979	17,5	4,35	2,08	2,75	4,62	9,4 (1)	3,6	(-)(1)
Chiffre d'affaires (acier uniquement)								
	Millions de L	Millions de FB			Millions de FLux	Millions de FF		
1974	1 851	65 156	22 138	22 950	49 176	10 237	10 212	974
1978	2 896	52 019	16 901	22 014	37 468	9 706	8 735	3 425
1979	2 898	48 847	22 234	25 942	45 413	—	—	—
Fonds propres								
1974	752	19 942	4 630	10 881	23 878	2 436	2 469	1 263
1978	2 249	7 280	3 819	8 298	18 221	2 795	3 363	2 086
1979	—	21 574	4 679	8 174	18 625	—	—	—
Bénéfice net (Perte nette) (2)								
1974	.89	705	356	814	1 740	164	117	(-)(3)
1978	(469)	(6 413)	(2 854)	33	(1 919)	(2 057)	(2 283)	—
1979	(295)	(2 423)	(698)	717	218	(933)	(1 370)	—
Dettes à plus d'un an								
1974	676	14 372	4 526	9 889	9 889	8 005	4 840	5 363
1978	2 051	32 649	9 081	15 626	21 716	13 996	9 591	8 205
1979	—	25 525	8 688	15 651	25 421	—	—	—

	Falck	Italsider	Estel	Thyssen	Krupp	Peine-Salzgitter	Klöckner
Production d'acier brut (en millions de tonnes)							
1974	1,146	10,965	12,145	13,443	5,603	5,493	3,638
1978	1,039	10,4	10,355	11,262	5,061	3,873	3,51
1979	—	—	11,5	—	4,9	4,4	—
Chiffre d'affaires (acier uniquement)							
	Millions de Lire		Millions de FL	Millions de DM			
1974	252 108	1 723 000	7 212	7 338	4 852	2 966	2 716
1978	328 682	2 598 000	6 507	6 886	4 150	2 252	2 644
1979	—	—	—	—	—	—	—
Fonds propres							
1974	58 135	389 655	3 469	2 178	1 046	814	648
1978	72 381	1 018 827	2 556	2 878	781	756	711
1979	—	—	—	—	—	—	—
Bénéfice net (Perte nette) — (2)							
1974	2 764	32 814	323	285	84	280	21
1978	2 396	(348 505)	(289)	109	(66)	(166)	(85)
1979	—	(257 000)	—	—	—	—	—
Dettes à plus d'un an							
1974	53 607	2 448 637	3 052	1 809	1 419	652	1 033
1978	114 463	3 917 787	5 212	2 109	1 528	815	1 493
1979	—	—	—	—	—	—	—

(1) En 1979 : production Usinor plus Solmer.

(2) Les chiffres entre parenthèses signifient des pertes nettes.

(3) Comme filiale à 100 % de Sacilor et d'Usinor, la Solmer n'est pas juridiquement constituée pour dégager un bénéfice net. Les données les plus récentes dont nous disposons pour les groupes français sont de 1977.

(4) Les chiffres en italique correspondent à l'année de 1977.

Source : Eurofinance complété.

en Ecosse. Le but est d'atteindre, en 1980, une capacité de production de 32 à 35 MT, pour faire face à l'accroissement des besoins britanniques par la modernisation des installations (procédé LD d'acier à l'oxygène ; coût prévu : 300 millions de livres par an). En 1977, le nouveau patron de la BSC, sir Ch. Villiers se fixe l'objectif de 30 MT en 1982 pour un investissement d'un milliard de livres par an.

En 1978, le secrétaire d'Etat à l'Industrie présente, dans un Livre blanc, un plan plus draconien : fermeture anticipée de trois usines, arrêt de tout nouvel investissement d'accroissement de capacités, sauf pour Ravenscraig et le haut-fourneau de Redcar (près de Lackenby). Le programme d'investissement est limité à un total d'un milliard de livres pour 1979 et 1980, et lié à un effort de commercialisation et de réduction des coûts de production. Il s'agit par là à la fois de rétablir la rentabilité (objectif : perte nulle en 1980) et d'assurer 70 % de la demande intérieure d'acier. La BSC est confrontée à plusieurs problèmes cruciaux : ses retards de livraison chroniques, la médiocre qualité de sa production, la vétusté et la dispersion de ses laminoirs et des installations de finition. C'est pourquoi la société nationalisée a décidé de procéder à des diminutions massives d'emplois, qui se sont heurtées à de vives résistances des sidérurgistes britanniques.

En septembre 1980, les objectifs du nouveau patron de la BSC, Ian Mac Gregor, sont nettement plus restreints que ceux prévus au programme 1979-1980 : il s'agit ni plus ni moins de ramener les capacités de production en dessous de 20 MT par an, et il est actuellement question à la fois de procéder à de nouvelles fermetures et de réorganiser fortement l'ensemble du réseau commercial. Par ailleurs, la BSC bénéficiera encore en 1980 d'une aide publique supplémentaire de 400 millions de livres en vue d'accélérer cette restructuration.

BELGIQUE

En Belgique, la sidérurgie est un des secteurs qui a le plus durement ressenti le contre-coup de la crise parce que, dotée d'outils en partie dépassés, composée de groupes se livrant une concurrence anarchique, elle dépend pour ses ventes essentiellement des marchés extérieurs. Elle comprenait, en 1977, quatre groupes d'entreprises : Sidmar (contrôlé majoritairement par l'Arbed depuis 1976) Cockerill (contrôlé par la Société Générale, la Financière du Ruau et Boël) ; le Triangle de Charleroi : Hainaut-Sambre/Carlam, Thy-Marcinelle-Monceau (TMM) et les Laminoirs du Ruau, l'ensemble étant sous contrôle majoritaire de la Financière du Ruau (sous-holding de Cobepa, holding belge de la Banque de Paris et des Pays-Bas) et du groupe Frère-Bourgeois ; les Forges de Clabecq (Boël et Frère-Bourgeois) et les Usines G. Boël.

Devant la persistance de la crise, les groupes financiers ou holdings (Société Générale, Cobepa, Bruxelles-Lambert

— qui avait fait apport de ses actifs sidérurgiques à la Financière du Ruau —, Frère-Bourgeois) font des appels pressants au financement par les pouvoirs publics. En mars 1977, la Conférence nationale tripartite (patronat, pouvoirs publics, organisations syndicales) de la sidérurgie décide de faire appel au bureau d'études McKinsey et, en attendant, de geler les investissements en capacités de production, les licenciements et les opérations financières ; de continuer les aides publiques transitoires sous forme de crédits garantis. Suite aux conclusions de l'étude McKinsey, les pouvoirs publics proposent, le 20 mai 1978, à la Conférence tripartite, le Plan Claes (du nom du ministre socialiste des Affaires économiques). Entre-temps, la division d'Athus de la Métallurgie et Minière de Rodange-Athus (MMRA) a été fermée en septembre 1977.

Le Plan Claes deviendra d'application le 23 novembre 1978. Il comprend trois volets. Au plan *industriel*, il y aura articulation de la sidérurgie belge autour de trois pôles (suite aux accords de Hanzinelle associant les gouvernements belge et luxembourgeois, l'Arbed et les entreprises belges) : Arbed/Charleroi (Luxembourg, Sarre, Sidmar, Triangle) avec des accords technico-commerciaux entre l'Arbed et le Triangle ; le groupe Cockerill avec ses filiales françaises ; les « indépendants » (Clabecq, Boël, Fabrique de Fer). Au plan des *investissements*, il y aura en phase I (1980-1985), 44 milliards de FB, soit 6,4 pour Sidmar, 1,1 pour Boël, 21,2 pour Cockerill, 5,2 pour le Triangle et 1,6 pour Clabecq — à financer pour moitié par l'Etat et pour moitié par les groupes privés, sauf pour Boël et Clabecq où l'Etat n'intervient pas. Il s'agit majoritairement d'investissements de rationalisation, même si une partie vise à porter la capacité de la sidérurgie belge à 20 MT, alors que la capacité actuelle (18 MT) n'est utilisée qu'à 65 %. En phase II (1985-1990), un plan d'investissements supplémentaires, en cas de reprise de la conjoncture. Au plan *financier*, il est convenu qu'il y aura une participation majoritaire des pouvoirs publics dans Cockerill et le Triangle par rapport aux grands actionnaires (l'Etat détient 28,9 % du capital de Cockerill et 49 % chez Hainaut-Sambre), minoritaire (22 %) chez Sidmar face à l'Arbed ; le report à cinq ans des échéances des dettes à moyen et long terme ; durant cette période, les pouvoirs publics reprennent à leur compte les intérêts de ces dettes. Ce plan implique, comme on le verra, de sévères réductions d'emplois.

L'application de ces accords est du ressort du Comité national de planification et de contrôle (CNPC), devenu opérationnel en juillet 1979. Sa section planification comprend pouvoirs publics et groupes privés auxquels s'ajoutent les organisations syndicales pour la section contrôle. Des comités tripartites, par bassin sidérurgique, ont compétence d'avis auprès du CNPC. Fin 1978, les dettes à moyen et long termes atteignaient, pour la sidérurgie belge, 75,542 milliards de FB, les dettes à court terme à 59,179

milliards. La charge financière pour les dettes à plus d'un an se montait à 5,459 milliards et pour les dettes à court terme à 2,154 milliards. La perte globale était de 11,495 milliards.

Où en est le Plan Claes à l'heure actuelle ? Au niveau de la restructuration industrielle, le Triangle de Charleroi a racheté la division La Providence à Cockerill et comprend deux bassins : à l'Ouest TMP (Thy-Marcinelle-Providence) axé sur les produits longs et à l'Est Hainaut-Sambre/Carlam (produits plats et longs). En fait, il n'y a plus qu'une société sidérurgique, Hainaut-Sambre — où l'Etat détient 49 % et la Financière du Ruau 35 % — qui contrôle trois filiales : TMP à 71 % ; les Laminoirs du Ruau à 75 % et Carlam à 70 %. Cockerill se centre sur Liège, après la cession de Rehon, Etilam et Valexy à Usinor, de La Providence au Triangle, des Usines à Tubes de la Meuse aux pouvoirs publics et d'une partie d'ALZ à Klöckner. Cockerill a filialisé l'usine française de Hautmont, ainsi que Valfil où Cockerill a comme partenaires Estel et Klöckner. En contrepartie, Cockerill a acquis 3 % du capital d'Usinor et autant chez Klöckner. On vient d'apprendre que Cockerill crée en commun avec l'Arbed à Dudelange l'entreprise Galvalange qui sera spécialisée dans le revêtement de tôles fines à froid (à Liège existe déjà Galvameuse). Cockerill et Arbed détiennent chacun 50 % du capital de 200 millions. Coût global de ce nouvel investissement : 1,3 milliard de FB. Finalement, même si Cockerill a limité les pertes financières en 1979, la société, avec un endettement global de 25 milliards de FB, n'est pas encore sortie du marasme.

Au niveau institutionnel, les représentants publics ont été nommés en juin 1979 dans les conseils d'administration des entreprises sidérurgiques, mais sont sans prise sur la politique des leaders privés de la sidérurgie belge : J. Charlier à Cockerill et A. Frère pour le Triangle. Au niveau du financement des investissements, si les pouvoirs publics commencent à tenir leurs promesses, les groupes privés se font attendre. Ils ont constitué une « Société financière pour la sidérurgie » (SFS) chargée de collecter des capitaux sur les marchés étrangers, mais n'ont encore concrètement fourni aucun milliard. Le capital de départ de la SFS comprend, pour la Société Générale et Bruxelles-Lambert : 200 millions de FB chacun ; l'Etat : 150 millions ; Arbed : 100 millions ; la Financière du Ruau, Traction-Electricité et Electobel : 75 millions chacun ; Cockerill : 50 millions ; Hainaut-Sambre : 25 millions, 50 millions restant encore en option. En même temps, la Financière du Ruau se permet de distribuer 100 millions de dividendes pour l'exercice 1979 !

En septembre 1980, des conflits sont apparus entre pouvoirs publics et groupes financiers privés : d'une part, les pouvoirs publics subordonnent leur aide à Cockerill et au Triangle à des restructurations internes préalables en vue de saturer les outils les plus performants ; d'autre

part, par souci de « rentabilité », le ministre Claes aurait voulu séparer, chez Cockerill, les lignes de la sidérurgie à chaud et celles de la sidérurgie à froid : il a momentanément battu en retraite devant le tollé soulevé à Liège par ce projet de démantèlement de Cockerill ; enfin, les groupes financiers refusent de financer, pour le moment, la restructuration à parité avec l'Etat, prétendant se limiter à la mise sur pieds de la SFS, sans s'engager à collecter effectivement les milliards de FB promis.

Donc, bilan actuel : de nombreux milliards publics servent à fermer d'anciennes installations, à moderniser l'outil et à pallier, provisoirement, aux pertes des entreprises. Peu ou pas d'engagements (2) des groupes financiers privés qui gardent le contrôle des décisions stratégiques et réussissent même, étant par l'intermédiaire des banques des holdings les créanciers des entreprises sidérurgiques, à recevoir indirectement le paiement de charges financières par les pouvoirs publics (5 milliards en 1980).

LUXEMBOURG

Au Luxembourg, le groupe Arbed, bien que frappé par la crise comme les autres, a néanmoins profité de celle-ci pour se multinationaliser largement. L'Arbed est contrôlé par les groupes belges de la Société Générale (13,3 %) et Empain-Schneider (13,1 %), ce qui n'empêche pas son PDG, E. Tesch, d'avoir les coudées assez franches. La stratégie de l'Arbed a été double : rationalisations et modernisations au Luxembourg (fermeture d'Athus, réduction de Rodange au rôle de relamineur, fermeture d'installations à Dudelange et Schifflange, production d'acier brut concentrée à Esch-Belval autour d'un nouveau haut-fourneau de 11 m), extension de son emprise à l'extérieur : contrôle majoritaire de Sidmar, acquisition de 100 % du capital du premier producteur sarrois Stahlwerke Röchling-Burbach et de la presque totalité de Neunkirchen Eisenwerk (deuxième producteur) — avec un processus de restructuration en Sarre qui devrait être terminé en 1982 —, minorité de blocage dans les Acieries de Dilling et accord technico-commercial avec le Triangle de Charleroi. Selon E. Tesch, ce dernier accord vise « un partage de certaines activités sidérurgiques dans le souci d'une concentration de la production sur les outils les plus performants (3) » et implique dès lors des rationalisations importantes.

Tout cela assure à l'Arbed une taille et une diversification suffisantes, notamment en aval (fil, construction mécanique, tubes, aciers spéciaux) pour voir venir. Son programme d'investissements 1979-1983 porte sur 23,2 milliards de francs luxembourgeois (FLux) : il vise la fermeture des installations non performantes et le report de leur production sur les outils les plus rentables. De 52 en 1978, le nombre d'usines luxembourgeoises passera à 28 fin 1983. En Sarre, l'Arbed a obtenu 244 millions de DM d'aides à l'investissement pour la rationa-

lisation, et un cautionnement de crédit de 900 millions de DM des autorités allemandes : l'opération se déroule sous la houlette du holding Arbed Finanz Deutschland, sa filiale à 100 %. On vient d'apprendre que, pour la période 1980-1984, l'Arbed réclame une aide de 13,5 milliards de FLux des pouvoirs publics luxembourgeois en arguant d'une chute de commandes de 20 % par rapport à 1979 et d'une chute de ses prix de vente.

Enfin, Arbed étend son influence au niveau de la commercialisation de l'acier : contrôlant déjà Demanet-Cassart Aciers en Belgique, l'Arbed vient, par le biais de sa filiale Tradeared Participations, de mettre la main sur le holding néerlandais Lommart-Ods International, qui contrôle des entreprises de négoce de l'acier aux Pays-Bas et en RFA.

FRANCE

En France, il y avait eu plusieurs « plans acier » (Plan Ferry en 1966 : 3 milliards de FF de subventions ; programme « sidérurgie sur l'eau » en 1970 : 2,65 milliards de FF). En 1975, la situation financière de la sidérurgie française est désastreuse : l'objectif de croissance de la productivité n'est pas atteint et le coût du financement des investissements en cours (principalement la Solmer à Fos-sur-mer) a atteint, de 1971 à 1975, 32,3 milliards de FF au lieu des 21,9 milliards prévus. Les déficits de 1975 sont couverts par des emprunts coûteux, les résultats d'exploitation ont été surestimés et le déficit global de 1975 est de 2,553 milliards. Les hypothèses de production acier du VII^e Plan français (1976-1980) prévoient une production d'acier de 31 à 34 MT et une capacité de 36 à 38 MT. En 1978, la production est de 22,8 MT et les capacités de 33,3 MT.

En 1977, après de multiples hésitations, le gouvernement Barre présente son nouveau « Plan acier », qui vise à restaurer la compétitivité des entreprises et à maintenir la capacité de production par le report de la production des installations vétustes à arrêter sur les installations modernes moyennant certains investissements (aciéries à l'oxygène, coulées continues). Ce Plan pouvait réussir, selon J. Ferry, président de la Chambre syndicale des sidérurgistes français, à trois conditions : une production de 28,5 MT en 1980 ; d'ici là une hausse des prix de 40 % et 16 100 suppressions d'emplois à l'échéance d'avril 1979. Le volet financier prévoyait 8,8 milliards de FF d'investissements de 1977 à 1980, 9,1 milliards de remboursement de dettes et 6,4 milliards pour fonds de roulement et prises de participation. Le financement se ferait pour 9,2 milliards par autofinancement et apport des actionnaires, et pour 15,1 milliards par emprunts (Fonds de développement économique et social (FDES), Groupement de l'industrie sidérurgique (GIS), CECA et crédits bancaires). Le volet industriel prévoyait comme nouvelles installations cinq aciéries à oxygène : Sollac, Usinor-Longwy, Neuves-Maisons, Rehon, Caen-SMN, et le passage de la

capacité de Solmer de 3,5 à 4 MT par an. Usinor fermerait Thionville au profit de Longwy et Sacilor-Sollac arrêterait certaines installations à Homécourt, Hayange, Rombas et Knutange. Sous l'égide de la Banque de Paris et des Pays-Bas est créée la compagnie industrielle de Chiers-Châtillon (CICC) qui regroupe la Chiers, Neuves-Maisons et Châtillon-Commentry-Biache, avec rationalisation de la Chiers-Longwy. A Rehon, Cockerill aura une aciérie à oxygène en 1978. Le Plan Barre annonçait également des aides de reconversion à la Lorraine, non encore suivies d'effets.

Des conditions de réussite du Plan, il s'avère que, comme par hasard, seule la suppression d'emplois sera remplie, ce qui amène le gouvernement à prendre, le 20 septembre 1978, le contrôle des sociétés sidérurgiques pour éviter leur faillite et à procéder à des restructurations sévères. Il ne s'agit pas d'une nationalisation pure et simple : devant l'opposition du patronat des industries de transformation de l'acier, les pouvoirs publics n'augmentent plus les capacités de production pour éviter une ponction trop forte sur le budget de l'Etat et se contentent d'une prise de participation majoritaire avec nomination de nouveaux PDG. Ils garderont les installations performantes et fermeront les autres, ce qui correspond, comme on le verra, aux recommandations de la Commission de la CEE.

Les pouvoirs publics mettent sur pieds deux sociétés financières (SF) qui créent des holdings avec, d'une part Denain-Nord-Est-Longwy (DNEL) pour Usinor, et d'autre part Marine-Wendel pour Sacilor. Dans le cas d'Usinor, la SF détient 51 % du holding et DNEL 49 %, avec chacune 21 % des actions d'Usinor, étant entendu que Vallourec est rattaché à Usinor. Pour Sacilor, la SF détient 67 % du holding et 23 % directement dans Sacilor, Marine-Wendel 33 % du holding et 10,8 % dans Sacilor. Le holding détient 33 % dans Dilling, et Marine-Wendel 26,5 %. Sollac, qui est détenu à 64,3 % par Sacilor et à 25,1 % par Dilling, détient 50 % des actions de la Solmer, dont Usinor détient le reste. Tel est le schéma de la restructuration financière.

Au moment de la prise de contrôle par l'Etat, les deux groupes sidérurgiques (Usinor et Sacilor-Sollac) ont 27,2 milliards de FF de dettes à long terme. Leur charge financière annuelle est de 3,5 milliards. Le plan du gouvernement vise à réduire cette charge, à reporter l'échéance de remboursement des emprunts (cas des prêts FDES ; gel des prêts des banques ; pour les organismes de prêt publics, le remboursement de 13,5 milliards est suspendu pendant vingt ans, mais une caisse publique d'amortissement pour l'acier leur garantit le paiement à échéance des intérêts et des emprunts). La

2. Il s'agit même de dégagements : de 13,8 % des actifs de Cobepa par exemple en 1973, le portefeuille sidérurgie de ce holding ne représentait plus que 1,9 % début 1978.

3. Interview à *Tendances*, 8 janvier 1980.

facture globale pour l'Etat est évaluée, pour la période 1979-1984 à 30 milliards de FF (4). Or, dès septembre 1979, Usinor obtenait un milliard et Sacilor 800 millions de prêts FDES supplémentaires. En définitive, cet énorme effort financier des pouvoirs publics aboutissait à des milliers de licenciements contre lesquels les travailleurs français ont mené un ensemble d'actions parfois très violentes.

En fait, l'approfondissement de la crise ces derniers mois a conduit aussi bien Sacilor-Sollac qu'Usinor à accélérer leurs plans de fermeture et a amené les dirigeants de la sidérurgie française à réclamer d'urgence l'application, par la Commission de la CEE, de l'« état de crise manifeste » impliquant des contingents autoritaires de la production d'acier.

ITALIE

En Italie, la sidérurgie présente des évolutions contrastées : d'une part les grandes sociétés (comme l'Italsider nationalisée et Falck), d'autre part les petits producteurs autour de Brescia (les *Bresciani*). Le début de la crise a peu affecté la production italienne (voir Tableau IV) qui réussit à se maintenir, voire à progresser légèrement. L'Italie dispose globalement d'installations très modernes, mais au prix d'un endettement considérable, contrebalancé par une productivité élevée, des coûts faibles et une monnaie dépréciée (atout non négligeable à l'exportation). En cas de reprise de la demande, la sidérurgie italienne pourra utiliser à plein sa capacité de production. Elle a bénéficié d'aides publiques considérables et n'a jamais arrêté ses investissements de modernisation, sauf dans le cas du report de la création de l'usine côtière de Gioia Tauro en Calabre et de la rationalisation de l'usine de Bagnoli (Naples).

En septembre 1980, tout en accroissant sa production de 10,7 % par rapport à 1979, Italsider continue à supporter des charges financières énormes, liées aux taux d'intérêt élevés pratiqués par le système bancaire italien.

Quant aux petits producteurs de la région de Brescia, ils comprennent quelque usines travaillant selon les principes suivants : un minimum de personnel et de frais généraux, l'utilisation d'une technologie avancée (une aciérie électrique alimentée par des ferrailles bon marché et reliée à un petit laminoir intégré selon la technique de la coulée continue), souplesse et rapidité de réponse à la demande, amortissement rapide des installations et autonomie financière. Leur production (de l'ordre de 6 MT) consiste surtout en ronds à béton, vendus en bonne partie en Europe à 20 % en-dessous des prix de la CEE, d'où leur conflit avec la Commission de la CEE.

PAYS-BAS

Aux Pays-Bas, la sidérurgie est dominée par le géant Estel, contrôlé depuis 1977 à 50 % par le groupe néer-

landais Hoogovens-Ymuiden (5,5 MT en 1972) et à 50 % par la société allemande Hoesch AG (6 MT en 1972 ; 3 usines à Dortmund). Hoogovens y est dominant, dans la mesure où il détient 14,5 % du capital de Hoesch. Le renouvellement des installations est régulier (construction de coulées continues à Ymuiden où toute la production est de l'acier à oxygène). L'endettement, faible en 1974, est devenu considérable, mais le groupe a su limiter tant les pertes financières que la baisse de la production et ne connaît pas de problèmes aussi aigus que ses concurrents. Le groupe est bien intégré en aval et fortement diversifié (par exemple dans le ciment, l'aluminium, la construction mécanique). Il a conclu un accord avec Cockerill pour l'exploitation du futur train à fil (Valfil) du Val Saint-Lambert, et il est question d'un rapprochement avec Krupp.

ALLEMAGNE FEDERALE

En Allemagne fédérale, la sidérurgie est dominée par cinq grands groupes : Thyssen AG, Krupp Stahl (anciennement F. Krupp Hüttenwerke à Bochum), Peine-Salzgitter (la seule entreprise publique du secteur), Klöckner Werke et Mannesmann, auxquels on peut ajouter les sociétés sarroises Röchling-Burbach, Neunkirchen et Dilling sous le contrôle prépondérant de l'Arbed. Depuis 1965, ces groupes sidérurgiques ont donné la priorité aux gains de productivité plutôt qu'à l'accroissement des capacités de production, ce qui a d'ailleurs amené depuis quinze ans quelque 80 000 suppressions d'emplois.

Si l'on excepte le cas de Peine-Salzgitter, les pouvoirs publics de la RFA se sont toujours refusés à intervenir dans le secteur de la sidérurgie et, dans leur différend avec la Commission de la CEE, les sidérurgistes allemands ne se sont pas fait faute de le rappeler. Récemment cependant, des failles sont apparues dans ce libéralisme « pur et dur ». D'une part, Klöckner a rompu le consensus avec ses concurrents en refusant, en septembre 1980, de continuer à respecter les limitations volontaires liées au Plan Davignon (Commission de la CEE). D'autre part, le groupe Hoesch (branche allemande d'Estel) a obtenu 260 millions de DM de prêts à taux réduits de la part des pouvoirs publics pour moderniser certaines installations, et au moins trois grandes sociétés sidérurgiques ont obtenu un total de 660 millions de DM de subventions gouvernementales suite à leur orientation vers la construction navale. Enfin, l'Arbed a obtenu 244 millions de DM d'aides publiques pour la restructuration de la sidérurgie en Sarre.

Le groupe Thyssen (qui comprend 126 sociétés) est fortement intégré (du traitement du minerai à la commercialisation des produits sidérurgiques) et diversifié (constructions métalliques, mécaniques et navales) ; majoritaire dans Rheinstahl, il s'étend aux aciers spéciaux et de moulage. Ses installations sont récentes, performantes (haut-fourneau de

14 m, coulées continues) et concentrées autour de Duisburg. Les autres sociétés, moins puissantes que Thyssen, se sont endettées, tout en renouvelant leurs installations, sans toutefois procéder à une réelle restructuration industrielle (malgré le phénomène des groupes comme on le verra plus loin). La restructuration ne touche que les usines sarroises. On parle d'un rapprochement entre Estel et Krupp, qui produiraient ensemble quelque 10,5 MT en RFA.

Tout cela n'a pas empêché la sidérurgie ouest-allemande de ressentir le contre-coup de la crise (53,2 MT en 1974, 40,4 MT en 1975). Très productive, la sidérurgie de la RFA a des coûts élevés et — jusqu'il y a peu — une monnaie forte, d'où la baisse de ses ventes directes à l'extérieur, de là sa stratégie de transformation sur place de l'acier en vue de l'exportation de produits manufacturés et de biens d'équipement. L'année 1979 s'est d'ailleurs clôturée en bénéfique pour tous les grands groupes.

Il n'est cependant pas encore possible de mesurer actuellement les conséquences de l'effondrement récent du DM sur l'activité sidérurgique en RFA : mais il est d'ores et déjà probable que l'effet négatif s'en fera ressentir, plus particulièrement au détriment des travailleurs sidérurgistes de ce pays.

Enfin, les sidérurgistes allemands ont assez rapidement procédé à des regroupements tant nationaux qu'internationaux, indépendamment des pouvoirs publics et de la Commission de la CEE. Dès avant la crise, les entreprises de la RFA s'étaient regroupées mais, fin 1976, elles ont procédé à une restructuration qui s'est traduite par la création de deux groupes géographiques et fut approuvée par la Commission de la CEE. Le Groupe Nord comprend Klöckner, Krupp, Peine-Salzgitter et quelques autres et produit 29 % de l'acier allemand. Le Groupe Sud comprend Dilling, Arbed, Röchling-Burbach, Neunkirchen et produit 11,5 % de l'acier de la RFA. Leur objectif est de se spécialiser au niveau production et de négocier éventuellement des participations communes. En fait, ces groupes tentent de peser quelque peu face au géant Thyssen-Rheinstahl. Hoesch, lié à Hoogovens dans Estel, ne participe pas non plus à ces regroupements.

Quelques mois plus tôt, en juillet 1976, à l'instigation des sidérurgistes allemands, se créait le « Groupement économique international » (appelé aussi « Denelux ») comprenant les sidérurgistes allemands, Estel, Arbed et Sidmar. Le but officiel de ce Groupement était de représenter ses adhérents vis-à-vis de la Commission de la CEE. Il s'agit en fait d'un cartel visant à fixer les prix et à répartir les marchés entre ses membres. Les Allemands sont en effet opposés à toute fixation de prix minima et de quotas de production par entreprise émanant de la Commission de la CEE.

La création de Denelux ne passa

4. M. Freyssenet, *la Sidérurgie française, 1945-1979*, Savelli, Paris, 1979, p. 220.

pas inaperçue et, sous l'impulsion de la Chambre syndicale des sidérurgistes français, fut constitué en décembre 1976 « Eurofer », chambre syndicale de la sidérurgie commune aux neuf pays membres, en vue d'éviter toute cartellisation du genre de Denelux. Malgré ses

déclarations, Eurofer fut obligé d'admettre l'existence de fait, en son sein, du cartel Denelux, tout en visant à mieux faire face à la concurrence des sidérurgistes japonais et des nouvelles sidérurgies.

ciation européenne de libre-échange (AELE) : Suède, Norvège, Finlande et Autriche. Des pourparlers sont en cours avec la Corée du Sud, le Brésil et la Bulgarie.

En mai 1979, E. Davignon fait le point. D'une part, le rôle de la Commission européenne par rapport aux investissements est d'assurer la cohérence des programmes (qui restent du ressort des entreprises et des gouvernements) et de donner son avis sur ceux-ci. D'autre part, au niveau de la restructuration, il annonce qu'il y eu 2,5 milliards d'ECU alloués pour 1976, 1977 et 1978 avec bonification d'intérêts.

Par ailleurs, Davignon estime qu'il faut limiter les capacités de production dans la CEE sur la base d'un taux d'utilisation de 85 % ; il prévoit comme capacités nécessaires, en 1983, 174 MT ; en 1985 181 MT et en 1990, 201 MT (objectifs généraux acier de la CEE). Or, la capacité actuelle (1978) est déjà de 201,2 MT. Il faudra donc réduire les capacités de plus ou moins 27 MT d'ici 1983.

Fin 1979, il est prévu d'alléger le « Plan Davignon » pour 1980, en vue d'écarter le « danger » de protectionnisme. C'est ainsi que la Commission supprime les prix minima pour les ronds à béton et les aciers marchands. Entretemps, les relations entre la CEE et les USA prennent un tour aigu (voir plus loin). Quelques mois plus tard, E. Davignon déclare, au cours du Symposium Acier de l'OCDE : « Il n'y aura pas de sidérurgie saine, compétitive, donnant une sécurité de travail à ses travailleurs dans de bonnes conditions, si le processus d'ajustement industriel n'est pas poursuivi (5) ». On appréciera toute l'ironie de ce propos quand on sait qu'en même temps, dans l'Europe capitaliste, des milliers de travailleurs ont été, sont et seront licenciés.

En juillet 1980, la Commission de la CEE propose un renforcement de son plan anti-crise devant la nouvelle détérioration de la conjoncture sidérurgique : le protectionnisme américain provoque une chute des exportations vers les USA ; il y a eu perte du marché iranien et baisse des ventes au Proche-Orient ; enfin, la demande en Europe est prévue en baisse pour le deuxième semestre 1980, suite à la crise accrue du bâtiment et de l'automobile. Par ailleurs, devant l'inefficacité du système des prix minima, ceux-ci sont également supprimés pour les coils et toute l'action va se concentrer sur la réduction des quantités produites. La Commission a décidé en juillet 1980 des limitations volontaires par entreprise — par le système des quotas de livraison — pour les produits dits « réglés » : coils, poutrelles, aciers marchands, ronds à béton, tôles quarto, tôles minces à froid. En fait, la Commission estime qu'il faut aller plus loin : les entreprises doivent accepter une réduction, non seulement des produits « réglés », mais de la totalité

5. L'Observateur de l'OCDE, mars 1980, « Acier 80. Un symposium de l'OCDE », p. 6.

III. — Les interventions de la Commission de la CEE

1. L'ERE DES PLANS

En mai 1975, la Commission de la CEE pour la politique industrielle, sous la présidence d'A. Spinelli, ne jugea pas opportun de décréter l'« état de crise manifeste » qui aurait impliqué des mesures contraignantes quant au niveau de la production des entreprises et aux échanges. La Commission se bornait à souhaiter que les producteurs européens s'entendent — par pays — pour limiter leur production. L'objectif étant une réduction volontaire de 17 % de la production. En fait, on voit immédiatement deux attitudes opposées, les producteurs français exigeant un programme de crise draconien, les producteurs allemands voulant laisser jouer librement le marché.

En juillet 1976, la Commission de la CEE, en vue d'empêcher un recartellisation du marché de l'acier, proposait un ensemble de mesures appelé « Plan Simonet » du nom du commissaire européen de l'époque) : au niveau production : fixation de programmes prévisionnels par entreprise pour respecter des quotas volontaires de production ; au niveau des prix : publication de prix minima indicatifs à respecter librement, avec éventuellement interdiction de s'aligner sur les prix des concurrents hors CEE et ouverture de négociations sur les quantités à importer avec les pays tiers ; au niveau investissements : le cas échéant, on prévoyait d'influencer les investisseurs pour les orienter vers les secteurs sous-investis et pour éviter les surcapacités de production. Il restait exclu d'interdire la mise en place de nouvelles unités de production. Ce Plan, mis en œuvre effectivement, pour quatre mois, au 1er janvier 1977, restait en fait très prudent eu égard aux réticences allemandes. En même temps, était obtenue des Japonais la promesse d'une limitation volontaire de leurs exportations vers l'Europe.

Devant l'échec du « Plan Simonet », le nouveau commissaire à la politique industrielle E. Davignon proposait en mai 1977 un nouveau Plan, appelé « Plan Davignon », et comportant les mesures suivantes : des prix minima obligatoires pour les ronds à béton (entre 8 100 et 8 400 FB la tonne) avec interdiction de s'aligner sur les prix plus bas des producteurs des pays tiers. Pour les produits « sensibles », instauration d'un système de licence obligatoire à l'importation et de prix minima de référence. Au niveau de la restructuration, on dégageait un crédit de 40 millions d'ECU (unité de compte européenne valant environ 6 FF,

40 FB, 2,5 DM) en bonification d'intérêts pour les entreprises qui réduisent leurs capacités de production. 600 millions d'ECU sont alloués sous forme de prêts à la rationalisation et à la reconversion suite aux pertes d'emplois prévisibles. En octobre 1977, suite à un conflit avec les *Bresciani*, qui vendaient sous les prix minima imposés pour les ronds à béton, intervient un accord selon lequel les *Bresciani* peuvent exporter 44 000 tonnes par mois sur les marchés de la CEE et s'engagent en contrepartie à respecter les prix minima fixés.

Dès le 1er janvier 1978, ce Plan est reconduit pour trois mois, avec les spécifications suivantes :

— Au niveau des prix, il y a extension des prix minima obligatoires aux aciers marchands et aux coils, proposition de relever les prix d'orientation (et donc aussi les prix minima) de tous les produits sidérurgiques de 15% par tranches en 1978, ce qui va de pair avec le renforcement du mécanisme de surveillance des prix. Il s'agit là des premières mesures d'allure protectionniste.

— Au niveau des importations, un ensemble de négociations est mené : avec l'Espagne et les pays socialistes pour régulariser leurs importations, dans le même sens avec la Corée du Sud, le Brésil et l'Afrique du Sud. La forme de cet accord implique une politique contractuelle tendant à rapprocher les prix de vente de ces pays des prix de base de la CEE. La limitation se fait sur une base une peu inférieure aux importations de 1976 ; l'accord avec le Japon est reconduit. Enfin, la CEE proteste contre les mesures « anti-dumping » prises par les USA (voir plus loin).

— Au niveau de la restructuration, un Plan pour les années 1978-1982 prévoit 5 milliards d'ECU de prêts à la restructuration et à la reconversion : un quart de ces prêts vont en bonification d'intérêts, 125 millions d'ECU sont prévus pour le reclassement des travailleurs et 40 millions pour la recherche technologique en sidérurgie. On appréciera la part ridicule allouée à la reconversion.

En mai 1978, devant le non-respect par certaines entreprises des prix minima pour les ronds à béton et les aciers marchands, la Commission décide le renforcement du contrôle et l'accélération des sanctions ainsi que l'obligation du certificat de conformité pour les prix. Des accords sont signés au niveau de la limitation des importations avec le Japon, l'Afrique du Sud, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Espagne, les pays de l'Asso-

de la production d'acier brut. Il semblerait d'ailleurs que l'on aille vers une réduction des quantités de 10 à 15 % par rapport au deuxième semestre 1979, ce qui aura pour conséquence non seulement un accroissement du chômage partiel mais

aussi de nouvelles pertes d'emploi. Enfin, des accords d'auto-limitation ont été conclus avec les pays de l'AELE, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, le Japon, l'Espagne et l'Australie.

2. « CRISE MANIFESTE » OU NON ?

En août 1980, la Commission recommande une diminution de 13 % de la production d'acier de la CEE pour le quatrième trimestre de l'année, suite à la baisse de la consommation d'acier et à la diminution nette des exportations. Les sidérurgistes italiens refusent cette réduction et Klöckner adopte la même attitude en cassant les prix en RFA. Ces deux refus sont motivés par la contestation de la période de référence prise en compte pour la diminution de production.

Dès septembre 1980, E. Davignon indique que, face à l'effondrement de la conjoncture sidérurgique, la Commission est prête à prendre des mesures plus radicales par le recours à l'article 58 du Traité de la CECA (6) lui permettant de déterminer d'autorité la production par entreprise dans la CEE. Le 6 octobre, la Commission fait savoir officiellement qu'elle est décidée à entamer la procédure amenant à l'application de l'« état de crise manifeste » — donc de l'article 58 — au vu des éléments suivants : entre mai et juillet 1980, le volume moyen des commandes a baissé de 15 % par rapport à la période correspondante de 1979 ; en septembre 1980, le taux moyen d'utilisation des capacités de production est tombé à 58 % ; par rapport au début de l'année, les prix ont chuté en septembre de 13 %. Les moyens mis en œuvre jusqu'à présent par la Commission ne sont plus adaptés, et ce d'autant moins que les producteurs ne respectent plus les réductions volontaires auxquelles ils s'étaient engagés auparavant. Ainsi, lors du deuxième trimestre 1980, les plafonds convenus pour les produits plats ont été dépassés de 25 % par le Bénélux, de 13 % par la RFA et de 16 % par l'Italie. La Commission se sent dès lors obligée d'appliquer l'article 58 jusqu'à fin juin 1981. Néanmoins, pour avoir le feu vert, il lui faut d'une part l'avis conforme du Conseil des ministres de la CEE, c'est-à-dire une majorité comprenant au moins deux Etats assurant 1/8 de la production d'acier de la CEE, les Etats en question étant la France, la RFA, l'Italie et la Grande-Bretagne ; d'autre part, un avis positif du Comité consultatif CECA composé des partenaires sociaux (pouvoirs publics, représentants patronaux et syndicaux) des pays de la CEE.

Les mesures envisagées par la Commission portent sur les *quotas de production impératifs* pour les produits laminés, impliquant les réductions suivantes : 16 à 20 % pour coils et feuillards laminés, 13 à 17 % pour tôles quarto et larges plats, 14 à 18 % pour les profilés lourds, 14 à 18 % pour les profilés légers (ronds à béton, fil machine, etc.). Les

quotas concernent ainsi 90 % de la production de produits laminés. Il s'y ajoute un quota pour la production totale d'acier brut : elle ne peut dépasser la production d'acier nécessaire pour l'élaboration des produits laminés ci-dessus, plus les 10 % restants. Le calcul prendrait comme base, entreprise par entreprise, le meilleur mois entre juillet 1977 et juillet 1980. La Commission utiliserait des contrôleurs et des moyens informatiques pour veiller à l'application de ces quotas, et compte imposer une amende de 100 dollars US la tonne pour tout dépassement. Enfin, elle demande un budget de 150 millions d'ECU pour financer les mesures sociales, c'est-à-dire — en clair — les préretraites et licenciements de milliers de travailleurs résultant de l'application des quotas.

Réuni à Luxembourg le 7 octobre 1980, le Conseil des ministres (des Affaires étrangères et de l'Economie) s'est heurté à la résistance très ferme de la seule RFA. Les raisons invoquées par celle-ci sont le caractère trop bureaucratique du système des quotas limitant trop la liberté des entreprises, le délai trop court laissé au nouveau gouvernement fédéral pour étudier le problème, la base de référence pour le calcul des quotas. Cette base revient, selon les sidérurgistes allemands, à les pénaliser pour avoir restructuré leurs entreprises avant juillet 1977 (en 1974, la RFA produisait 53,2 MT avec 350 000 travailleurs ; en 1978, la production était de 41,3 MT avec 302 000 travailleurs). Ils ajoutent que cette restructuration s'est effectuée quasiment sans l'aide des pouvoirs publics, alors que la majorité des sidérurgies réclamant maintenant l'application de l'article 58 (Belgique, France, Grande-Bretagne) ont laissé subsister des outils dépassés et maintenu des capacités de production excédentaires grâce à d'importantes aides publiques qui ont com-

pensé des pertes issues de ce retard dans la restructuration.

Le 10 octobre 1980, les producteurs allemands (y compris Klöckner) annoncent leur décision de revenir au contingentement volontaire antérieur, ce qui rendrait inutile, à leurs yeux, l'application de l'article 58. Par ailleurs, la Commission obtient, les 15 et 16 octobre, l'accord à la fois du Comité consultatif CECA et du Parlement européen, chaque fois à une large majorité, en vue de la mise en application des mesures proposées.

Finalement, une nouvelle réunion du Conseil des ministres a lieu le 25 octobre 1980. Il en ressort que la RFA abandonne le contingentement volontaire et accepte l'application de l'article 58 jusqu'à fin juin 1981. En contrepartie, elle obtient qu'il n'y ait ni prix minima ni quotas à l'importation (ce qui aurait pu provoquer des mesures de rétorsion de la part des USA), qu'il n'y ait pas de quotas pour les tubes de pipe-lines, les rails et le fer blanc, bien que ces fabricats resteraient soumis à des contrôles stricts. Le seul problème en suspens concerne les *aciers spéciaux* (19,5 % de la production allemande, 15,5 % de la production de la CEE) que la RFA veut absolument exclure du système des quotas, par crainte des conséquences négatives de cette limitation pour les monoproduleurs allemands d'aciers spéciaux. La Commission n'est pas prête — même si elle peut prévoir une certaine flexibilité pour les monoproduleurs en question — à lever les quotas pour les aciers spéciaux car, moyennant quelques manipulations, tous les producteurs pourraient échapper au système global des quotas résultant de l'application de l'article 58. Une nouvelle réunion, qui devrait être décisive, était prévue le 30 octobre pour le Conseil des ministres. A l'heure où ces lignes sont écrites, cette réunion n'a pas encore eu lieu. Il reste, en fait, trois possibilités pour le gouvernement de la RFA : bloquer tout le système en usant de son droit de veto (en invoquant les « intérêts essentiels » de son pays), obtenir suffisamment de garanties pour convaincre les monoproduleurs, ou accepter de se faire mettre en minorité par ses huit autres partenaires et néanmoins concurrents.

3. LES RELATIONS CEE-USA

Enfin, un des problèmes cruciaux pour la Commission de la CEE concerne les relations avec la sidérurgie des USA. Depuis 1978, les USA imposent à l'importation des prix minima (*trigger prices* ou « prix-gâchette ») établis, pour chaque variété d'acier, à partir des coûts de produc-

tion et de transfert du producteur le plus compétitif de chaque continent. Toute importation inférieure à ces prix donne lieu à perception de droits compensatoires, si le *dumping* est effectivement prouvé. Le principal producteur américain, US Steel, avait déposé, en outre, des

6. L'article 58 du Traité CECA stipule ceci : « En cas de réduction de la demande, si la Haute Autorité (actuellement la Commission de la CEE) se trouve en présence d'une période de crise manifeste et que les moyens d'action prévus à l'article 57 (les moyens mis en œuvre

jusqu'à présent par le Plan Davignon) ne permettent pas d'y faire face, elle doit, après consultation du Comité consultatif et sur avis conforme du Conseil, instaurer un régime de quotas de production » (nous soulignons).

plaintes anti-dumping contre les producteurs européens d'acier. Après de multiples rebondissements, il semblerait que cette société serait prête à retirer sa plainte, à condition que le gouvernement américain mette en place une politique efficace de protection contre la concurrence étrangère. Il est certain que ce protectionnisme américain a porté un coup très sérieux aux exportations des producteurs de la CEE. Leur moyenne mensuelle d'exportations vers les USA est passée de 564 000 tonnes en 1978 à 409 000 tonnes en 1979, pour descendre à 287 000 tonnes en 1980.

Fin septembre 1980, l'administration Carter a publié un « Nouveau programme de l'industrie sidérurgique » qui comporte quatre volets : allongement du délai de mise en place d'un système anti-pollution, qui coûte très cher aux producteurs US ; allègement de certaines taxes en vue de la modernisation des installations (qui a déjà coûté 60 000 pertes d'emploi depuis début 1980 !) et prêts avantageux pour favoriser la recherche technologique ; allongement de treize semaines des allocations de chômage et mise en place de programmes de reconversion pour les ouvriers sidérurgistes licenciés ; rétablissement et adaptation du système des prix minima (*trigger prices*) en vue d'enrayer la concurrence étrangère « déloyale ». Ces nouveaux prix minima dépassent de 12 % les prix minima antérieurs, pour tenir compte de la hausse des coûts de production japonais (pris comme base de référence) et des modifications intervenues dans le taux de change. Cependant, ce nouveau système de prix minima n'empêche pas d'autres mesures annexes : si le total des importations d'acier dépasse 13,7 % de la consommation américaine d'acier, le système sera renforcé et, si ce taux dépasse les 15,2 %, les producteurs US seront en droit d'introduire une procédure anti-dumping. Néanmoins, si la sidérurgie US fonctionne à 87 % de ses capacités, aucune mesure de ce genre ne pourra être appliquée. Or, pour le moment, les entreprises sidérurgiques américaines ne fonctionnent qu'à 70,9 % de leur capacité et les importations d'acier représentent quelque 16,3 % de la consommation intérieure américaine. Il est dès lors exclu que le volume des exportations de la CEE vers les USA puisse se redresser d'une manière ou d'une autre, d'autant plus que le système de prix minima est prévu pour une durée de trois à cinq ans, de quoi donner le temps aux sidérurgistes américains de se restructurer afin de pouvoir damer le pion à leurs concurrents européens et japonais.

En résumé, on peut dire que le rôle de la Commission de la CEE a surtout consisté à tout mettre en œuvre pour que, malgré les réticences de certains producteurs (surtout en RFA), la compétitivité des entreprises européennes puisse progressivement être restaurée. En cela, la Commission s'est surtout préoccupée des intérêts des producteurs, dans la mesure où elle est la fidèle émanation de l'Europe capitaliste, entraînant

des dizaines de milliers de pertes d'emploi pour les travailleurs de la sidérurgie

européenne.

IV. — Productivité et coûts de production

Un des principaux leitmotivs des capitalistes de la sidérurgie européenne est, indiscutablement, la question de leurs coûts de production. Qu'il s'agisse de se situer par rapport aux producteurs japonais ou aux « nouvelles sidérurgies », ou qu'il s'agisse de réclamer l'aide des pouvoirs publics, la même plainte revient périodiquement et fréquemment : « La tonne d'acier nous coûte trop cher, nos prix de vente sont trop faibles », et de s'appesantir en général sur les revendications déraisonnables des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Première question : quelles sont les composantes du coût de vente de l'acier brut ? On peut les reprendre sous cinq rubriques : matières premières et fournitures, biens et services, personnel, amortissements, autres charges. Pour avoir une idée de la part relative de ces divers types de coûts, prenons un exemple : celui de la sidérurgie belge (Tableau V), dont le patronat se plaint toujours de souffrir des coûts de main-d'œuvre « les plus élevés d'Europe ».

Un coup d'œil jeté sur ce Tableau V

permet de réduire à leurs justes proportions les plaintes patronales : quand ils se plaignent de devoir supporter 9 % de hausses salariales, c'est en fait quelque 3 % de hausse qu'il faudra comparer avec, par exemple, les gains de productivité, qu'ils affichent par ailleurs. Pour situer le problème, prenons l'exemple de la sidérurgie belge en 1979 : 6,6 % de gains de productivité à la tonne pour un accroissement de 11,5 % pour les matières premières, de 16,6 % pour les biens et services et de 9,4 % pour les dépenses « sociales » (salaires, etc). En fait, cela signifie une hausse globale des coûts de 10,9 % (soit 5,4 % pour les matières premières, 2,8 % pour les biens et services et 2,7 % pour la main-d'œuvre... Ces chiffres-là, le patronat se garde bien de les donner !

Quant à l'évolution du coût de la main d'œuvre, le Tableau VI donne quelques indications pour la période 1975-1978.

Ces résultats sont évidemment à pondérer en tenant compte des taux d'inflation — et donc de la hausse du coût de la vie ainsi que de la liaison ou non des sa-

TABLEAU V
STRUCTURE DES COÛTS DE LA SIDÉRURGIE BELGE EN 1978

Composantes	Chiffres absolus (milliards de FB)	%
Matières premières, fournitures, matières consommables, marchandises :	67,964	47
Biens et services divers :	24,111	16,7
Personnel :	42,535	29,4
Amortissements, provisions diverses :	8,194	5,6
Autres charges :	1,536	1,3
TOTAL :	144,341	100

Source : Banque Nationale de Belgique, Centrale des Bilans.

TABLEAU VI
EVOLUTION DU COUT HORAIRE DE LA MAIN D'OEUVRE 1975-1978

	RFA (DM)	France (FF)	Italie (Lire)	Belgique (FB)	Luxembourg (FLux)	Grande-Bretagne (livre)
1975	19,68	28,43	3 881	322	277	2
1978	23,03	41,74	6 231	416	355	3,07

augmentations en % 1978-1975

-17 -46,8 -60,6 -29,2 -28,2 -53,5

Source : Eurostat « Salaires et revenus », février 1980.

lares à l'indice des prix — différenciés selon les pays.

Enfin, il est bon d'avoir parallèlement — et compte tenu qu'il faut diviser environ par trois les pourcentages de hausses du coût de la main-d'œuvre pour pouvoir effectuer une comparaison valable avec les hausses de productivité — une idée de l'évolution de la productivité pour les principaux pays producteurs (Tableau VII). La productivité dont il est question au Tableau VII est exprimée en tonnes par travailleur occupé (ouvriers plus employés de la sidérurgie de chaque pays). Le Tableau VII, qui concerne la période 1977-1979, comprend également des données quant à l'évolution du nombre d'heures d'ouvriers par tonne produite. Les chiffres pour 1978 et pour 1979 sont des estimations.

On peut en conclure que, s'il ne s'agit pas de nier qu'il y ait des hausses de coûts (et qu'en général ce n'est pas la

main-d'œuvre qui augmente le plus), il y a lieu d'interpréter correctement les données fournies à cet égard par le patronat de la sidérurgie. Par ailleurs, on remarque également que les gains de productivité ne sont pas négligeables. En effet, c'est surtout sur des réductions massives de l'emploi que se sont concentrés les efforts réunis de la bourgeoisie capitaliste de la sidérurgie, des gouvernements respectifs et de la Commission de la CEE. Si les réductions ne sont pas encore plus importantes, c'est surtout parce que les travailleurs se sont, dans plusieurs cas, opposés à ces réductions, vis-à-vis desquelles la bourgeoisie n'a en général aucune solution valable de reconversion à proposer. Leur seule « solution », c'est le bureau de pointage ou des préretraites brutales pour des dizaines de milliers de sidérurgistes de la CEE. ■

Michel CAPRON
28 octobre 1980.

sidérurgiques de la CEE indiquent des évolutions en sens divers. Ainsi, pour les neuf premiers mois de 1980, Estel accuse une perte de 267 millions de florins néerlandais (FL), la sidérurgie italienne se plaint d'un excès d'importations en provenance des pays tiers tandis qu'Italsider ne tourne qu'à 58 % de sa capacité. En RFA, Klöckner et Krupp Stahl prévoient des résultats en équilibre pour 1980, le groupe Thyssen, lui, annonce un dividende de 8 % par action ! Hoesch (branche allemande d'Estel), par contre, se dit obligé de retarder la construction d'une nouvelle aciérie à l'oxygène, ce qui aura des répercussions néfastes pour l'emploi. En Belgique, la situation financière du Triangle reste précaire, tandis que la British Steel (BSC) s'appête à réclamer de nouveaux crédits publics (ceux-ci ont atteint, pour 1980, 850 millions de livres).

En définitive, il est encore trop tôt pour mesurer les effets, sur les prix de vente et la situation financière des entreprises sidérurgiques de la CEE, de l'application de l'« état de crise manifeste ». Ce qui est par contre d'ores et déjà certain, c'est que les travailleurs de la sidérurgie devront payer la note, une note déjà bien trop lourde depuis le début de la crise actuelle : chômage partiel, planification de nouveaux licenciements, restructurations industrielles accélérées. Quant à la reconversion industrielle et même quant aux mesures d'aides sociales (dont le montant devrait atteindre la somme relativement faible — eu égard

ADDENDUM

Depuis la rédaction de cet article, l'« état de crise manifeste » a été adopté par le Conseil des ministres de la CEE le 30 octobre 1980. Globalement, la solution de contingentement préconisée rejoint ce qui a été avancé plus haut (7).

Dans la question litigieuse des aciers spéciaux, le compromis est le suivant : les entreprises ne produisant pas plus de 6 000 tonnes par trimestre d'aciers fins et spéciaux ne sont pas soumises aux quotas. Pour les aciers d'alliages, il y a des quotas, mais ceux-ci peuvent être dépassés pour les aciers dont la teneur en alliage est d'au moins 5 % et le prix de vente supérieur d'au moins 30 % au prix des aciers ordinaires correspondants ; les aciers inoxydables restent soumis aux quotas. L'ensemble des

« exceptions » touche ainsi environ 20 % de la production européenne (puisque les tubes de pipe-line, les rails et le fer blanc échappent également au contingentement).

Quant à la diminution de la production d'acier qui est attendue de l'application de l'article 58 du Traité CECA, elle se situe entre 17,4 et 21,5 % par rapport à la période de référence (le meilleur mois entre juillet 1977 et juin 1980), et elle oscillerait autour de 14,2 % par rapport au dernier trimestre de 1979. Par ailleurs, la Commission de la CEE tente de réduire de 15 % les importations d'acier en provenance de pays tiers.

Les dernières informations relatives à la situation des principales entreprises

7. Sur les effets de et les réactions aux mesures décidées par la CEE, voir : *le Monde*, « Accord des Neuf sur l'acier », 1er novembre 1980 ; *Financial Times*, « Steel quotas hit at the heart of the Ruhr », 12 novembre 1980 ; « British Steel : reconstructing the balance-sheet », 21 novembre 1980 ; « West German Steel Industry : Signs of resilience despite the old problems », 21 novembre 1980.

TABLEAU VII
EVOLUTION DE LA PRODUCTIVITE DES PRINCIPAUX PRODUCTEURS CEE, 1977-1979

	France				Italie			
	1977	1978	1979	1979-1978 %	1977	1978	1979	1979-1978 %
Productivité totale	148	163	177	- 8,5	239	250	260	- 4
Heures d'ouvrier par tonne	7,2	6,7	6,4	- 4,5 (1)	5,43	5,3	5	- 5
	RFA				Grande-Bretagne			
Productivité totale	189	216	239	+ 11	118	122	131	+ 7,5
Heures d'ouvrier par tonne	6,45	5,9	5,5	- 7	11,7	10,8	9,5	- 12

Source : *Euroeconomics*.

(1) Les pourcentages négatifs traduisent la diminution du nombre d'heures d'ouvrier par tonne, ce qui équivaut donc à des hausses de productivité.

aux dizaines de milliards engagés pour « sauver » les entreprises — de 4,5 milliards de FB en 1981), le Conseil des ministres de la Communauté s'avère incapable de prendre une décision. La disproportion est flagrante : la stratégie de la CEE en matière sidérurgique (comme dans bien d'autres secteurs) est de prendre des mesures — même si elles ne rencontrent pas les intérêts de tous les patronats — destinées à rétablir la « rentabilité » capitaliste. Par contre, quand il s'agit d'imaginer des solutions pour lutter contre la perte de 192 000 emplois dans la sidérurgie de la CEE (792 000 travailleurs en 1974, et seulement 600 000 en 1980), c'est le vide... ■

M. C.
3 décembre 1980.

QUELQUES REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- « Acier 80. Un symposium de l'OCDE » in *l'Observateur de l'OCDE*, mars 1980, p. 3-12.
- CAPRON, M., « Sidérurgie : les stratégies en présence » (le cas de la sidérurgie belge) in *la Revue Nouvelle*, janvier 1979, p. 27-40.
- Colloque du CIRIEC, *L'Etat et l'acier en Europe*, Liège, septembre 1980.
- Contradictions*, numéro 17, « Le rôle du capital financier dans l'internationalisation de l'économie : l'exemple de la sidérurgie », Bruxelles, octobre 1978, p. 93-108.
- Courrier des pays de l'Est*, « Les sidérurgies de l'Europe de l'Est en chiffres », numéro 240, mai 1980, p. 23-33.
- Euroeconomics, *La sidérurgie en Europe de l'Ouest. L'année des plans*, Paris, 1979, p. 82.
- Eurofinance, *La sidérurgie en Europe de l'Ouest : indicateurs industriels et financiers*, Paris, 1979, p. 167.
- Eurostat, *Bulletin trimestriel Sidérurgie*, Luxembourg.
- Eurosyndicat Investment Research Bureau, *L'industrie sidérurgique européenne*, Luxembourg, 1976, p. 47.
- Fraeys, W., « La restructuration de la sidérurgie belge » in *Wallonie 80*, numéro 3-4, 1980, p. 175-189.
- Freyssenet, M., *La sidérurgie française 1945-1979*, Savelli, Paris, 1979, p. 243.
- Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté CEE*, octobre 1979, p. 122.
- Judet, P., « La sidérurgie européenne dans la tourmente » in *le Monde diplomatique*, juin 1979.
- « La lutte pour les nationalisations. L'exemple de la sidérurgie française », in *Inprecor*, numéro 52, 10 mai 1979.
- Padioleau, J., *Quand la France s'enferme ; le bon fonctionnement du système sidérurgique (1945-1976)*, Commissariat général au plan, Paris 1980.
- « Quota threat from EEC unites producers » (le cas de la RFA) in *Financial Times*, 27 octobre 1980.
- Stora, B., *Crise, puissance, perspectives de la sidérurgie mondiale*, Economica, Paris, 1979, 299 p..
- Tendances*, « Les Japonais de l'Europe » (cas des Bresciani), 8 juin 1979 ; « Bresciani : à la recherche d'une dimension », 22 juin 1979 ; « Sidérurgie allemande : un nouveau "miracle" », 22 octobre 1980.



Le Tiers Monde face aux nouvelles canonnières

C. LEWIS

« Il n'est pas exagéré de dire que la croissance des pays industrialisés a été permise par le recyclage des pétrodollars et par l'endettement colossal (près de 400 milliards de dollars) de leurs clients, les pays en voie de développement, qui ont ainsi contribué à activer une économie défaillante. Cette période de sursis s'achève au moment où le degré d'endettement des pays en voie de développement devient intolérable. Si certains prévoient encore que le taux de croissance des pays industrialisés devrait être de l'ordre de 1 % en 1981, peut-être ne tiennent-ils pas suffisamment compte de l'effet boomerang des restrictions de crédit dont vont souffrir les pays en développement non pétroliers et, à travers eux, le commerce international. » Tel est, sous la signature de J. Petit-Laurent, le cri d'alarme que lance la revue *Marchés tropicaux*, publication spécialisée consacrée à l'Afrique (1), qui annonce : « Ainsi s'amorce, pour 1981, une récession qui pourrait, malgré les augures, être aussi sévère que celle de 1975 (2). » Une des caractéristiques de la nouvelle crise, toutefois, est la récession sans précédent qu'elle va déclencher dans les pays dominés par l'impérialisme. La « troisième décennie du développement » sera en fait une période de lutte acharnée des pays du Tiers Monde pour survivre et faire face aux nouvelles canonnières impérialistes.

LA FUITE EN AVANT

L'endettement extérieur des pays dominés, que ce soit vis-à-vis des gouvernements ou des banques impérialistes, ne date pas de la crise des années 1970, même si le phénomène a changé de dimension avec la crise. Déjà estimé en 1970 par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) à 72,9 milliards de dollars, il est en fait une composante essentielle du modèle de « développement » correspondant aux intérêts économiques impérialistes. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, tous les États occidentaux ont mis au point des systèmes de financement des exportations facilitant la vente de biens d'équipement dans les pays dominés. D'où l'écllosion de multiples plans d'industrialisation inadaptés : achat de biens d'équipement ou d'usines complètes, achat de technologie et de contrats de service. Et — en l'absence de politiques d'éducation, de for-

mation technique et scientifique —, ni la gestion, ni l'adaptation, sans parler de l'innovation, ne peuvent être assurés par le pays acheteur. Le prix de l'augmentation de la production industrielle et donc du produit national brut (PNB) est, dans ces conditions, très élevé : faible productivité, mobilisation des ressources locales pour la construction d'infrastructures, exode rural, baisse de la production agricole et endettement.

Prenons l'exemple de la création d'une industrie d'assemblage automobile. Les capitaux et la technologie doivent venir des entreprises transnationales et des banques occidentales. L'État s'engage dans des dépenses d'infrastructure routière très coûteuses, mobilisant une part considérable de l'épargne interne, généralement très faible et qui manque cruellement à d'autres secteurs, notamment à l'agriculture, mais aussi aux transports publics. Si le pays, de plus, ne produit pas ou peu de pétrole, le développement de la circulation automobile, même limité à une fraction minoritaire de la population, accroît la facture pétrolière et donc l'endettement extérieur. Le cas se répète avec d'autres biens de consommation durables réservés à une minorité (télévision ou réfrigérateurs) et des projets d'infrastructure de prestige ou au service d'une économie néocoloniale. Jusqu'au moment où, malgré le poids des importations (machines, composants), des transferts de ressources vers l'extérieur (dividendes des capitaux étrangers investis localement, *royalties* de toutes sortes) et malgré le poids de la dette extérieure, il n'est plus possible d'arrêter la machine sans casser l'activité économique et accroître un taux de chômage déjà insupportable.

Il y a bien d'autres causes à l'endettement chronique des pays dominés. L'une d'entre elles mérite d'être soulignée, d'autant plus que les chiffres officiels publiés sur les importations et la dette extérieure n'en rendent souvent pas compte : l'achat d'armement. Là aussi, les intérêts impérialistes y trouvent leur compte, doublement d'ailleurs : en terme de marché, et de contrôle de la politique intérieure et extérieure du pays.

Avec le quadruplement du prix du pétrole, les pays dépendants non producteurs de pétrole, dont la balance des paiements était déjà déficitaire chaque année d'une dizaine de milliards de dollars, ont vu leur déficit quadrupler en 1974, pour atteindre environ 70 milliards de dollars en 1980. Le total de la dette extérieure des pays dépendants non exportateurs de

pétrole dépasse actuellement 330 milliards de dollars. L'octroi de tels montants s'explique pour trois raisons au moins.

Premièrement, les bourgeoisies occidentales avaient besoin de maintenir la solvabilité de ces marchés, au moment où l'activité économique baissait partout. Au cours de la récession qui a suivi 1973, l'augmentation des exportations vers les pays en voie de développement a permis de préserver 3 millions d'emplois dans les pays de l'OCDE, explique le Rapport Brandt (3).

C'est pour des raisons identiques d'ailleurs que les banques et États occidentaux ont accéléré leurs octrois de crédits aux pays d'économie socialisée. L'en-cours des crédits qui leur ont été accordés est passé de 21,5 milliards de dollars à la fin 1975, à 47,5 milliards à la fin 1978. Et il a continué à croître depuis, notamment vers la Pologne dont l'endettement vis-à-vis des économies occidentales atteint désormais 27 milliards de dollars. L'explosion du crédit international est cohérente avec la politique néo-keynésienne menée tous azimuts par les bourgeoisies occidentales, politique de fuite en avant qui explique en partie la rechute récessionniste actuelle.

Deuxièmement, le déplacement de certaines activités productives vers les pays à bas coûts de main-d'œuvre est un impératif du capital pour redresser son taux de profit et relancer l'accumulation sur une base plus « saine ».

Troisièmement, les banques privées se sont trouvées en situation de surliquidité et donc à la recherche de clients. Les pays exportateurs de pétrole, malgré leurs achats considérables d'armement, le train de vie dispendieux de leurs « élites », et leur pseudo-programme d'industrialisation (sur le modèle de l'Iran), ont accumulé des excédents financiers considérables, jusqu'à 115 milliards de dollars en 1980. Or, le tiers de ces excédents a été déposé auprès des banques déclarantes à

1. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 7 novembre 1980, p. 2946.

2. Cf. *Inprecor*, numéro 67 du 16 janvier 1980, numéro spécial économique avec des articles d'André Gunder Frank, Ernest Mandel et autres, sur la nouvelle récession internationale, l'envolée de l'or, etc. ; et *Inprecor* numéro 81 du 10 juillet 1980, Ernest Mandel, « La conjoncture au printemps 1980 et la nouvelle récession ».

3. Rapport de la Commission indépendante pour les problèmes du développement international, remis au secrétaire général des Nations-Unies et présidée par Willy Brandt, dirigeant de l'Internationale socialiste.

la Banque des règlements internationaux (4), soit 120,3 milliards de dollars à la fin 1979. Bien que les dépôts des pays exportateurs de pétrole ne constituent qu'une part modeste du total des dépôts de ces banques, il s'agissait d'un afflux considérable d'argent frais, alors que les emprunteurs traditionnels de ces ressources financières — aujourd'hui improprement encore appelées *eurodollars* — à savoir les grandes sociétés transnationales et leurs filiales, avaient abandonné la plupart de leurs projets d'investissement et ne constituaient par conséquent pas une clientèle suffisante. Les pays dépendants non exportateurs de pétrole, par contre, avaient un besoin pressant de ces ressources financières s'ils voulaient, malgré l'augmentation de leur facture pétrolière, continuer à importer les mêmes biens qu'auparavant. Leur besoin de financement était d'ailleurs d'autant plus grand que leurs exportations diminuaient (du fait de la baisse du cours des matières premières et du ralentissement général de l'expansion du commerce international) et que leurs importations, non seulement pétrolières mais aussi alimentaires, augmentaient (conséquence parmi d'autres du modèle de développement décrit plus haut). De 1974 à 1978, les 39 pays dits « à revenu faible » par la Banque Mondiale, c'est-à-dire dont le PNB par habitant est inférieur à 300 dollars par an, ont vu leurs recettes d'exportation baisser de 10 % et leurs importations croître de 3 % en termes réels (5).

Les pays dépendants importateurs de pétrole ont, d'après les statistiques de la Banque Mondiale, maintenu une croissance annuelle du PNB de 2,7 % par habitant sur la période 1970-1980, soit une croissance supérieure à celle des pays industrialisés (2,4 %). Mais ce chiffre n'indique qu'une croissance statistique moyenne (il ne nous dit rien sur l'évolution de la si-

tuation du coupeur de canne du Pernambouc dans le Nordeste brésilien, ni du mineur de Bolivie ou de l'éleveur du Sahel). De plus, cette « croissance » a été achetée à crédit.

AU BORD DU PRECIPICE

De la même façon qu'ils n'ont pas compris — ou voulu comprendre — les causes et l'ampleur de la récession actuelle, les économistes et dirigeants bourgeois ont nié pendant longtemps la gravité du processus d'endettement des pays pauvres. « *Les attaques actuellement lancées contre les prêts bancaires aux pays en voie de développement sont injustifiées et leurs auteurs font preuve d'aveuglement. Car ils ne tiennent pas compte du fait que les banques, en fonctionnant comme des intermédiaires financiers, ont joué un rôle éminemment utile* », pouvait-on lire par exemple dans la *Monthly Economic Letter* de la First National City Bank de novembre 1976. Depuis le « second choc pétrolier », c'est-à-dire le doublement du prix du pétrole entre 1979 et 1980, ces mêmes analystes y regardent de plus près. L'occasion est bien choisie, puisqu'elle leur permet de faire porter sur les producteurs de pétrole la responsabilité de la situation des pays dominés. Au vu des perspectives d'endettement des années 1980, ils remettent en cause la capacité des pays emprunteurs à rembourser un jour l'ar-

doise. Les différentes projections d'endettement des pays dominés non exportateurs de pétrole aboutissent en effet à des situations intenable. D'après l'une de ces projections, le « modèle d'évolution des marchés de capitaux privés » construit par l'Amex Bank (6), le total de leur dette vis-à-vis du système bancaire privé, d'environ 150 milliards de dollars à la fin 1980, passerait à 800 milliards de dollars

courants à la fin 1986, soit un triplement en termes réels. Le déficit commercial n'atteindrait cette année-là que 162 milliards de dollars, mais le déficit en compte courant atteindrait 208 milliards de dollars, la différence étant due au poids croissant du service de la dette (c'est-à-dire le paiement des intérêts et du principal). Ce service de la dette croîtrait en effet de 16 % par an en termes réels, alors que le volume des exportations ne croîtrait que de 5 %. Dans ces conditions, le ratio du service de la dette, c'est-à-dire le rapport du service de la dette sur les revenus d'exportations de biens et de services monterait jusqu'à 36,4 % en 1986. Autrement dit, pour l'ensemble de ces pays, plus du tiers de leurs recettes serait absorbé par le service de leur dette.

Dans ces conditions, pour beaucoup d'entre eux, dont la situation est déjà alarmante, la croissance à crédit va s'arrêter très vite. Le modèle de l'Amex Bank prévoit d'ailleurs que, d'ici 1982, le marché du crédit international ne pourra plus suivre la demande.

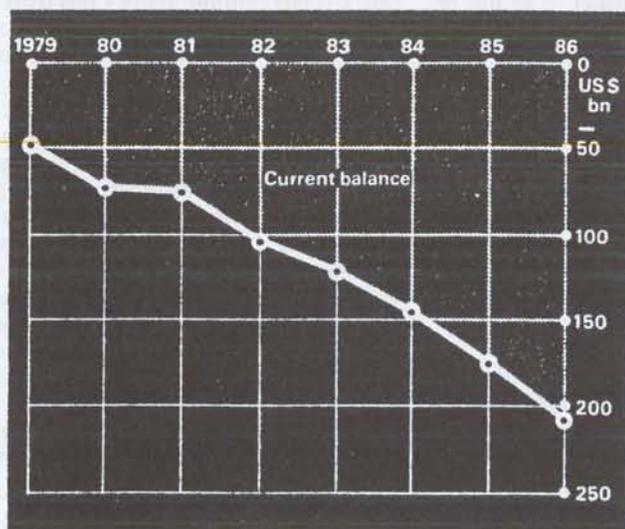
La composition de la dette est un autre sujet de préoccupation, qui vient s'ajouter à celui de son montant. La part des crédits privés, par opposition à ceux du secteur public (prêts d'Etat à Etat, « aide » au développement) a tendance à croître avec l'augmentation en terme absolu de l'endettement. Pour la seule dette extérieure publique ou garantie par l'Etat, la part des créances privées est passée de 32 % à 49 % entre 1970 et

4. Les deux tiers restants sont répartis entre l'acquisition de titres d'Etat (notamment Bons du Trésor américains), de valeurs mobilières privées, de biens réels, de métaux précieux, de prêts directs à des particuliers ou à des Etats.

5. *Bulletin du FMI* (Fonds monétaire international), 20 octobre 1980, p. 312.

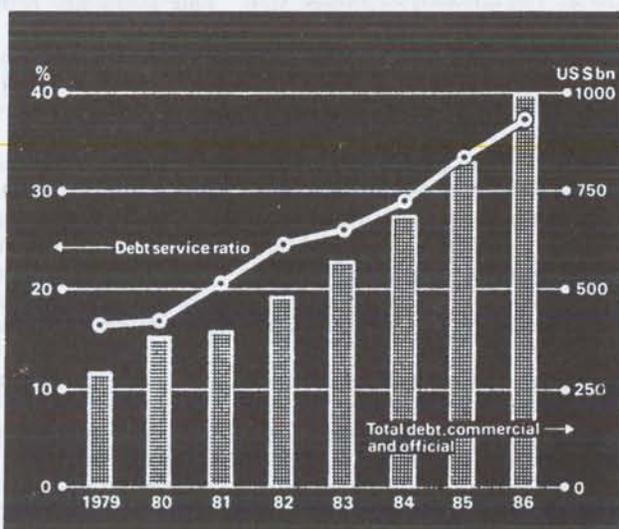
6. *Euromoney*, mars 1980, p. 118.

LES PROJECTIONS DE L'AMEX BANK — 1979-1986



Déficit en compte courant de la balance des paiements en milliards de dollars

Source : *Euromoney*, mars 1980, p. 119.



Ratio du service de la dette (lecture en pourcentage à gauche)
Dette totale (lecture en milliards de dollars à droite)

1978 (source FMI). Or, non seulement les crédits privés portent une rémunération plus élevée, mais leur taux d'intérêt a tendance depuis quelques années — désordre monétaire oblige — à être flottant, c'est-à-dire à suivre l'évolution générale des taux d'intérêt. « *Le passage du coût de l'argent aux Etats-Unis de 5 % à quelque 20 % en 1980, note à ce propos le Rapport Pisani, entraîne pour ces pays des difficultés multiples pour le service de leur dette. Les banques occidentales pourraient ainsi mettre des débiteurs importants en défaut, ce qui provoquerait évidemment en retour des faillites retentissantes (7).* »

Tout concourt à ce que le système bancaire privé ne puisse plus assurer le « recyclage ». M. Robert McNamara, en tant que président de la Banque Mondiale, dans son discours du 30 septembre 1980 devant le Conseil des gouverneurs de la Banque Mondiale, a dressé un tableau-testament de la situation dont quelques extraits méritent d'être cités.

« *Voici la treizième et dernière fois que j'ai le privilège de prendre la parole à cette tribune. C'est une occasion qui entraîne certaines responsabilités et c'est pourquoi je me propose aujourd'hui d'être particulièrement franc et direct... Au cours des 18 derniers mois, la conjoncture internationale s'est considérablement détériorée, assombrissant les perspectives de croissance économique et, par conséquent, de progrès social des pays en développement importateurs de pétrole.*

« *En premier lieu, la situation n'est pas du tout la même qu'en 1974-1978 :*

— *Le coût réel du pétrole a en fait diminué de quelque 23 % entre 1974 et 1978. Depuis 1978, il a augmenté en flèche, et on pense que la hausse se poursuivra pendant les années 1980.*

— *Entre 1974 et 1979, les banques commerciales ont rapidement accru leurs créances sur les pays en développement importateurs de pétrole, qui sont passées de 33 milliards de dollars à un montant estimatif de 133 milliards de dollars. Mais le rapport entre leur capital et leurs avoirs à risques s'est maintenant détérioré et, dans certains cas, elles estiment ne s'être déjà que trop exposées.*

— *Certains pays en développement à revenu intermédiaire, qui se sont déjà fortement endettés, jouissent d'un crédit moindre qu'autrefois auprès des banques commerciales. Celles-ci, vraisemblablement, prendront une marge supérieure sur leurs nouveaux prêts et augmenteront le volume de ceux-ci moins rapidement qu'auparavant.*

— *Pendant la période 1974-1978, les programmes d'aide bilatérale et les institutions financières internationales ont fourni des fonds considérables qui ont atténué les effets du renchérissement de l'énergie. Il est à craindre, malheureusement, que le volume de ce type d'assistance ne continue pas à s'accroître aussi rapidement que par le passé.*

— *Le fardeau du service de la dette a été considérablement allégé pendant les*

LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT LES PLUS ENDETTES

	Montant de la dette publique extérieure en milliards de dollars		Service de la dette en % des exportations de biens et services	
	1970	1978	1970	1978
Mexique	3,2	25,8	23,6	59,6
Bolivie	0,5	1,7	10,9	48,7
Uruguay	0,3	0,8	21,5	45,7
Panama	0,2	1,9	7,7	39,2
Chili	2,1	4,4	18,9	38,2
Zaïre	0,3	2,6	4,4	31,3
Pérou	0,8	5,3	11,6	31,1
Bésil	3,6	28,9	13,5	28,4
Argentine	1,9	6,8	21,5	26,8
Costa Rica	0,1	1,0	9,7	21,0
Egypte	1,6	9,9	28,7	22,2
Algérie	0,9	13,2	3,2	20,9
Zambie	0,6	1,4	5,5	20,8

Source : *Rapport sur le développement dans le monde*, Banque Mondiale, août 1980, tableaux p. 154-155 et 158-159.

NB :

1. La dette totale d'un pays dépasse souvent largement la seule dette publique à laquelle fait référence ce tableau. Tel est le cas du Brésil, notamment, dont la dette privée est presque aussi importante que la dette publique.

2. Le service de la dette peut varier considérablement d'une année sur l'autre en fonction du profil de celle-ci ; seul un calendrier des échéances du service de la dette peut donc rendre compte complètement de la situation précise d'un pays.

3. Le ratio d'endettement, c'est-à-dire le service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services, n'a de signification qu'au regard du potentiel d'exportation de chaque pays. La situation du Mexique par exemple, avec ses réserves pétrolières parmi les plus importantes du monde, est sous cet angle bien meilleure que celle de tous les autres pays cités dans ce tableau.

années 1970 par le fait que les taux d'intérêts réels étaient négatifs ; mais, depuis peu, les pays en développement empruntent des montants élevés à des taux d'intérêt réels positifs.

— *Nombre de pays en développement ont déjà tellement réduit leurs importations, leurs investissements et leur consommation, qu'ils n'ont plus guère de marge de manœuvre à cet égard.*

— *Les pays exportateurs de pétrole, qui accumulent actuellement des excédents, les conserveront vraisemblablement plus longtemps cette fois-ci — ce qui retardera le recyclage — étant donné que le volume de leurs importations et les envois d'argent des travailleurs immigrés n'augmenteront sans doute pas aussi rapidement que pendant la période antérieure.*

— *Enfin, la récession prolongée qui s'annonce dans les pays industrialisés, surtout si elle s'accompagne de mesures restreignant les échanges commerciaux ou les flux de capitaux, rendra plus difficile cette fois-ci la reconversion des pays en voie de développement.* »

Le deuxième point mérite d'être détaillé, car il montre à quel point une faillite bancaire pourrait intervenir à tout moment dès qu'un gros emprunteur fera défaut, ou qu'un gros déposant auprès des banques concernées décidera de déplacer ses capitaux (comme auraient pu le faire les dirigeants iraniens s'ils avaient décidé non pas de s'accommoder du système impérialiste, mais de le combattre). Le ratio de fonds propres des banques, c'est-à-dire le

rapport entre leur capital et leur actif (crédit aux clients), tend à diminuer depuis plusieurs années. Le professeur Wallich, membre du Conseil des gouverneurs du Système de réserve fédéral des Etats-Unis, a donné la mesure du problème lors d'un colloque réuni à Pérouse du 5 au 7 septembre 1980 : « *Pour les grandes banques américaines, le ratio s'établit approximativement entre 3 et 4,5 %.* »

Dans un document récent, M. Wilfried Guth, membre du directoire de la Deutsche Bank, a chiffré à 3,93 % les ratios « fonds propres/actifs » des trois plus grandes banques allemandes, contre 6,02 % pour les quatre grandes banques de dépôt de Londres et 3,58 % pour quatre grands établissements bancaires des Etats-Unis. Ces derniers figurent donc en queue, mais les banques des trois pays en questions seraient éclipsées par les grandes banques suisses. En revanche, les établissements français et italiens feraient sans doute apparaître un ratio inférieur, de même que les principales banques japonaises. Dans le cas des neuf grandes banques américaines, le ratio moyen de fonds propres a fléchi de 5,38 % en 1970 à 3,90 % en 1979 (8).

Ces ratios sont d'autant plus faibles que les banques concernées font de la

7. Rapport au Sénat français sur les perspectives des équilibres extérieurs de la France dans le nouvel environnement international, tome I, p. 108.

8. Revue de presse de la Banque des règlements internationaux (BRI), 12 septembre 1980.



Une favela brésilienne, ou l'envers des « miracles économiques » fondés sur l'endettement extérieur et la surexploitation de la force de travail (DR).

transformation de dépôts à court terme (venant des pays à excédents de capitaux exportateurs de pétrole pour une grande part) en crédits à long terme qui ont même dépassé 10 ans dans quelques cas. La gestion de certaines banques apparaît comme d'autant plus audacieuse et dangereuse, quand on sait de plus que les risques sont très concentrés. D'après *The Economist* de Londres du 17 mai 1980, vingt pays seulement ont effectué plus de 80 % des emprunts sur l'euro-marché depuis 1974, cinq d'entre eux même 40 %. Neuf banques américaines auraient accordé à elles seules les deux tiers environ du total des prêts américains à des pays en voie de développement. Six banques, enfin, auraient prêté l'équivalent de leurs fonds propres à deux pays seulement : le Mexique et le Brésil.

Devant la menace d'un krach bancaire qui prendrait aujourd'hui des dimensions sans commune mesure avec l'effondrement de la banque Herstatt et de quelques autres en 1974 (9), les appels au contrôle des activités bancaires internationales se sont multipliés. C'est ainsi que Stewart Fleming écrivait dans le *Financial Times* du 31 juillet 1979 :

« L'importance croissante du rôle des banques internationales, dont le développement des euro-marchés donne une idée (les dépôts en euro-devises seraient passés en chiffres bruts, selon le Morgan Gua-

ranty Trust, de 110 milliards de dollars en 1970 à 890 milliards à la fin de 1978), s'accompagne d'une instabilité également croissante du système financier international et d'une multiplication des risques pour les banques qui opèrent sur lesdits marchés. Il convient donc d'éviter que ces perturbations, liées à l'effondrement du système des parités fixes (régime de Bretton Woods), le passage aux taux de change flottants, les problèmes soulevés par les excédents de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et l'ampleur de l'inflation, ne débouchent un jour ou l'autre sur une panique financière internationale à la suite de quelque faillite bancaire. »

Quant au *Journal de Genève*, institution aussi respectée par les banquiers que le *Financial Times*, il commentait ainsi la situation dans son édition du 18 avril 1980, sous la signature de Marian Stepczynski :

« Six ans après la faillite retentissante de la banque Herstatt, les banquiers centraux reconnaissent enfin, officiellement, l'énormité du risque que fait planer sur nos têtes le mécanisme de l'euro-marché, cette construction financière sans doute la plus singulière jamais imaginée en Occident. Dilaté comme une immense bulle de savon par le "recyclage" de dizaines de milliards de dollars d'excédents financiers des pays de l'OPEP, ce marché

entièrement libre multiplie des risques qu'aucun système de surveillance n'est à même aujourd'hui de prévenir ou d'endiguer, faute tout simplement d'exister. En langage moins diplomatique, un krach pareil à celui qui secoua la communauté financière ouest-allemande en 1974 pourrait fort bien se reproduire. Nul besoin pour cela de spéculations hasardeuses sur les taux de change : les volumes en cause, les risques d'insolvabilité de certains débiteurs, les rapports tendus entre taux d'intérêt, les blocages possibles de créances, suffiraient à terrasser le plus solide des instituts bancaires. Car les mécanismes concurrentiels, souverains sur le plan international, où l'absence de toute législation en matière d'obligation de couverture permet aux banques qui en ont l'audace de travailler avec un coefficient de réserves voisin de zéro, donnent de la sécurité une vision uniquement subordonnée à la réputation des établissements en jeu. »

Les autorités monétaires américaines, devant la montée des dangers, ont mis en place une réglementation restrictive (ratio de division des risques, surveillance de la gestion bancaire par le *Comptroller of the*

9. Cf. Ernest Mandel, *la Crise 1974-1978*, Flammarion, collection Champs, Paris, 1978, chapitre XII.

Currency). Parallèlement, les banques américaines ont cédé une part du marché aux banques japonaises mais surtout européennes à la suite de l'adoption, par Tokyo également, d'une réglementation restrictive à la fin 1979. Aujourd'hui, seulement les deux tiers des avoirs des banques déclarantes à la Banque des règlements internationaux (BRI) sont en dollars, le reste étant en marks allemands et en francs suisses et, dans une moindre mesure, en livres, en yens et en francs français.

Suite à leurs réunions de Bâle les 10 mars et 14 avril 1980, les gouverneurs des banques centrales des pays membres de la Banque des règlements internationaux publiaient le communiqué suivant :

« Les gouverneurs reconnaissent la part importante prise par les banques dans le recyclage des excédents de la balance des paiements qui ont été enregistrés au cours des dernières années. Ils ont constaté que le montant global des prêts bancaires internationaux s'est accru à un rythme annuel de quelque 25 %. En outre, pour l'avenir, la répartition des excédents de l'OPEP paraît être de nature à entraîner une importante contribution du système bancaire international au recyclage.

« Etant donné le volume actuel des prêts bancaires internationaux et le rôle qu'ils seront sans doute appelés à jouer, les gouverneurs s'accordent à reconnaître que la solidité et la stabilité du système bancaire international doivent être préservées, et qu'il faut éviter que ces prêts n'aient des conséquences indésirables, tant du point de vue de la situation économique mondiale que pour la conduite de la politique économique dans les divers pays.

« Compte tenu de ces considérations, les gouverneurs ont décidé de renforcer la surveillance périodique et systématique de l'évolution bancaire internationale, en vue de déterminer son incidence sur l'économie mondiale, sur la situation économique des divers pays ainsi que, plus spécialement, sur la conduite de leurs politiques monétaires internes et sur la solidité du système bancaire pris dans son ensemble. Un comité permanent sur les euro-marchés examinera les statistiques bancaires internationales élaborées par la BRI, ainsi que les autres informations utiles et en rendra compte aux gouverneurs, au moins deux fois l'an, voire plus fréquemment en cas de besoin. Ce dispositif de surveillance plus strict pourra fournir un cadre permettant d'intensifier, s'il y a lieu, la coopération entre les divers pays en matière de politique monétaire.

« Reconnaisant que les banques prises séparément, et le système bancaire international dans son ensemble, pourraient être exposés à l'avenir à des risques plus grands que par le passé, les gouverneurs réaffirment l'importance capitale qu'ils attachent au maintien de critères sains en matière de gestion bancaire — en ce qui concerne, surtout, le niveau suffisant des fonds propres, la liquidité et la concentration des risques. A cet effet, ils accordent une grande priorité à la mise en applica-

tion complète des initiatives déjà prises par le comité, des règles et pratiques de contrôle des opérations bancaires en ce qui concerne la surveillance de l'activité internationale des banques sur une base de bilans consolidés, une meilleure évaluation des risques-pays encourus, ainsi que l'établissement de données plus complètes et plus cohérentes pour permettre de surveiller le degré de trans formation des échéances par les banques.

« Les gouverneurs notent que, d'une manière générale, les inégalités dans les conditions de concurrence entre les activités bancaires nationale et internationale favorisent la croissance des prêts bancaires internationaux.

« Ils constatent, en outre, que les transactions effectuées par l'intermédiaire de l'euro-marché peuvent poser des problèmes pour l'application efficace de la politique monétaire interne dans les pays où de telles différences sont particulièrement accusées. Les gouverneurs poursuivront les efforts déjà entrepris pour réduire ces inégalités des conditions de concurrence, tout en reconnaissant pleinement les difficultés dues aux différences existant dans les structures et les traditions des systèmes bancaires nationaux. »

De fait, la concurrence que se livrent les différentes places bancaires, surtout depuis l'apparition de places dites *off shore*, où la réglementation est réduite au minimum, ôte toute garantie que l'activité bancaire internationale se déroule sans catastrophe majeure. Dans ce domaine comme dans tellement d'autres, l'accumulation privée démontre à quel point elle est devenue, au XXe siècle, l'obstacle principal au progrès de l'humanité.

L'ABSENCE D'ALTERNATIVE

Vu la multiplication des risques de défaillance, l'affaiblissement des réserves relatives des banques pour y faire face et l'absence d'une banque centrale mondiale pouvant jouer le rôle de prêteur de dernier recours, les autres sources de financement sont de plus en plus sollicitées.

Le président de la Chase Manhattan Bank, Willard C. Butcher, écrit par exemple : *« Nous ne pouvons pas soutenir que les banques pourront — ou plutôt devraient — assurer tout le poids du recyclage. D'autres devront supporter une part plus grande, à savoir les institutions officielles internationales et les gouvernements, y compris ceux de l'OPEP (10). »* Telle est également une des recommandations du Rapport Brandt.

Le jugement du marché ne s'est pas fait attendre. En 1980, l'indice Euromoney qui mesure la durée et la prime de risque des crédits internationaux (le *Spread*) s'est très nettement redressé, passant de 79,6 en janvier à 117,2 en octobre (11). Une telle remontée de l'indice, alors que les ressources sont plus abondantes que jamais, indique une remontée du risque-pays, c'est-à-dire une défiance croissante dans la capacité des emprunteurs à honorer leurs dettes. Les montants des crédits

ont également, fait sans précédent depuis de nombreuses années, amorcé un net recul : entre janvier et août 1980, les crédits en euro-monnaie n'ont pas atteint 44 milliards de dollars courants, alors qu'ils dépassaient 53 milliards pour la même période en 1979 (12).

Il est cependant certain que les sources autres que le marché international des capitaux ne fourniront pas une alternative permettant de poursuivre dans les mêmes dimensions la croissance à crédit des pays dominés. Il y a trois sources de financement international vers le marché bancaire privé : les crédits dits d'aide publique au développement (APD), ceux des institutions financières internationales (groupe de la Banque Mondiale, FMI, banques régionales de développement) et les investissements directs.

Malgré les appels pressants des pays concernés, de la Commission Brandt et des institutions internationales, rien ne permet de penser que le montant de l'APD changera de dimension. Celle-ci tend plutôt à diminuer. Celle des pays industrialisés, membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'ONU, n'a crû que de 1,5 % en termes réels entre 1965 et 1979. Le gouvernement britannique a par exemple annoncé une réduction de l'aide, de 0,48 % de son PNB en 1977-1979, à 0,38 % d'ici 1985. Celle des Etats-Unis, la plus faible des pays industrialisés (0,10 % du PNB) est perpétuellement remise en cause par le Congrès US. La Banque Mondiale, tout en dénonçant le fait que les pays industrialisés dépensent 17 fois plus pour l'armement que pour l'aide, reconnaît dans son dernier *Rapport sur le développement dans le monde* d'août 1980 : *« Rien ne permet d'espérer que des progrès sensibles seront réalisés. (...) La raison en est tout simplement que la plupart des gouvernements ne jugent pas souhaitable, sur le plan politique, de développer l'aide extérieure au moment où ils restreignent les dépenses intérieures. »*

L'autre source importante d'aide est le groupe des pays de l'OPEP. Elle a atteint jusqu'à 2,7 % de leur PNB en 1975, et beaucoup plus pour les pays du Golfe (de 5 à 15 % du PNB), mais elle tend également à décliner en pourcentage. De toute façon, le total de l'APD n'est évaluée, dans le rapport cité plus haut de la Banque Mondiale, qu'à 20,7 milliards de dollars pour 1980 (dont 9,1 milliards de dollars de dons et 11,6 milliards de dollars de crédits à taux subventionnés) (13) sur un flux net de capitaux vers les pays en voie de développement de 74,6 milliards de dollars.

Les institutions internationales élaborant, en ce début 1981, une multitude de projets d'extension de leurs ressources et de leurs compétences, dont il n'est pas

10. *Euromoney*, octobre 1980, p. 50.

11. *Euromoney*, décembre 1980, p. 13.

12. *World Financial Markets*, Morgan Guaranty Trust Company of New York, août 1980.

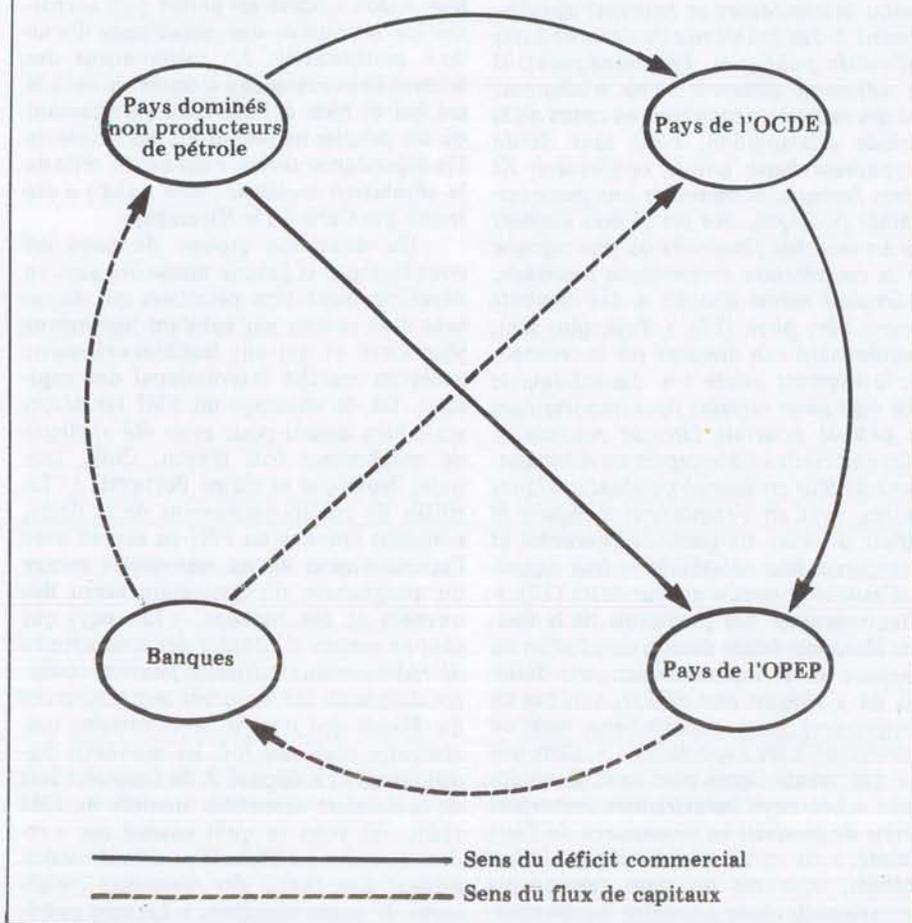
13. *Rapport sur le développement dans le monde*, Banque Mondiale, août 1980, p. 11, figure 2.5.

possible de rendre compte ici. Il suffit de savoir que la majorité des gouvernements qui les contrôlent sont opposés à une dénaturation de leur fonction. La septième reconstitution du capital du FMI, qui vise à porter celui-ci de 51,2 milliards à 76,8 milliards de dollars, n'est même pas achevée malgré plusieurs années de négociations. L'augmentation du capital des principales banques de développement (Banque interaméricaine de développement, Banque asiatique de développement ou Banque africaine de développement) ne s'effectue également que très lentement, même si la dernière citée vient d'ouvrir son capital aux pays non africains et si, de ce fait, son capital devrait théoriquement passer de 1,6 à 6,3 milliards de dollars. La relève par ces institutions ne pourrait se faire qu'au prix de contributions budgétaires très élevées des pays membres — ce qu'aucun d'entre eux n'est prêt à faire — ou de la création d'argent *ex nihilo*. Cette dernière solution est également exclue, l'inflation internationale menaçant déjà suffisamment l'ordre monétaire. C'est d'ailleurs en expert mieux informé que quiconque que René Larre, directeur général de la BRI, a annoncé début décembre 1980 : « *Les institutions internationales ne peuvent pas assurer la relève des banques privées* (14). »

Quant aux investissements directs, ils suivent le rythme de la réorganisation internationale du capital, mais ne peuvent pas la précéder. Evalué par la Banque Mondiale à 10 milliards de dollars dans les flux de capitaux vers les pays en voie de développement en 1980, leur croissance — selon la même source — ne devrait pas dépasser 3 % par an au cours des cinq à dix prochaines années. Il est quelquefois fait grand cas des possibilités d'investissement des pétrodollars (excédents financiers des pays de l'OPEP) dans les pays en voie de développement. En fait, si les pays pétroliers ne se contentent plus aujourd'hui de faire de simples dépôts peu rémunérateurs et soumis au risque de change auprès des banques, ils ne sont pas prêts pour autant à prendre des risques d'entreprise dans les pays pauvres, et c'est la bourse de Tokyo qui a surtout profité en 1980 de leurs placements. Les agents de change japonais ont noté en 1980 des investissements des pays arabes en yens — obligations et actions — d'un montant d'environ 15 milliards de dollars (15).

Comme l'écrivait récemment la revue *Marché tropicaux* avec, à nouveau, une lucidité peu commune : « *D'après les indications que l'on peut recueillir sur les grandes places financières, il semble bien que la plupart des pays sous-développés, devant l'accumulation de leurs dettes, hésitent à contracter de nouveaux emprunts ; les banques deviennent de plus en plus circonspectes quant au choix de leurs débiteurs ; en fait, la presque totalité des prêts consentis en eurodollars sont maintenant destinés à des pays "riches". Le volume des sommes empruntées par les pays en voie de développement non pétroliers vient donc de chuter verticalement. Compte tenu des doutes que l'on peut avoir au sujet de l'ampleur des opé-*

SCHEMA SIMPLIFIE DU RECYCLAGE DES EXCEDENTS PETROLIERS EN 1980



rations de sauvetage du FMI, on risque donc de constater une contraction importante du commerce international correspondant au ralentissement des investissements et de la consommation dans les pays en voie de développement. Comme le "coïncage" actuel du crédit va le montrer, le commerce d'importation des pays en voie de développement et les exportations correspondantes des pays "riches" ne peuvent être fondés, à l'infini, sur le crédit. Ce que l'on pourrait exprimer en disant que le crédit ne peut être qu'une forme éphémère d'impérialisme économique (16). »

Tout porte à imaginer en effet que les pays dépendants ont atteint le point limite de l'endettement. Les situations sont certes très différentes d'un pays à l'autre, comme nous le verrons par la suite, mais les dirigeants des banques deviennent extrêmement préoccupés de la gestion de leur portefeuille de « risque-pays » et ils analysent avec une attention plus grande que jamais ces risques. Et les responsables politiques des pays capitalistes conçoivent très clairement la menace supplémentaire que fait peser sur le système monétaire international le niveau et les risques de l'endettement international.

Le niveau des ressources financières extérieures apportées aux pays dépendants va donc baisser sensiblement. Et il

suffirait que le montant de ces ressources baisse de 30 % pour qu'elles ne financent plus que l'amortissement et l'intérêt de la dette contractée précédemment. Car les nouveaux crédits accordés en 1980 ont été absorbés à 70 % par le service de la dette. Ce pourcentage n'était que de 55 % en 1975. Voilà un autre chiffre qui indique la limite atteinte par l'endettement.

DES AFFRONTEMENTS DECISIFS

Comme l'annonçait le président de la Banque Mondiale le 30 septembre à Washington, « *les pays importateurs de pétrole sont moins que jamais en mesure de faire face à leurs problèmes de développement* ». La stagnation ou le recul de leur production par habitant est malheureusement assuré. Le dernier *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque Mondiale (août 1980) le laisse d'ailleurs clairement entendre. Après avoir dressé deux hypothèses de croissance, l'une haute et l'autre basse, il donne lui-même tous les arguments pour réfuter l'une et l'autre

14. *Le Monde*, 5 décembre 1980.

15. *Financial Times*, 14 octobre 1980.

16. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 31 octobre 1980, p. 2660.

hypothèse. « Certains signes portent à croire que les prémisses de l'hypothèse basse sont en place : il n'est pas certain que l'aide acheminée vers les pays à faible revenu atteigne le niveau pourtant modeste de l'hypothèse haute, et certains pays à revenu intermédiaire se heurtent simultanément à des problèmes de dette et à des difficultés politiques. Par conséquent, si les différents gouvernements n'adoptent pas des mesures rigoureuses au cours de la période d'adaptation, c'est sans doute l'hypothèse basse qui se confirmera. Et divers facteurs, notamment une grave instabilité politique, des problèmes majeurs sur les marchés financiers ou une rupture de la coopération économique mondiale, pourraient même aboutir à des résultats encore bien pires (17). » Puis, plus loin, abandonnant son discours sur la croissance, le Rapport avoue : « La solution la plus sage pour certains pays importateurs de pétrole pourrait être de restreindre leurs emprunts et d'accepter un ralentissement de leur croissance pendant quelques années, tout en s'employant à réduire le déficit de leurs transactions courantes et à renforcer leur solvabilité et leur capacité d'assurer le service de leur dette (18). » L'inconsistance des prévisions de la Banque Mondiale éclate dans la conclusion du Rapport qui recommande aux pays dominés de « réduire leur déficit, non pas en comprimant leurs importations, mais en accroissant leurs exportations », alors même qu'à trente lignes plus haut, il annonçait : « Les pays industrialisés importent moins de produits en provenance du Tiers Monde. » Si ce n'est vers les pays industrialisés, vers où les pays dépendants pourraient-ils donc accroître leurs exportations ? Certainement pas non plus vers les pays de l'OPEP, puisqu'ils ont eux aussi un déficit d'équipements industriels, de savoir-faire et de produits alimentaires. La perspective des années 1980 n'est donc ni l'hypothèse haute ni l'hypothèse basse de la Banque Mondiale, mais un marasme quasi généralisé.

Le capitalisme se développant — et se détruisant — de façon inégale et combinée, il n'est pas inutile d'examiner l'évolution probable d'au moins deux groupes de pays aux situations très différentes. Le premier est celui de la quarantaine de pays à revenu les plus faibles dont le directeur du FMI, J. de Larosière disait, le 29 octobre 1980 à Bonn, qu'ils auront « d'extraordinaires difficultés à financer leurs importations ». Ces pays, ainsi qu'un certain nombre classés par la Banque Mondiale dans le groupe des pays à revenu intermédiaire, n'ont déjà plus ou n'ont jamais eu accès aux crédits privés. Le bouclage de leur budget, chaque année, dépend déjà du bon vouloir des puissances impérialistes. Autant dire que les difficultés extrêmes dans lesquelles les plongent la récession actuelle vont pousser leurs gouvernements à resserrer les liens néocoloniaux avec les anciennes ou les nouvelles métropoles. C'est ainsi que même le gouvernement Ratsiraka de Madagascar, au verbe anti-impérialiste si affirmé il y a quelques années, opère un rapprochement diplomatique avec la

France, en échange d'une augmentation de 32 millions de FF en 1980 à 150 millions de FF des crédits du Fonds d'aide à la coopération (FAC). Dans ce contexte, les pays capitalistes, profitant de l'aubaine, auraient plutôt tendance à renforcer leur « aide » bilatérale plutôt qu'à accroître les ressources des organismes d'« aide » multilatérale. Le resserrement des anciens liens coloniaux à travers le monde est bel et bien à l'ordre du jour partout où les peuples ne prendront pas la voie de l'indépendance réelle, c'est-à-dire celle de la révolution socialiste, telle qu'elle a été tracée par Cuba ou le Nicaragua.

Un deuxième groupe de pays est constitué par la grande masse des pays en développement non pétroliers qui disposent d'un revenu par habitant légèrement plus élevé et qui ont traditionnellement accès au marché international des capitaux. Là, le chantage du FMI est désormais bien connu pour avoir été appliqué de nombreuses fois (Pérou, Chili, Turquie, Jamaïque et même Portugal...) : facilités de crédits (étalement de la dette, concours étendus du FMI en accord avec l'accroissement de ses ressources) contre un programme d'exploitation accru des ouvriers et des paysans. « Les pays qui sont en mesure d'adopter des programmes de redressement suffisants peuvent compter désormais sur un accès aux ressources du Fonds qui pourra, dans certains cas, atteindre plusieurs fois les montants traditionnels », a déclaré J. de Larosière lors de la dernière assemblée annuelle du FMI (19). Et voici ce qu'il entend par « redressement » : « Transférer vers l'investissement une partie des ressources qu'absorbe la consommation. » Le prix politique à payer pour de telles politiques — pouvant aller jusqu'à la dictature militaire-policière comme au Chili — est même annoncé. Dans la même déclaration, le directeur du FMI recommande de répercuter intégralement sur les prix à la consommation les augmentations du prix du pétrole, « *quelles qu'en soient les répercussions sociales et politiques* »...

A noter que, dans ce deuxième groupe, il existe quelques pays certes fortement endettés, mais qui disposent d'une infrastructure industrielle déjà appréciable (la Corée du Sud, l'Argentine, le Mexique, exportateur de pétrole mais très endetté, ou le Brésil dont la situation est examinée dans un autre article).

Etant donné leur degré d'industrialisation, et tant qu'ils offrent de sérieuses garanties politiques, ils peuvent chercher à encourager les investissements directs, et alléger ainsi d'autant la balance des paiements. Le schéma n'est pas nouveau, puisque l'exploitation directe par le capital étranger est un trait constitutif de l'impérialisme. La volonté d'industrialisation à tout prix avait déjà poussé les classes dominantes de certains pays à adopter un cadre légal d'accueil des investissements étrangers ultra-libéral, en Asie, en Afrique, en Europe même (Eire ou Portugal salazariste) et en Amérique latine. Sur ce dernier continent, les tentatives de développement autonomes d'un capital national, encouragées à la suite de la gran-

de crise de 1929 et de la Deuxième Guerre mondiale, ont laissé place au modèle libéral d'ouverture totale au capital étranger, dans le Cône Sud d'abord (Chili, Argentine, Uruguay, Paraguay) mais aussi dans le reste de l'Amérique latine. Très significatif à cet égard est l'évolution de l'attitude des pays du Pacte Andin vis-à-vis du capital étranger. Non seulement le Chili de Pinochet a quitté le Pacte Andin en refusant son protectionnisme et les restrictions vis-à-vis du capital étranger contenues dans la résolution 24 de l'Accord de Cartagène, mais les autres membres du Pacte Andin n'ont cessé, dans les faits, de réduire sa portée. Aujourd'hui, le processus de pénétration du capital étranger aurait une raison supplémentaire de s'accélérer : la recherche des ressources que le marché international ne fournit plus. Dans cette perspective, le gouvernement brésilien, par exemple, incite les filiales multinationales installées au Brésil à transformer en capital propre les 14 milliards de dollars qu'elles ont emprunté sur le marché international des capitaux. « Les banques savent qu'elles devront défendre leurs prêts par une majeure participation dans le pays. Le gouvernement brésilien devra, en d'autres mots, faire des concessions afin de faciliter l'achat d'actions et une entrée sur le marché financier par les banques étrangères », annonce le *Journal de Genève* du 11 décembre 1980.

Le quasi-monopole par les multinationales du marché international de la recherche et des transferts de technologie rendait illusoire l'idée d'un développement autonome d'un capital national. Le niveau d'endettement atteint par la plupart des pays en développement, au moment où l'économie mondiale s'enfonce dans la crise, rend ce développement encore plus difficile.

Cependant, même si la pression sera très forte, certaines classes dominantes s'appuient sur de véritables centres d'accumulation capitalistes « nationaux », bien souvent entre les mains de l'Etat. D'où une résistance très forte aux prises de contrôle par le capital étranger, et la tentative possible, même au prix d'une accentuation de l'exploitation du travail et d'une répression politique encore plus forte, de relever le taux d'accumulation du capital « national ». C'est cette résistance qu'exprime un secteur de l'industrie argentine opposé à la politique économique libérale de Videla et de son ministre Martínez de Hoz, ou la nouvelle direction récemment élue de la Fédération des industries de Sao Paulo au Brésil, dont les options économiques sont plus « nationalistes » que celles de la précédente équipe.

C. LEWIS
5 janvier 1981.

17. Rapport sur le développement dans le monde, Banque Mondiale, août 1980, p. 7.

18. Rapport sur le développement dans le monde, Banque Mondiale, août 1980, p. 31.

19. Bulletin du FMI, 20 octobre 1980, p. 315.



Dans une mine d'étain bolivienne. L'endettement des pays dépendants est aggravé par la nouvelle baisse des cours des matières premières non pétrolières (DR).

L'heure des huissiers

A. JOS

Les grandes banques internationales ne mâchent pas leurs mots : il faut arrêter le train fou de la croissance à crédit. Réunies à une centaine début décembre 1980 à Brasilia, elles étaient pratiquement unanimes pour exiger que le Brésil passe par les fourches caudines d'un programme d'austérité du Fonds monétaire international (FMI). Point n'est besoin aujourd'hui d'examiner tous les ratios d'endettement pour se convaincre que ce modèle de croissance touche à sa fin. Les banques, il y a un an si soucieuses de préserver la confiance et donc de protéger leur client, se montrent aujourd'hui plus soucieuses de se protéger elles-mêmes. Car certaines ont prêté au Brésil des sommes proches ou même supérieures à leur capital propre. Les seules banques américaines y sont engagées pour 13,6 milliards de dollars, dont 4,5 milliards pour la City Bank, 2,8 milliards pour la Chase Manhattan et 2,2 milliards pour la Bank of America. On comprend leur appréhension devant l'échec de la politique économique de Brasilia en 1980. Un échec qui ne les menace pas elles seules, mais aussi le Brésil et le système monétaire international tout entier.

BLUFF EN 1980...

Comme il était aisé de le prévoir (1), les objectifs que s'était fixé le super-ministre Delfim Netto sont loin d'avoir été atteints. Une croissance rapide a été maintenue, 8 % sur l'ensemble de l'année, mais tous les autres indices sont catastrophiques. L'inflation, qui ne devait pas dépasser les 55-60 %, a dépassé les 100 %. La balance commerciale, qui devait être équilibrée, a accusé un déficit d'environ 3 milliards de dollars (exportations 20 milliards, importations 23 milliards). Ajoutons-y 9,5 milliards de dollars de déficit des services (dont 5,5 milliards pour le paiement des intérêts de la dette extérieure). Le déficit des transactions courantes atteint ainsi 12,5 milliards de dollars contre 9 prévus. Si on ajoute à ce chiffre 7 milliards de dollars d'amortissement de la dette, le Brésil a dû couvrir un déficit total des paiements de 19,5 milliards de dollars, soit presque autant que le montant des recettes d'exportation. Y ont contribué 2,5 milliards de dollars de crédits fournisseurs, 2 milliards d'investissements directs, mais aussi une ponction de 3 milliards de dollars sur les ré-

serve monétaires du pays et un endettement extérieur supplémentaire de 13 milliards de dollars. Les réserves de devises et d'or du pays sont ainsi descendues à 5,6 milliards de dollars, soit à un niveau techniquement minimum, puisqu'elles ne représentent plus que l'équivalent de 3 mois et demi d'importations. Enfin et surtout, le niveau d'endettement, au lieu d'être stabilisé, a fait un nouveau bond, passant à plus de 58 milliards de dollars. Pour que le Brésil n'aborde pas l'année avec un niveau de réserve encore plus bas et plus inquiétant pour ses fournisseurs, Delfim Netto a même dû courir le monde pour rassurer ou solliciter ses créiteurs comme un flambeur de casino et, de retour à Brasilia, imposer un quasi-embargo sur les importations au cours des derniers mois ou différer leur paiement jusqu'en 1981.

... ET REBLUFF EN 1981

Pour échapper à une consolidation de la dette (moratoire ou extension des délais de paiement) qui ne serait accordée qu'en échange d'un programme d'austérité, la dictature prend de nouveaux engagements pour l'année qui vient. La croissance économique descendrait entre 4 et 5 % (8 % en 1980), la balance commerciale dégagerait un excédent de 1 milliard de dollars (contre un déficit de 3 milliards en 1980), l'endettement supplémentaire ne dépasserait pas 13 milliards (contre le même chiffre en 1980, c'est-à-dire un peu moins en valeur réelle), le taux d'inflation descendrait à 70 % (contre plus de 100 % en 1980). Or, les politiques mises en œuvre pour réduire le déficit des échanges et contenir l'endettement sont contradictoires avec l'objectif d'une réduction du taux d'inflation. Pour accroître les exportations, la programmation des mini-dévaluations de la monnaie brésilienne, le cruzeiro, destinées à désamorcer les anticipations inflationnistes, est remplacée par des ajustements progressifs permettant de combler le différentiel entre le taux d'inflation au Brésil et chez ses principaux pays clients. Cette évolution plus libre du cours du cruzeiro devrait aboutir à une dévaluation de fait dans les premiers mois de 1981, certes de nature à rétablir à court terme la compétitivité des exportations brésiennes, mais aussi à renchérir le prix des importations et donc à accélérer l'inflation.

Pour rétablir la compétitivité et la santé des groupes industriels (la rentabilité des investissements serait descendue de 13,9 % à 4,9 % dans le secteur manufac-

turier entre 1978 et 1979 ; Volkswagen do-Brasil — selon son directeur — aurait même enregistré pour la première fois depuis 27 ans une perte de 46,5 millions de dollars en 1980) et accroître leur autofinancement, ce qui limiterait leurs besoins de ressources financières extérieures, Brasilia a supprimé presque intégralement le contrôle des prix. Enfin, pour augmenter l'épargne intérieure, et donc limiter de cette façon également le recours aux financements extérieurs, les taux d'intérêt ont été libérés (les taux de rémunération de l'épargne — très en-deçà du taux d'inflation, c'est-à-dire négatifs — ont découragé l'épargne en 1980). Or, ces deux mesures sont également inflationnistes.

LE FMI ENTRE EN SCENE

Les perspectives pour 1981 apparaissent donc incohérentes. Dans ces conditions, les créiteurs du Brésil sont moins que jamais prêts à allonger à nouveau 13 milliards de dollars. Une consolidation de la dette, sous l'égide et avec l'aide financière du FMI, leur paraît plus raisonnable. Delfim Netto argue que, de toute façon, les concours du FMI seraient insignifiants par rapport aux besoins du Brésil ; il n'a sans doute pas tort. En admettant que la 7^e reconstitution des ressources du FMI s'achève prochainement, et que les droits de tirage des pays membres soient portés à 600 % de leur quota, le Brésil pourrait emprunter 7,8 milliards de dollars à l'institution monétaire. Mais ce chiffre n'est que théorique, car le Fonds devrait alors consacrer pratiquement toutes les nouvelles ressources qu'il entend capter auprès de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et du marché de capitaux (soit environ 10 milliards de dollars), à sauver *un seul* naufragé, alors qu'ils sont légion. Et en admettant même que le FMI accorde quelques milliards, ils devront être remboursés à moyen terme, et alourdiront donc le profil de la dette.

En fait, la proposition de recours au FMI de la part des banques vise moins à offrir des ressources financières au Brésil qu'à le contraindre à la récession. Delfim Netto le sait bien, mais c'est là un sujet tabou, tant les répercussions politiques seraient profondes. La victoire des partis qui soutiennent les institutions de la dictature ne serait plus assurée en 1982 et,

1. *Inprecor* numéro 67-68 du 17 janvier 1980, A. Jos, « L'heure des comptes ».

bien que cela soit secondaire, les visées de Delfim Netto sur la présidence en 1984 seraient ruinées. Autant dire que la classe dominante perdrait tous les avantages qu'elle attend à moyen terme d'une intégration du nouveau mouvement ouvrier dans les institutions de la démocratie bourgeoise (2). C'en serait fini des illusions sur l'« ouverture à l'espagnole ».

OEILLADES A L'EST

Il ne fait pas de doute que la dictature, pour ne pas provoquer une confrontation politique qu'elle estime extrêmement dangereuse étant donné la recomposition du mouvement ouvrier, va tout tenter sur le plan économique, y compris mener de nouvelles offensives commerciales sur le marché mondial. Après un déploiement spectaculaire vers les pays en voie de développement (3), elle a opéré un rapprochement avec l'Argentine et manœuvre en direction des pays d'économie socialisée. Il existe désormais des accords de *clearing* évitant les sorties de devises avec tous ces pays, hormis la Tchécoslovaquie, l'URSS et la Yougoslavie.

Rien qu'en septembre 1980, le Brésil a conclu un contrat de 6 millions de dollars pour la fourniture d'accessoires de bicyclettes et de voitures avec la Hongrie, deux contrats d'exportation de café soluble et de cacao avec la Hongrie et la Bulgarie, un contrat de 10 millions de dollars pour l'achat de produits alimentaires avec la RDA. La réunion de la Commission mixte Brésil-Hongrie, le même mois, a permis la conclusion d'opérations communes dans des pays tiers, et ceci jusqu'au Pérou (écoles, hôpitaux, li-

gnes électriques, chemins de fer, routes). La RDA, quant à elle, va acheter de la farine de soja brésilienne contre une garantie d'approvisionnement de trois ans en engrais.

Le Brésil devant importer 850 000 barils de pétrole par jour, l'énergie n'est pas absente de la coopération avec les pays de l'Est. Cesar Cals, ministre brésilien des Mines et de l'Energie s'est rendu en Roumanie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, et un accord sur l'exploitation au Brésil de mines de charbon très profondes a été signé à Varsovie. On étudie avec la Roumanie une coopération pour les mines à ciel ouvert ; avec l'URSS, l'exploitation de la tourbe et la gazéification du charbon ; avec la Tchécoslovaquie, la production d'électricité à partir du charbon.

Les Soviétiques ont proposé en 1980 à Brasilia la vente de 300 000 barils/jours de pétrole livrables d'ici à la fin de l'année au prix de 33,75 dollars le baril (Brasilia a refusé de s'associer au boycottage céréalière prôné par Washington contre Moscou).

Enfin, du 6 au 10 octobre 1980, 235 firmes brésiliennes étaient représentées à la foire de Varsovie.

PREPARATIFS DE RECESSION

Peine perdue, ces ouvertures vers les pays d'économie socialisée ne permettront pas de compenser les pertes prévisibles sur les marchés capitalistes frappés par la rechute récessionniste. La marge de manœuvre vis-à-vis des grandes banques internationales devenant de plus en plus étroite, du fait des pertes qu'elles risquent

d'encourir sur d'autres marchés dans le contexte récessionniste général, il y a peu de chances pour qu'elles accordent les conditions d'un moratoire ou d'une consolidation de la dette qui fasse l'économie d'une récession au Brésil même, en dépit des risques politiques qui lui sont liés pour tout le continent, et dont Washington est aussi conscient que Brasilia. Et l'administration républicaine de Ronald Reagan, suivant en cela l'évolution de la crise capitaliste, est plus disposée à prendre le risque d'affrontements politiques décisifs qu'à payer l'ardoise d'une « démocratisation ».

Sans qu'il soit possible d'en déterminer l'échéance, il est donc prévisible que la récession s'imposera, avec toutes ses conséquences sur le plan politique. Et il est vraisemblable que Delfim Netto — tout en ne jurant que par l'expansion — prépare déjà cette récession. « *Dans nos réunions privées, à cinq personnes et cinq personnes choisies, Delfim dit que nous avons besoin d'une récession. Mais s'il y a dix personnes, il ne le dira pas !* », déclarait dès l'été 1980 (4) Eduardo Pereira de Carvalho, le numéro deux de son ministère... ■

A. JOS.
5 janvier 1981.

2. *Inprecor* numéro 91, 15 décembre 1980, Daniel Jebrac, « Les portes étroites de la "libéralisation" et la construction du Parti des travailleurs ».

3. *Inprecor* numéro 67-68 du 17 janvier 1980, « Déploiement commercial et ajustement diplomatique », p. 46.

4. *Institutionnal Investor*, août 1980, p. 45.

ZAIRE

Tristes records ...

J. ETIENNE

Le Zaïre bat bien des records en Afrique noire : record d'endettement, record d'inflation, record des impayés aux fournisseurs étrangers. Le Zaïre, c'est aussi le pays des répressions féroces, des disparités incroyables des revenus, de la famine dans les campagnes (alors qu'au moment de l'Indépendance, en 1960, il assurait l'autosuffisance alimentaire de sa population et que 40 % de ses recettes d'exportation venaient de l'agriculture).

Mobutu dirige ce pays depuis quinze ans (1). Ce chantre de « l'authenticité africaine » n'a pas ménagé ses alliés occidentaux (nationalisation des intérêts belges notamment). Il est d'autant plus

surprenant de voir ces mêmes pays occidentaux faire l'impossible pour le maintenir à flot. Mais un regard sur la chronologie des événements est particulièrement éclairant : l'accroissement brutal de l'aide occidentale correspond aux deux guerres du Shaba, en 1977 et 1978.

Il semble même bien que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale soient actuellement en mesure de contrer les « excentricités » de celui (Mobutu) qu'ils ne savent pas comment remplacer pour contrôler la poudrière de l'Afrique australe. La faillite de l'Etat est telle que rien ne fonctionnerait au Zaïre — c'est-à-dire ni administration, ni police, ni armée, ni transport — sans le soutien des créanciers. Et le pré-

sident, si sourcilieux naguère sur la question de son indépendance et de la souveraineté nationale (de son propre pouvoir, en fait) a bien été contraint de mettre des litres d'eau dans son verre de vin.

UN MAUVAIS PAYEUR PAR EXCELLENCE

L'endettement extérieur du Zaïre

1. Mobutu Sese Seko, général commandant en chef de l'armée, dans le prolongement de la prise de pouvoir au Congo ex-belge en 1965 par le haut-commandement de l'armée nationale congolaise qui renversa le président Kasavubu, est devenu en 1968 président de la République démocratique du Congo (Congo-Kinshasa), aujourd'hui Zaïre.

est considérable. Sa dette publique est évaluée à 4,6 milliards de dollars. Son endettement total — public et privé — serait au moins de l'ordre de 5 milliards, soit la valeur globale de son produit intérieur brut (PIB).

A l'égard de ses fournisseurs étrangers (entreprises privées pour la plupart), le Zaïre accumule les impayés. C'est ainsi que sur les 606 millions de francs français (FF) de marchandises françaises vendues au Zaïre en 1979, la COFACE (société d'assurance publique qui couvre les exportateurs français contre les impayés, à 80 % environ de leurs montants) a enregistré un déficit de 260 millions. On peut donc évaluer à plus de la moitié des échanges les achats zaïrois à la France n'ayant pas été suivi de règlement... Et l'on peut s'attendre à ce que ce montant soit encore dépassé en 1980. Il en va de même pour les autres pays occidentaux fournisseurs du Zaïre. Et cette situation ne date pas d'hier.

Les fluctuations du cours mondial du cuivre, dont le Zaïre est le septième producteur mondial, expliquent en partie cet énorme endettement. Après le boom des années 1965-1970 (le cuivre est passé de 35 000 francs belges (FB) la tonne à 84 440 francs belges), le Zaïre a pu jouir de facilités d'emprunts remarquables, surtout à partir de 1974 avec le recyclage des pétrodollars. Mais, parallèlement, le cours du cuivre chutait aux alentours de 45 000 FB pour ne plus remonter depuis. La baisse s'est même accentuée en 1979 et les cours ne se sont légèrement redressés qu'en 1980, avec un taux moyen de 58 200 FB.

Le Zaïre n'a pas pu (pas voulu) respecter ses engagements financiers internationaux. A plusieurs reprises, en 1976, 1977 et 1979, des mesures de consolidation de dette ont dû être négociées avec les créanciers, tant publics que privés.

Les plus importants accords sont les plus récents. Dans le cadre dit du « Club de Paris » (12 décembre 1979), la dette du Zaïre à l'égard de ses créanciers publics a été étalée sur dix ans. Et le 23 avril 1980, un accord de refinancement de la dette bancaire a été signé avec une centaine de banques privées groupées dans le « Club de Londres ». Au titre de ces deux accords, le Zaïre s'engage à rembourser 2 732 millions de dollars entre 1981 et 1985 ; 558 millions en 1981 ; 497 millions en 1982 ; 439 en 1983 ; 378 en 1984 et 324 en 1985.

LE TORCHON BRULE ENTRE LE FMI ET LE ZAIRE

Il n'est pas sûr que les engagements zaïrois, même renégociés, puissent être respectés. Le Zaïre, en effet, n'est pas un débiteur facile, comme vient le rappeler un article d'une revue spécialisée (2) : « Le 18 juillet 1979, le président Mobutu adressait au FMI une première lettre d'intention, dans laquelle il confirmait officiellement les grandes lignes du Plan de stabilisation que le Zaïre comptait suivre pour obtenir l'indispensable secours

financier de cet organisme. Un premier crédit stand-by de 118 millions de DTS (3) fut débloqué en conséquence le 28 août 1979. Il devait être étalé par trimestre jusqu'à la fin 1980.

« Le FMI s'apercevant, au cours des mois suivants, que le Zaïre ne parviendrait pas à atteindre les objectifs fixés pour 1979 et que les directives données par ses experts n'étaient pas respectées, manifesta une mauvaise humeur compréhensible. Au début de l'année 1980, des discussions nouvelles eurent lieu à Kinshasa avec le chef de l'Etat zaïrois et les autorités financières du pays : la dernière délégation du FMI quitta le Zaïre en date du 9 mars. Cela traduisait en quelque sorte le pessimisme du FMI et de la Banque Mondiale quant aux possibilités de redressement du pays (attitude exerçant une large influence sur celle des banques publiques et privées).

« Le FMI donna toutefois son accord de principe au déblocage d'une seconde tranche de crédit stand-by, sous réserve de la signature par le président Mobutu d'une seconde lettre d'intention (dont le texte ne nous est pas connu) ; cette lettre fut signée par le chef de l'Etat à la fin du mois de mars 1980, au cours du voyage qu'il effectua en Roumanie : elle allégea la tension née entre le FMI et le Zaïre et permit le déroulement normal de l'opération de soutien basée sur le premier crédit stand-by du 28 août 1979. »

Cette citation est intéressante dans la mesure où elle montre bien les réticences des Occidentaux à l'égard de Mobutu. Mais la suite des événements montre aussi l'ampleur du soutien que ces mêmes institutions sont prêtes à lui accorder.

Lors de la IVe réunion du Groupe consultatif pour le Zaïre réuni à Paris (28-29 mai 1980), sous l'égide de la Banque Mondiale (4), le Plan triennal d'investissement du Zaïre (1980, 1981 et 1982) qui prévoit un investissement public de 2,2 milliards de dollars, dont la moitié devait être financée par l'aide extérieure, a reçu un accueil favorable auprès des créanciers.

Au total, et sans revenir sur la ligne de crédit accordée par le FMI, ni sur l'étalement de ses dettes, le Zaïre a reçu, en 1979 :

— une aide occidentale (gouvernements) de 384 millions de dollars lors de la Conférence de Bruxelles ;

— deux prêts de 20 et 26 millions de dollars d'une durée de 50 ans sans intérêt, de l'Association internationale pour le développement (AID), filiale de la Banque Mondiale.

A ces sommes assez colossales s'ajoutent divers prêts à des conditions avantageuses conclus en 1980 avec la plupart des pays occidentaux et notamment, dans des proportions de plus en plus déterminantes, avec le gouvernement français, par l'intermédiaire en particulier de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE).

Il est vrai que l'impérialisme est parvenu à resserrer ses filets autour du gouvernement zaïrois. Selon Pier-

re Biarnes (5) : « La direction de fait de la Banque centrale — c'est-à-dire l'émission monétaire, la politique du crédit et le contrôle des changes — a été confiée à un ancien directeur de l'Institut d'émission de la RFA, M. Erwin Blumenthal (aujourd'hui remplacé par un économiste sénégalais), mandaté par le FMI pratiquement avec les pleins pouvoirs. Un autre expert du FMI, de nationalité turque, a été placé auprès du ministère des Finances, pour contrôler tous les engagements de dépenses. Une équipe française a pris en main les impôts et une autre la paie des fonctionnaires. Des Belges en ont fait autant à la douane... »

On peut aussi penser que le retour de Nguza Karl I Bond et sa nomination, en août 1980, au poste de premier commissaire (Premier ministre) se sont déroulés sous l'influence, au moins, des Occidentaux. Il faut rappeler, à ce sujet, que I Bond était tombé en disgrâce, en 1977, à la suite de rumeurs répandues dans les capitales européennes, rumeurs le présentant comme le seul homme capable de reprendre en mieux — selon les Occidentaux — la place du Mobutu. Condamné à mort peu après, sous prétexte de haute trahison, il n'a dû de conserver sa tête qu'à l'intervention des diplomates occidentaux.

En 1980, en tout cas, le gouvernement zaïrois s'est, pour la première fois de son histoire, empressé d'obtempérer sans sourciller aux exigences du FMI. La première échéance du remboursement de la dette échelonnée au « Club de Paris » a été versée. Et les engagements résultant de l'accord du « Club de Londres » sur la dette bancaire ont également été tenus.

ENDETTEMENT ET RECESSION

Mais lorsqu'on regarde l'importance de l'endettement du Zaïre, dette encouragée au départ par les milieux bancaires, puis consolidée en définitive par les gouvernements occidentaux et les institutions internationales, on finit par se demander à quoi tout cet argent injecté dans l'économie zaïroise a bien pu servir.

Il faut savoir que le service de la dette représente, en 1980, 23 % des recettes des exportations zaïroises (avec

2. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 25 juillet 1980.

3. 118 millions de DTS (droits de tirage spéciaux) soit environ 153 millions de dollars.

4. Les pays qui étaient représentés à cette IVe Réunion du Groupe consultatif pour le Zaïre sont l'Allemagne fédérale, la Belgique, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. Y assistaient également la Banque africaine de développement (BAD), la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque Mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI), la Communauté économique européenne (CEE), le Fonds monétaire international (FMI) et le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD).

5. *Le Monde*, 23-24 novembre 1980.

450 millions de dollars environ) mais représenterait beaucoup plus (au moins 540 millions) sans les accords de rééquilibrage. Cela, bien que la Zaïre reste un grand exportateur de produits miniers (cuivre, cobalt, diamants industriels). Il faut savoir aussi que le trou ne cesse de se creuser avec la succession des impasses budgétaires (380 millions de dollars au moins en 1980 ; chiffre accepté par le FMI tant il est difficile d'inverser rapidement la tendance) et des balances des paiements (422 millions de dollars en 1980).

À côté de ce volume de l'endettement, on peut inscrire les chiffres suivants : le revenu par tête ne dépasse pas actuellement 70 % du niveau atteint en 1972-1974 ; le niveau actuel des importations zaïroises ne représente, avec 1,6 milliard de dollars, que la moitié de ce qu'il était à la même époque ; par ailleurs, la production de cuivre, qui reprend aujourd'hui, n'atteint en fait que 80 % du niveau enregistré il y a 6 à 8 ans (6). En outre, la quasi-totalité des sociétés industrielles fonctionne à 30 % environ de la capacité installée, faute de matières premières et principalement de pièces de rechanges.

En 1980 et en 1979, le PIB a régressé, en valeur et en chiffres absolus. L'évolution en volume et à moyen terme n'est guère plus satisfaisante : l'indice du PIB passe de 105,3 en 1977 à 106,6 en 1978 et à 106,4 en 1979. De plus, sa stabilité apparente n'est due qu'à une croissance exagérée des secteurs improductifs ; soit pour l'année 1979, par rapport à l'année 1978 : plus 3 % pour le commerce, plus 8 % pour les services. Par contre, le secteur des transports poursuit sa dégradation catastrophique (-9,1 %). Et la production dégringole : -12,4 % dans l'extraction minière et, surtout, -14 % dans l'agriculture.

FAMINE DANS LES CAMPAGNES

Premier secteur productif par le nombre des personnes qui y travaillent (75 % des 30 millions de Zaïrois), le secteur agricole est sans nul doute le plus déshérité de tous : les revenus des agriculteurs ne cessent de se dégrader, en moyenne ; la famine sévit périodiquement dans de nombreuses régions (faute de moyens de transports, notamment) ; les biens de première nécessité font périodiquement défaut dans les centres urbains et ce pays à vocation agricole par excellence (à la différence du Sahel) est incapable d'assurer l'autosuffisance alimentaire de sa population. En outre, bien que l'agriculture soit rituellement présentée par Mobutu comme « la priorité des priorités », elle n'a reçu, jusqu'à 1979, qu'une part dérisoire des investissements publics. Ensuite, et alors même que la nouvelle stratégie agricole définie dans le « Plan Mobutu » prévoyait que 11 % des investissements publics seraient alloués au secteur agricole, celui-ci ne figure plus que pour 4 % des investissements publics

dans le Plan 1980-1982 (et l'on ne sait rien de la façon dont cette mesure sera appliquée).

Un mini-plan, « Programme agricole minimum », visant au développement des cultures vivrières vient également d'être établi. Mais, là encore, il est permis de se montrer sceptique.

L'inflation — de l'ordre de 100 % par an malgré les dévaluations successives de la monnaie — a cruellement amputé les revenus des salariés comme ceux des agriculteurs. La dernière augmentation du salaire minimum légal (30 %) remonte au 1er avril 1979. Il est bloqué depuis. Les revenus des travailleurs ne cessent de se détériorer. Au point que l'on trouve, dans l'article de *Marchés tropicaux et méditerranéens* (7) cité plus haut, la constatation suivante : « L'évolution des salaires qui est soumise inexorablement aux mesures prévues dans le "Plan de stabilisation" d'abord, dans le "Plan Mobutu" ensuite, n'a pas suivi l'évolution du coût de la vie. Conséquence : l'érosion progressive du pouvoir d'achat de la masse a atteint un point tel qu'on est en droit de se demander comment vit la population des grandes villes. » Sans commentaire.

Un autre indice permet de bien identifier la responsabilité des mesures gouvernementales sur l'état de dénuement extrême de la population : peu de temps après les opérations de démonétisation du 24 décembre 1979 (8), et suite à la dévaluation du zaïre de 30 % le 22 février 1980 (9), la consommation de pain dans les villes a chuté brutalement. Les minoteries alimentées par des dons et des importations de blé n'ont pas pu utiliser, faute de débouchés suffisants, l'intégralité de leurs approvisionnements extérieurs. Or, depuis la colonisation belge, le pain est un aliment de base courant dans les milieux urbains.

En conclusion, il paraît évident que l'endettement du Zaïre n'a pas servi :

— ni à assurer un minimum d'indépendance économique du pays, à travers une politique d'industrialisation par exemple (cas du Nigeria ou de la Côte d'Ivoire, ou encore du Sénégal où — il faut bien le reconnaître — cette politique a fini par échouer, voir article suivant). L'économie zaïroise reste, comme par le

passé, une économie de traite, dominée par les sociétés minières et sa clientèle occidentale.

— ni à conforter le pouvoir d'achat des masses rurales et urbaines.

Cet endettement, qui donne si souvent l'impression d'un puits sans fond, n'a été compensé par aucun accroissement de la production (au contraire), par aucune accumulation susceptible d'être réinvestie dans l'économie zaïroise.

En revanche, l'écart des revenus a atteint un seuil nul part dépassé en Afrique noire. Une mince couche de privilégiés a indiscutablement tiré, de l'exploitation des salariés ou des paysans ainsi que de « l'aide » occidentale, les moyens d'accroître son niveau de vie. De la même manière, le gouvernement Mobutu a utilisé l'endettement pour se maintenir au pouvoir, aussi bien au moment des deux guerres de Shaba que, d'une façon plus quotidienne, en couvrant les frais de la répression intérieure.

Selon le dernier rapport d'*Amnesty International*, des centaines de personnes sont arrêtées arbitrairement et détenues indéfiniment dans des camps éloignés dans la jungle. Beaucoup y meurent de faim ou à la suite de tortures. Étudiants, politiciens, intellectuels et membres des groupes ethniques du sud et de l'est zaïrois en sont les principales victimes.

Peut-être le FMI, la Banque Mondiale et les principaux créanciers du Zaïre chercheront-ils à « assainir » quelque peu cette situation, en limitant par exemple la détérioration des revenus agricoles pour relancer la production, ou en enravant la perte de pouvoir d'achat des masses rurales. Il est également possible qu'ils essayent de réduire les disparités de revenus (il faut bien prendre de l'argent quelque part pour effectuer le remboursement des dettes). Mais leur plus grande responsabilité sera celle d'avoir soutenu d'abord, encouragé ensuite, puis porté à bout de bras un régime aussi sanglant que celui de Mobutu.

Leurs motivations politiques à court terme vont de pair avec leur intérêt bien compris à long terme. Car le Zaïre reste un fabuleux réservoir de ressources minérales : il est, notamment, le premier exportateur mondial de cobalt, bien stratégique par excellence dont il détient 75 % des réserves mondiales, et qu'il vend,

6. Chiffres donnés par A. Wapenhans, vice-président de la Banque Mondiale pour l'Afrique de l'Est, lors d'une interview à *Afrique Industrie*, 1er juillet 1980.

7. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, 25 juillet 1980.

8. Cf. *Marchés tropicaux*, art. cit. : « Cette opération décrétée par le président Mobutu est une des sources de mécontentement entre le FMI et le Zaïre. Le 24 décembre 1979, la présidence annonce le retrait des billets de 5 et 10 zaïres et leur remplacement par de nouvelles coupures. On estimait le montant en circulation à 2 700 millions de zaïres, dont 1 300 millions étaient supposés se trouver à l'étranger. Comme on ne devait mettre que 1 300 millions de billets neufs en circulation, on espérait pénaliser automatiquement les détenteurs des sommes se trouvant à l'étranger ou dans des coffres privés et non déclarés, ni aux banques, ni au fisc. » En

fait, déclenchée sans préparation suffisante, l'opération tourna rapidement mal. Ni l'inflation, ni la thésaurisation ne furent réduites, au contraire. Et l'économie fut complètement désorganisée. Conséquence : « La perturbation dans les échanges commerciaux et les achats de produits agricoles fut durement ressentie par la population. »

9. À la suite des dévaluations intervenues en 1978, 1979 et 1980, le zaïre, qui s'échangeait contre 100 FB en 1968, est tombé à 9,8 FB en juin 1980. Ces dévaluations n'ayant pas été accompagnées de mesures rigoureuses (meilleur approvisionnement du marché, fixation rationnelle des prix), n'ont pas suffi pour éliminer le marché parallèle : à la mi-juin 1980, le cours parallèle du zaïre se situait aux environs de 4 FB. Cette situation pénalise évidemment les salariés qui continuent à être payés en « monnaie de singe ».

surtout, aux USA. Et, outre le cuivre et le diamant (il est le premier producteur mondial de diamants industriels), il détient d'importantes réserves d'or, d'argent, de zinc, de cadmiun et d'étain, encore faiblement exploitées.

Les principales mines sont concentrées dans le sud et l'est du pays, au

Shaba en particulier, ce qui explique l'importance déterminante de cette province.

Par ailleurs, la production de managanèse, stoppée en 1977, pourrait reprendre. Et des gisements de niobium, de minerais de fer, de bauxite et de tungstène ont été identifiés. Sans parler des nom-

breuses autres richesses probables, mais encore mal répertoriées, du sous-sol zairois...

J. ETIENNE
8 janvier 1981.

SÉNÉGAL

La mise sous tutelle

C. JANE

Au 31 décembre 1979, la dette extérieure publique à moyen et long terme du Sénégal atteint 717,6 millions de dollars courants, soit 3,2 milliards de FF environ. Si on ajoute le chiffre des engagements non distribués dans l'année, elle s'élève à près de 1 230 millions de dollars, soit 5,5 milliards de FF. Cet endettement peut sembler « modeste » comparé à celui du Brésil ou même du Zaïre, par exemple. Pour le Sénégal, petit pays de 5,4 millions d'habitants qui ne dispose que d'un produit national brut (PNB) par tête d'habitant de 430 dollars US (estimation 1979), ce chiffre est énorme ; sans l'intervention de la Banque Mondiale, du Fonds monétaire international (FMI) et de la France (ses principaux créanciers), l'Etat sénégalais serait déjà en faillite.

L'analyse des raisons qui ont poussé le Sénégal à s'endetter de plus en plus, et celle de l'évolution dans le temps de la politique économique sénégalaise, sont intéressantes à plus d'un titre. Il s'agit presque d'un cas d'école. Mais d'un cas d'école bien concret, qui traduit les transferts qui se sont réalisés, en moins de dix ans, du Sénégal vers les pays occidentaux (la France en particulier) et, à l'intérieur du pays, de la paysannerie vers les milieux urbains les plus favorisés. Ce processus aboutit, aujourd'hui, à la mainmise du FMI, de la Banque Mondiale et du Trésor français sur les leviers de commande de l'économie sénégalaise. Plus que jamais, la politique financière et monétaire du pays se décide à Washington et à Paris. C'est, comme on va le voir, un pouvoir économique sans contenu réel que Léopold Sédar Senghor (1) vient de céder fin décembre 1980 à son ex-Premier ministre Abou Diouf. Mais, de toute façon, les marges de manœuvre sont extrêmement étroites.

PHOSPHATES ET PETRODOLLARS

Le Sénégal n'aurait probablement jamais pu s'endetter d'une manière aussi

dangereuse — avec une forte part (34 %) d'emprunts aux taux du marché — s'il n'avait eu une chance, voici huit ans environ : de 1973 à 1975, en deux ans, les prix mondiaux du phosphate sautent de 12 dollars la tonne à 67 dollars. Cet apport inattendu compense largement la première hausse des produits pétroliers. Les recettes en devises s'accroissent et permettent d'augmenter — de façon très substantielle — les emprunts publics contractés aux dures conditions du marché de l'eurodollar. Les prêteurs ne manquent pas : le Sénégal devient solvable au moment même où les pétrodollars commencent à inonder le marché.

L'euphorie est de courte durée. Dès 1976, les prix du phosphate et de l'arachide chutent sur le marché mondial. Mais le gouvernement sénégalais ne révisé pas sa politique pour autant.

L'endettement, en effet, semble donner à Senghor l'occasion de réaliser son grand dessein : à sa politique réformatrice, il va adjoindre une tentative keynésienne ; en injectant de l'argent dans l'économie, en encourageant l'expansion du crédit, il espère accélérer la croissance et enclencher un processus de « décollage économique ». Le président sénégalais n'hésite pas, alors, à affirmer que son pays pourra s'inscrire, en l'an 2 000, au rang des nations industrielles...

NATIONALISATIONS AVEC INDEMNISATIONS

Dans un premier temps, Senghor pense avoir les moyens de limiter la dépendance de l'économie sénégalaise à l'égard des capitaux étrangers, français en particulier.

Pour atteindre cet objectif, les autorités de Dakar vont accroître leurs achats de participations dans les entreprises étrangères établies au Sénégal. Mais, au lieu de procéder à de vraies nationalisations — comme le gouvernement malgache à la même époque, par exemple —, l'Etat achète et indemnise, au prix fort ; ce faisant, il réalise de mauvais place-

ments, même dans une optique purement capitaliste. Son acquisition la plus importante est celle de la majorité des parts du capital de la mine de phosphate. Mais le rachat intervient au moment de la chute des cours. Des sommes très importantes sont également consacrées à l'acquisition des compagnies des eaux et de l'électricité.

Par la suite, l'Etat sénégalais n'a pas cessé de perdre de l'argent avec ses sociétés d'économie mixte. Lorsqu'elles parvenaient, difficilement, à réaliser une faible épargne brute, d'importantes distributions de bénéfices étaient aussitôt décidées. Mauvaise gestion, importance des frais généraux consacrés à des responsables — souvent inexpérimentés — et corruption ont combiné leurs effets. Les fonds propres se sont réduits comme des peaux de chagrin et il a vite été nécessaire de recourir à des avances sur trésor ou des crédits bancaires. Depuis 1976, 17 sociétés d'économie mixte ont dû être liquidées. D'ailleurs Senghor n'a pas tardé à mettre un frein à sa politique de « sénégalisation » de l'économie. Il arrête, dès l'année 1977, ses prises de participation dans les entreprises françaises, et s'emploie plus que jamais à rassurer le secteur privé qui reste, à plus de 50 % des capitaux, dans les mains des Français.

UN DECOLLAGE RATE

Le gouvernement sénégalais n'est pas parvenu, non plus, à réaliser son premier objectif, celui du « décollage » et de l'industrialisation du pays. Et cela pour deux

1. Léopold Sédar Senghor, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm à Paris — où il se lia d'amitié avec Georges Pompidou —, agrégé de grammaire, membre de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques) depuis 1969, poète de la « négritude » et de la réconciliation universelle des races, est surtout président de la République du Sénégal depuis 1960. Après l'éviction du Premier ministre Mamadou Dia en 1962, il instaure un régime présidentiel consacré par la Constitution de 1963. Le Parti socialiste sénégalais que dirige Senghor est membre à part entière de l'Internationale socialiste.

raisons majeures.

D'abord, ses efforts de promotion auprès des investisseurs éventuels, industriels européens, n'ont que très partiellement abouti. Une zone franche industrielle a pourtant été créée en 1974. Elle offre de multiples avantages douaniers et fiscaux à ceux qui voudraient y investir, créer des industries dont les productions seraient destinées à la réexportation. Mais les coûts des facteurs — énergie et transports notamment — sont encore trop élevés, semble-t-il. Aujourd'hui, à deux ou trois exceptions près, la zone franche est vide.

En deuxième lieu, les industries créées hors zone franche, pour satisfaire la demande locale, rencontrent de multiples difficultés. Elles aussi pâtissent de la relative cherté des coûts des facteurs, et cela bien que la main-d'œuvre soit nettement moins « onéreuse » qu'en Europe (mais les coûts salariaux sénégalais sont malgré tout moins bas, donc moins « incitatifs » comme disent les investisseurs, que ceux d'autres pays voisins ou de certains pays asiatiques). Ensuite, le marché est trop étroit pour que des économies d'échelle soient possibles.

Depuis l'Indépendance, le secteur industriel a progressé au rythme de 4 % par an. Sa part du produit intérieur brut (PIB) est passée de 19 % en 1960 à 23 %

LE SYSTEME DE « STABILISATION » DES PRIX AGRICOLES

Que ce soit par conviction « socialiste » (Senghor est vice-président de l'Internationale socialiste) ou par intérêt bien compris, le gouvernement sénégalais n'a jamais négligé complètement la paysannerie. A cet égard, il a su agir plus « intelligemment » que d'autres gouvernements africains, comme le Zaïre par exemple.

C'est ainsi qu'il a pris, jusqu'en 1978, l'habitude de soutenir l'activité économique en annulant les dettes des paysans après chaque mauvaise récolte. Et comme la sécheresse a frappé six fois au cours de cette période, les dettes paysannes ont été remises six fois.

Mais ces mesures ponctuelles, prises au coup par coup, n'ont pas reposé sur des transferts réels de revenu, le gouvernement se contentant d'accélérer le crédit, donc la création monétaire (il a joué sur la planche à billets). Et, surtout, elles n'ont pas pesé lourd au regard de la ponction exercée annuellement sur les revenus paysans à travers le mécanisme de commercialisation des produits agricoles, mécanisme géré par un office public : l'ONCAD (Office national de coopération et d'assistance au développement).

Sous la colonisation française, les huileries achetaient l'arachide à des commerçants libanais qui s'occupaient eux-mêmes de la collecte auprès des agriculteurs. Au moment de l'Indépendance, cette activité est nationalisée et remise à plusieurs organismes publics de commercialisation vite regroupés au sein de l'ONCAD. Parallèlement, un système de coo-

peratives agricoles est constitué. L'ONCAD achète l'arachide, le riz, le sorgho et le mil aux coopératives. Il reçoit également le monopole du transport, de l'entreposage et du commerce de ces mêmes denrées. C'est lui qui approvisionne les huileries et les entreprises locales de distribution.

Les coopératives sont contraintes de vendre à l'ONCAD qui, de ce fait, peut se permettre de leur payer un prix uniforme et stable, ne tenant compte ni de l'inflation ni de la valeur économique réelle de l'arachide. L'ONCAD réalise donc un bénéfice qu'il est sensé mettre au service de la politique agricole du gouvernement : fourniture de semences et de matériel aux paysans, octrois de crédits à faible taux d'intérêt, etc. Mais ce schéma « idéal » n'est pas vraiment respecté. Le ministère des Finances (le Trésor), ayant la haute main sur le budget de l'ONCAD, a toujours eu la possibilité d'utiliser les excédents financiers réalisés sur la commercialisation de l'arachide. Il a donc pu les investir dans des dépenses publiques n'ayant rien à voir avec l'agriculture.

De fait, depuis la mise en route de ce système au début des années 1970, les prix payés aux producteurs n'ont été relevés qu'une fois d'une manière significative : au moment du boom sur les phosphates (1974-1975) ; cette augmentation, liée à de bonnes conditions climatiques, a d'ailleurs permis une récolte exceptionnelle, supérieure de 50 % à la moyenne. Depuis, au cours des six dernières années,

le mécanisme de fixation des prix aux agriculteurs et de mauvaises conditions climatiques — sécheresses chroniques, avancée du désert, invasions d'insectes, etc. — ont conjugué leurs efforts pour réduire le revenu des agriculteurs au minimum vital, et même en dessous.

DES PAYSANS SOUS-PAYES

Quelques données statistiques permettent de bien saisir l'ampleur de ce phénomène. Si l'on regarde tout d'abord la courbe du produit intérieur brut (PIB) sénégalais à long terme, on voit que sa valeur, par habitant, stagne. En théorie (et si l'on met de côté pour l'instant le phénomène de la détérioration des termes de l'échange qui permet une ponction globale de l'extérieur impérialiste sur l'économie sénégalaise dans son ensemble), le pouvoir d'achat moyen, par personne, au Sénégal, ne peut donc pas s'accroître. Pourtant, de 1973 à 1979, la consommation urbaine s'est accrue de l'ordre de 2 % par an, en moyenne et en valeur réelle, de 1973 à 1979. Il apparaît que certains habitants des villes ont amélioré leur situation alors que le pouvoir d'achat des campagnes baissait. Or, c'est l'inverse, en toute logique, qui aurait dû se produire, puisque l'expansion du secteur agricole, de 1960 à 1979, a été de 3 % par an, soit légèrement supérieure à la croissance du PIB (2,7 % en longue période), elle-même approximativement égale à la croissance démographique. Il est donc évident :

— premièrement, que les paysans ont été sous-payés sur une longue période ;

— deuxièmement, que les mesures prises par le gouvernement pour soutenir la demande intérieure (mesures rendues possibles par l'endettement et une diminution catastrophique de l'épargne nationale) ont bénéficié à d'autres catégories sociales que les paysans.

LA POLITIQUE SALARIALE

On peut se demander si les ouvriers du petit secteur industriel sénégalais ont joui, pour leur part, de ce transfert des revenus des campagnes vers les villes. Mais il est facile de vérifier que, si le gouvernement a bien essayé de jouer sur l'opposition ville/campagne, les salariés, et notamment les ouvriers du secteur dit « moderne », n'ont pas objectivement tiré parti de l'exploitation des campagnes. En la matière, plusieurs politiques se sont succédées depuis 1974. Jusqu'à cette date, la taxation de fait des produits agricoles a permis de maintenir les prix de vente des principales denrées de base à un niveau anormalement bas. Mais les salaires eux-mêmes étaient « écrasés ». Avec l'augmentation des prix aux producteurs, en 1975, les familles urbaines pauvres (dont la consommation est dite « de type africain ») ont vu le coût de la vie s'élever brusquement de 32 %. A cette époque, les salaires des ouvriers ont été augmentés dans les mêmes proportions. Mais, en quelques années — pour ne pas dire en

quelques mois —, les augmentations de salaires comme les effets des hausses des prix sur les revenus des agriculteurs ont été grignotés par l'inflation. Dans la période la plus récente, qui débute en 1978 par l'adoption d'une politique de « vérité des prix » et d'austérité, les ouvriers et l'ensemble de la population urbaine pauvre ont subi de plein fouet les effets de l'inflation et du chômage causés par le ralentissement de l'activité.

Quant aux salaires de la fonction publique, c'est-à-dire l'essentiel des revenus des petits fonctionnaires, ils sont bloqués depuis 1974.

CEUX QUI S'ENRICHISSENT

Quels ont donc été les bénéficiaires de la politique sénégalaise ? A l'intérieur du pays, la mince couche sociale de la bourgeoisie nationale et de la bureaucratie administrative qui lui est apparentée, s'est indiscutablement enrichie. Ceci, dans diverses activités où quelques Sénégalais parviennent à se placer, progressivement, à côté des Français et des Libanais : l'import-export (surtout l'import), les boîtes de nuit, le petit commerce et, surtout, la spéculation immobilière. Pour le fonctionnaire, la voie royale vers l'enrichissement passe toujours, bien sûr, par la corruption, le trafic d'influence et la prévarication. Plus on est élevé dans la hiérarchie et plus ça rapporte...

Cette bourgeoisie nationale n'a que très peu contribué, jusqu'à maintenant, aux investissements productifs. Cependant, sous la double influence du gouvernement et des industriels étrangers (surtout français) qui recherchent des partenaires susceptibles d'apporter des capitaux dans la création d'une affaire en *joint venture* (ce qui leur permet de ne risquer qu'une partie du capital), on assiste actuellement à une certaine évolution. C'est ainsi que 51 % d'une entreprise de chaudronnerie, la SOFAM (Société franco-africaine de métallurgie), qui vient d'être créée, en zone franche, avec le concours de la société marseillaise Chaudronnerie industrielle, appartient au Sénégalais Kébé. L'histoire de ce dernier, un vrai personnage de théâtre, est en bien des points exemplaire. En tout cas, son ascension sociale alimente la conversation de tous les Dakarais comme une version africaine du *self made man* américain. Sa fortune viendrait, au départ, de cadeaux exceptionnels qui lui auraient été faits par Mobutu (2) dont il a été le marabout (ce qui a pu être vérifié). Après avoir trafiqué dans l'immobilier, où il a réussi semble-t-il de fructueux placements, Kébé a créé sa propre chaîne hôtelière, dont le somptueux (et délirant) hôtel des Almadies (à côté de Dakar) actuellement géré par le Club Méditerranée. Il est significatif que ce capitaliste « haut en couleurs » (on assure à Dakar qu'il ne sait ni lire ni écrire, seulement compter), en arrive aujourd'hui à créer sa propre société industrielle. Ce qui ne veut évidemment pas dire pour autant qu'une vraie classe capitaliste sénégalaise soit déjà entièrement constituée.

Pourtant, en dernière analyse, la politique sénégalaise d'endettement a surtout rapporté aux intérêts étrangers — principalement français ; cela de diverses façons :

— en entretenant, jusqu'à une date récente, la croissance des importations, importations dont le prix s'élevait, alors que celui des exportations sénégalaises stagnait ;

— en permettant aux intérêts étrangers qui investissaient dans les quelques secteurs « rentables » du Sénégal (tourisme surtout, mais aussi industries chimiques, comme on l'a vu) d'y réaliser des profits confortables. Tous les transferts étant libres, le Sénégal a subi, à plusieurs reprises (et surtout récemment avec la menace de la faillite de l'Etat) une véritable fuite des capitaux que le gouvernement n'a pas les moyens d'enrayer, du fait de l'appartenance du Sénégal à la Zone franc.

Dans le même temps, les pays occidentaux — qui sont les principaux clients du Sénégal — profitaient des cours très bas de l'arachide et du phosphate.

LA DETTE UN CONSTAT D'ECHEC

L'échec de la politique sénégalaise — tant d'un point de vue capitaliste que du point de vue social — est apparu clairement à partir de 1978, année où le PIB en valeur réelle a commencé à baisser de 1 % par an en moyenne, selon les dernières estimations.

Sur le plan strictement financier, l'endettement public du Sénégal est jugé « insoutenable ». Profitant de la hausse des cours du phosphate, en 1973-1975, le gouvernement avait déjà puisé dans ses réserves et accru ses obligations financières. Après les élections de 1977, il a dû réaliser, au moins partiellement, certaines de ses promesses électorales (des constructions de routes surtout). Ce programme a été financé par des prêts de quatre ou cinq ans à la charge du budget de l'Etat. Le service de la dette à la charge du budget est ainsi passé, de 5 % des recettes de l'Etat au cours de l'exercice 1974, à 20 % au cours de l'exercice 1980.

Le ratio « service de la dette/exportation » se détériore encore plus vite. En effet, les recettes d'exportation du Sénégal stagnent. Comme on l'a vu, les cours mondiaux du phosphate ont chuté en 1976 pour ne plus se relever ensuite. Et le volume de la production arachidière baisse brutalement depuis deux ans (à cause de la sécheresse, mais aussi pour d'autres raisons sur lesquelles nous allons revenir).

Donc, le ratio « service de la dette/exportation », qui atteignait déjà 15,7 % en 1978, s'élève à 17 % en 1979 et à 22 % en 1980 (26 % même selon certaines estimations).

En 1979, la moitié des recettes d'exportation tirées de la vente de phosphate et des produits arachidières (arachide brute et huile) ont servi à l'apurement de l'endettement extérieur (remboursement du

capital et paiement d'intérêts). En 1980, arachides et phosphates permettent à peine de régler ces engagements.

A cette situation déjà assez catastrophique s'ajoutent les effets des hausses successives du prix du pétrole. Le Sénégal n'en produit pas et les quelques indices détectés au large de ses côtes ne permettent, pour l'instant, que des espoirs assez minces. De fait, en 1980, 42 % au moins des recettes totales d'exportation ont dû être consacrées au règlement de la facture pétrolière et au service de la dette.

Pour noircir encore un peu le tableau, rappelons qu'une forte partie de la dette publique extérieure (34 %) est composée de prêts bancaires qui arrivent actuellement à échéance. Le déficit de la balance des paiements atteint ainsi, pour l'année 1980 et selon de récentes estimations, le niveau difficilement soutenable de 16 % du PIB.

RECOURS AU FMI ET A L'ETAT FRANÇAIS

Rien ne permet d'espérer une amélioration rapide. De 717,6 millions de dollars en 1979, la dette publique sénégalaise est passée à 881,4 millions de dollars courants (estimation) en 1980. Selon les prévisions les plus optimistes (celles de la Banque Mondiale, qui supposent le succès des mesures de restriction en cours), elle s'établira à 2 milliards de dollars courants à la fin de 1985, et à 3,2 milliards de dollars courants à la fin de l'année 1990. L'Etat sénégalais, en effet, est entré dans le cercle vicieux des endettements. Il doit emprunter pour payer ses dettes.

Mais, pour l'instant, il aurait plutôt du mal à trouver des créanciers, surtout du côté des banques privées. Celles-ci marquent leur défiance à l'égard de l'économie sénégalaise.

Restent trois recours classiques : le FMI, la Banque Mondiale et l'Etat français. Ce dernier a déjà accordé un prêt de 21,5 milliards de francs CFA (3) en juillet 1980, dont le cinquième sans intérêt (d'autres vont suivre). Le FMI doit apporter une facilité élargie de 50 milliards de francs CFA. En fait, le Sénégal aurait besoin, à court terme, de 130 milliards de francs CFA.

Mais FMI, Banque Mondiale et Trésor français n'ont pas l'intention de payer sans garder un puissant moyen de contrôle sur le Sénégal.

Leur intervention n'a été acquise qu'à partir du moment où le gouvernement de Dakar a accepté d'élaborer, avec leurs experts, un Plan dit « de redressement » (1980-1985), en fait un plan d'austérité drastique. Il est prévu que les prêts du FMI, de la Banque Mondiale et

2. Mobutu Sese Seko, général, chef de l'Etat zaïrois (ex-République démocratique du Congo, ex-Congo belge), a la réputation de s'assurer à prix d'or les services des divers marabouts, devins et autres diseurs de bonne aventure...

3. Un franc CFA = 0,02 FF.

du Trésor français seront versés en plusieurs fois, ce qui permet à ces diverses institutions de contrôler étroitement l'exécution du Plan, et de le sanctionner s'il y a lieu.

Le gouvernement sénégalais a déjà dû se résoudre à la liquidation de plusieurs entreprises semi-publiques : l'ONCAD — dont il a largement été question plus haut — s'est trouvée la première à être démantelée, tant sa gestion était défectueuse. Parallèlement, quelques mesures d'économie (fermetures d'ambassades, réduction de moitié du parc automobile de l'administration, blocage du recrutement dans la fonction publique et réduction du nombre des coopérants français) ont été décidées.

PERSPECTIVES POLITIQUES ET SOCIALES

Mais la marge de manœuvre du gouvernement sénégalais et de ses tuteurs est extrêmement réduite. Il n'est plus pensable — les experts des institutions internationales le reconnaissent — d'accroître l'exploitation de la paysannerie. Celle-ci vit dans une situation intolérable de pénurie depuis que les quelques revenus monétaires tirés des cultures de rente (arachide et coton), qui lui permettaient de survivre durant les mois séparant l'époque des semences de l'époque de la récolte, ont perdu la plus grande part de leur valeur. En 1978, le pouvoir d'achat du paysan s'est ainsi trouvé amputé de 50 % sur celui de l'année précédente. Et, depuis, les agriculteurs sont entrés en révolte larvée contre le régime.

Cette rébellion s'est trouvée accélérée par une erreur politique du régime : en 1978, bien que la sécheresse ait frappé, le gouvernement refuse d'annuler les dettes paysannes, comme il l'avait fait précédemment, dans la même conjoncture. Les coopératives, en 1979, font preuve de beaucoup de mauvaise volonté dans leurs remboursements. A titre de représailles, le gouvernement décide de cesser ses fournitures — d'engrais notamment — aux « mauvais payeurs ». Pour couronner le tout, les semences distribuées en 1979 par l'ONCAD sont de mauvaise qualité ; elles ont été détériorées par des conditions très douteuses d'entreposage...

Production et revenus des paysans tombent alors en chute libre : en 1979-

1980 la récolte s'effondre de 40 % en volume, par rapport à celle d'une année normale. Et, malgré un léger accroissement du prix d'achat à l'agriculteur (45,5 francs CFA le kg d'arachide au lieu de 41,5), les revenus de la paysannerie sont évalués à 20 milliards de francs CFA, contre plus de 35 milliards (dont 30 milliards dus aux ventes d'arachide) en année normale. De la campagne 1980-1981, on n'attend plus qu'une production de l'ordre de 350 000 tonnes commercialisables (contre 420 000 tonnes pour la précédente). La recette des agriculteurs ne dépasserait pas, ainsi, 17 milliards, même si le kilo d'arachide est porté à 50 francs CFA (50 francs CFA qui, de toute façon, seraient amputés de 3 francs CFA pour l'apurement de la dette paysanne).

Quant au coton, qui n'assure même pas au paysan le revenu qu'il tire de l'arachide, sa production diminue d'année en année.

Et, depuis deux ans, les paysans des régions frontalières (Mali, Mauritanie, Gambie surtout) ont recours à la contrebande. Ils parviennent ainsi à compenser la faiblesse des prix officiels d'achat et les incertitudes liées au mode de collecte.

LES ENJEUX OCCIDENTAUX

Comme on le voit, la boucle est bouclée ; la révolte larvée des agriculteurs joue sur la production commercialisable, donc sur le volume des exportations sénégalaises, donc sur sa balance des paiements déjà largement déficitaire. Et, dans le même temps, la faiblesse des revenus monétaires de la paysannerie accentue l'é étroitesse du marché intérieur et met en difficulté la petite industrie (alimentaire et textile) destinée à la couverture des besoins locaux.

Les économies imposées par le Plan de redressement (1980-1985) devront donc être réalisées, en grande partie, sur les revenus des masses urbaines. Mais, comme il est difficile d'imaginer réduire encore plus fortement les salaires ouvriers, la petite bourgeoisie sera touchée, par le biais de mesures fiscales notamment. Ce qui n'est pas sans risque si l'on considère qu'elle sert, à la fois de base au régime et — ce qui n'est pas contradictoire — de base à l'opposition « légale » au régime (4).

En définitive, la gestion de l'écono-

mie sénégalaise, telle qu'elle est décidée à Washington, à Paris et à Dakar, vise au moins trois objectifs.

1.— Eviter la faillite de l'Etat sénégalais, faillite qui léserait et ses fournisseurs (5) et ses prêteurs — les institutions financières et bancaires. Ce souci est réel mais relatif, les sommes en jeu n'étant pas suffisantes à elles seules pour engendrer une catastrophe bancaire.

2.— Identifier des projets « productifs » au Sénégal, projets suffisamment alléchants pour attirer des capitaux privés étrangers. A cet effet, un système de subventions à l'exportation et de protection accrue du marché intérieur est mis en place. Ces apports auraient également l'intérêt de rééquilibrer, en partie au moins, la balance sénégalaise des paiements et de permettre un nouveau recours — celui-ci reste indispensable, comme on l'a vu — aux emprunts commerciaux.

3.— Eviter une explosion sociale dont les répercussions en Afrique sont difficiles à évaluer. Et, compte tenu des faibles chances de reprise de l'économie sénégalaise, cette dernière motivation n'est certainement pas la moindre. Washington et Paris prennent en fait un risque : celui de prêter à fonds perdu. S'ils le prennent, ils le font aussi, en bonne partie, pour des raisons politiques.

Et c'est certainement pour la même raison qu'ils accentuent leur surveillance « néocoloniale » sur l'économie sénégalaise. Ils le font le plus discrètement possible cependant, pour ne pas froisser les nationalistes sénégalais. Car le remède serait alors encore pire que le mal...

C. JANE

9 janvier 1981.

4. Quatre partis — pas un de plus, pas un de moins — ont droit à une existence légale au Sénégal. Les autres sont, par définition, interdits.

5. En fait, les sociétés françaises (et autres, car elles sont couvertes par une institution similaire) qui vendent à l'étranger, ne risquent qu'une petite partie de leurs recettes. Un mécanisme d'assurance — la COFACE — les rembourse à 80 % environ en cas de faillite de leur client. Mais comme la COFACE, déficitaire, est alimentée par le Trésor français, c'est, en dernière analyse, le contribuable français qui porterait la charge d'une faillite sénégalaise à l'égard de ses fournisseurs.

Le grand désordre économique

Jacqueline ALLIO

La profondeur de la crise économique qui sévit en Pologne ne fait de doute pour personne. Les quelques chiffres qui suivent en témoignent, même s'ils sont partiels et doivent être maniés avec prudence (vu les carences probables des statistiques dans les pays de l'Est et le peu de fiabilité des statistiques polonaises en particulier) :

Diminution du revenu nominal par habitant de 2,6 % en 1979 (l'amélioration ressortant des statistiques pour l'année suivante — plus 1,8 % — étant contestée par les ouvriers).

Diminution de la production nationale nette de 2 % en 1979 (le Plan prévoyait une augmentation de 2,8 %, et augmentation très faible de la production industrielle (2,8 % contre 5,1 % prévus). La production minière de 1980 a été inférieure de 15 % à celle de l'année précédente.

Diminution de la production agricole de 1,4 % en 1979 (— 3,8 % pour la production végétale) alors que le Plan prévoyait d'abord 4,8 %, puis 3,9 % d'augmentation après correction. La récolte de céréales et de betteraves pour 1980 a été inférieure d'un tiers à celle de 1979, ce pourcentage étant encore plus élevé en ce qui concerne les pommes de terre. Une diminution des effectifs du cheptel — stationnaires depuis 1974 — est prévue pour 1981.

Croissance fulgurante de la dette à l'égard des pays occidentaux (plus de 20 milliards de dollars fin 1979 contre 1 milliard en 1971 et 23,5 milliards fin 1980). Cette dette constitue à peu près l'égal des recettes provenant des exportations, et 92 % de ces dernières, en 1979, étaient consacrées uniquement au paiement des intérêts et aux remboursements de la dette vis-à-vis de l'Occident. Elle représente également plus d'un tiers de la dette totale de tous les pays de l'Est envers les gouvernements occidentaux.

Arrêt brutal des investissements dans l'industrie lourde. Des centaines de chantiers en cours, dans le secteur de la sidérurgie en particulier, et aussi dans les mines, ont dû être stoppés net au vu des résultats économiques catastrophiques pour l'année 1980.

La comparaison entre ces quelques éléments statistiques et les orientations de la nouvelle stratégie mise en avant

au début des années 1970 pour liquider la situation héritée de la période Gomulka, (1956-1970), permet de mieux comprendre les fondements objectifs de la fantastique mobilisation ouvrière qui se développe depuis plus de six mois en Pologne, et elle rend compte dans toute son ampleur de la faillite du régime Gierek (1970-1980).

Ce dernier prévoyait une croissance rapide de l'économie, reposant avant tout sur une croissance continue du potentiel de production, sur la modernisation des capacités de production existantes, sur l'élévation du niveau de vie de la population par l'augmentation des sa-

lares, sur l'amélioration de l'approvisionnement en biens de consommation, et sur le développement du commerce extérieur.

L'économie polonaise a effectivement connu une forte progression durant la première moitié de la décennie et le niveau des salaires a fait un bond en avant de 1971 à 1975. Mais les conséquences de la politique volontariste de l'équipe au pouvoir ont vite fait apparaître un fossé énorme entre la croissance des investissements et des importations d'une part, et celle — beaucoup moins rapide — des capacités de production et des exportations d'autre part. D'où la dette actuelle.

LES DISTORSIONS DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL

La politique d'investissements qui s'est traduite par leur augmentation annuelle moyenne de 18,4 % entre 1971 et 1975, avait quasiment un caractère d'industrialisation forcée en ce qui concerne les investissements dans le secteur des biens de production (plus 24,8 % par an), les secteurs les plus favorisés étant la sidérurgie et l'électromécanique. Gierek affirma, non sans raison, que la réalisation de ces projets créerait une « deuxième industrie polonaise ».

Mais, parallèlement, le secteur de l'énergie se voyait totalement négligé ; la production de charbon — qui, en Pologne, constitue le combustible de base pour la production d'énergie — ne progressait que de 4,5 % par an de 1971 à 1975, alors que le taux annuel d'accroissement était de 9,9 % pour la métallurgie (incluant la sidérurgie) et de 14,4 % pour l'électromécanique. Après les corrections en baisse effectuées dans le Plan 1976-1980, en ce qui concerne les investissements productifs, la croissance annuelle restait néanmoins deux fois plus rapide dans le secteur de l'électromécanique que dans le secteur de l'énergie pour les années 1976-1978.

L'inégalité de la répartition des investissements et l'absence de mesures pour améliorer rapidement la production d'énergie sont à l'origine de la situation actuelle, où les coupures d'électricité — intervenant 300 jours sur 365 dans la plupart des entreprises — représentent l'un des facteurs essentiels de la désorganisation de la production et entraînent une limitation importante de la productivité industrielle.

Ce à quoi il faut ajouter la vétusté des installations de bon nombre d'entreprises, où le gaspillage d'énergie augmente

en conséquence. Selon les spécialistes polonais, le coefficient d'utilisation d'énergie dans l'industrie serait vingt-quatre fois supérieur à celui des pays occidentaux industrialisés ! Outre les problèmes liés à la consommation d'énergie, on constate également une consommation excessive de matières premières dans l'industrie polonaise.

La valeur des métaux utilisés pour obtenir 1 000 dollars de revenu national est en effet presque deux fois plus élevée en Pologne (56 dollars) qu'en Italie (31 dollars), et trois fois plus élevée qu'en France (19 dollars). Cela tient certes à la structure industrielle et à l'arriération technologique dans une série de secteurs et d'entreprises, mais également au gaspillage découlant du dysfonctionnement du système de planification et du manque de motivation des travailleurs qui recourent à la « *perruque* » pour compenser leurs maigres salaires.

Dans l'ensemble, l'industrie polonaise consomme deux à trois fois plus de matières premières, de matériaux et d'énergie par unité produite que la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie. Ce sont là divers facteurs — même s'il y en a d'autres — expliquant que le taux de la productivité industrielle n'ait pas suivi les attentes des auteurs du Plan quinquennal 1971-1975, qu'il a fallu réviser en baisse sur à peu près tous les points dès la fin 1975. Cela explique également en partie la stagnation du commerce extérieur et la difficulté des Polonais à conquérir de nouveaux marchés, vu la médiocre qualité des produits proposés à l'exportation et leur inadéquation par rapport aux besoins des pays occidentaux. C'est ainsi qu'en 1978, la part de la Pologne dans le commerce mondial restait d'environ 1 %

pour les exportations alors que la valeur de sa production industrielle atteignait 2,5 % de la production mondiale.

LE MARASME DANS L'AGRICULTURE

Malgré des subventions à l'agriculture de l'ordre de 180 milliards de zlotys en 1978 et de 250 milliards en 1979 (soit environ le quart du budget de l'Etat), on constatait une diminution de la production agricole pour cette même année. La production des céréales pour la période 1974-1979 se révélait inférieure à celle de 1974. Les conditions climatiques y étaient certes pour quelque chose, mais cela traduisait avant tout un très faible rendement à l'hectare.

Le marasme qui règne dans l'agriculture polonaise résulte à la fois de la structure agraire et de la politique de la bureaucratie. Plusieurs facteurs entrent en jeu dans la crise actuelle. A commencer par le rendement dérisoire des entreprises d'Etat. Les fermes d'Etat — d'une surface moyenne dépassant 4 000 ha — et les coopératives — 330 ha en moyenne — ne représentent, prises ensemble, qu'un peu plus de 20 % des terres, leur part dans la production agricole globale est à peu près du même ordre. Mais elles s'arrogent la part du lion en matière de subventions : 66 % de la somme allouée. Pourtant, leur rendement n'est guère meilleur que celui des fermes privées. Certes, les statistiques officielles montraient qu'en 1978 le taux d'élevage des bovins et de production des céréales par hectare était supérieur d'environ 25 % dans les fermes d'Etat et que la main-d'œuvre employée à plein temps sur une même surface était deux fois moins nombreuse que dans les exploitations individuelles.

Ce qui est normal, vu les subventions dont elles bénéficient et le type de culture prédominant des fermes d'Etat — production de céréales sur de grandes surfaces —, impliquant une mécanisation beaucoup plus poussée. Mais, lorsqu'on compare le coût de production d'un kilo de viande ou d'un litre de lait, on constate, selon des données récentes, que celui-ci est près de deux fois plus élevé dans une ferme d'Etat en ce qui concerne la viande, et quatre fois plus élevé en ce qui concerne le lait. L'explication réside en partie dans le montant des investissements effectués ces dernières années pour construire des fermes modèles à technologie avancée. Mais cette différence de coût découle aussi des gaspillages innombrables qui prévalent dans le secteur d'Etat. C'est ainsi qu'on peut voir des porcheries ou étables industrielles construites en dépit du bon sens (un reportage récent à la télévision montrait que les employées chargées de nourrir 8 000 cochons dans une porcherie « modèle » étaient dans l'impossibilité d'utiliser un véhicule pour ce faire et devaient apporter les seaux de nourriture à bout de bras depuis l'extérieur vu l'architecture du bâtiment...). Le coût de la nourriture du bétail dans les fermes d'Etat est égale-

ment beaucoup plus élevé, vu le peu d'attention accordée à la valeur des céréales ou du fourrage utilisés (les paysans salariés qui y travaillent disent « récupérer » souvent dans les mangeoires des pommes de terre ou autres légumes qu'ils ne peuvent trouver sur le marché pour se nourrir eux-mêmes). Cette différence de coût à la production pour des aliments comme la viande ou les produits lactés rend d'autant plus absurde la politique de discrimination à l'égard des paysans privés, ainsi que l'absence de réflexion sur la nécessité d'une division du travail clairement définie entre le millier de fermes d'Etat, disposant chacune de plusieurs milliers d'hectares, et les quelque trois millions d'exploitations individuelles dont 85 % avait moins de 10 ha en 1978.

L'ETRANGLEMENT DES EXPLOITATIONS PRIVEES

Quel que soit le jugement qu'on porte sur le bien-fondé du maintien d'un secteur privé de cette importance (près de 80 % des terres) dans un Etat ouvrier, on constate que la situation est invivable pour les producteurs indépendants. Soudisant partisans d'une réforme agraire se fondant sur le maintien et le développement des petites exploitations agricoles, ni Gomulka ni Gierek n'ont été capables d'apporter l'ombre d'une solution à la crise qui sévit dans ce secteur depuis une trentaine d'années.

Le morcellement extrême des terres a augmenté durant cette période, au point de la nombre d'exploitations individuelles ayant moins de 2 ha représente aujourd'hui le tiers du secteur privé. La plupart d'entre elles sont des fermes d'auto-subsistance qui ne produisent presque rien pour le marché. Un autre tiers est composé d'exploitations de 2 à 5 ha. Un quart des fermes privées comprend de 5 à 10 ha, et moins de 15 % d'entre elles dispose de 10 ha et plus. C'est dire qu'un tel morcellement rend totalement illusoire la modernisation technique de l'agriculture, dont il est abondamment question dans le dernier Plan quinquennal. Rien n'était prévu pour rentabiliser la production dans ce secteur. Au contraire, toute la politique des bureaucrates au pouvoir n'a fait que renforcer au fil des ans le caractère non rentable et l'atomisation des exploitations privées. En effet, les mesures discriminatoires touchant les agriculteurs privés, et la faiblesse des subventions qui leur sont accordées, sont à l'origine des difficultés croissantes qu'ils rencontrent dans l'exploitation de leurs terres. Non seulement la pénurie d'engrais, de machines agricoles et de matériaux de construction est une donnée permanente pour toute l'agriculture polonaise, mais les priorités accordées sur ce plan aux entreprises d'Etat mettent les producteurs indépendants dans l'impossibilité de prendre les mesures nécessaires pour rationaliser leur travail. En principe, les agriculteurs sont libres de vendre leur production aux organismes et aux personnes de leur choix. Dans les faits,

s'ils veulent avoir accès à des emprunts bancaires à faible taux d'intérêt, ou bénéficier de bons leur permettant de se procurer des engrais, ils se voient obligés de livrer des quantités déterminées de leur production — pouvant aller jusqu'à 70 % — à des prix extrêmement bas. Tellement bas qu'ils ont parfois avantage à racheter les produits en question au prix de vente officiel — dont le montant est souvent inférieur au coût de production — pour aller ensuite les revendre à un prix supérieur sur le marché libre... Sous couvert d'une loi promulguée en 1978 sur le rachat des terres aux producteurs à la retraite, l'administration peut à tout moment intervenir pour décréter la « collectivisation » de telle ou telle exploitation. Comment s'étonner dès lors que de nombreux paysans renoncent à investir dans leur ferme, préférant se faire construire une maison dont la propriété leur sera garantie ?

Parmi les plus jeunes, le nombre des « paysans-travailleurs » ne cesse de croître : ils prennent un emploi à l'usine tout en continuant à travailler à la ferme, exploitée désormais par leur femme et le reste de la famille. Leur rendement au travail — à l'usine comme aux champs — s'en ressent automatiquement, mais c'est souvent le seul moyen de garder la ferme familiale. Toutes ces incohérences et ces difficultés n'ont fait que renforcer l'exode des jeunes vers les villes, au point que la moyenne d'âge des paysans indépendants se situe entre 55 et 60 ans.

On comprend mieux, dès lors, la faible rentabilité des exploitations indépendantes. S'ajoutant à la gabegie qui domine dans le secteur étatique, elle explique la profondeur de la crise actuelle de l'agriculture.

L'ABSURDITE DU SYSTEME DE PLANIFICATION ACTUEL

Selon des données officielles, en 1979, « le pourcentage des établissements qui n'ont pas utilisé dans les délais prévus leurs capacités de production s'est monté à 58 %, alors qu'il ne dépassait jamais 35 % dans les années précédentes ». Gageons que cette proportion aura été encore plus importante en 1980. C'est dire le caractère fictif du Plan central dans la dernière période.

Même s'ils divergent radicalement sur les objectifs politiques à atteindre, on constate, dans le débat actuel sur la réforme économique, que la plupart des experts — ceux de « Solidarité » comme ceux du gouvernement — semblent d'accord sur la nécessité de décentraliser le système de gestion et de liquider la majorité des indicateurs existants pour les remplacer par d'autres, rendant compte de la réalité.

L'indicateur sur la production globale nette devra remplacer celui sur la production globale brute en vigueur jusqu'ici, et qui laissait toute latitude aux directeurs d'entreprises de maquiller leurs résultats pour faire la « preuve » qu'ils avaient « rempli le Plan ». Liée à cela, la prime attribuée à l'exécution du

Plan — sans se soucier de la qualité ni du coût de la production en question — devrait disparaître au profit d'une prime pour les résultats économiques. Le débat là-dessus ne fait que commencer. Pour rendre compte de la gabegie qui règne actuellement en matière de planification, il suffit de prendre l'exemple de la répartition des investissements. En dépit des corrections successives apportées aux Plans quinquennaux de 1971-1975 et de 1976-1980, afin de faire porter les efforts sur la consommation, les investissements dans le secteur des biens de production n'ont cessé de croître plus rapidement que ceux du secteur des biens de consommation. Des progrès importants ont certes été accomplis dans le domaine du textile et de l'industrie alimentaire avec la construction de combinats et d'usines de transformation de la viande, du lait, des légumes, etc. Combinés à l'augmentation des importations de biens de consommation et à l'accroissement de la production dans le secteur des équipements ménagers, c'est ce qui a permis une amélioration significative du niveau de vie au début des années 1970. Cependant, le manque de cohérence dans le développement des différents secteurs industriels — et notamment dans celui de l'énergie — fait que le niveau de rentabilité s'est sensiblement détérioré ces dernières années.

Et c'est bien sûr dans le domaine des biens de consommation que les conséquences de cet état de chose ont été perceptibles le plus immédiatement, l'offre étant constamment restée bien en deçà de la demande, même au plus fort du *boom* économique.

La politique volontariste des bureaucrates, donnant systématiquement la priorité aux investissements productifs, ne s'est d'ailleurs jamais démentie, même après les décisions en 1976 d'abandonner les plus « grands projets » au vu de la stagnation économique qui s'installait. C'est ainsi qu'on a poursuivi la construction du complexe sidérurgique de « Huta Katowice » dont la capacité devait être de 9 millions de tonnes et dont la première tranche, d'une capacité de 4,5 millions de tonnes, a été mise en service en 1979.

Il aura fallu la colère des ouvriers l'été dernier pour mettre un terme à ce projet entaché de gigantisme. La deuxième tranche ne verra sans doute jamais le jour, faute de fonds (il faudrait 1 200 milliards pour terminer), et les milliards de zlotys investis dans le chantier arrêté sont à la mesure de l'incurie des bureaucrates qui s'étaient arrogés le droit — au nom de la collectivité — de s'engager dans une entreprise aussi catastrophique pour l'économie du pays.

Les conséquences de cette politique de démesure, on les mesure non seulement à l'arriération technologique des entreprises dans une série de secteurs jugés secondaires, mais aux conditions de travail épouvantables qui subsistent dans certains ateliers d'entreprises « de pointe », comme la fonderie « Huta Warszawa » à Varsovie, où le travail devant les haut-fourneaux se fait sans protection, dans un bruit et une atmosphère polluée

à un degré incroyable. On les mesure également à la différenciation des salaires, selon les secteurs de la production ou de l'économie, et selon les catégories de travailleurs. Dans une même entreprise, les salaires entre travailleurs manuels peuvent varier de 1 à 10, ils peuvent varier de 1 à 20 entre les employés de bureau et certains techniciens très qualifiés. Ce sont bien sûr les femmes que l'on retrouve au bas de l'échelle, avec des salaires se situant souvent autour de 2 à 3 000 zlotys (le salaire moyen étant d'environ 5 000 zlotys après les premières augmentations de l'automne 1980).

LA DEGRADATION DES SERVICES SOCIAUX

S'il est un domaine où le cours adopté par l'équipe Gierek ces dernières années a eu des répercussions particulièrement sensibles, c'est bien le domaine social. Le gouvernement a toujours négligé les investissements dans le secteur des biens d'équipement « non productifs » (logements, hôpitaux, crèches, etc)... Ce qui se traduit non seulement une situation dramatique pour la plupart des familles en ce qui concerne le logement, par un nombre ridicule des places disponibles dans les crèches, par un manque de lits dans les hôpitaux, mais également par un recul de la médecine gratuite au profit de la médecine privée. Les budgets insuffisants dans le domaine de l'éducation entraînent la fermeture des écoles dans les petits villages et la dégradation des conditions d'instruction pour les couches les plus pauvres. Dans de nombreuses écoles, pour suppléer au manque de place et de maîtres, on pratique maintenant l'enseignement par « équipes » — l'équipe du matin, l'équipe de l'après-midi et même l'équipe du soir. En clair, cela signifie que les enfants qui sont « du soir » commencent leur journée scolaire vers 4 ou 5 heures de l'après-midi... Jusque là, on les « parque » où on peut dans l'école, sous la garde d'un ou d'une surveillante. On comprend mieux la colère des travailleurs, quand on sait qu'en 1979, en application d'une résolution du Pacte de Varsovie, il fut décidé en haut-lieu d'augmenter les dépenses prévues pour « la sécurité et la capacité de défense du pays », réduisant d'autant le budget prévu pour améliorer le niveau de vie de la population.

Le caractère *secret* des grands choix effectués par les bureaucrates au pouvoir leur permettait de prendre de telles décisions en toute impunité, quelles que soient les contradictions entre ces choix et les intentions déclarées dans le Plan.

Il faut ajouter qu'à aucun moment les autorités n'ont procédé à une véritable réorientation de la planification durant la dernière décennie, malgré l'évidence des erreurs commises. Elles se contentèrent d'adopter des mesures pragmatiques et d'opérer des révisions en baisse, lorsque le fossé entre les prévisions et la réalité devenait trop apparent, et faisant apparaître un risque de tensions sociales dangereuses pour le pouvoir.

Lorsqu'il s'avéra, fin 1975, que la croissance des dettes à l'égard des pays occidentaux prenait une dimension alarmante, les corrections apportées pour tenter d'infléchir cette tendance — diminution des importations et blocage partiel des investissements — eurent pour effet principal de détériorer le marché de l'approvisionnement. La colère des ouvriers, lorsque le gouvernement décida d'augmenter les prix en juin 1976, provenait notamment du fait qu'on prétendait, après une période de croissance, leur imposer une telle augmentation alors même que les produits alimentaires se faisaient de plus en plus rares sur le marché.

LA POLITIQUE DES PRIX

L'incohérence du système des prix est au centre de la discussion actuelle sur la réforme économique. Aucune décision technique à ce propos ne saurait résoudre la situation, si elle ne s'accompagne pas d'une amélioration rapide des capacités de production; en particulier dans le domaine alimentaire. Mais il peut être utile néanmoins, pour comprendre l'ampleur de la gabegie économique, d'examiner de plus près les mécanismes de la politique des prix au travers de l'exemple de la viande qui est l'un des plus frappants.

Comme pour d'autres produits de base, le coût de la viande au détail est inférieur au coût de production (transport, intermédiaires administratifs et processus de transformation compris). Il est parfaitement normal qu'un Etat ouvrier décide de subventionner certains produits vendus plus bas que leur coût. Encore faut-il savoir quelles sont les implications d'une telle décision pour l'économie en général et pour la masse des consommateurs en particulier. En l'occurrence, on constate que les subventions étatiques pour 1979 se montaient à 91,4 milliards de zlotys, ce qui représente une subvention de 34 zlotys par kilo.

Or le consommateur paie, entre 100 et 150 zlotys le kilo, selon les catégories de viandes, alors que le producteur, lui, ne reçoit que 40 zlotys au kilo. La plus grande partie de la différence entre ces deux prix — à quoi il faut ajouter les 34 zlotys de subvention — est donc absorbée par les frais administratifs intermédiaires, le prix des transports, et l'industrie de transformation de la viande qui, elle, achète le kilo de viande à 24 zlotys. Or, rien n'a été fait pour tenter de réduire les coûts intermédiaires ou pour remettre en question le montant des prix facturés aux entreprises de transformation. En revanche, les mesures prises par le gouvernement, visant à développer le secteur de l'élevage dans les entreprises d'Etat, ont eu pour conséquence d'augmenter le prix du kilo de viande à la production, comme le montre Henryk Szlajfer (voir article suivant), et d'entraîner une croissance incontrôlée des importations de fourrage et de céréales pour nourrir les animaux. Ce qui représente l'un des postes essentiels dans l'augmentation de la dette

extérieure et qui a nécessité en retour une augmentation du montant de la subvention annuelle pour les produits alimentaires qui se monte à 170 milliards de zlotys par an. En 1979, cela représentait un peu plus de 11 % de la masse salariale.

Or, on ne peut mettre la viande sur le même plan que d'autres produits de première nécessité (pain, lait, sucre, etc.).

Les statistiques montrent, en effet, qu'en Pologne la consommation de viande des catégories salariales les plus élevées est nettement plus importante que celle des travailleurs ayant les salaires les plus bas. Dans la mesure où le montant de cette subvention est pris sur le surproduit social, ce sont les plus pauvres qui paient pour les plus riches.

La politique des prix, telle qu'elle était appliquée jusqu'ici pour la viande, apparaît donc comme un cas flagrant d'injustice sociale. Le rationnement prévu devrait, en principe, permettre de corriger la chose à l'avenir, encore qu'il s'agisse plus d'une répartition de la pénurie que d'autre chose dans la situation actuelle. Mais il ne faut pas avoir d'illusion : si une

Les prévisions du Plan pour 1981

« Pour le moment, il est impossible de présenter des données relativement précises sur l'économie polonaise en 1981 en raison aussi bien de la trop grande marge d'incertitudes et du manque d'informations, que la manière, pour la première fois différente, d'élaboration du Plan », déclare le commentateur officiel de l'Agence polonaise Interpress après la publication des données avancées par la Commission du Plan.

Sage remarque, à en juger par les éléments qui ressortent du discours à la Diète, fin décembre 1980, du vice-Premier ministre Henryk Kisiel, président de ladite Commission. Beaucoup de promesses pour tenter d'apaiser les travailleurs. Le flou le plus total en ce qui concerne la production industrielle et agricole. Qu'on en juge !

LES AUGMENTATIONS PREVUES

— plus 18 % des revenus de l'ensemble de la population (16 % pour le fonds salarial ; 30 % pour les allocations familiales, les bourses, ainsi que les pensions et retraites ; 24 % pour les revenus des agriculteurs) ;

— des augmentations substantielles sur le plan social (27 % pour la protection médicale ; 12 % pour les médicaments ; 15 % pour l'enseignement et l'éducation ; 15 % pour la culture).

Commentaire du vice-Premier ministre : « Cela dépasse nos possibilités actuelles. Nous devons, pendant la réalisation du Plan, trouver les moyens pour les équilibrer par un accroissement de la production matérielle et surtout de la productivité »...

AGRICULTURE

Il est prévu d'augmenter les livraisons d'engrais, de charbon (400 000 tonnes) et de ciment (1,8 million de tonnes) aux exploitations individuelles, ainsi que les crédits d'investissements (30 %) de manière à ce que les petits producteurs puissent accroître leurs fonds d'investissements de quelque 20 % en 1981.

ALIMENTATION

La diminution de la production de la viande et du sucre (30 % en moins pour la récolte de betteraves de 1980) provoque un trou de 30 milliards de zlotys sur le marché pour 1981. Lequel sera comblé en partie par une diminution des exportations, par l'aide de l'URSS et des autres pays d'Europe occidentale, par l'introduction de cartes de rationnement pour le beurre et la viande et par la diminution des rations de sucre.

INDUSTRIE

La production industrielle prévue serait proche de celle de 1980, avec pourtant une diminution dans l'industrie alimentaire, mais une augmentation dans les industries du bois, de la chimie, des machines et les industries légères.

Dans les mines, on compte sur une réorganisation du travail « pour concilier la semaine réduite des mineurs avec la semaine de travail de six jours dans toutes les mines » ainsi que sur « l'attitude civique active des mineurs »... (dans un autre rapport, il est prévu une diminution de 6 à 8 % de la production dans les mines de cuivre et de charbon).

INVESTISSEMENTS

Diminution prévue de 15 % — ce qui représenterait 14 % du revenu national, contre 19 % en 1980 — ; arrêt des travaux à long cycle ; augmentation de 20 % des investissements dans l'économie alimentaire.

COMMERCE EXTERIEUR

On prévoit une diminution des exportations de l'industrie alimentaire, mais une augmentation générale d'environ 5 % pour les autres produits (12 % en direction des pays capitalistes).

Quant aux importations, elles devraient diminuer de 3 % (de 10 % pour les importations d'équipements), ce qui permettrait d'améliorer d'environ 1,5 % milliard de zlotys-devises la balance du commerce extérieur.

En conséquence de tout cela, il est prévu que la production nette et le revenu national soient tous deux inférieurs à ceux de 1980.

Comme on le voit, les bureaucrates naviguent à vue... En matière de gestion, le nouveau Plan prévoit une décentralisation systématique de l'économie. La Commission centrale du Plan ne devrait plus fixer que quelques directives, concernant en particulier la production des matières premières, de l'alimentation, de certaines machines, ainsi que le montant des investissements et des exportations. Pour le reste, on fait confiance... à « l'autogestion des entreprises » qui sont « libres dès maintenant de disposer de leur fonds salarial et peuvent destiner toutes les sommes économisées à titre de réduction de l'emploi aux augmentations des salaires des autres travailleurs ». Autrement dit : « Bonne chance, chacun pour soi, débrouillez-vous. Les résultats de l'année prochaine dépendent de vous. Et si les licenciements vous paraissent être la solution, n'hésitez pas... »

telle mesure ne s'accompagne pas d'une information sur les réserves existantes et d'une capacité de contrôle des travailleurs sur la répartition des quantités de viande, cela restera une décision largement formelle. Dans l'immédiat, l'essentiel est de parvenir à améliorer l'approvisionnement. Cependant, il est évident que c'est une remise en cause beaucoup plus générale du système de planification et du système des prix qui s'impose, afin de mettre fin à la politique des privilèges ainsi qu'aux incohérences et aux gaspillages découlant d'une gestion hyperbureaucratique.

UNE SIMPLE ENQUETE...

On peut lire un article fort instructif à ce propos dans le bulletin de « Solidarité » de Katowice (numéro 24, 26 novembre 1980). Ayant organisé une tournée de contrôle dans les magasins d'alimentation de Dabrowa Gornicza, ville où se situe le complexe sidérurgique de Huta Katowice, les membres de « Solidarité » se sont aperçus que, dans bon nombre d'entre eux, les arrière-boutiques renfermaient des quantités plus ou moins importantes de marchandises qui n'étaient pas mises en vente.

« Il nous a été impossible de savoir depuis quand ces marchandises étaient dans le magasin. Dans ce cas (une épicerie), les quantités n'étaient pas énormes, mais on pouvait se demander à qui elles

étaient destinées, à des connaissances, au personnel (deux personnes en l'occurrence) ? »

Ailleurs, il s'agit de quantités plus importantes : « 280 kg de margarine, 19 kg de beurre en plaques, 115 kg de beurre en motte, 72 kg de beurre végétal, 80 kg de farine, 10 kg de spaghettis, 300 kg de riz. Cette marchandise n'était pas en vente. »

En outre, leur petite enquête les amène à constater l'absurdité de l'organisation du travail dans une boucherie : « 16 h 50. Le magasin est ouvert jusqu'à 19 h. Pas de clients. Les vitrines sont vides. Nous allons voir dans la réserve et... nous trouvons 280 kg de viande à dépecer. La gérante nous explique qu'il n'y a personne pour le faire (deux vendeuses s'ennuyaient au moment où nous avons effectué notre contrôle). »

Les contrôles effectués par d'autres comités de « Solidarité », au moment de l'introduction des cartes de rationnement de la viande pour la période des fêtes, avaient montré pour leur part l'inégalité de répartition de la marchandise selon les catégories de magasins. A Radom, les quantités trouvées dans les magasins de la milice et de la police étaient systématiquement supérieures à celles qui se trouvaient dans les magasins ordinaires.

A un autre niveau, si les ouvriers d'URSUS ont engagé des pourparlers directs avec les agriculteurs de « Solidarité

paysanne » pour discuter de la production des tracteurs, c'est parce qu'ils connaissent le caractère bureaucratique de la commission chargée de centraliser les demandes et de répartir les machines produites par l'entreprise, son incapacité à rendre compte des besoins réels des paysans concernés, et l'obstacle qu'elle constitue pour améliorer la situation. Ce sont là autant d'exemples montrant l'ampleur des tâches qui attendent les travailleurs polonais

Le redressement de la situation économique passe non seulement par l'élimination des innombrables gaspillages, par la suppression des intermédiaires administratifs inutiles qui font monter les coûts de production, il suppose un bouleversement de l'ensemble du système de gestion et de planification, de manière à ce que les producteurs et les consommateurs puissent exercer un contrôle direct et constant sur toutes les décisions touchant au Plan et à la répartition des richesses sociales.

L'instauration d'une société se fondant sur des bases égalitaires, d'une société capable de satisfaire les besoins et les aspirations de la masse des travailleurs, signifie la mort de la bureaucratie. Dans ce sens, ce n'est pas de réforme économique, mais de révolution politique qu'il s'agit.

Jacqueline ALLIO
22 janvier 1981.

DOCUMENT / POLOGNE

« Solidarité » devrait élaborer un programme économique alternatif

Un entretien avec Henryk Szlajfer

HENRYK Szlajfer a publié à Varsovie plusieurs contributions au débat économique en cours en Pologne. *Inprekor* a déjà fait connaître deux de ses articles publiés par « Forum Août-80 », initiative des cercles « Solidarité » de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Varsovie (1).

L'entretien avec Henryk Szlajfer que nous publions ci-dessous couvre l'essentiel des problèmes économiques qui sont discutés aujourd'hui par le mouvement ouvrier indépendant renaissant. Nous sommes d'accord avec lui que l'opposition simplifiée entre planification centrale et liberté (limitée) des forces du marché est artificielle et fautive. Nous sommes également d'accord qu'une certaine extension des mécanismes du marché est indispensable dans les conditions actuelles en Pologne, pour redresser aussi rapidement que possible la production agricole et assurer le ravitaillement de la population. L'« opacité » de la situation économique — qui rend fictif tout Plan central — est indéniable.

Mais il n'est pas démontré que les mécanismes du marché

soient les plus efficaces pour révéler la « vérité économique ». Pour le calcul du prix de revient, le contrôle ouvrier est autrement plus rentable ; pour le recensement des besoins réels de la population et de ses priorités, l'enquête sur le tas (« *Que les bouches s'ouvrent!* »), voire un référendum, sont bien plus révélateurs que la libération des prix.

En outre, même si l'on est d'accord sur l'inévitable élargissement du marché libre pour les vivres et les services, il faut bien être conscient des dangers qu'il implique et faire immédiatement la propagande dès maintenant sur les mesures nécessaires pour les neutraliser, ne fût-ce que partiellement. Le développement de la coopération entre les petits paysans, sur une base strictement libre, sans coercition aucune, qui se dégage d'ailleurs presque spontanément de la création de « Solidarité paysanne » et du puissant courant en faveur de l'autogestion au niveau des villages, sont des exemples d'une telle orientation.

INPRECOR : — Dans les discussions avec les militants, et même avec les économistes experts de « Solidarité », j'ai été frappée par la confusion qui règne dans le débat sur la réforme économique, en particulier quant au rôle du Plan central et aux implications de la réintroduction des mécanismes du marché dans l'économie. Si tout le monde semble plus ou moins d'accord pour dire que de telles mesures devraient intervenir au premier chef dans le secteur de l'agriculture, personne ne paraît avoir d'idées très précises sur l'étendue de ce processus, notamment dans les autres sphères de l'économie. Et quelles mesures prendre concrètement pour concilier l'existence de tels mécanismes avec le maintien d'une planification centrale, c'est ce qui me paraissait le moins clair dans les propositions mises en avant.

Henryk Szlajfer : — Il est vrai que la plupart des gens voient très mal quels devraient être les liens entre des éléments du marché et du Plan central. Cela s'explique, entre autres, par la quasi-absence de Plan central depuis cinq ou six ans. On est confronté à une situation où les décisions centrales sont à la fois très poussées du point de vue administratif, ne laissant aucune autonomie aux entreprises, et où le Plan, en tant que moyen de coordonner l'ensemble de l'économie, est virtuellement inexistant. Il suffit pour s'en convaincre, de comparer les indicateurs utilisés par le Plan avec leur application concrète dans chaque entreprise. On constate un fossé énorme entre ces indicateurs et les résultats économiques, par rapport à ce qui avait été planifié il y a cinq ou six ans. Cela montre que ce Plan était une fiction, et cela explique que les gens ne parviennent pas à tirer les leçons de la pratique, qu'ils aient tendance à simplifier en identifiant notamment Plan central et administration centrale de l'économie des entreprises.

A l'heure qu'il est, les économistes gouvernementaux — tout comme ceux qui sont liés à « Solidarité » — ont tendance à penser en termes simplifiés et à opposer Plan central et forces du marché. Et, quand ils pensent à la réforme économique, ils se réfèrent à la situation qui existait à la fin des années 1950 et qui a donné lieu au débat du début des années 1960 sur la question de la loi de la valeur, des prix, du Plan central, etc. Par ailleurs, ils se réfèrent à un type de réforme économique « classique », celui de la réforme hongroise. Selon moi, ces deux prémisses sont erronées. D'abord, parce que les conditions dans lesquelles la réforme hongroise a été effectuée étaient totalement différentes de celles qui existent aujourd'hui en Pologne.

Les points de différence essentiels sont, premièrement, que lorsque la réforme a commencé en 1968 en Hongrie, l'économie n'était pas en crise, alors qu'on a affaire à une crise structurelle de l'économie aujourd'hui en Pologne. Deuxièmement, les Hongrois n'avaient pas de problèmes avec leur balance des paiements en 1968, alors que c'est le cas en Pologne à l'heure actuelle. Et troisiè-

mement — ce qui est probablement le facteur le plus important — les Hongrois avaient investi énormément de capitaux dans l'agriculture durant toute la décennie précédant le début de la réforme. Ce qui veut dire qu'ils ont commencé la réforme en 1968 sans avoir de problèmes d'étranglement du point de vue de l'approvisionnement et des réserves alimentaires. Cela ne constituait donc pas un facteur limitatif pour le jeu des lois économiques.

Aujourd'hui, en Pologne, la crise dans le domaine de l'approvisionnement est un problème majeur, et tant que les réserves resteront aussi insuffisantes, tant que les besoins en nourriture ne seront pas satisfaits, toutes les tentatives pour modifier les structures du circuit de distribution seront vouées à l'échec. Tels sont les trois points de différence essentiels par rapport à la situation hongroise. Aussi, lorsqu'on ajoute ces trois éléments au fait que le système de gestion et les mécanismes permettant de contrôler l'économie ont été presque totalement anéantis en Pologne, on comprend pourquoi le gouvernement est incapable d'exercer un contrôle sur les éléments essentiels de la balance économique, qu'il s'agisse des matières premières, des ressources énergétiques, des principaux produits semi-finis, etc. Tout cela implique qu'il est impossible, pour les deux ans à venir au moins, de s'engager dans une réforme de type classique dans ce pays. Toutes les déclarations et tous les concepts relatifs à ce genre de réforme sont peut-être valables pour le futur, d'ici deux, trois ou quatre ans, mais le problème essentiel, dans l'immédiat, c'est tout simplement de remettre de l'ordre dans l'économie. De savoir ce dont on dispose exactement et quels sont les goulots d'étranglement dans le domaine de la production, notamment sur le plan technique. Et cette idée, qu'il est nécessaire de remettre de l'ordre dans l'économie avant de s'engager dans une réforme économique, a été soulignée entre autres par Czeslaw Bobrowski qui, pour moi, reste le meilleur spécialiste polonais en matière de planification (2). Il a affirmé clairement qu'il ne fallait pas s'attendre à de grandes réformes ni à de grandes modifications dans l'immédiat, et qu'on pouvait — au mieux — espérer quelques petits changements dans le fonctionnement de l'économie pour les deux-trois ans à venir.

En ce qui concerne « Solidarité », les différents points de vue qui se sont exprimés dans le débat jusqu'ici ne sont pas encore très clairs. Ceux pour qui le champ d'intervention de « Solidarité » devrait se limiter aux activités classiques d'un syndicat cherchent à ignorer totalement la question. Ils affirment que ces problèmes ne sont pas du ressort de « Solidarité », mais du gouvernement, et que tout ce que « Solidarité » pourra faire, ce sera d'exprimer son accord ou son désaccord quand le Plan de la réforme économique sera présenté. Jusqu'ici, c'est le principal courant qui s'est exprimé dans les bulletins syndicaux.

Le deuxième courant, qui est encore

faible mais qui gagne de l'audience auprès des membres de « Solidarité », défend l'idée que la préparation de la réforme économique doit être l'un des principaux thèmes de débat dans le syndicat, car le type de réforme adopté contribuera à déterminer la place de « Solidarité » dans la gestion économique du pays. En effet, toute décision du Parlement relative à des lois concernant les entreprises ou la réforme économique tendra à limiter, ou au contraire à élargir, le champ d'activité de « Solidarité » par rapport à l'économie. Pour ma part, je pense que c'est le second courant qui a raison, et qu'il faut faire démarrer au plus vite la discussion sur la réforme économique dans « Solidarité », parallèlement au débat portant sur le cadre légal des activités des syndicats indépendants.

Maintenant, pour en revenir à la question du Plan central, je pense qu'à partir du moment où on ne confond pas planification et administration centrale — ce qui est souvent le cas —, il est parfaitement possible d'accorder une grande marge d'autonomie aux entreprises, sans pour autant éliminer le concept de Plan central. L'essentiel est de restreindre et de définir précisément le champ d'intervention de la Commission du Plan, de déterminer ce qui est sous son contrôle et ce qui ne l'est pas. Il est évident, par exemple, que les principaux indicateurs doivent être déterminés par cette Commission, et elle doit également jouer un rôle déterminant, y compris du point de vue de la direction administrative, dans le contrôle de la production des matières premières ou des investissements de base dans l'industrie lourde et l'industrie légère. Mais le reste devrait être décentralisé, décidé directement au travers d'une coordination entre les entreprises, sans intervention administrative de la part de la Commission centrale.

Mais l'autre question essentielle touche au mode d'élaboration du Plan central, de manière à y associer réellement les travailleurs des entreprises. A cette fin, le processus de planification devrait partir de l'entreprise. C'est particulièrement important en ce qui concerne les matières premières. Il n'est que de voir ce que la Commission du Plan attend actuellement de la production dans un secteur comme celui des mines, et ce que les mineurs sont prêts à faire. La différence entre les deux est de l'ordre de 20 millions de tonnes de charbon par an... Cela démontre qu'on ne peut établir un Plan réaliste qu'en s'appuyant sur un processus partant de la base, comme c'est le cas aujourd'hui dans les mines, où les ouvriers ont imposé leurs vues au gouvernement. Et le fait qu'il soit réaliste ou non détermine tout bonnement l'existen-

1. *Inprecor*, numéro 91 du 15 décembre 1980, Henryk Szlajfer, « Quelle unité, quelle gestion ? Thèses soumises à la discussion » ; Wojciek Wypych, Henryk Szlajfer, « Perspectives pour une société autogestionnaire ».

2. Czeslaw Bobrowski est l'un des principaux économistes officiels polonais.

ce du Plan. Jusqu'ici, au contraire, la procédure adoptée pour élaborer le Plan était totalement différente. Les principaux indicateurs étaient déterminés par le haut, au sein de la Commission centrale du Plan, et c'est ce qui explique le caractère illusoire de ce dernier, le fait que les résultats se soient avérés sans relation avec les prévisions effectuées centralement.

— Quelles sont les priorités qui, selon toi, devraient être adoptées du point de vue des mesures immédiates pour remédier à la crise économique actuelle ?

— En ce qui concerne les priorités, c'est très simple. Dans l'immédiat, en tout cas, il suffit de partir des *besoins*. Toute discussion devrait être déterminée par les problèmes essentiels que rencontrent la majorité des gens dans leur vie quotidienne. Et l'on voit immédiatement se dégager quatre types de priorités.

En premier lieu, il convient de procéder à une augmentation significative des capitaux dans l'agriculture, afin d'éliminer aussi vite que possible la pénurie alimentaire. La seconde priorité en matière d'investissements a trait au problème du logement et à la nécessité d'investir des capitaux dans la construction d'appartements, dont le nombre est totalement insuffisant, surtout dans les villes. Le troisième point concerne les investissements dans les infrastructures sociales — écoles, hôpitaux, crèches —, sans parler de l'augmentation des fonds qui s'impose dans l'éducation et la culture en général. En quatrième lieu, enfin, c'est tout le problème de l'équipement ménager qui doit être pris en considération. La situation est absolument catastrophique, surtout pour les jeunes qui veulent s'installer, en ce qui concerne aussi bien le problème du mobilier que celui des frigos ou des télévisions, autant d'objets de première nécessité qui n'ont rien à voir avec le luxe, mais qu'il est extrêmement difficile de se procurer.

Si on adoptait un programme reposant sur ces quatre ordres de priorité, cela déciderait de fait de la structure de la consommation de la majorité de la population pour les cinq, ou même les dix années à venir. Car mener à bien un tel programme impliquerait automatiquement que seule une part très marginale des investissements soit consacrée aux autres secteurs, et notamment à la production des biens de luxe.

— Quelles sont les solutions qui peuvent être avancées pour améliorer la situation dans l'agriculture ?

— Il faut d'abord souligner l'incapacité absolue du pouvoir à gérer correctement le secteur de l'agriculture. Les mesures adoptées jusqu'ici revenaient à jeter l'argent par les fenêtres et à gaspiller l'énergie humaine, non seulement dans le secteur privé des petits producteurs indépendants, mais dans le secteur d'Etat. Le taux de production dans les fermes d'Etat est tellement catastrophique que certains proposent de répartir ces terres entre pay-

sans privés. Mais c'est une erreur, d'une part parce que les fermes d'Etat ont un rôle propre à jouer, et d'autre part parce que les paysans indépendants seraient dans l'incapacité, dans l'état actuel des choses, de prendre en charge et de diriger de manière efficace une surface de terres aussi importante.

L'essentiel, dans l'immédiat, c'est de remédier à la situation qui veut que la répartition des investissements entre les deux secteurs — privé et étatique — soit aussi inégale. En effet, les deux tiers des subventions et investissements vont au secteur d'Etat qui ne produit pourtant qu'un tiers de la production agricole, alors que le secteur privé, qui assure 70 % de la production agricole, ne bénéficie, quant à lui, que de 33 % des investissements. D'où les difficultés, pour les paysans indépendants, à s'équiper en machines, à obtenir les quantités de fourrage nécessaires et les crédits indispensables pour rentabiliser leur travail. Car, même s'il est largement supérieur à celui du secteur d'Etat, le taux de productivité dans le secteur privé reste très faible comparé à celui d'autres pays industrialisés. Cela s'explique notamment par le fait que près de la moitié des entreprises privées, qui ont parfois moins d'un hectare, sont des fermes de subsistance et ne produisent quasiment rien pour le marché. Il faut donc prendre des mesures très rapidement pour modifier cette situation.

Dans le secteur d'Etat, il faut par ailleurs remettre en cause une série de décisions prises il y a 5 ou 6 ans, et qui font que ce secteur est incapable d'assurer la production du grain et du fourrage nécessaire à l'élevage du bétail pour l'ensemble de l'agriculture. La division naturelle du travail voudrait en effet que le secteur d'Etat — outre le travail effectué dans les fermes expérimentales — assure, avant toutes choses, la production de la nourriture pour le bétail requérant un degré de mécanisation très élevé, et laisse aux paysans indépendants le soin d'assurer l'élevage et les cultures nécessitant une part de main-d'œuvre plus importante. Mais il se trouve que le gouvernement a décidé, voici quelques années, que les fermes d'Etat devraient aussi faire de l'élevage, contrairement à ce qui avait été le cas auparavant. La conséquence immédiate, ce fut la nécessité d'importer de grosses quantités de fourrage, dans la mesure où les fermes d'Etat étaient déjà incapables antérieurement d'en produire assez pour satisfaire les besoins du secteur privé, et où leurs propres besoins venaient s'ajouter aux besoins précédents. De plus, vu la gabegie fantastique qui règne dans le secteur d'Etat, on a vite constaté qu'il fallait beaucoup plus de fourrage pour produire un kilo de porc dans le secteur étatique que dans le secteur privé (7 kg contre 4 kg...).

Et c'est ainsi qu'en quelques années les importations sont passées de 2,5 millions de tonnes de nourriture pour le bétail à 10 millions de tonnes actuellement, ce qui représente l'un des facteurs essentiels dans l'accroissement de la dette ex-

térieure polonaise. L'inéptie de cette décision est illustrée par le fait que la production agricole dans son ensemble n'a cessé de diminuer depuis 1978 et que la production de porcs en particulier a baissé de 30 % entre 1979 et 1980. Ce sont là un certain nombre d'éléments expliquant, en partie, la crise qui sévit dans l'agriculture.

Et cette crise est ressentie non seulement par les producteurs, mais par les consommateurs, vu la pénurie alimentaire plus grave que jamais. Les solutions à apporter pour remédier à la situation doivent donc faire l'objet d'un débat de l'ensemble du mouvement ouvrier. L'idée assez répandue est qu'il faut augmenter le prix à la production, de manière à ce que les paysans puissent s'en sortir (sans parler des mesures à prendre pour en finir avec l'administration bureaucratique et hyper-centralisée de ce secteur qui est une pure aberration). Mais qu'en sera-t-il alors des prix à la consommation ? Faudra-t-il augmenter les salaires en conséquence ? Ne vaudrait-il pas mieux augmenter les subventions ? C'est un débat qui ne fait que commencer et qui doit s'inscrire dans le débat plus général sur les mesures de réforme économique à adopter.

— Et, selon toi, quelles sont les structures à impulser pour que les travailleurs puissent faire entendre leur point de vue dans tous ces débats ?

— Si l'on part du principe — comme la direction de « Solidarité » l'a fait jusqu'ici — que la tâche première du syndicat est de défendre les intérêts immédiats des travailleurs, on en conclut que tout ce qui a trait à la gestion de l'économie doit être remis entre les mains de structures d'autogestion à l'échelle de l'entreprise. Mais je pense qu'il ne s'agit que d'une réponse partielle à la question posée, d'une solution formelle. Car, si dans une entreprise donnée on a affaire à des structures d'autogestion réellement vivantes, on constatera très vite que ceux qui participent à une telle activité sont — avant tout — des membres de « Solidarité ». Donc, même si le rôle de « Solidarité » en tant que syndicat est clairement délimité, les membres de « Solidarité » auront, eux, une double fonction : militants du syndicat et militants des structures d'autogestion. C'est pourquoi la question du lien entre ces dernières et le syndicat n'est pas encore bien définie et nécessite de plus amples débats.

Mais il existe une question plus générale, qui est de savoir s'il est correct de prendre une part quelconque à la discussion sur l'économie, ou s'il ne vaut pas mieux rester à l'écart et garder un strict statut d'observateur. Je pense, quant à moi, qu'il est du devoir de « Solidarité » d'élaborer un programme, aussi bien en ce qui concerne la réforme économique que tout autre aspect de la vie économique et sociale, car c'est le seul moyen pour que nous puissions présenter un programme alternatif à celui du gouvernement. Ce qui suppose d'accepter de participer à la gestion des entreprises, mais sur la base de conditions déterminées par « Solidarité »,

et non par le gouvernement. Autrement, il existe un danger réel, lorsque le gouvernement présentera un Plan concernant la réforme économique ou l'introduction de mesures d'urgence dans la sphère de l'économie, que les syndicats indépendants ne soient accusés d'anarchisme et d'irresponsabilité, voire de sabotage de l'ensemble de l'économie, s'ils n'ont rien d'autre à opposer au gouvernement qu'un refus pur et net des Plans proposés.

Maintenant, sur le plan pratique, il est bien possible que, dans certaines entreprises, on voie les comités de « Solidarité » intervenir dans les faits comme s'ils étaient des structures d'autogestion. En s'engageant dans des activités telles que le recensement des stocks, l'enquête sur l'état du parc de machines, l'information sur les gaspillages ou la mauvaise administration de la direction — comme l'ont fait les travailleurs d'URSUS, de Huta Katowice ou des chantiers navals ces derniers temps, sans parler de la volonté d'exercer un contrôle plus général sur l'approvisionnement, comme c'est le cas à propos du rationnement de la viande —, « Solidarité » outrepassa largement le rôle traditionnel de défense d'un syndicat classique. Mais, si « Solidarité » n'a pas de programme alternatif précis concernant aussi bien la réforme économique que le processus d'autogestion à impulser, le risque évident est que des groupes isolés du syndicat ne se laissent tout bonnement corrompre ou intégrer dans l'ancien système de gestion. Surtout dans les entreprises faibles ou peu importantes d'un point de vue économique, et dans les régions peu industrialisées du pays où les travailleurs ne peuvent compter sur le soutien d'autres usines.

J'ai le sentiment que la plupart des travailleurs sont prêts à accepter un système de cogestion ou de codécision, pour autant qu'ils puissent intervenir de manière combative dans les décisions économiques au niveau de l'entreprise. Il incombe donc à « Solidarité » dans son ensemble d'élaborer le cadre général qui permettra à ces travailleurs isolés de s'inscrire dans

un processus d'autogestion.

— A ce propos, j'ai été frappée, dans les discussions avec des ouvriers de plusieurs entreprises de la sidérurgie, de l'automobile, des chantiers navals, etc., de constater que, dans le cadre des mesures à prendre pour réorganiser la production et améliorer la productivité, ils n'hésitaient pas à parler de licenciements (sans pour autant faire de propositions sur la réinsertion des travailleurs qui se retrouveraient ainsi au chômage). D'une manière plus générale, d'ailleurs, il semblaient très peu conscients des conséquences possibles de la réintroduction de la concurrence inter-entreprises.

— Cela s'explique par le fait que la plupart des travailleurs de ce pays — qu'il s'agisse de travailleurs qualifiés ou non qualifiés, d'employés, de techniciens, etc, n'ont jamais été confrontés au danger du chômage. Même aujourd'hui, on ne peut pas dire que cela soit le cas (du moins pour les travailleurs à la production, pour les techniciens ou les ingénieurs). Pour eux, le concept de chômage est donc un concept abstrait. Ce qu'ils associent au mot chômage, c'est plutôt la situation où des travailleurs sont payés pour ne rien faire, ou bien — à la limite — ils pensent que cela peut concerner d'autres couches, mais pas eux. Mais je pense qu'après avoir fait quelques expériences dans ce sens, ils se montreront les ennemis les plus acharnés du chômage, et je ne crois pas qu'il existe un danger réel que les comités de travailleurs soient en faveur d'une véritable politique de chômage. Cela mettrait « Solidarité » dans une situation intenable. Ce serait le premier pays au monde où un syndicat se montrerait prêt à soutenir une telle politique, non seulement dans la pratique, mais sur le plan idéologique.

Si je me réfère à des discussions que j'ai eues avec des ouvriers de Huta Katowice, par exemple, je constate d'ailleurs qu'ils se montrent beaucoup plus malins que cela. Il existe une surabondance de

main-d'œuvre dans le secteur administratif de cette fonderie, comme partout ailleurs, et il est vrai que les ouvriers ne se sentaient pas très concernés par le sort des employés qu'il fallait envisager de licencier. Mais, lorsque la discussion en est venue à la question des paysans-travailleurs (qui travaillent à l'usine tout en continuant à participer aux travaux de leur ferme, qui sont pour la plupart des ouvriers non qualifiés, et dont l'efficacité au travail est des plus relatives), ils ont écarté toute idée de procéder à des licenciements parmi ces travailleurs, en arguant du fait qu'ils contribuaient — même de manière officieuse — à l'approvisionnement de tout le pays, et de la ville de Katowice en particulier, en vendant sur le marché des légumes, des fruits, des œufs, etc. « S'ils n'ont plus de travail salarié, ils ne pourront même plus garder leur ferme et continuer à produire ce qu'ils produisent actuellement, et nous mourrons de faim », ont affirmé les ouvriers.

Et, en ce qui concerne l'attitude de « Solidarité », je ne pense pas, quant à moi, que ses membres acceptent de prendre la responsabilité d'une politique de licenciements, car ils apparaîtraient comme des traîtres aux yeux des travailleurs concernés. Ce serait tout simplement suicidaire pour le mouvement, et cela irait à l'encontre de toute l'orientation des syndicats indépendants depuis qu'ils se sont constitués (3).

Varsovie, fin décembre 1980.
Propos recueillis par Jacqueline ALLIO.

3. Lire à ce sujet *Inprecor*, numéros 82 (21 juillet 1980) à 91 (15 décembre) sur la Pologne, ce dernier numéro contenant un important dossier composé d'articles, de documents et d'interviews, signés notamment par Jacek Kuron, Karol Modzelewski, Adam Michnik, Antoni Macierewicz, Henryk Szlajfer et Wojciek Wypych.

OFFREZ TOUT « INPRECOR » SUR LA POLOGNE POUR 30 FF

INPRECOR propose la série de ses numéros sur la Pologne (82 à 91) pour 30 F (au lieu de 100 F à l'achat au numéro). C'est un instrument de travail indispensable pour comprendre ce qui est arrivé, et prévoir ce qui va se passer.

COMMANDES : CHEQUES POSTAUX OU BANCAIRES

A L'ORDRE DE « PEC », 2, RUE RICHARD-LENOIR, 93100 MONTREUIL (MENTION INPRECOR POLOGNE)

La crise économique en Chine

Ernest MANDEL

Depuis la victoire de la Révolution chinoise en 1949, les différentes fractions et alliances de fractions qui se sont succédées à la tête du Parti communiste chinois (PCC) et du gouvernement ont été confrontées à une série de problèmes stratégiques qui découlent de l'état arriéré du pays. Ces choix-clés concernent notamment :

— la manière de nourrir la population qui croît d'année en année d'au moins 10 millions sinon de 15 millions d'unités, et ce alors que l'agriculture traditionnelle était déjà une des plus productives du monde, et qu'une modernisation radicale de la production agricole prend trop de temps pour pouvoir résoudre ce problème avant longtemps ;

— la manière de réduire, puis de résorber graduellement, l'énorme sous-emploi à la campagne et le non moins énorme chômage urbain, provoqué par le mouvement démographique et par un exode rural inévitable à la longue ;

— la répartition du revenu national entre fonds de consommation et fonds d'accumulation, et du fonds d'accumulation entre l'agriculture, l'industrie lourde et l'industrie légère, ainsi que les incidences des proportions choisies sur la solution des deux premiers problèmes cruciaux ;

— les techniques de planification et de gestion et leurs incidences à la fois sur le taux de croissance, le taux de satisfaction des besoins alimentaires et le degré d'égalité (et d'inégalité) sociale, le degré de tensions sociales, avec des actions réciproques de ces incidences sur le fonctionnement de la planification, sur le taux de croissance, etc. ;

— le rythme et les formes d'industrialisation et de modernisation du pays, l'un n'allant pas sans l'autre, malgré toutes les mystifications idéalistes qui proclament le contraire. Cette modernisation est indispensable non seulement à des fins de défense nationale, mais encore pour la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la population, comme l'alphabétisation, l'assurance d'un minimum de soins médicaux garantis à tous et à toutes, l'élévation générale du niveau de culture (1), etc. ;

— le choix entre divers rapports avec le marché mondial, qui s'articulent de la façon la plus cohérente avec les choix précédents (entre les deux extrêmes de

l'autarcie quasi totale d'un côté et d'une intégration totale dans ce marché de l'autre, qui signifierait la détermination des formes de développement par la logique du profit capitaliste et des surprofits impérialistes).

Schématiquement, en simplifiant de manière excessive, nous pourrions résumer ces choix de la manière suivante : *grosso modo* le paysan chinois produit une tonne de céréales par année-travail. Quelle partie de cette tonne de riz ou de blé reste destinée à sa propre consommation, qui oscille actuellement entre 300 et 350 kg par an, ou à celle du village en général ? Quelle partie reste au village à des fins d'accumulation dans l'agriculture ? Quelle sera l'incidence de ces rations croissantes ou décroissantes, de manière absolue ou relative, sur la productivité du travail agricole et sur le taux de croissance de la production agricole, sur le degré de tolérance par la paysannerie du régime de la propriété socialisée (c'est-à-dire, objectivement, sur l'alliance ouvrière-paysanne) ?

Quelle partie de cette tonne de riz ira à la ville, pour nourrir ouvriers et bureaucrates, pour être exportée (échangée) contre des biens d'investissements industriels ? Quelle sera l'incidence de ces proportions sur le taux de croissance industriel, sur le rythme de l'industrialisation, sur la productivité du travail industriel,

sur la résorption du chômage ? Sous quelle forme le surproduit agricole sera-t-il enlevé au village ? Par les livraisons forcées ? Par des mécanismes de marché ? Quelles seront les incidences de ces formes sur la satisfaction des besoins alimentaires, sur le degré d'inégalité (croissante ou décroissante) au sein de la paysannerie elle-même ?

Ces choix se seraient imposés à n'importe quelle fraction, parti ou alliance de partis, gouvernant un pays arriéré comme la Chine, y compris un courant marxiste-révolutionnaire. Le rejet de l'utopie réactionnaire de la possibilité de parachever « la construction du socialisme dans un seul pays », n'implique en rien l'abandon d'un effort constant pour le développement économique, en attendant la victoire de la révolution mondiale. Telle avait été la position de l'Opposition de Gauche, avant et après son expulsion du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) en 1927. Telle est restée la position de Léon Trotsky jusqu'à la fin de ses jours. Seule la bureaucratie stalinienne a calomnié les oppositionnels trotskystes en affirmant que ceux-ci avaient choisi « la fuite en avant » d'aventures militaires, voire « l'exportation de la révolution à la pointe des baïonnettes » comme solution de rechange à un développement économique de l'URSS. Rien n'est plus éloigné de la vérité historique.

Les politiques économiques successives

de la bureaucratie chinoise

On sait comment Staline a finalement tranché des dilemmes analogues mais non identiques, qui se posaient à l'URSS après la défaite de la première vague de révolution mondiale (1919-1921). Il opta en faveur d'une industrialisation extensive axée sur la priorité accordée à l'industrie lourde, et marquée par un transfert massif de main-d'œuvre de la campagne à la ville. Cette option fut combinée avec la collectivisation forcée de l'agriculture, une planification et une gestion industrielle bureaucratiquement centralisées, dans lesquelles l'intérêt matériel des bureaucrates fut le moteur principal — sinon unique — pour la réalisation de ce Plan. Cela impliquait une croissance monstrueuse des privilèges de la bureaucratie et l'inégalité sociale.

La direction du PC chinois commen-

ça par s'engager d'abord dans une voie assez proche de celle de l'URSS, tout en traitant de manière beaucoup plus prudente la paysannerie. Mais il s'avéra rapidement que le poids qualitativement plus grand du sous-développement de la Chine rendait inopérante une industrialisation à la stalinienne. Pour pouvoir offrir un emploi urbain à 200 millions de salariés en plus (le « surplus » de la population rura-

1. Selon Mme Chen Muhua, vice-Premier ministre, 60 % de la population d'âge scolaire ne peut aller à l'école ; 20 % des élèves diplômés du primaire ne peuvent accéder au secondaire inférieur ; 50 % des diplômés du secondaire inférieur ne peuvent accéder au secondaire supérieur ; et seulement 5 % des bacheliers peuvent entrer à l'Université (Renmin Ribao, 11 août 1979).

le — le nombre de jeunes cherchant un emploi en ville en l'espace de 10-15 ans), à 2 000 dollars d'investissement par emploi pour la période 1955-1965 (chiffre certainement pas surévalué), il aurait fallu investir 400 milliards de dollars dans l'industrie pendant deux à trois Plans quinquennaux, somme manifestement hors de portée pour l'économie chinoise dont le revenu national est évalué à 50 milliards de dollars en 1957 (2). Par ailleurs, vu le niveau élevé de productivité de l'agriculture traditionnelle chinoise, malgré sa haute intensité de travail, nourrir 200 à 300 millions de bouches de plus avec 100 millions de producteurs agricoles en moins était tout aussi irréalisable. D'ores et déjà, la productivité marginale de l'agriculture chinoise est en chute désastreuse, précisément en fonction du fait que, sur une grande partie de la surface utile, le paysan chinois est un véritable jardinier, dont le rendement ne peut plus augmenter sans une augmentation radicale des investissements : travaux d'irrigation et emploi d'engrais chimiques (3). On tournait donc manifestement en rond : pas d'accroissement radical de la production industrielle sans accroissement radical des investissements et de la production agricoles. Pas d'accroissement radical de la production agricole sans accroissement radical des investissements. Pas de ressources disponibles pour un accroissement des investissements sans augmentation radicale de production industrielle et agricole. Il fallait donc changer de cours. On a vu se succéder les modèles suivants de politique économique :

— Pendant la période 1958-1962, celle du « Grand Bond en avant » et des communes populaires « pures » : concentration des efforts sur « l'investissement-travail », c'est-à-dire l'utilisation, essentiellement sur place, du potentiel de travail sous-employé de la paysannerie pour des activités qui tendent à augmenter par la suite la production agricole (travaux d'irrigation, « hauts fourneaux nains », industrie de petits outils agricoles, etc.). L'idée de départ n'était pas fautive. Mais elle fut accouplée rapidement à une ponction et une centralisation excessives du surproduit, et même du produit agricole, et à des méthodes de direction bureaucratiques. D'où mécontentement de la paysannerie, chute grave de la production, etc.

— La période de la « rectification » et de la modernisation prudente : 1962-1966. Sous la direction de Liu Shaoqi et de Deng Xiaoping, on abandonna la centralisation du travail agricole dans des communes géantes. Les brigades (plusieurs villages) — voire l'équipe de travail (un village) — et non la commune, furent constituées en unités de production de base axées sur la coopération et l'entraide. Une liberté de commerce restreinte fut rétablie pour le surplus agricole. Une modernisation limitée de l'industrie fut envisagée. En même temps, commença l'autarcie, sous l'effet combiné du blocus impérialiste et de celui du Kremlin.

— La période de la « Révolution

culturelle », 1966-1971, jusqu'à la première réhabilitation de Deng Xiaoping. Le secteur privé fut durement frappé, bien que pas complètement supprimé (surtout pas à la campagne). La méthode de l'investissement-travail fut transférée à l'industrie, notamment l'industrie pétrolière qui connut un premier essor, grâce à l'emploi extensif de la main-d'œuvre (expérience de Daqing). L'autarcie arriva à son paroxysme. La modernisation fut arrêtée net. Il y eut sans doute désinvestissement.

— La période 1971-1976. Zhou Enlai et Deng Xiaoping réussissent à mettre fin à l'autarcie en faisant des ouvertures nettes à l'impérialisme. La Chine recommence à importer de la technologie moderne, mais sur une échelle encore restreinte. La liberté du commerce pour le surplus paysan, qui reste dans les mains de la paysannerie, est partiellement rétablie. Mais ce « cours nouveau » est contesté. La ligne médiane entre celle de la « Révolution culturelle » et celle de la « rectification » est tâtonnée et peu efficace.

— Depuis la mort de Mao Zedong : tournant plus radical vers les « Quatre modernisations » chères à Deng Xiaoping, réintégration accélérée de la République populaire de Chine dans le marché mondial, quête de crédits capitalistes, démantèlement des communes populaires, réhabilitation pleine et entière des « stimulants matériels ». Mais l'ampleur même du tournant fait de nouveau perdre l'équilibre à l'économie dès 1979. Un nouvel ajustement s'impose.

Ajoutons que, pendant près de deux

décennies, il y eut pratiquement blocage des salaires et des revenus réels des travailleurs (avec salaires de famine pour le personnel de « surplus » des communes, loué aux entreprises industrielles à des salaires inférieurs aux normes officielles). Lorsque ces pauvres parmi les pauvres, les « coolies de Mao », manifestèrent contre ce scandale durant la « Révolution culturelle », ils furent accusés... d'« économisme » par la fraction maoïste extrémiste, et durement réprimés.

Il y eut une légère réduction (mais pas suppression !) des privilèges bureaucratiques sous la « Révolution culturelle » (4), réduction du poids de la couche « technocratique » de la bureaucratie au profit d'un poids majeur de la couche politicienne et militaire. Mais, malgré les promesses de Mao et les exigences des Gardes rouges, il n'y eut aucune institutionnalisation d'un pouvoir ouvrier dans les entreprises, pour ne pas dire dans le pays. Puis il y eut une répression dure contre les couches les plus militantes de jeunes et de travailleurs, répression dirigée par la « Bande des Quatre », ce qui explique pourquoi celle-ci n'a joui d'aucun appui de masse lorsqu'elle fut écartée du pouvoir.

Depuis 1976, il y a eu des concessions matérielles faites aux travailleurs (augmentation des salaires) et quelques concessions institutionnelles que nous mentionnerons plus loin. Mais le pouvoir de l'aile technocratique de la bureaucratie s'est accru. L'inégalité sociale s'accentue. Aisance et pauvreté se côtoient dans les villes, comme à aucun moment depuis le début des années 1950.

But et contenu des « Quatre modernisations »

L'option en faveur des « Quatre modernisations » signifie avant tout une prise de conscience de la part de la bureaucratie chinoise qu'il est impossible de faire de la Chine « une grande puissance moderne d'ici l'an 2 000 » par la voie principale de « l'investissement-travail », si on veut éviter que les tensions sociales n'atteignent un point d'explosion. On ne pouvait ni augmenter le rendement du travail agricole ni celui du travail industriel en bloquant — ou même en réduisant — le niveau de vie des producteurs pendant un quart de siècle.

Par ailleurs, il était également impossible de réussir une intégration de la mas-

se des chômeurs (dans les villes) et des paysans sous-employés à la campagne dans l'industrie moderne, dans un délai prévisible.

La solution la plus pragmatique parut dès lors la combinaison d'un développement accéléré de l'industrie moderne avec aide étrangère, et d'un développement du secteur privé ou coopératif à faible productivité, mais permettant de résorber partiellement le chômage.

Il ne s'agit donc pas d'un retour au modèle stalinien, pas plus d'ailleurs que le modèle maoïste n'avait grand-chose de commun avec le modèle stalinien. S'il y a des « précédents » à la politique de

2. Jacques Guillermez, *le Parti communiste chinois au pouvoir*, Payot, 1972, p. 198.

3. Dans le fameux village modèle de Dachang, l'effort immense de travaux de terrassement entrepris par des milliers de paysans entre 1970 et 1974 n'a en définitive accru la surface emblavée que de 3 ha et le rendement moyen de moins de 1 % (Pierre Péan, *Après Mao, les managers*, Fayolle, 1977, p. 113). On a (presque) oublié qu'un des premiers chefs d'accusation adressés à la « Bande des Quatre » en 1976 fut celui d'avoir « saboté Dachang ». C'est Hua Guofeng (suivant l'exemple de Mao) qui avait

été le grand propagateur de « l'exemple de Dachang », dont on peut affirmer d'ailleurs maintenant que les résultats ont été falsifiés.

4. Vers 1975-1976, le salaire mensuel minimum est de 30 yuan dans l'industrie (36 yuan à la Papeterie de Canton). Les ouvriers les plus qualifiés gagnent 120 yuan, les techniciens et ingénieurs les mieux rémunérés 200 yuan, quelques cadres économiques et les dirigeants politiques 300 yuan (à quoi s'ajoutent d'importants avantages en nature), des artistes chevronnés 400 yuan (Pierre Péan, *op. cit.*, p. 53). Ces chiffres n'avaient pas varié depuis dix ans.

Deng Xiaoping, c'est plutôt en Yougoslavie (mais avec l'autogestion ouvrière en moins) ou, mieux encore, dans les « réformes hongroises » qu'il faut les chercher. C'est la réhabilitation de l'économie de marché et des stimulants matériels qui sont à la base de la stratégie de Deng Xiaoping, ou plus exactement de la stratégie de Hu Qiaomu, de Zhao Zhiyang et de Chen Yun, les véritables initiateurs de la « réforme économique chinoise ».

C'est le marché qui est censé relier des « industries en pointe » devant permettre la modernisation graduelle de toute l'infrastructure du pays, les « industries d'exportation » (surtout le pétrole, le charbon et les textiles, mais aussi maintes industries en concurrence avec Hong-Kong et Taiwan), l'agriculture stimulée par un approvisionnement accru en engrais chimiques (5) et en biens de consommation industriels, et du secteur privé et coopératif en expansion rapide.

Le nouveau Premier ministre de la République populaire de Chine, Zhao Zhiyang, avait largement expérimenté ce nouveau modèle de développement économique dans la province la plus peuplée de Chine, le Sichuan, qu'il administra entre 1975 et 1979, en tant que premier secrétaire provincial du PCC. Il y démantela le système des communes populaires plus fortement qu'on n'a encore osé le faire nulle part en Chine. La famille pay-

sanne (plutôt que la brigade ou l'équipe de production) est responsable de la réalisation des objectifs (quotas) de production. Elle jouit des « Trois libertés » : celle d'étendre ses lopins privés ; celle d'étendre le marché libre pour ses surplus, et celle de créer des entreprises privées non agricoles (essentiellement artisanales et commerciales).

Paradoxalement, Zhao Zhiyang est revenu en même temps à une des idées maîtresses de la politique économique de Mao durant le « Grand Bond en avant » et la « Révolution culturelle » (idée que Mao avait lui-même abandonnée de manière de plus en plus nette à partir de 1970) : l'idée de l'industrie rurale axée sur les besoins des paysans et de l'agriculture, et foncièrement financée par l'expansion agricole (voire par « l'investissement-travail » à la campagne). A la différence de Mao, il essaye d'atteindre le but par des « stimulants matériels » assez grossiers mais efficaces et non par la mobilisation politique, l'endoctrinement ou la coercition (6). Mais l'option de base reste la même, et foncièrement différente de celle de Staline et de Khrouchtchev : il est impossible de drainer le surplus de main-d'œuvre des campagnes chinoises vers la ville et la grande industrie moderne. Il faut trouver une autre voie pour le faire disparaître.

Surchauffe et dérapage

Après un départ en trombe — il y aurait eu augmentation de la production industrielle de 14,3 % en 1977 et de 13,5 % en 1978 — la politique des « Quatre modernisations » s'est rapidement heurtée à des obstacles et des contradictions intrinsèques :

1.— Les exportations n'ont pas pu se développer au même rythme que les importations de technologie moderne. Notamment l'extraction du pétrole est en stagnation relative, justement faute de technologie moderne et de méthodes de gestion adéquates. Le grave accident qui s'est produit dans le golfe de Bohai, où la plate-forme de forage de pétrole numéro 2 s'effondra, causant la mort de 72 travailleurs (7), en témoigne.

En fait, les exportations de pétrole vers le Japon seraient en voie de diminution : elles passeraient de 9 millions de tonnes en 1980 à 8,3 millions de tonnes en 1981 et à 8,1 millions de tonnes en 1982, alors qu'une augmentation à respectivement 9,5 et 15 millions de tonnes avait été fixée par contrat (8).

Maintenir le rythme de modernisation prévu en 1975-1976 aurait abouti à un endettement colossal de la Chine, au même niveau que celui de la Pologne, voire du Brésil. Le déficit de la balance commerciale avec les pays impérialistes est passé de 1,2 milliard de dollars en 1977 à 3,5 milliards de dollars en 1978 et 4,5 milliards de dollars en 1979 (compensé, il est vrai, par une balance créditi-

ce avec Hong-Kong de respectivement 1,7 milliard, 2,2 milliards et 2,6 milliards de dollars). Les projections de l'endettement brut de la République populaire de Chine, élaborées par l'*US Department of Commerce* (juillet 1980), voyaient passer la dette extérieure brute de 3,5 milliards de dollars en 1980 (avec un service annuel de la dette de 2 milliards de dollars) à un minimum de 16 milliards de dollars en 1985 (avec un service annuel de la dette de 3,2 milliards de dollars).

Cela, les dirigeants de la bureaucratie chinoise — trop pragmatiques et trop prudents — n'en ont pas voulu. Il a donc fallu réduire l'ambition, supprimer quelques-uns des projets grandioses, ralentir le rythme de l'expansion. De nombreux projets d'importation d'usines « clés en main »

5. L'importation d'usines et de technologie pétro-chimique était essentiellement axée sur le développement rapide de la production d'engrais chimiques. Celle-ci serait passée de 8,7 millions de tonnes en 1965 à 28 millions en 1975 et à 53 millions en 1979 (Thierry Pairault, *Les politiques économiques chinoises*, Notes et Etudes Documentaires, la Documentation française, 1980, p. 100, 173). Parallèlement, la surface irriguée passe de 16 millions ha en 1949 et de 35 millions en 1957 à 45 millions ha en 1977.

6. La presse bourgeoise internationale a accordé une grande importance à « l'expérience pilote » du Sichuan. Voir, par exemple, la *Far Eastern Economic Review* du 21 novembre 1980. Le *Christian Science Monitor* du 13 octobre 1980 rapporte comment la presse du Sichuan discute du cas du « paysan riche » Luo

furent annulés (9). En démissionnant comme chef du gouvernement, Hua Guofeng proclama officiellement devant le Congrès national du peuple le 7 septembre 1980 que le Plan décennal de 1976-1985, qui avait incorporé les objectifs les plus ambitieux des « Quatre modernisations », ne serait pas appliqué (10).

2.— De nombreux projets de « modernisation » mis en chantier depuis le début de l'ère Deng Xiaoping ont échoué, ou n'ont pas donné les résultats escomptés, par manque de personnel compétent, erreurs de planification, incurie bureaucratique, indifférence des travailleurs non concernés, c'est-à-dire des phénomènes similaires à ceux de l'ère Edward Gierek en Pologne, mais aggravés par l'étendue du pays et l'immensité de son sous-développement.

Deux scandales ont symbolisé ces échecs : celui de l'aciérie de Wuhan, destinée à produire 4 millions de tonnes d'acier et achetée au prix fort en Allemagne fédérale, mais pour laquelle on avait tout simplement oublié de prévoir l'approvisionnement nécessaire en électricité ; et celui de l'aciérie de Baoshan, près de Shanghai, commandée au Japon, d'une capacité de six millions de tonnes, destinée à être construite (littéralement)... sur des sables mouvants (11).

D'une manière plus générale, les objectifs d'expansion en matière de sidérurgie, de production pétrolière et de production de machines agricoles, ont été considérablement réduits. La priorité donnée à l'acier (« céréales et acier ») furent les deux axes de l'expansion chinoise sous Mao) a été abandonnée. L'objectif de 60 millions de lingots d'acier pour 1985 semble avoir été remplacé par celui de 45 millions. De même, l'idée insensée de « réaliser l'essentiel de la mécanisation rurale en 1980 », encore réaffirmée en janvier 1978 (12), qui aurait impliqué la fabrication de l'équivalent de 3,5 millions d'unités de tracteurs et de motoculteurs de 15 ch en l'espace de 3 ans, est abandonnée. Cet objectif ne sera sans doute atteint qu'en l'espace de 6 à 8 ans.

Par contre, une forte priorité est accordée au charbon, dont l'expansion doit servir de relai pour les exportations pétrolières vers le Japon, ainsi que pour couvrir

qui, grâce à 1 000 yuan d'économies et à un prêt bancaire (mais oui !) de 3 000 yuan, acquit un camion de 2,5 tonnes qu'il loua ensuite à « sa » commune, ce qui lui rapporte 400 yuan de profits par mois...

7. *Far Eastern Economic Review*, 10 octobre 1980.

8. *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre 1980.

9. Voir notamment *Neue Zürcher Zeitung*, 7 novembre 1980 ; *Financial Times*, 4 décembre 1980 ; *le Monde*, 10 janvier 1981.

10. *Far Eastern Economic Review*, 12 septembre 1980.

11. Thierry Pairault, *les Politiques économiques chinoises*, Notes et Etudes documentaires, la Documentation française, 1980, p. 84, 86.

12. Thierry Pairault, *ibid.*, p. 112.

le déficit énergétique en Chine même, qui risque d'aller en s'aggravant au cours des années à venir (13).

3.— Les concessions faites aux paysans et aux travailleurs sous forme d'augmentation des prix d'achat des produits agricoles et des salaires des ouvriers n'ont pas pu être harmonisées. Il en est résulté une pression inflationniste d'une part, une crise d'approvisionnement pour certains produits de première nécessité d'autre part.

Le *Far Eastern Economic Review* a consacré deux études aux pressions inflationnistes en Chine (14). Au milieu de l'année 1980, le taux d'inflation était évalué à 6-7 % ; en fin d'année, il est question d'un taux d'inflation de 15 à 20 % (15). Si cette inflation se traduit surtout par un renchérissement prononcé des vivres dans les villes, sa cause fondamentale réside dans le fort déficit budgétaire qui est apparu pour la première fois en République populaire de Chine. Le *Times* (16) parle d'un déficit de l'ordre de 10 milliards de dollars, soit 15 % des dépenses budgétaires totales en 1979. La politique d'austérité et de réajustement des projets d'investissements a notamment pour but de réduire ce déficit.

4.— La résistance sourde qu'une partie de l'appareil politique — et surtout militaire — a opposée à la réalisation des « Quatre modernisations » a retardé, freiné ou même empêché la réalisation d'une série de réformes, augmentant encore les déséquilibres. Cette résistance sourde est d'ailleurs probablement autant le fruit d'une incompetence, de la part d'un appareil sélectionné dans les luttes fractionnelles face aux problèmes de gestion et de production, que de désaccords politiques proprement dits.

5.— L'ampleur des *joint ventures* avec le capital étranger a été beaucoup plus limitée que prévue. Pour l'essentiel, dans un premier temps, ce sont surtout les capitalistes chinois d'outre-mer (y compris ceux de Hong-Kong) qui se sont engagés dans cette voie, en échange de concessions considérables : la récupération par la « bourgeoisie nationale », partiellement expropriée sous la « Révolution culturelle », de tous ses comptes en banque, y compris les arriérés de hauts traitements de la période 1966-1976. Il y eut en outre un échec retentissant, celui du premier *joint venture* : la Filature de laine de Jiang Sho, construite en 1978 dans la province du Guandong, en association avec une firme de Hong-Kong et une firme de Macao, dont la production recula au lieu d'augmenter (17). Au total, sur 800 projets soumis de *joint ventures*, seuls 13 ont été approuvés définitivement et sont opérationnels (18). Pour réduire le manque-à-gagner, le régime Deng n'hésite d'ailleurs pas à exporter directement de la main-d'œuvre à bon marché (19). Mais le résultat est de nouveau médiocre, du moins jusqu'ici.

Si l'on veut faire la synthèse de tou-

tes ces contradictions, on pourrait dire que les « Quatre modernisations » ont péché exactement par le même biais par lequel avait péché la politique de Mao : la démesure, c'est-à-dire la tentative de réaliser trop, trop vite, fût-ce par une voie différente de celle de Mao (20). Mais cela ne peut être l'effet du hasard. Si certaines erreurs se répètent avec une telle constance, elles ne sont pas seulement dues à une tare innée de la bureaucratie. Elles résultent encore de l'énorme pression des problèmes objectifs. Assurer que 900 millions, voire un milliard de bouches soient nourries, logées, assurées d'un minimum de soins, constitue un problème dramatique pour un pays arriéré comme la Chine.

Répétons-le, n'importe quel gouvernement au pouvoir à Pékin, s'il ne sert pas les intérêts d'une classe possédante subordonnée à l'impérialisme, se verrait confronté avec le même drame. Les responsables historiques de ce drame ne sont pas les dirigeants du PCC. Les responsables

historiques, ce sont les militaristes et impérialistes japonais qui ont dévasté le pays et, avant eux, les impérialistes britanniques, américains, français, tsaristes, japonais, qui l'avaient pillé, démantelé, bloqué dans son sous-développement. Les responsables historiques, ce sont Staline, Khrouchtchev et Brejnev, ce sont les dirigeants du mouvement ouvrier européen, japonais, américain, qui ont refusé d'alléger ce poids colossal du sous-développement par une aide large, généreuse, désintéressée, que la révolution socialiste victorieuse dans leurs pays aurait pu accorder à la Chine.

La révolution mondiale comblera cette lacune. Mais, en attendant la victoire de la révolution mondiale, il faut nourrir ce milliard de bouches, tout de suite, année après année, mois après mois. C'est là, et pas ailleurs, que se trouvent les racines des soubresauts qu'a connus la politique économique des dirigeants du PCC depuis qu'ils sont au pouvoir.

Des tensions sociales significatives

Parallèlement aux contradictions de la politique des « Quatre modernisations », une série de tensions sociales se sont manifestées à tous les niveaux de la société chinoise. Ces tensions existaient déjà, en partie, pendant les phases précédentes du développement économique de la République populaire de Chine. Mais la « libéralisation » économique les a incontestablement accentuées, alors que la « démocratisation » limitée de 1978-1979 et le scepticisme croissant des travailleurs et de la jeunesse à l'égard de toutes les fractions du PC chinois, leur a permis de se manifester de manière plus ouverte. Parmi ces tensions sociales, il faut noter :

1.— La montée du chômage des jeunes dans les villes.

Ce chômage, qui constitue déjà en bonne partie l'explication « matérialiste » du phénomène des Gardes rouges, avait été résolu de manière particulièrement cruelle lors de la liquidation de la « Révolution culturelle » par Lin Biao et la « Bande des Quatre ». Les jeunes furent massivement déportés à la campagne,

avec interdiction de rentrer en ville. Même si l'endoctrinement idéologique (« servir le peuple ») permit d'atténuer temporairement le choc pour une partie des victimes, ceux-ci comprirent bien vite de quoi il en retournait, surtout vu le fait que l'accueil des paysans fut plus que tiède (le moins que l'on puisse dire, c'est que l'agriculture chinoise ne manque guère de bras !).

Il s'en est suivi un mouvement massif de retour illégal des jeunes vers les villes, donnant lieu à une vague de criminalité inquiétante. Ces jeunes ne pouvaient vivre que d'expédients, puisqu'ils n'avaient ni autorisation de séjour ni autorisation de travail. Il semble bien que l'attentat à la gare de Pékin du 29 octobre 1980 soit le fait d'un jeune *desperado* de ce genre, Wang Zhiqiang (21). La réaction des autorités fut étonnamment modérée, parce que — dans les conditions actuelles — la fraction Deng Xiaoping ne veut pas paraître partager la responsabilité de la déportation massive des jeunes de la période 1968-1970 (22).

13. *Christian Science Monitor*, 21 avril 1980 ; *Financial Times*, 17 septembre 1980.

14. *Far Eastern Economic Review*, numéros du 6 juin et du 26 septembre 1980.

15. *Le Monde*, 17 décembre 1980.

16. *The Times*, 29 septembre 1980.

17. *Financial Times*, 10 octobre 1980.

18. *Financial Times*, 26 novembre 1980.

19. Il s'agit surtout de travailleurs de la construction, dont 1 200 furent recrutés par deux compagnies japonaises exécutant des projets de génie civil en Irak (*Business Week*, 28 janvier 1980). Selon *Newsweek* du 14 septembre 1980, le gouvernement chinois aurait souscrit 40 contrats de fourniture de main-d'œuvre pour un total de 100 millions de dollars de salaires.

20. Thierry Pairault (*op. cit.*, p. 75) dresse un historique intéressant de l'origine du concept des « Quatre modernisations », d'abord

employé par Liu Shaoqi au VIII^e Congrès (1956), puis par Mao lui-même en 1957, dans son discours sur les contradictions (il est vrai que Mao ne classe pas la technologie parmi les « Quatre modernisations » mais bien la culture). On a l'impression d'une véritable alternance entre accès de fièvres et mouvements de réajustement : « Grand Bond en avant », puis réajustement en 1962-1965 ; « Révolution culturelle », puis réajustement en 1971-1974 ; « Quatre modernisations » avec surinvestissements et surchauffe suivies d'un nouveau réajustement en 1979-1981 ou même en 1979-1982.

21. *Libération*, 14 novembre 1980.
22. Deux livres parus en français, fondés sur des documents chinois authentiques, rendent compte de la misère, de l'amertume, de la révolte et du désarroi de la jeunesse chinoise : *Avoir vingt ans en Chine, à la campagne*, Le Seuil, 1978 ; *Le Printemps de Pékin*, Archives-Gallimard, 1980.

Rappelons d'ailleurs que, le 9 décembre 1978, il y eut une grève de 50000 jeunes travaillant dans les fermes d'Etat de la province du Yunnan, suivie d'une manifestation de milliers de jeunes chômeurs à Shanghai les 11-13 décembre 1978. Au début de février 1979, il y eut une véritable émeute de jeunes de la grande métropole chinoise, qui bloqua le trafic ferroviaire pendant 12 heures. Deux « meneurs » de ces émeutes furent d'ailleurs condamnés respectivement à neuf et cinq années de prison dans un procès tenu le 10 décembre 1979 (23).

Tout cela explique à la fois l'inquiétude et la prudence de la bureaucratie devant le problème du chômage des jeunes. Pour se faire une idée de l'ampleur du problème, citons deux chiffres : on évalue le nombre de jeunes déportés à la campagne à la fin des années 1960, au début des années 1970, à 16 millions. On évalue le nombre de jeunes qui quittent l'école et cherchent un emploi dans les villes chinoises en 1979 à 12 millions, dont 7 millions auraient trouvé un emploi (24).

La bureaucratie a cherché à réduire ce chômage par deux moyens, qui combinent de nouveau de manière typique les traits fondamentaux de la politique de Deng Xiaoping. Elle utilise les « stimulants matériels » (et le « marché libre ») pour essayer d'écarter le problème du secteur public. Les jeunes ont reçu l'autorisation de fonder de petites entreprises comme artisans, revendeurs, réparateurs (c'est l'explosion de « l'emploi dans le tertiaire » qu'on connaît fort bien dans les pays sous-développés capitalistes). Certes, on encourage des initiatives sous forme de petites coopératives, mais l'initiative purement privée n'est pas non plus récusée.

Par ailleurs, on continue à encourager un retour à la campagne, mais de nouveau en employant des « stimulants matériels ». Une dépêche de l'Agence Chine nouvelle publiée fin 1979 (25) affirme que 1 million de jeunes ont organisé quelque 30 000 fermes collectives, dans lesquelles ils restent entre eux, où leur revenu serait le double de ce qu'il est dans les communes populaires, et « presque égal aux revenus dans les villes ».

2.— La différenciation accentuée à la campagne.

Le démantèlement graduel des communes populaires, le retour accéléré à une économie rurale dans laquelle le marché joue un rôle prépondérant, ne pouvait pas ne pas accentuer les différenciations sociales à la campagne. Comme en URSS dans les années quarante et cinquante, « communes riches » et « communes pauvres » — sans parler de « brigades riches » et de « brigades pauvres », voire de « paysans riches » et de « paysans pauvres » — se côtoient de nouveau, après l'échec de l'effort de nivellement qui avait entraîné un ralentissement trop dangereux de l'accroissement de la production alimentaire.

Les thuriféraires du nouveau Premier ministre Zhao Zhiyang montent en épingle le fait que des paysans du Sichuan amènent maintenant leurs porcs (privés) par bicyclette (privée), motorette (privée)

ou camion (coopératif) pour y être vendus sur le marché libre. Le mot d'ordre est bien connu : « *Enrichissez-vous !* » Mais combien de communes populaires, pour ne pas dire quelle fraction de la paysannerie chinoise, peuvent se permettre de tels exploits ?

Nous avons déjà vu que, selon les sources officielles, le revenu moyen d'un agriculteur correspond à 50 % du revenu moyen d'un salarié des villes, qui est de 75 yuan par mois. Comparons le chiffre de 40 yuan par mois au profit de son seul camion de 400 yuan obtenu par le fameux paysan Luo... On s'imagine sans peine dans quelle misère croupit encore une bonne partie de la paysannerie chinoise, celle qui a pourtant « porté » la 3e Révolution chinoise vers la victoire, il y a trente ans. Le vice-Premier ministre Yao Yilin a reconnu que 10 % des paysans ne mangent pas à leur faim. Et là encore, le mécontentement n'est plus passif. En janvier 1979, des dizaines de milliers de paysans avaient manifesté à Pékin. Un de leurs mots d'ordre était : « *A bas la famine !* »

En fait, dans une analyse délibérément noircie pour aggraver le bilan du maoïsme, un dirigeant de la fraction Deng a même affirmé que la consommation paysanne moyenne de céréales aurait été inférieure en 1978 à ce qu'elle fut en 1957 (26). Cette affirmation est peu crédible.

Le journaliste américain Felix Butterfield (27) rapporte que, d'après des sources gouvernementales chinoises, l'espérance de vie serait passée de 32 ans en 1949 à 68 ans en 1978 en République populaire de Chine. Quand on sait que la consommation moyenne en 1957 ou en 1937 n'était pas supérieure à 2000 calories par jour par personne dans les familles paysannes, une réduction de ce minimum n'aurait certainement pas permis pareille augmentation de la durée moyenne de vie, dans un pays où 80 % des habitants vivent encore à la campagne... L'argument vaut encore davantage pour l'affirmation du professeur américain Nicholas Lardy, selon laquelle la consommation alimentaire par tête d'habitant aurait été inférieure à celle des années 1930 pendant toute la période 1958-1978 (28).

En favorisant l'éclosion du marché, la politique de la fraction Deng a d'ailleurs provoqué des réactions que Mao avait correctement prévues et redoutées : les « communes riches », les « brigades riches », voire les « équipes de travail riches »,

préfèrent développer des cultures qui rapportent davantage sur le marché que les céréales, livrées à prix fixe à l'Etat. Il s'ensuit une dangereuse stagnation, voire une régression de la production de céréales, malgré l'accroissement de la production agricole dans son ensemble (29). D'après des sources officielles, 14,6 % de la production agricole fut vendue sur le marché libre en 1978 (30). Le dilemme pour le gouvernement est particulièrement cruel : soit augmenter de nouveau le prix d'achat des céréales aux communes (ce qui augmenterait le déficit budgétaire et accentuerait l'inflation), soit en revenant au système des quotas fixes, c'est-à-dire restreindre sévèrement la « liberté du marché » à peine accordée.

3.— L'inégalité croissante en milieu urbain.

L'inégalité croissante en milieu urbain est le produit combiné de l'augmentation de la rémunération des cadres supérieurs, du rétablissement des privilèges de la « bourgeoisie nationale-patriotique », de l'extension du secteur privé et de l'apparition massive sur la scène chinoise, après une interruption de trente ans, de bourgeois (et petits bourgeois cosus) étrangers ; techniciens étrangers, touristes, etc. Ce qui était réduit (et caché) pendant la « Révolution culturelle », et même lors de sa liquidation, s'étale aujourd'hui sur la place publique : magasins de luxe, publicité pour produits de luxe, restaurants de luxe, marché noir, prostitution.

Comme en Europe de l'Est et en URSS, la question des devises étrangères joue un rôle-clé dans l'extension et la consolidation de l'inégalité sociale. Un vaste marché noir en dollars-Hong-Kong, US-dollars, yen et autres devises fortes s'est installé, donnant accès aux produits de luxe importés (souvent illégalement) ou fabriqués sur place. Les touristes, qui sont considérés comme une des sources d'approvisionnement de ce marché, ont été obligés d'échanger leurs devises contre une « monnaie spéciale » chinoise, ce qui est censé empêcher l'extension du marché noir. En fait, cela a simplement abouti à un trafic supplémentaire, celui de ces « bons spéciaux » (31). Et, de même que les « magasins spéciaux en devises étrangères » en Europe de l'Est, ce double circuit monétaire a provoqué des protestations, y compris des manifestations de la part de secteurs de la population chinoise (32).

23. *Keesing's Contemporary Archives*, p. 30 491.

24. *Ibid.*, p. 30 941-2.

25. *Agence Chine nouvelle*, 2 novembre 1979.

26. Revue chinoise *Recherches économiques*, numéro 12, 1979, citée par Thierry Paillard, *op. cit.*, p. 97.

27. *New York Times*, 1er janvier 1981.

28. *New York Times Magazine*, 28 décembre 1980.

29. De 1977 à 1979, la production de céréales n'augmente que de 8,5 % en moyenne annuelle, alors que celle des oléagineux augmente de 16,5 % en moyenne annuelle, celle

de la canne à sucre de 10,5 % et celle des betteraves sucrières de 12,5 %.

30. *Financial Times*, 1er octobre 1980.

31. *The Guardian*, 9 octobre 1980.

32. Une dépêche de l'AFP, datée de Pékin le 2 janvier 1981, indique que le journal *Jeunesse chinoise* dénonce le trafic de marché noir qui règne dans le train Pékin-Canton (Canton étant la ville-transit pour Hong-Kong). Selon ce journal, 50 % des voyageurs ne prennent le train qu'à des fins de commerce illicites. Entre janvier et septembre 1980, 410 caisses de pièces de monnaie précieuses, de bijoux d'or et d'argent et de barres d'or auraient été saisies par la police.

Le régime tente d'utiliser les politiciens arrivés aux « postes de commande » après la « Révolution culturelle » comme boucs émissaires de l'inégalité croissante. Leur corruption (réelle) est dénoncée.

Celle de la bureaucratie du parti sous Liu Shaoqi/Deng Xiaoping (non moins réelle) avait été dénoncée lors de la « Révolution culturelle ». Mais, lorsque les jeunes chômeurs et les ouvriers travaillant durement pour un salaire des plus modestes voient

l'ancienne plage de luxe de Beidaihe redevenir une plage de luxe réservée aux étrangers, aux « nouveaux riches », aux « bourgeois patriotes » sans parler des hauts fonctionnaires et technocrates actuellement au pouvoir, l'exutoire du procès de la « Bande des Quatre » et de procès analogues est de peu d'efficacité. De graves tensions sociales sont en train de s'accumuler en Chine. Une explosion à la polonaise n'est pas exclue dans les années à venir.

Le nouveau modèle de gestion

Deng avait proclamé lors de la deuxième session de la Ve Assemblée populaire les principes de démocratisation de la gestion des entreprises, qui devait accompagner la « libéralisation économique ». Mais il avait insisté lourdement sur l'indispensable union entre « démocratie » et « direction centralisée ». A la direction centralisée du PCC aux niveaux national et provincial correspond la direction centralisée du directeur au niveau de l'entreprise. Les ouvriers acquièrent le droit d'élire les chefs d'équipe et les chefs d'ateliers. Il n'est pas question qu'ils éliminent les directeurs d'entreprise.

De même, tous les commentaires occidentaux concernant la « réhabilitation du profit », voire le retour à « l'économie de marché », sont tout aussi faux que lors des fameuses réformes Liberman-Trapeznikov en URSS. Le véritable débat concerne le critère par lequel les autorités centrales jugeront la performance de l'entreprise : soit production brute ; soit chiffre d'affaires (chiffre de vente) ; soit « valeur ajoutée » ; soit « profit ». Loin de devenir un moteur autonome du développement économique, le profit est simplement un instrument de la réalisation du Plan. Les entreprises n'ont ni la liberté de fixer (ou de changer) les prix ni, pour les produits considérés comme essentiels, la liberté de modifier l'assortiment fabriqué. Dans une certaine mesure, comme le remarque à juste titre Thierry Pairault (33), malgré les apparences, le contrôle des instances centrales sur les grandes entreprises se renforce encore sous le nouveau système de gestion. Car, bien que les entreprises reçoivent l'autorisation de choisir leurs fournisseurs, et qu'il y ait donc des rapports contractuels qui s'établissent entre elles, toute dépense de fonds doit maintenant passer par le système bancaire, qui devient — comme en URSS — le principal instrument de vérification de la réalisation du Plan. Aucune dépense, sortant du cadre des plans de production et d'approvisionnement prévus pour les principaux produits, ne reçoit l'autorisation des banques et ne peut donc être effectuée. Le rôle du profit, outre son aspect comptable, se réduit donc à celui d'un léger « stimulant matériel », c'est-à-dire d'augmentation des primes, dont le montant reste modeste pour les ouvriers, en moyenne 10 % du salaire. Il n'en sera sans doute pas ainsi pour les bureaucrates, mais cela n'est pas encore manifeste.

Finalement, on a l'impression que les changements profonds ne se situent pas tant au niveau de la grande industrie qu'à celui de l'industrie locale et rurale. C'est dans ce domaine qu'il y eut véritable décentralisation sous la « Révolution culturelle », avec l'idée d'une autosuffisance très fortement poussée pour chaque province (en partie dictée par des considérations de défense nationale). Cette idée fut accompagnée de celle d'un développement parallèle de l'industrie de base (avant tout sidérurgique, mais aussi énergétique) dans chaque province, avec gestion dans les mains des autorités provinciales et locales du parti.

Le changement qui a été introduit par la présente réforme va donc, une fois de plus contrairement aux apparences, plutôt dans le sens de la centralisation que dans celui de la décentralisation. L'idée des « hauts fourneaux nains » est définitivement abandonnée. L'autosuffisance de chaque province l'est également. L'accent est mis sur la diversité des ressources naturelles et d'une plus grande division du travail entre industries locales à l'échelle nationale. Inévitablement, le poids et le pouvoir des autorités locales s'en trouvent réduits, en faveur de celui des *managers* d'une part, de celui des administrations centrales de branches d'autre part, sans qu'on en revienne pour autant au vieux système stalinien des ministères de branche qui contrôlent tout d'en haut. Il est possible qu'elles soient d'ailleurs remplacées par des « trusts » à l'échelle nationale. L'initiative locale et provinciale pour développer les possibilités spécifiques de chaque zone est encouragée. Mais elle se trouve encadrée et

contrôlée par l'autorité centrale.

Il ne faudrait pas en conclure que le poids du marché ne se trouve pas effectivement accru dans l'économie chinoise sous le nouveau système de gestion, ou que des « réformes à la hongroise » soient largement fictives. Tout d'abord, il y a élargissement du secteur coopératif et privé, c'est-à-dire du secteur de l'économie échappant au contrôle étatique, tant à la ville qu'à la campagne. En outre, le système d'« autogestion » — non d'autogestion *ouvrière* impliquant que le choix de décision ultime, y compris l'embauche et le licenciement du directeur de l'entreprise, revient au conseil ouvrier — introduit avec prudence, et d'abord dans les entreprises les plus rentables, donne une marge de manœuvre plus large aux *managers* et utilise des éléments de concurrence et de coopération entre entreprises pour améliorer la productivité. Mais ni le cadre général de la planification centralisée par en haut (c'est-à-dire bureaucratiquement centralisée), ni la détermination bureaucratique, par un tout petit nombre de personnes, des priorités dans la répartition et le développement des ressources nationales ne sont remis en question.

Il en découle une contradiction fondamentale qui était déjà apparente en URSS, lors des réformes Liberman-Trapeznikov : le profit est « aux postes de commande », mais les « entreprises » (c'est-à-dire les *managers*) n'ont pas la possibilité d'influencer les déterminants essentiels du profit : prix d'achat des matières premières et des machines ; masse salariale ; prix de vente des produits finis. Aussi, l'aile technocratique de la bureaucratie veut-elle étendre les réformes dans le sens d'accorder aux directeurs le droit de licencier la main-d'œuvre, comme elle cherche à le faire en Hongrie et en Pologne (le directeur d'une aciérie de Tchungking qui occupe actuellement 40 000 salariés (34) voudrait réduire ce chiffre de moitié !)

En outre, les pressions inflationnistes, qui se sont accentuées fin 1980, et la reprise en main budgétaire qui est décidée, se traduisent par une claire politique d'austérité. Les salaires ne seront pas augmentés de 10 ou 15 %. Et toute la question des primes sera réexaminée à la lumière des besoins de la « reprise en main ».

Bilan général

Si l'on dresse un bilan général de toute l'évolution économique de la Chine depuis le « Grand Bond en avant », pour ne pas dire depuis la victoire de la Révolution de 1949, deux conclusions générales se dégagent :

1.— D'abord, la justification historique de la révolution socialiste est plus que jamais confirmée. La Révolution chinoise reste l'événement le plus important et le plus progressiste de notre siècle à côté de la Révolution socialiste d'Octobre, celui

qui a produit les changements les plus importants et les plus bénéfiques pour le plus grand nombre d'êtres humains, malgré les coûts et les sacrifices démesurés, en partie évitables et inutiles, qui découlent des méfaits de la bureaucratie.

Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les milieux impérialistes d'une part,

33. Thierry Pairault, *op. cit.*, voir note 11.

34. *Far Eastern Economic Review*, 21 novembre 1980.

le Kremlin et ses agents d'autre part, qui le contestent, mais encore une partie des dirigeants chinois eux-mêmes, aveuglés par leur fractionnisme antimaoïste. Mais les faits sont têtus.

Contrairement à une légende actuellement mise en circulation, le progrès économique de la Chine, au cours des trente dernières années, est largement supérieur à celui de l'Inde. Sur la base des statistiques officielles publiées par la direction actuelle du PC chinois, en 1978, pour l'indice 100 de la production par tête d'habitant en Chine, l'Inde se situait à l'indice 68 pour la production de céréales, à l'indice 60 pour la production d'électricité, à l'indice 48 pour la production d'acier et à l'indice 46 pour la production de ciment (35).

La situation sociale peut, en Chine, varier considérablement d'une région à l'autre, ou même d'une localité à l'autre. La pauvreté profonde est toujours présente. Mais le progrès historique n'en est pas moins indiscutable. Le journaliste américain Felix Butterfield, doté d'un minimum d'objectivité, que nous avons déjà cité plus haut, résume le progrès réalisé grâce à la révolution de la manière suivante (36) :

« Chaque jour, juste après l'heure de midi, dans les bureaux de Pékin, beaucoup d'employés dégagent soigneusement leurs tables et y étendent des sacs de couchage. Ils se préparent pour un des rites les plus importants et les plus satisfaisants de la vie chinoise, la longue sieste du midi, le xiu-xi.

« (...) Un ingénieur américain qui visita une plate-forme d'exploration de pétrole dans la mer de Chine du Sud fut étonné de constater que les ouvriers finirent de forer à l'heure du déjeuner. Ils arrêtèrent toutes les machines, puis allè-

rent dormir (...).

« Le xiu-xi est un des confort que la révolution communiste a apportés. Il est même codifié dans la Constitution, dont l'article 49 affirme : "Le peuple travailleur a le droit au repos."

« A la place de menaces constantes de famine, de banditisme et d'épidémies pestilentielles qui ont hanté le pays avant 1949, les communistes ont créé ce qui ressemble parfois à un gigantesque Etat de bien-être (Welfare State).

« En plus du temps de repos généreux, il y a l'emploi garanti à vie. un système appelé « le bol de riz de fer » : il est presque impossible pour une usine de licencier un ouvrier s'il n'est pas voleur ou assassin. Les soins médicaux et l'enseignement sont gratuits. Le logement urbain est fortement subventionné, le loyer moyen est de l'ordre de 2,7 dollars (10 francs français) par mois. »

On pourrait objecter que tout cela se traduit par une très basse productivité moyenne du travail, ce qui est incontestable. Mais elle n'était guère plus élevée à l'époque de l'ancien régime, avec cette double différence qu'elle était accompagnée d'un effort physique insupportable et d'une misère noire pour la masse des producteurs. Le progrès est incontestable et global (37). Ce progrès résulte du fait que la force de travail n'est plus une marchandise, qu'il n'y a pas de marché du travail, que — malgré l'énorme masse de chômeurs — les travailleurs ont la sécurité d'emploi et le salaire minimum assuré. Il résulte de la propriété collective des moyens de production et de l'existence de l'Etat ouvrier, fût-il hautement bureaucraté. Il prouve que le capitalisme n'a pas été restauré en Chine, que ce pays conserve une structure économique comparable à celle de l'URSS, des « démo-

craties populaires », de la Yougoslavie, de Cuba, du Vietnam, ce qui détermine une même dynamique économique à long terme, des contradictions économiques similaires.

2.— Ensuite, l'énorme poids du sous-développement impose des contraintes rigides au développement économique de la Chine, qui sont restées étonnamment immuables au cours des trente dernières années, malgré les tournants politiques les plus violents. Si l'on fait abstraction de la phraséologie et du poids relatif de différentes fractions de la bureaucratie (politique, militaire, technocratique), ainsi que du niveau fluctuant des mobilisations de masse, ce qui frappe, ce sont les constantes et non les fluctuations de la politique économique de la bureaucratie.

Confrontées avec les choix fondamentaux en matière de développement économique, toutes les fractions de la bureaucratie ont donné carrément la priorité au développement de l'industrie lourde, ont systématiquement sous-développé, sinon sous-employé, l'industrie légère, qui constitue pourtant la partie la plus développée de l'industrie chinoise, la plus importante et pour la satisfaction des besoins de la population et pour le développement des exportations. Cela ressort clairement du tableau suivant :

PART DES INVESTISSEMENTS BUDGETAIRES TOTAUX ATTRIBUES A L'INDUSTRIE LEGERE

1er Plan quinquennal 1953-1957	5,9 %
2e Plan quinquennal 1958-1962	3,9 %
3e Plan quinquennal 1966-1970	4,0 %
4e Plan quinquennal 1971-1975	5,4 %
Année 1978	5,4 %
Année 1979	5,8 %

(Les chiffres des quatre premiers plans quinquennaux d'après Renmin Ribao, 25 mai 1979. Les chiffres de 1978, d'après les rapports de You Jiuli et de Jiang Jingfou, Renmin Ribao, 29 et 30 juin 1979).

Il est possible que cela change maintenant. Mais attendons...

Confrontés avec les problèmes posés par la grande industrie chinoise perdue dans l'océan de la production archaïque, toutes les fractions de la bureaucratie ont maintenu et cherché à renforcer la tutelle de l'autorité centrale sur les entreprises, fût-ce par des moyens différents. Nous l'avons déjà souligné pour la politique de la fraction Deng Xiaoping. Ce fut également le cas durant la « Révolution culturelle », fait volontiers ignoré par les maoïstes occidentaux, mais fait non moins réel.

35. Thierry Pairault, *op. cit.*, pp. 13-16.
36. *New York Times*, 1er janvier 1981.

37. Dick Wilson, dans sa biographie de Mao — la plus complète parue jusqu'à ce jour —, est sévère pour le bilan politique de l'action de Mao, mais reconnaît également que les 900 millions d'habitants de la République populaire de Chine jouissent d'un niveau de vie largement supérieur à celui des générations précédentes (*Mao, The People's Emperor*, Futura Publications, London, 1980, p. 452).

LA CROISSANCE ECONOMIQUE DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

	1952	1959	1979	
Acier (millions de tonnes)	1,3	13,3	35	
Charbon	66,5	347,8	635	
Pétrole brut	0,4	5,5	106	
Ciment	2,9	6,0	73,9	
Engrais chimiques	0,2	2,0	53,5	
Filets de coton (millions de balles)	3,5	8,2	14,7	
Bicyclettes (unités)	80 000	?	10,1	millions
Postes de radio	—	?	13,8	millions
Montres-bracelets	—	?	17,1	millions
Electricité (milliards de kWh)	7,3	41,5	282	
Céréales (millions de tonnes)	164	185-200	332	
Coton	1,3	2,4	2,2	
Sucre	0,45	1,1	2,5	
Porcs (millions en fin d'année)	90	140	319	

(Les chiffres de 1952 et de 1979 sont ceux des statistiques officielles chinoises. Les chiffres de 1959 sont ceux de Jacques Guillermez, *le Parti communiste chinois au pouvoir*, Payot, 1972, c'est-à-dire corrigeant les falsifications admises plus tard par les autorités elles-mêmes.)

Et devant la marge étroite qui sépare la satisfaction des besoins alimentaires de la population chinoise d'une réapparition de la famine, toutes les fractions ont pratiqué une politique systématique d'importation des céréales.

**IMPORTATIONS CHINOISES
DE CÉRÉALES**
en millions de tonnes par an

1961	6,2	1971	3,0
1962	4,0	1972	4,8
1963	4,0	1973	7,7
1964	5,2	1974	7,0
1965	5,2	1979	10,0
1966	5,0	1980	10,0 estimations
1967	4,0	1981	10,5
1969	3,9		

(Les chiffres de 1961 et de 1969-1974 sont de Pierre Péan, *Après Mao, les managers*, Fayolle, 1977, p. 156 ; ceux de 1962-1967 sont de Jacques Guillermez, *Le Parti communiste chinois au pouvoir*, Payot, 1972, p. 448. Les estimations pour 1979, 1980, 1981 sont du *New York Times*, 28 décembre 1980, et de *World Business Weekly*, 20 octobre 1980.)

On pourrait supposer que ces constantes résultent automatiquement des contraintes du sous-développement. Il n'en est rien. Le seul résultat inévitable des contraintes, c'est que la marge des variantes possibles et réalisables est étroite. Aucune politique économique ne peut assurer à un milliard de Chinois — que ce soit à présent ou dans dix ans — un niveau de consommation et de culture comparable à celui des pays industrialisés, voire semi-industrialisés.

Mais précisément parce que cette marge est étroite, la gestion et la planification bureaucratiques, les choix erronés, les erreurs désastreuses en matière d'investissements ou de priorités, le gaspillage des ressources, l'étouffement du potentiel d'initiative des masses, ont en Chine des conséquences encore plus néfastes que dans des pays plus développés. Ce sont de véritables crimes contre le prolétariat et

la paysannerie pauvre, des crimes contre le peuple chinois, des crimes contre l'humanité.

La crise de l'économie chinoise est une crise de la gestion bureaucratique et non de l'économie socialisée, exactement comme en URSS et en Pologne. C'est une crise de sous-production des valeurs d'usage, non une crise de surproduction des valeurs d'échange, comme on en connaît dans les pays capitalistes. C'est une crise de sous-utilisation de ressources physiques (matérielles et humaines), non une crise de sur-accumulation de capital. Celui qui ne comprend pas ces distinctions n'a pas compris l'ABC de l'analyse économique marxiste.

L'exemple chinois confirme ce que les marxistes révolutionnaires n'ont cessé d'affirmer depuis un demi-siècle. La démocratie socialiste n'est pas un « luxe pour les pays riches ». Elle n'est pas une « norme idéale » à réaliser « après l'élimination finale de l'impérialisme », devant forcément s'effacer entre-temps devant les impératifs de la *Realpolitik*. Elle est une exigence matérielle, immédiate, dans tous les Etats ouvriers, pré-condition indispensable pour un emploi un tant soit peu rationnel des ressources matérielles et humaines, seul cadre qui permet un fonctionnement un tant soit peu harmonieux de la planification, seul moyen de réduire de manière un tant soit peu suffisante les gaspillages, les impérities et la gabegie dans la gestion des moyens de production collectivisés. Sans démocratie socialiste, il est impossible de recenser réellement les besoins de la masse des consommateurs et leurs priorités. Il est encore moins possible de recenser les capacités de production réelles des entreprises et de contrôler couramment leur emploi effectif. Toute planification efficace devient impossible dès lors que les bureaucrates ont un intérêt matériel à occulter une fraction des ressources des entreprises. Toute la vie économique devient opaque.

Dans ce sens, le dilemme dramatique

de la Chine, en tant que pays beaucoup moins développé que l'URSS, que les « démocraties populaires », que Cuba ou que la Yougoslavie, en tant que pays où le prolétariat est beaucoup moins développé et beaucoup moins qualifié, c'est que la démocratie socialiste y est beaucoup plus difficile à réaliser. Mais en fonction du même sous-développement, la démocratie socialiste y est plus nécessaire encore. Son absence impose à l'économie des déséquilibres — et aux masses des sacrifices beaucoup moins tolérables — justement parce que des soupapes de sûreté, qui existent ailleurs, y font défaut. Nous sommes convaincus qu'un nombre croissant de travailleurs, de jeunes rebelles, de communistes critiques en République populaire de Chine, en tireront toutes les conclusions qui s'imposent. Signe des temps : le nouveau Mouvement démocratique chinois a fait son drapeau de la « Cinquième Modernisation » : la démocratie, dont dépend la réalisation des quatre autres, scientifiques et économiques. ■

Ernest MANDEL
15 janvier 1981.

PS : La crise économique et sociale s'est encore aggravée en janvier 1981. Le gouvernement semble avoir décidé d'accentuer sa politique d'austérité par des fermetures d'entreprises et des licenciements massifs décidés au niveau central. Cela créera pour la première fois un chômage adulte de grande envergure dans les villes, avec une réduction des revenus des chômeurs de l'ordre de 25 à 50 %, vu le bas niveau des allocations de chômage prévues (38). Une source nouvelle de mécontentement des masses s'ajoutera ainsi à celle résultant de la vie chère. ■

E.M.
27 janvier 1981.

38. *Le Monde*, 27 janvier 1981.

Les 20 ans de l'économie cubaine

Un premier bilan, de nouvelles orientations

LE 1er janvier 1981, la Révolution cubaine fêtait son vingt-deuxième anniversaire. Quelques jours plus tôt, s'était tenu à La Havane le IIe Congrès du Parti communiste cubain (PCC). La réaffirmation spectaculaire de la solidarité combattante avec le Nicaragua, Grenade, ainsi qu'avec les peuples mobilisés du Salvador et du Guatemala ; la mobilisation ferme et sans concessions face aux risques accrus qui vont peser sur l'Etat ouvrier cubain avec l'accession à la présidence des Etats-Unis de Ronald Reagan ; la position convergente avec celle de l'Union soviétique adoptée à propos de la crise polonaise ; voilà qui suffisait pour reléguer au second plan les questions autres qu'internationales dont il a été question au Congrès (1). D'ailleurs Fidel Castro, dans son discours de clôture, prononcé devant plusieurs centaines de milliers de personnes réunies sur la place de la Révolution à La Havane, ne pouvait que renforcer cela en déclarant : « Notre Congrès a été avant tout internationaliste ! »

Une part essentielle du rapport fleuve de Fidel Castro — et donc du Congrès — a pourtant été consacrée aux questions économiques. Il s'agissait d'analyser les résultats du Ier Plan quinquennal (1976-1980), d'adopter les grandes lignes du IIe (1981-1985) et de dresser un premier bilan de l'implantation « graduelle et croissante » du nouveau « Système de direction et de planification de l'économie » entamée depuis 1978, sur la base des orientations générales votées lors du Ier Congrès du Parti communiste cubain, en décembre 1975.

C'est dans le contexte de ce bilan du Plan quinquennal

qu'il faut replacer la première partie de cet article, traitant de quelques unes des données actuelles de l'économie cubaine, ses acquis et ses faiblesses.

Mais, toujours au plan économique, ce IIe Congrès clôt une décennie fondamentale, allant de l'échec de la « *Zafra des 10 millions* » en 1970 à la généralisation, fin 1980, du « *Système de direction de l'économie* ».

C'est entre ces deux dates que, peu à peu, se sont concrétisées de nouvelles orientations quant à l'organisation, la planification, la gestion et le contrôle des activités économiques, quant à l'organisation du travail notamment.

En dernière analyse, beaucoup des choix qui ont été faits sont autant de tentatives pour élever une productivité du travail qui reste dramatiquement basse. Pour essayer de résoudre une des nombreuses contradictions de la Révolution cubaine, peut-être la plus éclairante : le très haut degré de conscience politique des masses et leur faible « conscience économique ».

C'est avant tout sous cet angle que la deuxième partie de cet article traite de certaines des mesures de remise en marche de l'économie entre 1971 et 1974, et des orientations du XIIIe Congrès de la Centrale des travailleurs cubains (CTC), l'événement central d'années à tous égards déterminantes, et qu'elle analyse quelques unes des caractéristiques du nouveau « *Système de direction de l'économie* », qui est la systématisation et l'approfondissement de l'orientation adoptée dès les premières années de la dernière décennie.

I. — 1980 : Le combat contre le sous-développement

Acquis et problèmes

Jean-Pierre BEAUVAIS

L'avalanche d'informations chiffrées contenues dans les quatre heures du rapport de Fidel Castro consacrées aux aspects économiques n'apporte pas d'éléments fondamentalement nouveaux sur les acquis et les grandes tendances, alors que le Ier Plan quinquennal vient de s'achever. Il s'agit surtout d'une confirmation d'ensemble de ce qu'indiquaient les analyses et les statistiques partielles publiées ces dernières années.

a. — Progrès de l'industrie sucrière : elle reste le secteur de base de l'économie cubaine. Depuis 1972, année où la production était tombée au plus bas (4,3 millions de tonnes), celle-ci n'a cessé de croître pour atteindre 7,9 millions de tonnes en 1979 (voir Tableau I). Augmentation du rendement agricole dans les plantations, mécanisation accrue de la coupe, augmentation de la capacité et du rendement industriel au niveau du raffinage, sont le produit d'investissements considérables (environ 1 250 millions de dollars) réalisés depuis 1976, et d'une

meilleure coordination des efforts au niveau de l'activité sucrière prise comme un ensemble (2). Quatre éléments, parmi les plus significatifs, méritent d'être particulièrement soulignés :

— L'extension des surfaces irriguées qui, d'environ 50 000 ha en 1959, sont passées à 467 000 ha en 1980 ;

— Des soins plus systématiques et plus rationnels apportés aux cultures ; les surfaces ayant reçu des engrais azotés ont été multipliées par 2,5 ces quatre dernières années, alors que dans le même temps la consommation de ces engrais n'a pas doublé ;

— Sans atteindre les pourcentages espérés il y a quelques années, le taux de mécanisation de la coupe de la canne atteint maintenant 45 %, avec essentiellement des machines produites par l'industrie nationale ;

— Au plan industriel, quarante raffineries ont été agrandies ou modernisées ; deux nouvelles sont entrées en service et deux autres ont été mises en chantier. Il s'agit des premières raffineries construites à Cuba depuis cinquante ans, et près de 60 % de leur équipement est de

fabrication nationale.

b. — Malgré ces progrès de l'industrie sucrière et son importance « stratégique » dans l'économie (85,9 % de la valeur totale des exportations en 1979), son poids au niveau du produit social global (somme des biens et services produits obtenus en une année) n'a cessé de décroître, passant de 22 % en 1959 à 7,4 % en 1975 et à environ 6,1 % en 1980, selon les dernières estimations.

C'est là le meilleur indice des progrès récents en matières de diversification de l'agriculture et surtout de développement industriel.

c. — Diversification agricole : la mise en culture ces dix dernières années de plus de 500 000 ha de jachères et de

1. Cf. *Inprecor* numéro 93 du 20 janvier 1981, Livio Maitan, « IIe Congrès du Parti communiste cubain : Cuba relève le défi en Amérique centrale ».

2. Le ministère de l'Industrie sucrière est chargé de la coordination de l'ensemble de l'activité sucrière.

1 800 000 ha (3) de prairies naturelles sont la base des progrès réalisés en matière de diversification agricole, puisque les surfaces consacrées à la canne ont elles-mêmes légèrement augmenté. Les productions de riz, de tubercules, les cultures maraîchères, la production d'agrumes ont connu de très importants développements. Les agrumes en particulier, en atteignant une production de 400 000 tonnes en 1980, ont connu une progression de l'ordre de 60 % durant le quinquennat et constituent une poste d'exportation nouvelle et significatif (200 000 tonnes exportées en 1980). La production de viande de volaille, dans le même temps, a pratiquement doublé par rapport à la période 1971-1975 ; de même pour la viande de porc (de 140 000 tonnes à 290 000 tonnes), tandis que la production laitière connaissait un accroissement de 54 %. La progression de la production d'œufs est également spectaculaire (voir Tableau II).

d. — Développement industriel : avec des variations annuelles importantes, moyenne annuelle de 6,25 % depuis 1961. Ces cinq dernières années, l'industrie de base (électricité, combustibles, engrais, sidérurgie, mécanique et mines) a globalement augmenté sa production de 5 %, tandis que l'industrie légère, grâce au textile, a augmenté la sienne de 23 %. Relevons quatre illustrations significatives

Année	1962	1970	1975	1980 (estimation)
	175	1 403	1 749	plus de 2100

Source : *Annuaire statistiques de Cuba.*

des développements industriels :

— Inexistante en 1959, la production d'acier est légèrement supérieure en fin de quinquennat à 400 000 tonnes par an ;

— La production en valeur des industries mécaniques et électroniques dépasse celle de la production industrielle sucrière (considérée au seul niveau du raffinage). Réfrigérateurs, cuisinières, appareils de télévision, postes de radio, sont maintenant, pour l'essentiel, de fabrication nationale ; les autobus sont construits à partir de châssis importés, et des matériels nécessaires à la production et à la transformation sucrières sont d'ores et déjà exportés en quantité significative ;

— Cuba est très loin en tête de tous

les autres pays dits « en voie de développement » avec une production de ciment de l'ordre de 230 kilos par an et par habitant ;

— La valeur de la production minière traditionnelle de Cuba, le nickel, est depuis peu dépassée par la valeur de la production de la pêche industrielle, une activité entièrement nouvelle.

e. — Consommation collective, consommation privée. L'option délibérée prise dès le début de la révolution, et

3. Chiffres fournis par le ministère de l'Agriculture. Dans son rapport au IIe Congrès du PCC, Fidel Castro parle de 850 000 ha pour les années du Ier Plan quinquennal.

TABLEAU I
PRODUCTION, EXPORTATION ET PRIX D'EXPORTATION DU SUCRE — 1959-1979

	En milliers de tonnes		En cents de dollar US par livre	
	Production de sucre	Exportation de sucre	Prix payé par l'Union soviétique	Prix du marché mondial
1959	6039	4951	—	2,97
1960	5943	5634	—	3,14
1961	6876	6413	4,09	2,75
1962	4882	5132	4,09	2,83
1963	3833	3520	6,11	8,34
1964	4475	4176	6,11	5,77
1965	6156	5316	6,11	2,08
1966	4537	4435	6,11	1,81
1967	6236	5683	6,11	1,92
1968	5165	4612	6,11	1,90
1969	4459	4799	6,11	3,20
1970	8538	6906	6,11	3,68
1971	5925	5511	6,11	4,50
1972	4325	4140	6,11	7,27
1973	5253	4797	12,02	9,45
1974	5930	5491	19,64	29,66
1975	6315	5744	30,40	20,37
1976	6156	5764	30,95	11,51
1977	6485	6238	35,73	8,14
1978	7328	7231	40,78	7,80
1979	7992	—	—	—

Sources : *Annuaire statistiques de Cuba* ; *Développement et perspectives de l'économie cubaine* publication de la Banque nationale de Cuba ; CEPAL ; *Bulletin statistique* de l'Organisation mondiale du sucre.

TABLEAU III
ELEVES INSCRITS PAR TYPE D'ENSEIGNEMENT

ANNEE SCOLAIRE	1958-1959	1970-1971	1975-1976	1979-1980
EDUCATION PRIMAIRE (du pré-scolaire au « 6e grade ») — de 5 ans à 11 ans —	717 400	1 664 600	1 922 400	1 672 900
SECONDAIRE dont	88 100	239 199	606 750	1 150 300
1er Cycle (7e au 10e grade)	63 500	171 200	382 600	690 500
2e Cycle (11e au 13e grade)	(1er et 2e cycles)	15 500	37 700	135 300
Technique et professionnel	15 600	27 899	102 750	214 600
Formation d'enseignants (du primaire et premier cycle secondaire)	9 000	24 600	83 700 (1)	109 900 (1)
SUPERIEUR	21 000	35 137	89 957	146 240 (2)
EDUCATION SPECIALE (enfants handicapés)	134	7 880	12 483	25 026

(1) Ces chiffres pour 1975-1976 et 1979-1980 incluent les élèves d'écoles normales d'instituteurs et de professeurs du premier cycle du secondaire et les instituteurs et professeurs du premier cycle titulaires et qui suivent une formation complémentaire.

(2) Ces chiffres n'incluent que les étudiants inscrits dans un centre d'enseignement supérieur dépendant du ministère. Ils n'incluent pas les étudiants à l'étranger et les formations de niveau supérieur données dans le cadre de l'armée, du parti ou de cours du soir spécialisés pour professionnels. Selon une enquête publiée par *Granma* (Weekly Review, November 16, 1980) le nombre d'inscrits dans ces catégories d'enseignement supérieur et celui des étudiants cubains à l'étranger se montait en 1979-1980 à 53 960. Le total des Cubains ayant reçu une éducation supérieure durant l'année scolaire 1979-1980 serait donc de 200 200.

Sources : Ministère de l'Éducation, La Havane ; *Annuaire statistique de Cuba, 1976*, Comité d'État des Statistiques ; Rapport de Humberto Perez, président du Conseil central de planification devant la IIe session de l'Assemblée du Pouvoir populaire, décembre 1977 ; Documents du IIe Congrès du Parti communiste cubain, décembre 1980.

TABLEAU IV
CONSULTATIONS MEDICALES A CUBA

ANNEES	1963		1973		1976	
	TOTAL	par habitant	TOTAL	par habitant	TOTAL	par habitant
TOTAL	15 575 478	2,0	39 971 851	4,4	45 011 622	4,7
Consultations externes	10 223 963	1,4	24 127 533	2,6	25 650 702	2,7
Urgences	3 650 703	0,5	10 514 281	1,1	12 254 287	1,3
Stomatologie	700 812	0,1	5 330 037	0,6	7 106 633	0,7

Source : Ministère de la Santé publique, La Havane ; Publications CEPAL.

maintenue sans interruption depuis lors, d'accorder la priorité à la consommation collective par rapport à la consommation privée, est réaffirmée. Cette dernière toutefois doit bénéficier largement, dans les années à venir, du développement de l'industrie électro-mécanique et des industries légères. Cette priorité a souvent alimenté la propagande impérialiste contre la révolution et ses vitrines vides. D'autant plus que, comme l'ont prouvé la crise de l'ambassade du Pérou et la vague de départs ultérieurs pour les États-Unis, il est des secteurs minoritaires de la population qui n'accep-

tent pas ce choix. A certaines époques, les restrictions ont d'ailleurs été très draconiennes (4).

Mais il est impossible de douter, notamment au vu des résultats, qu'il s'agisse d'une priorité acceptée par une large majorité du peuple cubain, et qu'elle corresponde à ses intérêts.

Résultats qui, dans leur ensemble, fournissent les meilleurs exemples existant aujourd'hui à l'échelle internationale d'une lutte victorieuse contre les terribles effets sociaux de la domination impérialiste et du « sous-développement » économique.

Deux exemples peuvent illustrer cela : l'éducation et la santé.

f.— L'éducation : le tableau des élèves inscrits par type d'enseignement est à lui seul explicite sur l'ampleur de l'acquis (Tableau III) :

— La troisième grande étape de développement du système d'éducation est en voie d'achèvement. Il y a

4. Il y a eu sur ce plan une réelle amélioration depuis le début de l'année 1980, qui s'est particulièrement accentuée au cours du second semestre.

d'abord eu la campagne d'alphabétisation, puis la « bataille du 6e grade » visant à ce que l'ensemble de la population — en âge scolaire et adulte — reçoive une éducation primaire complète. Cela acquis, c'est la bataille du 9e grade qui est en cours et qui sera bientôt achevée : d'ici deux ans, l'ensemble des enfants d'âge scolaire suivront le premier cycle de l'enseignement secondaire. A la rentrée scolaire 1980-1981, 98,5 % des enfants sortant de l'école primaire entraient dans le secondaire : la bataille du 9e grade peut d'ores et déjà être considérée comme une bataille gagnée ;

— L'ensemble du système éducatif est gratuit, du jardin d'enfant à l'université, et cela inclut le matériel, les livres, le transport et très souvent la nourriture ;

— Une politique systématique de formation des adultes est menée, dans le cadre d'une relation étroite entre les études et le travail et d'une volonté d'adapter en permanence le système éducatif aux nécessités du développement économique. Les résultats obtenus à ce niveau semblent encore limités ;

— L'accent mis, durant toute une première période, sur l'aspect quantitatif — participation gratuite de tous à une éducation de base de longue durée (9 années) — a conduit à négliger la qualité de la plupart des enseignements de plus haut niveau ou spécialisés. Sans doute faut-il voir là une des causes de la faible incidence apparente du développement massif de l'éducation sur la productivité du travail. Malheureusement, il y a peu de chances pour que la récente introduction de l'enseignement du « marxisme-léninisme » à tous les niveaux du système éducatif, et sur la base de programmes « importés » d'Union soviétique, contribue à l'amélioration de cette situation.

g. — La santé : il s'agit sans aucun doute du secteur où se combinent le plus le développement d'une infrastructure spectaculaire et les expériences novatrices. Dorénavant, le système cubain de santé publique dispose de suffisamment d'installations décentralisées et réparties sur l'ensemble du territoire, de suffisamment de personnel médical qualifié et de ressources, pour pratiquer, dans le cadre de la gratuité totale, une véritable médecine préventive. Le changement de relation entre le médecin et le patient inscrit dans la médecine préventive se combine à une participation croissante de la population à l'organisation et à l'évolution des polycliniques (5), dans le cadre des structures locales du pouvoir populaire (6).

Les Tableaux IV et V illustrent deux aspects des résultats acquis ; l'augmentation du nombre des consultations et l'accès au stade de la médecine préventive d'une part ; la très forte baisse des taux de mortalité d'autre part.

Ajoutons enfin, et à titre de comparaison, qu'avec 159 médecins pour 100 000 habitants Cuba a, sur ce plan, une densité moyenne supérieure à la moyenne française qui est de 135 pour

TABLEAU V
TAUX DE MORTALITE
pour 1 000 habitants

	1958	1974	1976	1979
GENERALE	6,3	5,6	5,5	5,4
INFANTILE				
âge (0-1)	33,4	27,9	22,9	19,3
PRESCOLAIRE				
âge (1-4)	2,7	1,2	1,0	0,9
SCOLAIRE				
âge (5-14)	0,7	0,4	0,4	0,4

Sources : Ministère de la Santé publique La Havane ; Rapport de Fidel Castro au IIe Congrès du Parti communiste cubain.

TABLEAU VI
STRUCTURE DES EXPORTATIONS
en pourcentage

Produits de l'industrie sucrière	85,9 %
Produits de l'industrie minière	4,6 %
Produits de l'industrie du tabac	1,7 %
Produits de l'industrie de la pêche	2,8 %
Produits autres	5,0 %

Source : Comité d'Etat des Statistiques, La Havane.

100 000 habitants. Enfin, l'espérance de vie à la naissance rejoint maintenant celle des pays les plus développés : 74 ans et demi pour la femme et 71 ans et demi pour l'homme.

L'ensemble de ces acquis, produit d'un taux très élevé d'accumulation du capital depuis maintenant vingt ans (7) ne doit pas masquer deux problèmes essentiels abordés maintenant.

h. — La dépendance persistante par rapport au sucre en tant que principal produit d'exportation et ses conséquences.

Il s'agit d'une dépendance considérable, comme l'indique le Tableau VI sur la structure, en pourcentages, des exportations pour l'année 1979.

Les effets en sont multiples. La dépendance par rapport au sucre, c'est la dépendance par rapport à ses fluctuations de prix sur le marché mondial. Cela malgré l'effet « atténuant » des accords bilatéraux, et à long terme, passés avec l'Union soviétique : un système d'indexation lie le prix du sucre vendu par Cuba à l'URSS au prix du pétrole qu'elle lui achète (voir Tableau I).

L'exportation du sucre étant une importante source d'accumulation, c'est

cette dernière qui, en fin de compte, reste partiellement dépendante du marché mondial et de ses fluctuations.

Ainsi, le 1er Plan quinquennal avait fixé, à la fin de 1975, un taux moyen de croissance de 6 % par an pour 1976-1980. Cela s'est très vite révélé irréalisable, faute des moyens financiers sur lesquels les planificateurs avaient compté : après avoir atteint leur maximum historique en novembre 1974 (65,18 cents la livre ce mois-là, avec une moyenne pour l'année de 29,66 cents la livre), les cours ont chuté à 7,80 cents en 1978 (voir Tableau I).

Le Plan supposait notamment un investissement dans l'industrie de l'ordre de 15 milliards de dollars sur cinq ans, un tiers seulement étant fournis par l'Union soviétique et les autres pays du COMECON. La chute brutale des rentrées en devises attendues des ventes de sucre sur le marché libre, a obligé à réduire dans de fortes proportions ces projets d'investissement (8).

Durant toutes les premières années du Plan, le sucre a flanché en tant que source d'accumulation : son prix moyen de vente sur le marché mondial durant cette période étant, selon Fidel Castro,

5. Il s'agit en l'occurrence d'unités relativement petites et décentralisées.

6. Sur le « Pouvoir populaire », lire Rouge numéro 952, second article d'une série de quatre, reportage réalisé à Cuba au mois de décembre 1980 par Jean-Pierre Beauvais. Numéro 951, 9-16 janvier 1981, « Cuba : Extension de la révolution et défense de la bureaucratie soviétique » ; numéro 952, 16-22 janvier 1981, « Cuba : "Pouvoir populaire" et démocratie socialiste » ; numéro 953, 23-29 janvier 1981, « Cuba : Acquis et choix économiques » ; numéro 954, 30 janvier-5 février 1981, « Cuba : Déformations bureaucratiques, réorganisation démocratique ».

7. A propos du taux d'accumulation à Cuba, des sources émanant du JUCEPLAN indiquent pour le début des années 1970 des taux « proches de 30 % ». D'après une enquête du journaliste américain James Higgins, le taux d'accumulation du capital a été de 31 % en 1968, de 33 % en 1970 et de 28 % en 1971. Cité par Carmelo Mesa Lago, *Cuba in the 1970's, Pragmatism and Institutionalisation*, University of New Mexico Press, Mexico, 1975.

8. D'après une évaluation faite en 1975 par le ministère de l'Industrie sucrière, une variation du prix du sucre de un cent de dollar par livre augmente ou diminue de 40 millions de dollars les recettes obtenues sur le marché libre.

TABLEAU VII
LES PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR CUBAIN
en millions de pesos cubains

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations totales	1 050	861	771	1 153	2 237	2 947	2 692	2 912	3 417
URSS	529	304	224	477	811	1 661	1 638	2 066	2 496
Autres Etats ouvriers	248	261	197	268	472	341	452	378	410
Reste du monde	273	296	350	408	954	945	602	468	511
Imports totales	1 311	1 387	1 190	1 463	2 226	3 113	3 180	3 433	3 558
URSS	691	731	714	811	1 025	1 250	1 490	1 858	2 317
Autres Etats ouvriers	226	239	200	224	328	354	374	467	516
Reste du monde	394	417	276	428	873	1 509	1 316	1 108	725
Solde total	- 261	- 526	- 419	- 310	11	- 166	- 488	- 521	- 141
URSS	- 162	- 427	- 490	- 334	- 214	411	148	208	179
Autres Etats ouvriers	22	22	- 3	44	144	- 13	78	- 89	- 106
Reste du monde	- 121	- 121	74	- 20	81	- 564	- 714	- 640	- 214

Source : *Annuaire statistique de Cuba*.

approximativement égal à 55 % de la moyenne mondiale de ses coûts de production (9).

L'influence sur le commerce extérieur est évidente : le commerce extérieur cubain n'a cessé de diminuer durant la période de chute des cours du sucre commencée en 1975. En 1978, par exemple, les importations cubaines en provenance d'Europe, du Canada et du Japon, ont diminué de 22,1 % par rapport à 1977, renforçant encore la place prépondérante qu'ont les échanges avec les pays du COMECON dans le commerce extérieur cubain.

Le Tableau VII donne une vue d'ensemble du commerce extérieur de Cuba depuis 1970. Il est à rapprocher du Tableau I.

i. — Déficit structurel du commerce extérieur et dette : le déficit structurel du commerce extérieur de Cuba est mis en évidence dans ce tableau. Bien que l'ampleur de ce déficit soit largement fonction des variations du prix de vente du sucre, on ne peut imputer l'existence de ce déficit structurel à la seule dépendance du sucre, mais à une combinaison entre celle-ci et d'autres facteurs : importation de la totalité des sources d'énergie, inflation se répercutant sur le prix d'achat des nombreux biens d'équipements achetés dans le cadre de la politique d'industrialisation, etc.

Il s'agit d'un problème chaque fois plus grave et qui peut devenir un véritable goulot d'étranglement : la dette accumulée de Cuba avec les pays « hors COMECON » se monterait, selon plusieurs estimations convergentes, à 2,7 millions de dollars. Pour avoir une idée de ce que signifie cette somme, il faut la mettre en rapport avec les recettes annuelles d'exportations en devises convertibles. La dette est environ cinq fois supérieure, soit égale à cinq années d'exportations en devises convertibles...

j. — Malgré la très vague et rapide mention, dans le rapport de Fidel Castro, d'une augmentation de la productivité du travail de 3,4 % (10), celle-ci reste globalement, et dans tous les secteurs de l'activité économique, *extrêmement faible*. Un exemple relatif à la construction donnera la mesure du problème : il faut en moyenne cinq ans, à La Havane, pour construire un immeuble d'habitation d'environ dix étages, alors que la technologie employée est moderne (appel à de nombreux éléments préfabriqués notam-

ment) et que le nombre d'ouvriers est supérieur d'environ 30 % à celui employé sur un chantier équivalent en France (11). La multiplication d'exemples dans la presse, les discours de dirigeants, empiriquement la visite de quelques centres de travail, tout cela ne peut que convaincre de l'ampleur de ce phénomène qui a été, durant la décennie 1970-1980, au centre des préoccupations des dirigeants cubains, lorsqu'il s'est agi pour eux de procéder à des choix en matière d'orientation économique.

II. — 1970-1980 : Décennie de la productivité

L'échec de la campagne pour une récolte record de sucre, pour une *zafra* de 10 millions de tonnes en 1970, est à juste titre considéré comme un événement dont les effets ont été déterminants à un moment de l'histoire de la Révolution cubaine. Les masses et l'ensemble de l'appareil économique du pays ont été, en 1969-1970, mobilisés pour cet objectif. C'était là un symbole et l'aboutissement de l'orientation économique suivie depuis plusieurs années, particulièrement depuis 1966, et dont la caractéristique la plus évidente était le volontarisme, tant au niveau des objectifs fixés qu'à celui des moyens mis en œuvre pour leur hypothétique réalisation. Trois aspects peuvent illustrer cette politique.

9. Fidel Castro, « Rapport au IIe Congrès du PCC », *Granma*, résumé hebdomadaire, 28 décembre 1980.

10. Les chiffres disponibles sur la productivité du travail sont extrêmement imprécis. Nous avons même relevé des données différentes — sinon contradictoires — pour des périodes déterminées ou des secteurs d'activité spécifiques. Le rapport de Fidel Castro devant le IIe Congrès du PCC n'échappe pas à ces imprécisions. Le chiffre de 3,4 % semble s'appliquer à l'ensemble du quinquennat, en l'absence

— La réduction, en 1966, du pouvoir et des fonctions du JUCEPLAN, la Junta centrale de planification. L'élaboration d'un Plan économique à moyen terme, comme cela avait été tenté pour la période 1962-1965, est abandonnée. Rapidement les Plans annuels sont, dans les faits, largement abandonnés. La mise en place d'un appareil statistique, impulsé durant les années antérieures, est totalement négligée. En lieu et place de tout cela sont lancés, sous la responsabilité directe de Fidel Castro, des « plans spéciaux » ou encore « mini-plans ». Ils concernent un secteur spécifique, très circonscrit, de l'activité économique. Leur mise en pratique se fait, théoriquement, sur la base d'une très grande centralisation. L'adop-

d'autres précisions, ce qui est très bas. Cela recoupe un ensemble de données partielles recueillies à Cuba, et concernant des secteurs tels que l'activité portuaire et la construction notamment.

11. On pourrait citer de nombreux exemples de ce type. Une brève enquête concernant le port de La Havane — où pourtant des efforts considérables ont été faits en permanence pour augmenter la productivité — tend à indiquer une productivité inférieure de 50 % à celle des grands ports français.

tion d'un « mini-plan » signifie que le secteur concerné a priorité sur d'autres en matière d'investissements, de livraisons de matières premières ou de combustibles par exemple. Elle signifie également que la réalisation des objectifs ainsi fixés a l'absolue priorité sur tous les autres projets ayant à voir avec ce secteur. Les « mini-plans » se succèdent les uns aux autres, il était devenu fréquent de voir investissements et techniciens transférés d'un projet en cours de réalisation à un autre. Un nombre croissant, et au total considérable, de projets — à demi-terminés, inutilisables et définitivement abandonnés — symboliseront cette expérience des « plans spéciaux », des « mini-plans ».

— L'« offensive révolutionnaire » lancée sur le terrain économique au printemps 1968, et alors que l'expérience des « mini-plans » bat son plein. Il s'agit de nationaliser ce qui reste du secteur privé dans l'industrie et les services (en fait des poches d'activité d'importance très secondaire). Il faut surtout réaliser des records au niveau des investissements, de l'accumulation, quitte à sacrifier drastiquement la consommation (12). Dans les discours faits à l'époque pour justifier cette offensive, il est souligné que « Cuba avance rapidement dans la construction d'une société communiste ».

— L'abandon d'une politique d'industrialisation rapide et de diversification de la production agricole qui avait été mise en pratique jusqu'en 1964. Jugée irréaliste, à cause du manque de ressources du pays et des effets du blocus économique de l'impérialisme, elle est remplacée à partir de 1965-1966 par une politique visant à augmenter au maximum la production sucrière et à utiliser les ressources en devises ainsi obtenues pour mécaniser et moderniser cette production.

C'est le contexte dans lequel est adopté un « Plan sucrier » s'étendant sur la période 1965-1970. Il prévoyait des investissements considérables, de l'ordre de 4,5 milliards de francs français de l'époque, devant être notamment affectés à la modernisation et l'extension des raffineries, 90 % d'entre elles étant dotées d'équipements ayant déjà plus de trente ans d'âge.

En 1970, seulement un tiers de ces investissements s'étaient matérialisés. Cela signifiait, pour n'en rester qu'au problème du raffinage, que seules 152 raffineries étaient en état de marche, alors qu'en 1959 il y en avait 161.

Dans un tel contexte, l'objectif des 10 millions — l'aboutissement du « Plan sucrier » — était totalement irréaliste. D'autant que l'infrastructure au niveau de la coupe et du transport présentait les mêmes déficiences et que la main-d'œuvre qualifiée manquait dramatiquement.

A posteriori, des techniciens de l'ISO (International Sugar Organization), l'Organisation internationale du sucre, ont considéré que l'infrastructure dont disposait Cuba à l'époque permettait une production de 6 millions de tonnes. Sans atteindre les 10 millions fixés, la production de la *zafra* de 1970 dépasse le chiffre

de 8 millions et demi de tonnes, record jusqu'alors jamais égalé (voir Tableau I).

Mais le prix à payer est considérable. La totalité des secteurs économiques est affectée : en l'absence d'un Plan d'ensemble, tous les « mini-plans » en cours de réalisation ont été subordonnés au « Plan sucrier ». Retards dans les investissements, chutes de production en sont les conséquences les plus immédiates. Dans certaines branches industrielles, l'activité a été fortement ralentie sinon stoppée à cause du départ d'une partie importante du personnel — sur une période prolongée — dans les brigades de coupeurs de canne volontaires.

L'infrastructure sucrière elle-même est affectée par une utilisation trop intensive : si 152 raffineries étaient en état de marche au début de cette fameuse *zafra*, lorsque viendra celle de 1972, seules 115 raffineries seront encore en état de marche...

Dans le chaos qui s'instaure, c'est l'ensemble des problèmes économiques de la Révolution cubaine qui sont mis à nus. Leur ampleur ne sera pas masquée par la direction — et en particulier par Fidel Castro — qui fera de l'économie le thème central de ses principaux discours durant les deux ou trois années suivantes.

Petit à petit, précisément au fil de ces discours, derrière les critiques de la période antérieure, on peut voir s'ébaucher de nouvelles orientations.

Les nombreuses mesures de remise en route et de réorganisation de l'économie prises de 1971 à 1974 en sont la trame.

Le nouveau « Système de direction et de planification de l'économie » élaboré à la fin de cette période, adopté dans ses modalités générales lors du Ier Congrès du PCC, et mis en place depuis trois ans ne sera que l'approfondissement et la mise en forme systématique de cette orientation.

C'est donc dans les premières années de la décennie 1970-1980, que vient clore le IIe Congrès du PCC, qu'ont été faits les choix économiques essentiels. Des choix au centre desquels sont les masses cubaines ; mais des choix à propos desquels n'existe aucune possibilité réelle de débat auquel ces masses pourraient organiquement participer.

Le problème central à résoudre est pourtant celui de la très faible productivité du travail, dont l'une des dimensions essentielles est la faible « conscience économique » des travailleurs...

NOUVELLES ORIENTATIONS

Mettre fin au gaspillage et à l'inefficacité des investissements : mise en chantier d'une nouvelle planification

Un grand nombre de discours, tant de Fidel Castro que des responsables économiques, sont consacrés à l'inefficacité ou à la mauvaise utilisation des investissements. Lors de son voyage au Chili en novembre 1971, le Premier ministre cubain déclara : « Souvent, le désir d'accomplir beaucoup en une période de temps très

courte, nous a conduit à rassembler et à consacrer de nombreuses ressources pour un objectif déterminé. Et le résultat est que, loin d'avoir fait la meilleure utilisation de ces ressources, nous les avons gaspillées. (13) » Les exemples concrets de gaspillage abondent. Ainsi, à la même époque, Fidel Castro analysera le phénomène du gaspillage au niveau des investissements agricoles, en particulier des tracteurs : les quelque 50 000 tracteurs importés entre 1959 et 1970 ont été, dirait-il, « utilisés pour toutes sortes d'activités non productives », comme « transporter les paysans aux matchs de base-ball, à la plage, aux fêtes de toutes sortes, ou encore lorsqu'ils rendent visite à des amis ». Il expliquera comment les tracteurs ont été confiés à des travailleurs agricoles ignorant tout de la mécanique, ne sachant pas les utiliser correctement et encore moins les entretenir. Aussi, conclura-t-il, « lorsque l'exploitation agricole appartenait à un propriétaire, un tracteur durait une vingtaine d'années. Mais, depuis que l'Etat est devenu propriétaire de cette exploitation, un tracteur ne dure plus que deux, trois, au maximum quatre années » (14).

L'inefficacité (le gaspillage) en ce qui concerne les investissements industriels est dénoncée elle aussi. On cite le cas de nombreuses usines presque entièrement terminées et qui ne peuvent être mises en marche car, depuis des mois — ou des années —, il manque une machine — ou la pièce d'une machine — essentielle au processus de production. On parle de quantités considérables de biens d'équipement, importés à grands frais, et inutilisables après avoir été exposés des mois et des mois aux intempéries, sur des terrains vagues, à la périphérie des ports. On pourrait allonger la liste.

Les transports fournissent également de nombreux exemples de cette situation. Dans un document important pour la compréhension de cette étape, Osvaldo Dorticos mentionne la crise des chemins de fer, dont le rôle est vital, notamment durant la *zafra* pour le transport de la canne. Sur un parc de 300 locomotives, seules 134 sont en état de marche. Les autres — en général récentes — sont inutilisables à la suite d'un mauvais entretien prolongé (15).

Tous ces exemples renvoient à deux grands types de problèmes : a) l'état chaotique de la planification, pour ne pas dire l'absence de planification à la suite de la politique des « mini-plans ». Rapidement, cette politique sera abandonnée. Formellement, le JUCEPLAN retrouvera ses prérogatives et ses fonctions et, avec l'aide technique de l'URSS, des Plans intermédiaires seront préparés, dans la perspective du Ier Plan quinquennal prévu, dès cette époque, pour 1976-1980 ; b) le bas niveau de « conscience économique » des travailleurs cubains.

12. Cf. les indications détaillées en note 7.

13. Fidel Castro, sélection hebdomadaire, 5 décembre 1971.

14. Ibid.

15. *Economía y Desarrollo*, numéro 12, juillet-août 1972.

Faible productivité du travail : retour au système des normes et sa généralisation

L'ampleur du problème est révélée par une enquête dont les résultats sont publiés par la revue *Bohemia*, en mai 1970. Dans 200 entreprises de différentes tailles, appartenant à tous les secteurs de l'activité économique, et localisées dans les différentes provinces de la République, il apparaît que, en moyenne, un tiers de la journée de travail est perdu ; les cas où il s'agit de la moitié de la journée de travail étant relativement fréquents...

Deux raisons sont avancées : le fait que beaucoup d'entreprises emploient des travailleurs en surnombre et l'abandon — depuis 1966 — de tout système de normes (ce qu'un travailleur doit produire en un temps déterminé).

Des directeurs d'entreprise, des responsables de la production ou du personnel ont commenté les résultats de cette enquête. Ils insistent sur le fait qu'ils n'ont, dans leur entreprise et en l'absence de normes, aucun moyen de contrôler réellement la productivité des ouvriers.

Fin 1970-début 1971, des commissions composées de directeurs d'entreprises, de responsables de la production, de techniciens, d'ouvriers qualifiés et de membres du parti seront réunies pour discuter de la réintroduction du système des normes. L'une des questions les plus souvent abordées dans les débats est de savoir si un tel système est contradictoire ou non avec les « *stimulants moraux* ». En filigrane, il y a la crainte que les mesures proposées ne constituent un véritable tournant. Dans le cadre de ces débats, Jorge Risquet, à l'époque ministre du Travail, refusera de se prononcer. Il défendra seulement l'idée que la réintroduction des normes est indispensable, car elles sont le seul instrument permettant de mesurer l'effort du travailleur.

Du second semestre de 1971 à la fin de l'année 1973, le système des normes sera progressivement rétabli. Lorsque, du 11 au 15 novembre 1973, se tient le XIIIe Congrès de la CTC, la centrale syndicale, « *70 % de la force de travail employée par l'Etat utilise le système du travail normé* ». Dans un rapport fait à ce Congrès, il est même affirmé que la productivité du travail aurait augmenté de 21 % durant la seule année 1972 grâce à l'introduction des normes... Apparemment, ces résultats ne concernent que l'industrie. La très faible productivité du travail reste la règle dans l'agriculture : Raul Castro, dans son discours au Congrès de fondation du Syndicat national des travailleurs de l'agriculture et de l'élevage, en septembre 1973, en donnera des exemples saisissants : selon lui, il est très fréquent que dans les fermes d'Etat les seuls coûts salariaux excèdent largement la valeur de la production. Il en conclura notamment à la nécessité d'éliminer la main-d'œuvre inutile qui constitue un pourcentage appréciable de la main-d'œuvre totale employée dans les fermes d'Etat (16).

Réorganisation de la politique des salaires : priorité aux stimulants matériels in-

dividuels

Le XIIIe Congrès de la CTC de la fin 1973, dont il vient d'être question, marque un réel tournant. L'une des thèses centrales adoptées à ce Congrès concerne « *le renforcement du système socialiste de distribution en fonction du travail* », l'opposant au « *système en fonction des besoins* ». C'est d'ailleurs lors du discours de clôture prononcé à ce Congrès que Fidel Castro fera une sévère critique des conceptions prévalant à la fin des années soixante : « *Payer le même salaire pour le même type de travail sans prendre en compte l'effort productif impliqué est un principe égalitaire que nous devons corriger.* » Dans le même discours, il annoncera que des voitures allaient être importées afin d'être vendues aux cadres techniques « *dans le but d'accroître leur productivité* ». Quelques mois plus tard, dans le courant du premier semestre de 1974, sera annoncé le déblocage de 132 millions de pesos (environ 600 millions de francs français) pour améliorer les revenus des techniciens et des dirigeants d'entreprises, « *en reconnaissance de leurs qualifications* ».

Une autre thèse approuvée par le XIIIe Congrès de la CTC traite de l'organisation du travail et des salaires. Les salaires sont à nouveau liés aux normes (c'était partiellement le cas entre 1963 et 1966, puis cela avait été aboli). Si le travailleur remplit son quota, il recevra l'intégralité du salaire qui lui correspond. S'il ne le remplit pas, son salaire sera réduit en proportion du non-accomplissement du quota. S'il dépasse le quota, son salaire sera augmenté proportionnellement, et avec un bonus (égal au 100 % du dépassement). Par ailleurs, les heures supplémentaires volontaires et non payées sont remises en question : une heure supplémentaire non payée reviendrait plus cher qu'une heure régulière de travail normalement payée, vu la très faible productivité des travailleurs dans ces circonstances, et alors que les autres composantes du coût de production ne varient de toute façon pas...

Le nouveau système d'« *émulation socialiste* » approuvé par le XIIIe Congrès de la CTC prévoit d'autres types de « *stimulants matériels* » et le maintien de stimulants dits « *moraux* ». Ils se situent dans le cadre d'une « *compétition* », le plus souvent individuelle et parfois collective. Les « *stimulants matériels* » pour les individus consistent, par exemple, en une priorité pour les vacances (lieux de séjours, etc.), ou pour les programmes ré-

créatifs. Pour les collectivités, il s'agit d'allocations pour l'amélioration ou la construction d'installations à usage social, culturel ou sportif dépendant de l'entreprise. Ce qui est appelé « *stimulants matériels* » consiste en diplômes, médailles et titres, tel que celui de « *héros national du travail* ».

Tant dans les résolutions du XIIIe Congrès de la CTC que dans les déclarations gouvernementales faites postérieurement, est soulignée l'importance de promouvoir les nouveaux stimulants matériels individuels à la productivité. La résolution sur la distribution des articles électro-ménagers, le « *Plan CTC* » connu sous l'appellation encore maintenant à Cuba de « *Plan des biens de consommation durables* » ne sont pas disponibles dans le commerce, mais sont répartis par le ministère du Commerce intérieur dans les différentes entreprises (17). La liste des produits disponibles est affichée. C'est un comité de travailleurs élus, ou dans certains cas l'Assemblée des travailleurs, qui détermine les priorités, en fonction d'abord de leurs mérites (respect ou dépassement des quotas de productivité) et, secondairement, de leurs besoins. Dans une large mesure, c'est selon les mêmes critères que sont faites les attributions de logements (18).

Les dirigeants cubains présenteront toujours le XIIIe Congrès de la CTC comme le Congrès décisif : celui de la réactivation et de la démocratisation du mouvement syndical. Dans les limites assignées à l'activité syndicale quotidienne — essentiellement veiller à la bonne application des lois sociales —, cela est vrai. Mais l'importance de ce Congrès réside ailleurs. C'est un Congrès consacré à la « *bataille pour l'augmentation de la productivité du travail* ». Les résolutions adoptées constituent le fondement de la politique suivie jusqu'à maintenant en matière d'organisation et de rétribution du travail d'émulation socialiste.

Systématisation des normes, salaires liés à leur accomplissement, privilège à la qualification, « *stimulants* » essentiellement matériels et individuels, et liés directement à la productivité : ces grandes orientations forment un ensemble cohérent dont on ne voit pas, en l'absence de mécanismes de participation démocratique, comment il pourrait contribuer à élever le niveau de « *conscience économique* » des masses. On pouvait difficilement imaginer, par ailleurs, rupture plus nette avec l'« *égalitarisme* » mis en avant durant la période antérieure. Les résolutions adoptées pour aider à la politique

16. Raul Castro, « Palabras en la clausura del acto de constitución del Sindicato Nacional de Trabajadores Agropecuarios », *Granma*, 10 septembre 1973, p. 2-3.

17. C'est toujours la manière selon laquelle sont répartis la plupart des appareils électro-ménagers, même si on commence à en trouver en vente libre, mais à des prix beaucoup plus élevés et sans possibilité de crédit.

18. La crise du logement est l'un des problèmes les plus aigus auquel est confrontée la population cubaine. La priorité a été donnée — en matière de construction — aux infrastructures sociales (écoles, hôpitaux, etc.), à l'indus-

trie et aux transports. Malgré un plan massif de construction de logements, prévu pour les prochaines années, le retard pris est tel — par rapport à l'accroissement démographique et au développement accéléré des anciennes constructions — qu'il ne semble guère possible d'arriver à une situation satisfaisante avant la fin de siècle. Les nombreuses conséquences sociales de cette situation mériteraient à elles seules une étude spécifique ; signalons la plus évidente, le poids que garde très souvent la famille, puisqu'est très courant que trois générations cohabitent sous un même toit et dans un espace plus restreint.



Fidel Castro en visite dans une exploitation agricole, au temps des « mini-plans » anarchiques...

de la réduction de la quantité de monnaie en circulation en sont une illustration.

Réduire la demande et accroître la production de biens

Dès les premières grandes mesures sociales prises par la révolution, le pouvoir d'achat de la population avait augmenté de façon importante. Le plein emploi, la garantie de salaire annuel pour les travailleurs du sucre, l'augmentation très substantielle des bas salaires, des pensions, l'extension des services sociaux gratuits (éducation, santé, sécurité sociale, téléphone, eau...), la réduction du prix des loyers, et de nombreux services tels que l'électricité, le gaz et les transports y ont contribué à des degrés divers.

Par ailleurs, le faible développement de la production nationale de biens de consommation, combiné à l'exportation systématique de produits autrefois desti-

nés à la consommation interne (tabac, alcools, par exemple), et surtout à la réduction des importations, a signifié dans les faits une très forte réduction de l'approvisionnement en biens de consommation.

Face à cette situation, a été introduit dès 1962 un système de rationnement rapidement généralisé à l'ensemble des biens de consommation, afin qu'une répartition égalitaire des biens disponibles puisse avoir lieu. En règle générale, toutefois, les revenus des familles excédaient largement ce qu'il était possible d'acheter chaque mois. D'où une croissance considérable de la quantité de monnaie en circulation.

Selon Osvaldo Dorticos dans son *Analyse et perspective de l'économie cubaine*, il y avait, en 1970, 3 478 000 000 de pesos en excès, et le revenu total de la population était égal à deux fois la valeur de ce qu'il était possible d'acheter. La population aurait donc pu théorique-

ment vivre un an sans travailler. D'où un inévitable marché noir. Afin de réduire la quantité d'argent, décision a été prise à la fois de réduire la demande et d'accroître la production de biens disponibles. Certains prix sont donc augmentés, l'abolition des loyers déjà repoussés est définitivement annulée, ainsi qu'une nouvelle augmentation des salaires les plus bas. C'est dans ce cadre qu'au XIII^e Congrès de la CTC certains avantages obtenus par les travailleurs durant la période précédente sont remis en question : la garantie de 100 % de ressources pour les « travailleurs d'avant-garde » en cas d'incapacité ou de retraite est éliminée, de même que la garantie d'un salaire annuel pour les ouvriers du sucre qui, au maximum, travaillent six mois dans l'année.

Parallèlement, un effort était fait pour augmenter la quantité de biens de consommation mis à la disposition de la

population et élargir ainsi le cadre draconien des restrictions. Il s'agit là d'une politique cohérente avec la nouvelle orientation sur les salaires. Quel effet sur la productivité pourrait bien avoir un salaire « en fonction de la norme et avec bonus », s'il n'y avait rien à acheter ? Les effets de ces mesures ont été rapides : le pourcentage de surplus monétaire par rapport au revenu annuel de la population a été réduit de 87 % en 1970 à 47 % en 1973.

DE NOUVEAUX LIENS AVEC L'URSS L'ADHÉSION AU COMECON

L'échec de la « *Zafra des 10 millions de tonnes* » et ses conséquences vont impliquer un ensemble de rapports économiques qualitativement nouveaux avec l'Union soviétique. Selon la JUCEPLAN, le déficit commercial cumulé avec la seule Union soviétique est, en 1970, d'environ 2 milliards de dollars (19).

En 1971, les importations en provenance d'URSS augmentent en valeur d'environ 5 %, tandis que les exportations cubaines, toujours vers l'URSS, baissent de près de 40 %. Pour cette seule année, le déficit commercial est de 427 millions de pesos (environ 500 millions de dollars), et, en 1972, il frôle les 500 millions de pesos (soit presque 600 millions de dollars). A cette époque, c'est environ 50 % du commerce extérieur qui se fait avec l'URSS (voir Tableau VII).

L'augmentation considérable du déficit est due à la baisse de la production sucrière à partir de 1971, et à l'incapacité dans laquelle Cuba se trouve d'honorer les accords commerciaux bilatéraux passés antérieurement.

Il convient toutefois d'ajouter à cette raison essentielle le prix payé alors par l'Union soviétique pour les livraisons de sucre (6,11 cents la livre), le même depuis 1963. Il avait été fixé cette année-là dans le cadre d'un accord bilatéral régulièrement reconduit depuis. Entre-temps, les prix pratiqués sur le marché mondial ont beaucoup fluctué ; mais, si durant les années 1965-1968, le prix fixé en commun avec l'URSS était supérieur de trois fois à celui du marché mondial, en 1972 il lui était de 15 % inférieur (voir Tableau I).

Les importations en provenance de l'URSS étant pour l'essentiel incompressibles (énergie, biens d'équipement), une renégociation de l'ensemble des rapports économiques et commerciaux bilatéraux s'imposait. Elle est menée alors que Cuba n'avait aucune marge de manœuvre et s'est conclue en deux temps.

D'abord par l'entrée officielle de Cuba dans le COMECON, le 11 juillet 1972, lors de la 26e Session de cet organisme. Carlos Rafael Rodriguez, chef de la délégation cubaine, s'engage dans son intervention à assurer de façon stable l'approvisionnement du « camp socialiste » en sucre. Il demande en retour une aide pour le développement de l'industrie du nickel, ainsi que pour la mise en place de nouvelles méthodes de planification. Dans sa réponse, Alexis Kossyguine in-

sistera sur la nécessité de travailler à la coordination du futur Plan quinquennal cubain (1976-1980) avec les plans des pays du COMECON. Ainsi se trouvait esquissé le cadre général d'une coordination et d'une intégration qui n'a cessé de se renforcer depuis lors.

Le deuxième temps de conclusion de ces négociations décisives se situe six mois plus tard, en décembre 1972. Fidel Castro et Leonid Brejnev signent alors, à Moscou, cinq accords économiques bilatéraux. L'URSS paiera immédiatement un prix plus élevé pour le sucre et surtout, dans le futur, ce prix sera indexé, selon un système assez complexe, sur le prix de vente du pétrole soviétique à Cuba. Une aide technique considérable est prévue pour mécaniser la récolte de la canne à sucre, développer l'industrie du nickel, augmenter la production électrique, moderniser les raffineries de pétrole et réorganiser les méthodes de planification, notamment en développant l'utilisation des ordinateurs. La dette accumulée entre 1960 et 1972 voit son remboursement différé de 25 ans, de 1986 à 2011. Un crédit pour compenser le déficit prévisible des années 1973-1975, d'un montant de 1 milliard de roubles, est octroyé dans les mêmes conditions. Enfin, un accord commercial de trois ans est signé (20).

Ces accords sont d'une importance capitale. Dans l'immédiat, ils donnent à l'économie cubaine les moyens de traverser une passe extrêmement difficile. A moyen et à long terme, ils scellent la place déterminante de la production de sucre dans le cadre d'une « *division du travail* » et d'une coordination des planifications entre pays du COMECON. A partir de là, ils définissent certaines des autres priorités que l'on retrouvera dans le Ier Plan quinquennal et aussi dans le Iie Plan (mécanisation de la coupe de canne, nickel...). Enfin, la réorganisation des structures centrales de la gestion économique et de la planification se fera avec l'aide de spécialistes soviétiques et du COMECON.

Il s'agit d'un véritable tournant dans les rapports entre Cuba et l'Union soviétique. Le blocus organisé par l'impérialisme américain en réponse au surgissement de l'Etat ouvrier avait, au début des années soixante, conduit celui-ci à dépendre largement pour sa survie des rapports économiques avec l'Union soviétique. Les accords de 1972, non seulement traduisent un accroissement considérable de cette « dépendance » d'un type particulier, mais ils l'institutionnalisent, la planifient à long terme ; ils jettent les bases d'un combat contre le sous-développement s'accommodant de ce cadre.

En ce sens, il n'est pas exagéré d'affirmer que ces accords constituent l'élément le plus décisif de ces années difficiles de remise sur pieds de l'économie cubaine, la toile de fond aussi des orientations et des mesures prises alors, et analysées plus haut dans cet article.

La mise en pratique systématique de l'ensemble de ces orientations et mesures — telles que les normes de travail, les stimulants matériels individuels, les nouvel-

les méthodes de gestion — va se trouver facilitée par une très rapide et considérable augmentation des prix du sucre sur le marché mondial : le prix moyen pour l'année 1974 atteindra 29,66 cents la livre, presque sept fois son prix moyen pour 1971. Ce facteur, combiné aux facilités contenues dans les accords URSS-Cuba, va permettre de maintenir un taux très élevé d'accumulation, tout en prenant des mesures permettant d'améliorer quelque peu la consommation individuelle. Passée l'étape initiale de réorganisation, immédiatement après 1970, la productivité ne fera pas quant à elle de grands progrès.

Les améliorations vécues quotidiennement par la population, et rendues en grande partie possibles grâce à la conjoncture sucrière favorable, seront avant tout mises au compte de ces nouvelles orientations qui n'en seront que plus populaires.

Dès lors, le terrain était particulièrement favorable à leur systématisation et leur approfondissement : ce sera l'adoption par le Ier Congrès du PCC du nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* ».

LE « SYSTEME DE DIRECTION ET DE PLANIFICATION DE L'ECONOMIE »

On ne peut étudier, dans le cadre de cet article, l'ensemble de ce nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* », puisqu'il s'agit, selon les résolutions du Ier Congrès du PCC, de « *l'ensemble de principes, sous-systèmes, méthodes et procédures à partir et à travers lesquels se réalisent l'organisation, la planification et la gestion des activités économiques* ».

De plus, si les principes généraux en ont été adoptés dès décembre 1975, ce n'est que durant l'année 1978 que ceux-ci ont commencé à être appliqués de manière expérimentale à un groupe d'entreprises sélectionnées et représentatives d'un large éventail d'activités productives et de services. Et ce n'est qu'après la mise en place, ces dernières années, de tous les nouveaux organismes de gestion économique, après la restructuration du réseau d'entreprises, avec l'entrée en vigueur du Iie Plan quinquennal, où sont introduites pour la première fois des catégories telles que « profit » et « rentabilité », que l'on peut parler d'une mise en pratique généralisée de ce nouveau système.

Aucune étude d'ensemble des modalités de cette mise en pratique n'est jusqu'à maintenant disponible, bien que de très nombreux articles sur des points limités et spécifiques soient publiés dans la presse quotidienne. Quant à ses effets sur l'activité économique, sur la productivité en particulier, il faudra examiner le degré

19. JUCEPLAN, cité par Carmelo Mesa Lago, *op. cit.*

20. « Report to the People on the Economic Agreements Signed with the Soviet Union », *Granma*, Weekly Review, January 14, 1973.

de réalisation des étapes initiales du Plan quinquennal pour disposer d'une première appréciation d'ensemble, à partir d'indicateurs sérieux.

Nous nous limiterons donc à ce qui apparaît essentiel : la volonté de mettre en place un système économique planifié « fondé sur les lois économiques objectives qui agissent dans l'étape de construction du socialisme (21) », notamment sur la loi de la valeur et des « relations monétaire-mercantiles généralisées ». Un système fondé non plus à partir de directives administratives hyper-centralisées, mais de « leviers » économiques relativement décentralisés. Un système dont toute la logique consiste à faire du profit l'indice essentiel du Plan, de sa réalisation. Un système qui implique une autonomie importante des entreprises dans le cadre de ce que l'on appelle à Cuba la « décentralisation económico-opérative » ; c'est-à-dire, en particulier, une autonomie plus grande dans l'utilisation des fonds mis à leur disposition par l'Etat.

Préalablement, trois éléments doivent être rappelés pour préciser la signification et l'importance de l'installation de ce nouveau « Système de direction et de planification de l'économie ».

a. — La mise en place de ce « système » a signifié un bouleversement des structures étatiques chargées des questions économiques. Pour en mesurer l'importance, il suffit de rappeler qu'ont été créés ces cinq dernières années un Comité d'Etat des Finances, un Comité d'Etat des Prix, un Comité d'Etat pour l'Approvisionnement matériel et technique, un Comité d'Etat de Normalisation, un Comité d'Etat des Statistiques, un Institut d'informatique, tandis que l'ensemble de l'appareil bancaire était réorganisé (22).

L'ampleur de la restructuration du réseau d'entreprises a signifié que de 3050 entreprises d'Etat en 1976, on est revenu à 2 420 à la fin de 1980 (23). Petit à petit, les relations entre ces entreprises sont devenues contractuelles, c'est-à-dire effectuées sur la base de contrats bilatéraux négociés dans le cadre des objectifs fixés par le Plan. Dans cette perspective, un système de crédit à court terme a été instauré pour les entreprises. Un règlement général des entreprises a été adopté qui fixe le degré d'autonomie dont celles-ci bénéficient pour leur gestion économique. Cela s'applique tant pour les entreprises de production que pour celles chargées de la distribution. En d'autres termes, les rapports entre usines et magasins deviennent eux aussi de type contractuel. Dans le domaine des biens de consommation notamment, cela devrait permettre aux entreprises productrices de mieux tenir compte des goûts du consommateur.

b. — La mise en place de ce « système », telle qu'elle s'est faite à Cuba, est intimement liée au processus d'institutionnalisation mené parallèlement au cours des années 1976-1977 (24). L'insurrection du « pouvoir populaire », à

partir de la mise en place des assemblées populaires au niveau municipal, régional et national, a signifié une réelle décentralisation, au niveau des activités économiques d'intérêt local ou régional. Les entreprises concernées dépendent maintenant des organismes locaux ou régionaux du « pouvoir populaire », devant lesquels leurs directeurs sont responsables.

c. — Cette mise en place enfin, se fait à partir d'une réaffirmation et d'un nouvel approfondissement des normes et des stimulants matériels — surtout individuels — liés à la productivité. Plus généralement, ce sont l'ensemble des thèses adoptées par le XIIIe Congrès de la CTC qui sont reprises dans le nouveau système.

Système de direction de l'économie et loi de la valeur

Dans le cadre d'une économie comme celle de Cuba, c'est-à-dire l'économie encore « sous-développée » d'un pays qui a réalisé une révolution socialiste, la référence à la loi de la valeur comme étant l'une des lois économiques objectives sur lesquelles doit se fonder le nouveau « Système de direction et de planification de l'économie » implique de réels dangers.

Jusqu'à maintenant, et compte tenu des choix faits dans la période 1971-1974, les priorités économiques et sociales ont toujours résulté de choix politiques conscients. Choix politiques ayant le dessus par rapport à la loi de la valeur pour dicter les décisions économiques, en particulier les choix d'investissements.

Ainsi, la priorité a été en particulier accordée au plein emploi dans les villes et les campagnes, à l'éducation pour tous et aussi à la réduction des retards technologiques. Elle n'a pas été accordée à un quelconque « rendement maximum ». Le choix (politique) de ces priorités a été nécessairement fait en violation de la loi de la valeur.

Si tel n'avait pas été le cas, si les investissements avaient été faits, durant cette même période, non pas en fonction de choix politiques, mais en fonction de la loi de la valeur, ils auraient dû être faits dans les secteurs où la rentabilité est la plus grande d'après les prix sur le marché mondial ; dans le cadre des caractéristiques de l'économie cubaine (sous-développement, monoculture), cela impliquait nécessairement le développement de la monoculture pour l'exportation. Ce n'est évidemment pas ce que veulent les dirigeants cubains lorsqu'ils expliquent aujourd'hui que la permanence de la loi de la valeur dans l'étape de construction du

socialisme doit être un des éléments de base du nouveau « Système de direction et de planification de l'économie ».

Ils veulent en premier lieu, et cela est positif, que la loi de la valeur ne soit plus ignorée comme ce fut fréquemment le cas, en particulier durant la première décennie de la révolution. Ne pas ignorer la loi de la valeur signifie notamment un calcul sérieux des coûts de production, donc une connaissance exacte des sommes allouées aux secteurs auxquels il a été préalablement décidé de donner la priorité. Ne pas ignorer la loi de la valeur, dans cette perspective, ne signifie donc nullement faire des choix en fonction de la loi de la valeur. Mais, les priorités étant préalablement déterminées selon des critères autres (politiques et sociaux), il s'agit, à partir d'une stricte évaluation des coûts, d'éviter les gaspillages et pertes que, en dernière instance, les masses devront payer de sacrifices inutiles. Cela est d'autant plus une nécessité dans le cas de Cuba que l'économie — sources d'énergie, biens d'équipement — dépend largement du commerce extérieur.

Mais, s'il est correct et positif de la part des dirigeants cubains de ne plus ignorer la loi de la valeur, et en ce sens et dans ces limites d'en tenir compte, il peut être dangereux et lourd de conséquences de ne pas réaffirmer en même temps que la loi de la valeur doit être, à l'heure du choix des orientations, violée délibérément et de façon permanente. Ne pas la réaffirmer, maintenir une certaine confusion (« Une des lois économiques sur lesquelles doit se fonder le nouveau système de direction... ») tend à accréditer l'idée que la loi de la valeur peut aussi avoir une fonction de régulation de la production, être donc un facteur largement déterminant du choix des investissements.

Loi de la valeur et autonomie des « entreprises socialistes »

Dans le contexte actuel de l'économie cubaine marqué par de profondes réformes encore « inachevées », il ne s'agit pas d'une question d'ordre académique : elle est intimement liée au contenu réel de l'autonomie de décision des entreprises. Au plan des textes, bien que les formules restent assez générales, les limites sont assez clairement établies : l'« entreprise socialiste » sera dotée d'une « indépendance relative permettant de la différencier des autres unités de base de l'économie et se concrétisant dans une autonomie económico-opérative dans sa gestion (25) ». En même temps, « les

21. Primer Congreso del Partido Comunista Cubano, Tesis y Resoluciones, « Resolución sobre el sistema de dirección y de planificación de la economía », p. 189-207.

22. Un « Comité d'Etat » est en fait équivalent à un véritable département ministériel.

23. Fidel Castro, « Rapport au IIe Congrès du PCC », Granma, résumé hebdomadaire, 28 décembre 1980.

24. Pour une description de l'ensemble de ce processus, lire Martha Harnecker, Cuba, dic-

tature ou démocratie ?, Cahiers libres numéro 312-313, François Maspero, Paris, 1975. Cf. également Reglamento de las Asambleas Nacional, Provincial y Municipal del Poder Popular, Ministerio de Justicia, La Havane, 1979 ; et Primer Congreso del Partido Comunista Cubano, Tesis y Resoluciones, « Resolución sobre los órganos del Poder Popular », p. 167-185.

25. Primer Congreso del Partido Comunista Cubano, Tesis y Resoluciones, p. 199.

organismes supérieurs doivent équiper les entreprises avec les moyens technico-matériels et financiers adéquats pour l'accomplissement du Plan (26) ».

En d'autres termes, les investissements restent intégralement faits par voie budgétaire dans le cadre des choix centralisés déterminés lors de l'élaboration du Plan. Mais la porte semble laissée ouverte pour que, dans le cadre de leur autonomie accrue, les entreprises aient ultérieurement la possibilité de disposer d'une partie du surproduit (leur surproduit net) pour auto-investir. Selon plusieurs informations concordantes, il s'agit d'une question qui a été débattue entre certains économistes du JUCEPLAN et qui contiendrait à l'être.

Par ailleurs, la démarcation entre cette question de l'auto-investissement et celle des « fonds décentralisés de stimulation économique des entreprises » n'est toujours pas clairement établie. Il s'agit là « des fonds recueillis sur les bénéfices réalisés par l'entreprise après déduction de la part revenant au budget national ». Ces fonds sont affectés à :

— l'amélioration des conditions socio-culturelles des travailleurs de l'entreprise (stimulants matériels collectifs) ;

— l'alimentation d'un système de primes individuelles aux travailleurs en relation avec les résultats de la gestion de l'entreprise, système qui inclut le personnel dirigeant et administratif (stimulants matériels individuels) ;

— l'amélioration des « conditions technico-productives de l'entreprise (27) ».

C'est à propos du troisième point qu'il y a confusion. Il s'agit d'une sorte de fonds d'amortissement pour la modernisation des équipements productifs, leur amélioration technique ; il semble cependant que certains économistes et directeurs d'entreprise soient tentés de voir là une ouverture potentielle vers de futures possibilités d'auto-investissement. On aborde là un des problèmes essentiels posés par le nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* ».

Les primes du personnel — et notamment des dirigeants — dépendant des résultats de l'entreprise, ces derniers tendront logiquement à rechercher les conditions permettant de réaliser le maximum de profit. L'un des facteurs d'accroissement du profit, ce sont bien évidemment les investissements, leur efficacité et leur ampleur. Dans la mesure où ils y ont un intérêt matériel, les dirigeants chercheront donc à contrôler et à déterminer de plus en plus l'ampleur et les objectifs de ces investissements (comme d'ailleurs la quantité et la qualité des marchandises à produire et leur prix). Ils le feront d'autant plus systématiquement que leurs pouvoirs, en particulier ceux des directeurs, ont été largement amplifiés dans le cadre de la nouvelle autonomie des entreprises. Responsable de l'ensemble de la marche de celle-ci, de l'organisation de la production, des relations avec les autres unités de production et avec les autorités administratives, le directeur ne partage réellement son pouvoir de décision avec les délégués des travailleurs (syndicat) que

sur la répartition du fonds social et du fonds de prime.

Or, si la logique des principes et des mécanismes du nouveau « *Système de direction et de planification de l'économie* » devait conduire à la possibilité pour les entreprises — en l'occurrence les directeurs — de réaliser systématiquement et de façon décentralisée des « auto-investissements » productifs à partir des bénéfices préalablement réalisés, les conséquences ne manqueraient pas d'être désastreuses.

— Dans la mesure où une économie encore « sous-développée » — comme l'est l'économie cubaine — compte de grandes inégalités de productivité entre entreprises d'un même secteur ou de secteurs différents, dans la mesure où les entreprises à haute productivité sont très peu nombreuses, il suffit qu'elles gardent à leur disposition une partie de leur surproduit net pour que l'inégalité de développement et de revenus entre entreprises anciennes et entreprises à la technologie avancée croisse au lieu de diminuer.

— Si les entreprises disposent de possibilités significatives d'auto-investissements, elles (là encore les directeurs) auront tendance, devant la pénurie généralisée de produits industriels, à orienter leurs investissements de façon à accroître la production de marchandises leur faisant le plus défaut, ou faisant localement le plus défaut par exemple.

Autrement dit, des critères d'intérêt sectoriel, d'intérêt local, pourraient rapidement prendre le dessus, s'imposer par rapport à des priorités nationales, dès lors qu'est « appliquée » la loi de la valeur ; les inégalités entre secteurs d'activité — et donc entre secteurs de la classe ouvrière — allant croissant par ailleurs (28).

Encore une fois, on n'en est pas à ce stade à Cuba, et l'autonomie accrue des entreprises dans l'utilisation des fonds mis à leur disposition par les organismes supérieurs, telle qu'elle est actuellement pratiquée, ne remet nullement en cause le fait que les investissements productifs soient intégralement faits par voie budgétaire, dans le cadre de choix centralisés. Mais l'accroissement de l'autonomie « *économico-opérative* » des entreprises, le profit en tant qu'indice essentiel de fait, par rapport au Plan, les stimulants matériels — fonction de ce profit — et pour tous, ouvriers et « dirigeants », le rôle accru de ces derniers — directeurs et leurs collaborateurs —, se combinent pour pousser fortement dans le sens de l'auto-investissement décentralisé ; le flou théorique quant au champ d'application de la loi de la valeur créant de plus un terrain extrêmement favorable.

Et cela d'autant plus que l'argument de « bon sens », de l'efficacité immédiate

ne peut manquer de jouer fortement : dans un pays où l'hyper-centralisation de la première décennie est assimilée à l'idée de chaos économique et de privation ; où décentralisation est assimilée à efficacité accrue depuis l'instauration du « pouvoir populaire local », à mieux-être aussi, dans la mesure où les premières décisions dans ce sens ont coïncidé avec le boom sucrier ; dans un pays, enfin, où la pénurie des marchandises industrielles reste très grande, comment imaginer que l'idée d'auto-investissement décentralisé ne soit pas en général populaire, sans parler de l'enthousiasme de ceux qui, à l'avance, sont assurés d'en profiter ?

Le nouveau « *Système de direction et de planification* » étant totalement mis en place, les premiers effets positifs de ses mesures de rationalisation technique se faisant sentir (ce fut déjà le cas durant l'année 1980), c'est dans cette dangereuse logique que risque alors d'être entraînée l'économie cubaine. Ce ne serait là, au fond, que la poursuite du cours suivi depuis dix ans. Prises séparément, nombre des mesures ponctuelles adoptées au long de la décennie achevée peuvent être tout à fait justifiées et peu discutables dans leur contenu. Mais, de l'ensemble qui va de la réintroduction généralisée du système des normes au nouveau « *Système de direction et de planification* » en passant par le XIIIe Congrès de la CTC, il y a une logique profonde et qui est erronée.

Cette logique correspond notamment à la volonté de remédier au problème central qu'est la très faible productivité du travail ; mais d'y remédier en faisant l'économie d'un véritable pouvoir ouvrier organisé. Cela est illusoire : au-delà des progrès immédiats — fruits de meilleures techniques de gestion ou de planification, de nouveaux acquis technologiques, des effets de stimulants matériels individuels —, une amélioration durable de cette productivité ne pourra être acquise sans s'attaquer à l'essentiel : la faible « conscience économique » des travailleurs. Et dans une économie collectiviste, planifiée, seule la participation des travailleurs aux grands choix économiques ainsi qu'à la gestion quotidienne permet l'élévation significative de cette conscience. La planification démocratique, l'autogestion au niveau des unités de production ou de distribution en sont les instruments.

Les dirigeants cubains ne sont pas l'expression d'une couche bureaucratique privilégiée, aux intérêts antagoniques à ceux des masses, comme c'est le cas dans un « Etat ouvrier dégénéré » tel que l'Union soviétique, ou comme on le voit actuellement en Pologne. Ils expriment généralement à travers leurs choix les intérêts immédiats et aussi à plus long ter-

26. *Ibid.*, p. 200.

27. Raúl Martell, *La Empresa Socialista*, Editorial de Ciencias Sociales, La Habana, 1979, p. 96-97.

28. Sur l'ensemble de ces problèmes, lire en particulier Ernest Germain, « La loi de la valeur, l'autogestion et les investissements dans l'économie des Etats ouvriers », *Quatrième Internationale*, numéro 21, 22e année, février-mars 1964, article traitant de la polémique

publique à Cuba entre Ernesto Che Guevara et Alberto Mora (ministre du Commerce extérieur). Les articles fondamentaux de cette polémique ont été publiés dans *Nuestra America*, revue économique publiée par le ministère de l'Industrie, numéro 3, octobre 1963, La Havane. Lire également Ernest Germain, « Les réformes Liberman-Trapeznikov de la gestion des entreprises soviétiques », *Quatrième Internationale*, numéro 24, 23e année, mars 1965.

de des masses cubaines. C'est là d'ailleurs la raison essentielle de l'appui considérable dont ils continuent à jouir, 22 ans après le triomphe révolutionnaire.

Les choix faits depuis dix ans quant à l'organisation de la vie économique ne sont pas le produit d'une décision délibérée visant à accroître des privilèges existants, à les étendre, afin de consolider ultérieurement une *caste* bureaucratique pour le moment inexistante. Ils créent cependant un terrain favorable à une telle évolution. A terme, et en combinaison notamment avec des facteurs de politique internationale (un recul de la révolution latino-américaine par exemple), ils peuvent la précipiter. Deux facteurs principaux sont à l'origine de ce type de choix :

— l'importance du rôle de l'Union soviétique par rapport à l'économie cu-

baine, l'absence de traditions et de recherches à Cuba en ce qui concerne la planification et l'organisation de l'économie, ont conduit assez naturellement — et quasi-inévitablement — les dirigeants cubains à se tourner vers les expériences et les modèles mis en place par la bureaucratie soviétique afin de mieux servir ses intérêts propres ;

— la conception « verticaliste », « paternaliste », que les dirigeants cubains ont de leurs rapports aux masses et d'où est absente une véritable conception d'auto-organisation ouvrière, à partir de laquelle s'articulent autogestion et planification démocratique.

L'élévation du niveau de conscience économique des masses passe nécessaire-

ment par l'auto-organisation, la gestion ouvrière, le contrôle des masses. Cela implique la libre discussion publique, la possibilité de débats ouverts au sein du parti et des organisations de masse.

C'est au fond cette alternative que les choix économiques de la décennie 1970-1980 ont voulu repousser. A terme, pourtant, après avoir usé de toutes les ressources offertes par ces choix partiels et ces réformes techniques, la direction cubaine devra trancher : *ou* auto-organisation démocratique des masses *ou* confiscation de la révolution par des couches bureaucratiques. Couches que les choix antérieurs — et leurs prolongements sociaux — auront contribué à créer...

Jean-Pierre BEAUVAIS
3 février 1980.

Entre les effets sociaux des nouvelles orientations économiques et son engagement en Amérique centrale, la Révolution cubaine est à l'heure des choix cruciaux... (DR).



INPRECOR — 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil — France